Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1973)

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

Un document produit en version numérique par Pierre Patenaude, bénévole,
Professeur de français à la retraite et écrivain
Chambord, Lac—St-Jean.

Courriel: pierre.patenaude@gmail.com

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole,
professeur de français à la retraite et écrivain,
Courriel : pierre.patenaude@gmail.com

Léon Dion,

LA PROCHAINE RÉVOLUTION.

Montréal : Les Éditions Leméac, 1973, 358 pp. Collection : La cité de l'homme.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition complétée le 21 juillet 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1973)

LA PROCHAINE RÉVOLUTION.

Montréal : Les Éditions Leméac, 1973, 358 pp. Collection : La cité de l'homme.

[2]

Ce livre a été publié grâce à une subvention du Conseil des Arts du Canada.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)
[AVANT-PROPOS](#)

Première partie. **TRADITION ET PROGRÈS**

[Chapitre 1.](#) De l'Ancien au Nouveau Régime

1. [Le climat d'esprit](#)
2. [Le nouveau régime et la situation des élites](#)

[Chapitre 2.](#) La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme

1. [La polarité des idéologies et l'intérêt des pouvoirs](#)
2. [Polarité des idéologies et voie d'analyse des idéologies](#)
3. [La polarité des idéologies au Québec](#)

Deuxième partie. **IDENTITÉ NATIONALE : ASPIRATIONS ET IMMOBILISME**

[Chapitre 1.](#) « L'État du Québec » : Destin d'un mot

[Chapitre 2.](#) Vers un nationalisme positif

1. [Participation dans la vie économique et dans le service civil](#)
2. [Un nationalisme positif](#)

[Chapitre 3.](#) Genèse et caractères du nationalisme de croissance

[Chapitre 4.](#) Pour une politique des langues au Québec

1. [Les prémisses de base](#)
2. [La situation](#)
3. [Objectifs et conditions](#) [La langue officielle. — La langue d'instruction.
— La langue de travail.]
4. Le pouvoir assimilateur

[Chapitre 5.](#) Le Canada et son avenir

Troisième partie.
VIE ÉCONOMIQUE :
ÉMANCIPATION ET CONTRAINTES

Chapitre 1. Les responsabilités de l'entreprise et l'avenir du Québec

1. [La technologie post-industrielle et le Québec](#)
2. [Le système d'éducation et le monde des affaires](#)
3. [Le gouvernement et l'entreprise](#)
4. [La participation des francophones à l'entreprise](#)
5. [Dispositions de l'entreprise vis-à-vis du Québec contemporain](#)

Chapitre 2. Société industrielle et action politique

1. [Complexité de l'organisation sociale](#)
2. [Le problème particulier du Québec](#)
3. [Les rouages des sociétés modernes](#)
4. [L'autodétermination et ses exigences](#)
5. [La responsabilité du gouvernement](#)

Chapitre 3. L'entreprise et la société québécoise

1. [La situation de l'entreprise au Québec](#)

Chapitre 4. Le nouveau contexte social de l'université

1. [Le nouveau contexte social et les fonctions de l'université](#)
2. [Le nouveau contexte social et la réforme de l'université](#)

Quatrième partie.
VIE POLITIQUE : ESPOIRS ET DÉCEPTIONS

Chapitre 1. Le Parti libéral et le choix d'un chef pour l'après-révolution tranquille

1. [Jean Lesage, personnage contradictoire](#)
2. [Exigence et volatilité des styles de leadership](#)
3. [Le Québec confronté aux problèmes que posera la prochaine décennie](#)
4. [La crise atteint la politique, le remède réside dans la participation](#)
5. [Portrait du chef futur](#)

Chapitre 2. Un exemple de gouvernement selon le mode artisanal

[Chapitre 3.](#) Un défi redoutable pour Robert Bourassa : édifier au Québec une société solide

1. [La défaite de l'U.N. : un désaveu mérité](#)
2. [Les Libéraux aidés par les tiers-partis](#)
3. [Les tâches prioritaires du nouveau chef](#)

[Chapitre 4.](#) L'action politique et les partis

1. [Modalités de l'action politique](#)
2. [Contribution des partis à l'action politique](#)

[Chapitre 5.](#) Vers de nouveaux modes d'action politique

Cinquième partie.

MODES ET MOYENS D'ACTION : VIOLENCE ET RÉPRESSION

[Chapitre 1.](#) Réflexions sur la doctrine « unidimensionnelle »

1. [Dénonciation du totalitarisme «unidimensionnel»](#)
- 2.. [Un mouvement inspiré par un humanisme sans issue](#)
3. [Les aspects positifs de la contestation](#)

[Chapitre 2.](#) Au lendemain d'une enquête du coroner

[Chapitre 3.](#) L'épisode du bill 63 : escalade vers l'anarchie ?

[Chapitre 4.](#) Au lendemain d'un douloureux réveil

Sixième partie.

LE RÈGNE DES FINS : AUTORITÉ, CHANGEMENT, PARTICIPATION

[Chapitre 1.](#) Vers une conscience autodéterministe

1. [Les formes de la nouvelle conscience collective](#)
2. [Conditions de l'autodétermination](#)

[Chapitre 2.](#) Le droit et la société

[Chapitre 3.](#) Le défi du changement

1. [La nature du changement](#)
2. [Les cadres sociaux du changement](#)
3. [Les conséquences du changement](#)
4. [Les réorganisations nécessaires](#)

[Chapitre 4.](#) Dénouer les contradictions

1. [Les causes des contradictions sociales](#)
2. [Les voies de l'avenir](#)

[Septième partie.](#)

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

[Chapitre 1.](#) Crise de la communauté politique

[Chapitre 2.](#) Crise du régime

[Chapitre 3.](#) Crise des rouages

[Chapitre 4.](#) Crise des valeurs

[Chapitre 5.](#) Tendances évolutives

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

COLLECTION LA CITÉ DE L'HOMME
DIRIGÉE PAR
PIERRE DE BELLEFEUILLE

La collection *la cité de l'homme* offre au lecteur des ouvrages sur la politique, ce mot étant entendu dans son sens le plus large. La pratique et la théorie, le passé et l'avenir, l'observation et l'interprétation, l'expérience d'ici et celle d'ailleurs : tous les aspects de la chose publique méritent qu'on s'y arrête. Un souci constant réunira les ouvrages de la collection : ils se proposeront tous de favoriser la réflexion sur la vie collective des Québécois.

Léon Dion est l'un des penseurs les plus respectés du Québec. Politologue et sociologue, il est professeur titulaire au département de science politique de l'Université Laval. Né en 1922 à Saint-Arsène de Rivière-du-Loup, il a fait ses études à Rimouski, Québec, Londres, Paris, Cologne, Zurich et Boston. Il reçut son doctorat en science politique de Laval en 1954. Il a donné des cours et des conférences dans de nombreuses institutions canadiennes d'enseignement supérieur, de même qu'à l'université d'Haïti. De 1964 à 1971, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a retenu ses services

comme conseiller spécial. Auteur de quelques ouvrages et de nombreux articles, Léon Dion est membre de la Société Royale du Canada et de plusieurs sociétés savantes.

Maître à penser d'une génération nouvelle de politicologues québécois, Léon Dion livre ses réflexions sur la double crise que traverse le Québec. Aux profondes perturbations qui agitent la civilisation occidentale s'ajoute ici l'angoisse d'une collectivité dont l'identité nationale est menacée. Les choix que font aujourd'hui et que feront demain les Québécois détermineront le caractère de la révolution désormais inévitable.

MAQUETTE DE LA COUVERTURE GUY GAUCHER

[4]

Du même auteur

« Opinions publiques et systèmes idéologiques », *Écrits du Canada français*, tome XII, 1962.

Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis, Presses de l'Université Laval, Québec, et Armand Colin, Paris, 1965.

Le Bill 60 et la société québécoise, H.M.H., Montréal, 1967.

Société et politique : La vie des groupes,

tome premier : *Fondements de la société libérale*.

tome second : *Dynamique de la société libérale*.

Presses universitaires de l'Université Laval, Québec, 1971,
1972.

[5]

Maître à penser d'une génération nouvelle de politico-logues québécois, Léon Dion livre ses réflexions sur la double crise que traverse le Québec. Aux profondes perturbations qui agitent la civilisation occidentale s'ajoute ici l'angoisse d'une collectivité dont l'identité nationale est menacée. Les choix que font aujourd'hui et que feront demain les Québécois détermineront le caractère de la révolution désormais inévitable.

[7]

À la mémoire d'André Laurendeau

[9]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Il a semblé utile de rassembler dans un même ouvrage un certain nombre de textes inédits ou parus dans divers journaux et revues. Bien que les sujets abordés traitent virtuellement de tous les aspects de la société – technologie, économie, stratification sociale, politique, culture, visées d'action et finalités – une même unité d'inspiration et de contexte relie l'ensemble de façon organique.

Mes vues personnelles, la tournure de ma pensée ont sans aucun doute évolué au cours des derniers dix ans. Comme tous les contemporains, j'ai subi l'influence des événements et des fluctuations de la conjoncture. Tout en partageant les craintes et les espoirs de la collectivité, tout en ne me déroband pas aux engagements qui ont sollicité mes prises de position dans les occasions les plus diverses, je me suis cependant toujours efforcé de conserver le sens de la mesure dans l'expression de mes idées. Celui qui use de la parole assume une responsabilité analogue à celui qui manie les armes. Si Valéry avait raison de dire que c'est entre les mains des hommes politiques et non des philosophes qu'est placée la guillotine, il convient également de se souvenir que c'est Saint-Just qui inspirait Robespierre. C'est donc, pour une bonne part, ce souci constant de la mesure qui procure son unité au présent ouvrage.

La cohérence des différents textes résulte également et peut-être plus fondamentalement encore du fait qu'ils portent tous sur une même société – ou tout au moins ont été écrits par référence à une même société – la société québécoise. Tous ensemble, ces textes décrivent et fixent un moment critique de l'évolution de cette société. Ils la montrent obligatoirement solidaire du destin de l'Occident mais en même temps engagée dans l'approfondissement de ses propres particularismes.

De graves crises ont assailli le Québec ces dernières années. On en retrouvera ici abondamment l'écho. Loin d'être une cause de distortion, les efforts d'analyse de soubresauts de toute nature – linguistiques, sociaux, politiques – que constituent [10] ces textes montrent en gros plan des facettes signifiantes de la société québécoise. Si des crises mal surmontées provoquent des brisures parfois irréparables dans le devenir des sociétés, il n'en est pas de même de ces crises dont on saisit à temps comment les composantes dialectiques sont susceptibles de déboucher sur de nouvelles synthèses des structures et des idées.

Un lien rattache cependant la « prochaine révolution » au présent et au passé. Les soubresauts qui se produisent à un rythme croissant depuis quelque temps dans le tissu de la société constituent comme autant de secousses sur le fil de la continuité historique. Ce qui, plus que tout, fait l'unité de ce livre, c'est précisément le souci constant de tenir ce fil et de montrer comment il peut être possible, par-delà les nécessaires évolutions, d'en prévenir la rupture.

[11]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

PREMIÈRE PARTIE

TRADITION ET PROGRÈS

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cours ordinaire des choses – et cela, au regard de l'Histoire, se rapporte à des périodes s'étendant sur des dizaines sinon des centaines d'années – les sociétés évoluent dans les bornes assez étroites que leur fixent et le poids de la tradition sur les esprits et, sous l'aiguillon du besoin et l'influence d'agents particuliers, l'acceptation occasionnelle de certains changements. On pourrait appeler ces longues périodes d'assoupissement apparent les latences de l'Histoire. Tout à coup et de façon souvent inopinée et inexplicable, le rythme et l'ampleur de l'évolution s'accélèrent. Individus et groupes absorbent en quelques années plus de changements qu'au cours de décennies ou même de siècles entiers. Ces périodes sont désignées « révolutions », soit par les contemporains, soit par les générations subséquentes.

C'est ainsi qu'au début des années '60, à la suite d'un article paru dans le *Globe and Mail* dans lequel l'auteur anonyme parlait de « Quiet revolution » pour qualifier les transformations qui étaient en train de se produire au Québec, les Québécois se sont mis à parler de révolution tranquille. Deux textes différents dans leur forme mais proches l'un de l'autre d'esprit, le premier écrit au printemps 1961 à l'aube des « temps nouveaux » et l'autre en janvier 1966 alors que les signes d'essoufflement crevaient les yeux, tentent d'expliquer ces années où tant de rêves souvent partis de loin s'exprimèrent dans des projets, nombre de réalisations certaines, beaucoup de belles promesses et de cruelles désillusions...

[12]

Première partie : Tradition et progrès

Chapitre 1

De l'ancien au nouveau régime *

[Retour à la table des matières](#)

Pour l'instant et pour quelque temps encore nous nous trouvons en période de transition entre deux régimes politiques de la même façon que nous sommes en période de transition entre deux types de société. Il me semble que pareille convergence de situation entre le politique, le social et le culturel est plus que fortuite et passagère. L'ancien gouvernement a corrompu et dégradé plusieurs valeurs et modes de comportement de la société traditionnelle par l'utilisation « réaliste » qu'il en a faite : certaines de ces valeurs et certains de ces modes de comportement ne survivront pas à sa chute, un même sentiment de répulsion s'étant attaché à celui-ci et à ceux-là. Inversement, s'il est fidèle à la mission qu'il s'est donnée, le nouveau gouvernement sera le héraut et l'accoucheur de valeurs et de modes de comportement adaptés à la société moderne.

Les perspectives ainsi ouvertes débouchent sur les problèmes les plus fascinants qu'une société puisse suggérer à la réflexion des hommes. Je me propose, d'abord, de tenter une évaluation sommaire du

* Ce texte reproduit sous une forme abrégée et quelque peu remaniée un article paru dans Cité libre, no 38, juin-juillet 1961.

climat d'esprit qui prévaut depuis le vingt-deux juin ; ensuite, d'indiquer dans quelle mesure le nouveau gouvernement favorise l'émergence d'élites nouvelles.

1. LE CLIMAT D'ESPRIT

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas sans intérêt de se demander si la profonde impression de soulagement qui s'était manifestée lors de l'interrègne de Paul Sauvé après la mort de Maurice Duplessis se serait prolongée pendant plusieurs mois encore et surtout si cette impression aurait survécu aux élections générales que le nouveau premier ministre aurait sans doute déclenchées au cours de l'été en remportant selon toute probabilité une victoire facile sur des adversaires complètement désorientés.

[13]

L'interrègne Sauvé a contribué à diminuer la portée de l'événement du 22 juin. En effet, l'émancipation politique du Québec n'a pas suivi la prise du pouvoir par l'équipe libérale Lesage, elle avait déjà été amorcée sous un gouvernement de l'Union nationale. C'est sous un gouvernement de l'Union nationale que notre génération a la première fois goûté du fruit de la liberté politique. Nous étions reconnaissants envers l'homme qui nous avait pris par surprise en établissant de façon rapide et décisive, comme si le tout avait été mûri longtemps à l'avance, les conditions de base de notre émancipation politique (avant tout en démythifiant la notion, jusque-là toute négative, d'autonomie provinciale). Et cette reconnaissance, plusieurs l'avaient projetée sur le parti qu'il dirigeait. C'est pourquoi, malgré la disparition inopinée de Sauvé de la scène politique et bien qu'il fût devenu évident que les conditions redevenaient franchement mauvaises au sein de l'Union nationale, ce n'est que de justesse que l'équipe libérale de Lesage fut portée au pouvoir.

L'interrègne Sauvé avait brouillé la conjoncture et c'est ce même interrègne qui empêchera le Parti libéral de passer de façon non ambiguë à l'histoire comme l'artisan de l'émancipation politique du Québec. Faut-il s'en réjouir ou s'en attrister ? Pour ma part, j'estime qu'il n'est jamais bon qu'un gouvernement puisse revendiquer trop d'actes

spécialement méritants. Cela le porte à l'arrogance et le conduit souvent à retomber dans les travers qu'il avait originellement corrigés. Il est bon de toujours se souvenir que la propension au vice est bien plus connaturelle à tout gouvernement que l'inclination à la vertu. Cette tendance est un corollaire de l'effet corrupteur du pouvoir sur les hommes. Jean Lesage a raison de répéter que son gouvernement est « l'ami du peuple ». Cela est vrai pour l'instant et pour quelque temps encore – aussi longtemps que le contrôle populaire sur les hommes au pouvoir sera suffisamment étroit et vigoureux. Les gouvernants actuels sont désireux de gouverner avec et pour le peuple et la seule pensée de gouverner sans lui et contre lui leur fait horreur. Est-ce là pur camouflage tactique de la part des hommes du nouveau gouvernement ? Il me semble que nous devons avoir le préjugé favorable à leur endroit. Nous n'avons d'ailleurs pas le choix. La plupart de ceux qui n'ont pas d'intérêts personnels à faire prévaloir affichent un état d'esprit modérément optimiste. Les seuls, en définitive, qui ruent dans les brancards de façon inquiétante sont les « patroneux » frustrés. En outre, il ne faut pas trop exiger d'un gouvernement, même du meilleur des [14] gouvernements. Selon le proverbe chinois : il ne faut pas demander à un serpent d'avoir des pieds.

C'est un fait bien connu que les gouvernements craignent généralement la critique par-dessus tout. Or, dès les premiers mois qui suivirent la prise du pouvoir, plusieurs ministres déclarèrent avec insistance qu'ils voulaient être critiqués fermement et vertement, qu'ils avaient besoin de la critique pour mener à bien leur lourd programme législatif. Et ils ne prenaient même pas la peine de qualifier le mot « critique » par le rituel épithète de « positive ». Car tout le monde sait bien ce que signifie l'expression critique « positive » lorsqu'elle vient de chefs de gouvernement ! Est-ce là pur masochisme de la part de nos nouveaux hommes politiques ? Je crois plutôt que ce désir chez eux d'être critiqués vient de leur inexpérience politique associée à un souci de bien gouverner.

Cette attitude vraiment magnanime survivra-t-elle aux critiques « de fait », aux critiques écrites noir sur blanc ? C'est là une tout autre question. Il est difficile à ceux qui détiennent un pouvoir quelconque d'admettre qu'ils ont des torts dans l'exercice de ce pouvoir. La légitimité de la détention d'un pouvoir est fonction du bon usage qui en est fait. Les gouvernants, surtout ceux qui détiennent leur charge de

l'élection, ont toujours parfaitement conscience de cette particularité du pouvoir légitime et c'est pourquoi ils croient sincèrement que les seules « bonnes critiques » sont celles qui les confirment dans le bien-fondé de leurs actes. Par contre, un jeune gouvernement, encore inexpérimenté, favorise ce qu'on pourrait appeler la critique « préventive », c'est-à-dire celle qui précède les actes de législation. Une telle critique lui permet de jauger l'état de l'opinion publique par rapport à telle ou telle question et de surmonter ses nombreuses hésitations devant l'action à entreprendre. Je crois que c'est ce type de critiques « préventives » que le nouveau gouvernement attend du peuple, et nous aurions bien tort de les lui refuser.

Dans un régime parlementaire comme le nôtre, la première forme de la critique – critique partisane mais permanente et très efficace – vient des groupements d'opposition aux Assemblées législatives. Ici, et c'est là un grand malheur, aucune opposition parlementaire sérieuse et menaçante ne fait front au gouvernement. Rarement aurons-nous vu une opposition si nombreuse faire si peu de « mal ». L'erreur de l'opposition consiste à n'avoir pas compris que les techniques politiques du « bossisme » ne produisent les résultats escomptés que si elles sont employées par un parti au pouvoir. [15] Excepté au cours des périodes électorales, un parti d'opposition qui utilise les techniques du « bossisme » lorsqu'il n'y a plus de « Boss » ou encore lorsque le « Boss » ne dispose pas de contrôles qui lui permettraient de mener à bien ses manigances, projette sur lui le discrédit et l'indignation morale de la majorité de la population. Quelques-uns, dans des articles dans *Cité Libre*, *Le Devoir*, *Situations* ou ailleurs ont manifesté leur inquiétude devant le « vide oppositionniste » à l'Assemblée législative. Malheureusement, une fois cette grave lacune constatée, ils se sont généralement lancés dans des tirades spéculatives tout à fait dénuées d'intérêt pratique sur l'orientation que l'opposition « devrait » prendre : à « droite » ou à « gauche » des libéraux. On constate donc un fait grave : il n'y a pas d'opposition organisée qui exerce un contrôle véritable sur le comportement purement obstructionniste des députés de ce que la simple nomination d'un nouveau chef lors de la prochaine convention de l'Union nationale ait un effet sensible sur le comportement purement obstructionniste des députés de ce parti. Dans un régime comme le nôtre, il n'existe qu'une seule méthode éprouvée qui permette d'apporter les correctifs qui s'imposent : le déclenchement, par le gouver-

nement, de nouvelles élections générales. Il faudrait bien sûr que le déclenchement de nouvelles élections provoquât la convocation d'un congrès de l'Union nationale, que celle-ci procédât à la nomination d'un homme de fortes possibilités politiques, comme Jean-Jacques Bertrand par exemple, et que ce dernier effectuât l'opération de grand nettoyage qui s'impose au sein de ce parti. Et si le peuple, dans l'intervalle, s'est véritablement assagi, il enverra au parlement une députation mieux qualifiée. Quand à la question de savoir si le prochain gouvernement et la prochaine opposition parlementaire serait « à gauche », au « centre » ou « à droite » – il appartiendra aux groupements partisans de s'organiser en conséquence et à l'électorat d'en décider !

Non seulement n'existe-t-il pas d'opposition parlementaire valable mais au surplus la somme des critiques émanant d'intellectuels « partisans » est nulle. C'est là, à coup sûr, la part la plus néfaste de l'héritage légué à l'Union nationale par le Duplessisme.

On a tort de comparer, comme on le fait parfois, le Duplessisme aux régimes fascistes européens des années '30. Ces régimes ont su faire de la place pour les intellectuels qui se sont trouvés, par tempérament, par goût ou nécessité, attirés par les principes de base du national-socialisme allemand ou [16] du fascisme italien. Sous le national-socialisme, il y eut un nombre considérable de savants et de penseurs qui, non seulement ont donné leur appui au Régime, mais encore ont grandement contribué à l'édifier et à le consolider. Le Duplessisme s'apparente plutôt aux régimes dictatoriaux de l'Amérique latine ou encore aux gouvernements « réalistes » de certaines villes ou États américains des années '20. Il serait aussi intéressant de la comparer au McCarthisme. En effet, le McCarthisme a attiré à lui, en plus de la foule des honnêtes gens, les tripoteurs, les gangsters, les nouveaux millionnaires louches du Texas, de bonnes dames patronnesses, quelques évêques et une fraction du clergé tant protestant que catholique, des courtiers cauteleux, la racaille parmi les rangs de la police, du Barreau et du Banc, les fanatiques de l'américanisme... et il a fait fuir les intellectuels à l'exception de quelques-uns, comme William F. Buckley jr. et L. Brent Bozell qui ont suivi McCarthy en raison de leur forte inclinaison au conservatisme et de leur phobie du communisme.

Dans ces fondements mêmes, le Duplessisme, tout comme le McCarthyisme, était foncièrement allergique à toute médication étiquetée « idée ». Duplessis n'a même pas cherché à attirer à lui les intellectuels parce qu'il savait instinctivement qu'une telle manœuvre aurait été un suicide. Non seulement il n'a pas cherché à se les gagner, mais il les a délibérément éloignés, préférant plutôt neutraliser leur influence en les discréditant auprès du peuple. Les quelques intellectuels que l'Union nationale a dû obligatoirement utiliser pour permettre le fonctionnement de l'organisation de la presse du parti, de la publicité et ainsi de suite, sont toujours restés dans l'ombre et ils étaient muselés.

Tant que Duplessis maîtrisa fermement les rênes du pouvoir, l'absence d'intellectuels dans les rangs du parti, loin de limiter le contrôle de celui-ci sur la population, favorisa plutôt ce contrôle en permettant à un petit groupe de « réalistes » d'agir au gré de leurs impulsions schizophréniques. Mais, du moment que, par l'application du frein de sûreté que constitue, malgré tous les tripotages, notre régime parlementaire, l'Union nationale est devenue un simple groupement d'opposition, l'absence d'intellectuels parmi ses rangs se fait cruellement sentir. Le parti n'a pas de porte-parole qui aient un prestige intellectuel suffisant pour être lus et écoutés par ceux qui ne sont pas des fanatiques de la « cause » et qui, de toute façon, n'ont aucunement besoin, pour les garder au bercail, qu'on leur écrive et qu'on leur parle ! Phénomène autre [17] ment plus grave, cette absence d'intellectuels parmi les voix oppositionnistes, prive le nouveau gouvernement de critiques partisans plus objectives et plus pondérées que celles de la simple obstruction parlementaire dénuée d'intelligence – critiques qu'il souhaite pourtant et qui lui feraient un si grand bien.

On objectera qu'à défaut de critiques partisans dont on est bien obligé d'admettre qu'elles brillent par leur absence, il existe certainement des critiques « indépendantes » qui sont d'autant plus utiles, voire précieuses, au gouvernement qu'elles ne s'inspirent pas d'un point de vue partiel et déformant. Ici encore, on constate que de telles critiques ne se sont pas jusqu'à « maintenant fait entendre - ou si faiblement ! On peut douter de l'émergence prochaine de critiques « indépendantes » vigoureuses et cela pour des raisons « structurales » qui tiennent au tempérament, à la formation et aux intérêts des intellectuels, et aussi pour des raisons de « circonstance » qu'il suffit ici d'évoquer. Prenons au hasard *Le Devoir*, *La Presse*, *Cité Libre*. Écou-

tons, toujours au hasard, les émissions de T.V. ou de radio dites de commentaires publics, nous serons surpris du petit nombre de ceux qui discutent des problèmes politiques d'intérêt provincial (ces mêmes personnes sont d'ailleurs aussi « spécialisées » dans les questions politiques canadiennes et internationales, pour tout dire, ils sont « spécialistes » en tous domaines !) Nous constaterons ensuite, je le crains, l'uniformité et la médiocrité des opinions exprimées. Ces personnes ont pourtant des arrière-plans différents : anciens apôtres d'action catholique, laïques, fascistes, socialistes, marxistes – la plupart se rejoignent pour l'instant et, disons-le, font un peu la cour au nouveau pouvoir. Et comme les circonstances de leur vie expliquent bien ce comportement conformiste ! Pendant des années elles ont parlé et critiqué en marge du gouvernement et de l'opposition officielle. Cela, au risque de leur bien-être personnel et de celui de leur famille. Elles ont lutté, pendant longtemps sans espoir apparent à l'horizon, pour que « ça change ! » Par ailleurs, elles sont toutes, ou à peu près, dans leur quarantaine – dans cet entre deux âges où on a le souci de « se caser » pour les prochaines vingt ou trente années. Souvenons-nous des lendemains de la campagne politique de 1956, des appels consternés du *Devoir* à ses lecteurs et de ces « lettres » non signées traduisant une crainte telle que ceux de nos fils qui seront archivistes, en les relisant plus tard, se demanderont si leurs pères avaient le droit, en 1956, de circuler librement dans la rue et de courtiser, [18] selon leur goût, une rousse ou une brune. Or, de façon tout à fait imprévisible, la conjoncture politique s'est tout à coup renversée ; de sorte que, d'une part, l'Union nationale s'est désagrégée et, d'autre part, le Parti libéral provincial est devenu un parti fashionable pour nos intellectuels jusque-là privés d'un mouvement qui procurât un poids « massif » à leurs idées. Finies les agitations stériles et verbeuses autour du *Rassemblement et de l'Union des Forces Démocratiques* dont la constitution a servi en même temps d'acte de décès. On s'est sagement rangé autour du mouvement de renouveau lancé par Jean Lesage (à l'exception bien entendu de l'interrègne Sauvé où on s'est mis à désertier le chef libéral pour remettre, avec prudence, j'en conviens, les destinées de la Province entre les mains du nouveau « sauveur »). Dorénavant, les intellectuels cesseront de se considérer comme une génération perdue.

Maintenant que les efforts ne tournent plus à l'aigre et que, pour la première fois, les idées trouvent un certain écho auprès des pouvoirs

constitués (sociaux, cléricaux, politiques), il n'est que normal de constater qu'en dehors de la critique « préventive » – elle-même à courte vue – le gouvernement ne se voit confronter avec aucune critique « thérapeutique » ni de « diagnostic » bien frappée. Il se trouve donc pour l'instant – et pour combien de temps encore ? – privé d'un mécanisme de freinage qui, pourtant, garantit, peut-être plus que tout autre, la sauvegarde et la perpétuation de la démocratie. Il est grand dommage qu'on ne puisse même pas actuellement entrevoir à l'horizon les signes d'une critique sérieuse de longue visée. On a beau dire que les hommes du présent gouvernement sont jeunes et remplis de bonnes intentions, qu'il faut avoir à leur égard le préjugé favorable. Il n'en reste pas moins que dans dix ans ils seront les vieux d'un autre âge. Cette pensée m'attriste qu'ils devraient alors s'attribuer le reproche qu'un Nietzsche vieilli prématurément et sur le seuil de la folie s'adressait à lui-même : « Celui que je suis salue avec tristesse celui que j'aurais pu être. »

Envisagé sous l'angle de la variété et de la vigueur de la critique, le climat d'esprit qui prévaut actuellement dans les premières heures du nouveau gouvernement est morne, gris, pour tout dire médiocre. Dans une large mesure, cette condition vient de ce que les valeurs dont le gouvernement est l'accoucheur obligé ou volontaire ne sont pas suffisamment formulées. Nous savons que nous devons contribuer de notre effort, chacun selon ses capacités, à l'édification, pierre après [19] pierre, d'une cité nouvelle. Mais encore faudrait-il se faire une représentation précise de la cité que nous désirons pour nous et pour nos enfants. Nous nous trouvons en politique – comme dans plusieurs autres domaines – en période de transition. Plaise à Dieu que nous sachions éviter un autre naufrage.

2. LE NOUVEAU RÉGIME ET LA SITUATION DES ÉLITES

[Retour à la table des matières](#)

Le Nouveau Régime ne se définit pas exclusivement par référence au nouveau gouvernement ; il est aussi une société nouvelle dans laquelle les élites cherchent à s'insérer.

Par ailleurs, il est bien certain que les hommes clés du gouvernement sont les accoucheurs de cette nouvelle société. Les intellectuels réagissent surtout en fonction de stimulations qui ont pour origine les gouvernants. Il est donc important de découvrir quelles perceptions les hommes politiques se font de la nouvelle société et d'apprécier la façon dont ils entendent remplir leur rôle.

La convergence de plus en plus prononcée du secteur public et du secteur privé est une manifestation de l'influence prépondérante des gouvernants dont l'effet à long terme, au début d'une ère de *Welfare State*, sera énorme. L'état de choses qui prévaudra dans l'un et l'autre secteur finira par être apprécié d'après des normes communes, les normes de la conscience humaine enfin harmonisée avec son environnement. Je voudrais simplement mentionner la vague d'enquêtes déclenchée récemment, notamment par suite d'articles publiés dans *Le Devoir*, sur la gestion des hôpitaux. Il est clair que la nouvelle loi de l'assurance hospitalisation a, sinon provoqué du moins, grandement favorisé la tenue de ces enquêtes. (Les hôpitaux, institutions privées, entrent, par la force des choses, dans le secteur public.)

Une autre manifestation du même phénomène concerne le caractère passablement désinvolte, disons adolescent, de certains comportements et réflexes de quelques hommes du gouvernement. Si certains, parmi les hommes de l'ancien gouvernement, par leur conduite peu recommandable, avaient finalement enlisé celui-ci dans la boue, j'ai parfois l'impression que quelques-uns, parmi ceux du nouveau gouvernement, s'évertuent à enfoncer les piliers de ce dernier dans la lune. Un peu intoxiqués peut-être par la puissance que la volonté populaire leur a pour quelque temps déléguée, au surplus inexpérimentés com-

me hommes politiques, ils semblent croire [20] qu'avant eux rien ne s'est fait, qu'ils doivent tout entreprendre à partir de zéro.

Autre manifestation de ce même phénomène : le recours par certains hommes politiques à l'expression : « État du Québec » pour désigner le gouvernement de la Province de Québec ¹. J'ai entendu des personnes dire qu'il s'agissait là de réminiscences d'antécédents nationalistes, ou peut-être bien Laurentiens ou Jeunes-Canada, encore tout frais chez certains d'entre eux, mais cette explication me semble avoir le défaut de sa simplicité même. Je crois plutôt que les hommes politiques sont à tel point subjugués par le rôle que remplira le gouvernement à la suite de la mise en application des politiques économiques et de bien-être qu'ils ont dans la tête ou qu'ils ont commencé à coucher sur le papier que l'expression traditionnelle « gouvernement provincial » leur semble tout à fait inapte à traduire le rêve d'aujourd'hui et la réalité de demain. Étant donné pareil état d'esprit, seul le mot prestigieux et magique d'« État » leur paraît convenable.

Autant de manifestations, autant de conditionnements qui pèsent sur l'orientation et l'action des intellectuels.

Et d'abord, qui sont-ils ces intellectuels ? Dans une société démographiquement restreinte et relativement peu développée intellectuellement comme la nôtre, le premier venu pourrait presque citer tous leurs noms de mémoire. Il va sans dire que nous pensons surtout aux échelons supérieurs de ce groupe, c'est-à-dire à cette fraction qui agit surtout par le truchement des grands *Mass Media* et sur le plan de la société globale. Ils sont peut-être une centaine tout au plus. Ils résident presque tous à Montréal ².

Les membres de ce groupe ont reçu leur formation intellectuelle entre 1930 et 1945, période spécialement anormale et difficile. Ils étaient par la force des choses socialement des marginaux. Mais dans

¹ Le recours à cette expression me paraît traduire des motivations la plupart non clairement exprimées, si importantes que le sujet mériterait à lui seul un examen attentif.

² Il n'est pas sans intérêt de mentionner au passage que, des quatre grands du ministère Lesage, trois (Lapalme, Lévesque, Gérin-Lajoie) sont aussi de la région de Montréal et qu'un d'entre eux (Lévesque) était membre à part entière de l'élite intellectuelle.

la période de transition entre deux régimes que nous traversons, ils sont en passe de s'enraciner profondément dans la société nouvelle.

[21]

Trois facteurs leur sont particulièrement propices. En premier lieu, leurs idées reçoivent maintenant des réponses généralement favorables de la part du pouvoir politique et même du pouvoir clérical et de plusieurs pouvoirs sociaux ³. Il serait très intéressant de fixer avec précision dans quelle mesure le programme du gouvernement actuel reflète les rêves et les projets que ce groupe avait lui-même exprimés dans les années antérieures. En second lieu, leurs idées, parce qu'elles sont portées et transmises par de puissants *mass media*, sont retenues par les intellectuels de second plan – cela avec d'autant plus de facilité qu'elles ont cessé (ou presque) d'être considérées comme non-orthodoxes. En troisième lieu, à mesure que l'élite intellectuelle prend goût aux fruits du pouvoir, ses appétits deviennent mieux ordonnés, ses attitudes deviennent plus « bienséantes » et portent moins au scandale des faibles ; elle est maintenant écoutée par la masse et on peut saisir les échos de ses idées dans les autobus et dans la rue.

Cette situation nouvelle pose un problème. Dans les mois qui suivent un changement de pouvoir, ceux qui ont favorisé ce changement et qui naguère se rangeaient parmi les rangs de non-conformistes doivent forcément prendre position vis-à-vis du contexte différent qui les confronte dorénavant. Que faire ? Plusieurs des anciens thèmes de combat se trouvent épuisés par la force des choses. Alors, ou bien on devient insensiblement conformiste (de la nouvelle espèce), ou bien on se cherche, on se donne de nouveaux thèmes de combat.

Trouver un nouveau thème de combat, c'est cependant pointer le doigt sur un « mal » social que le changement de gouvernement n'aurait pas corrigé. C'est là une opération fort délicate. Celui qui l'entreprend court le risque de se retrouver seul, privé de l'appui de ses an-

³ Il est important de signaler que c'est sous l'Ancien Régime que les intellectuels ont reçu leur entraînement et qu'ils ont fait leur apprentissage aux techniques des *Mass Media*. Il ne serait pas sans intérêt d'étudier dans quelle mesure ils ont contribué à la chute de ce régime. Par ailleurs, par suite de la maîtrise acquise dans la période antérieure, ils sont les hommes les mieux outillés, les plus sûrs d'eux-mêmes aussi, qui puissent se rencontrer au début du Nouveau Régime.

ciens compagnons d'armes. La majorité de ceux qui naguère étaient, par la logique des choses plutôt que par leur tempérament, des non-conformistes, collaboreront d'assez bon gré avec les hommes du nouveau gouvernement : ils accepteront les offres de postes clés comme fonctionnaires, publicistes ou propagandistes ; ou ils se consacreront, dans les journaux, à la radio ou à la télévision, [22] à la critique préventive : ils contribueront à la création d'un climat d'esprit favorable aux hommes nouveaux parmi la population.

Durant les six dernières années de l'ancien gouvernement, le Duplessisme était devenu le thème dominant de tous les débats ; durant les quatre dernières années, il était virtuellement l'unique sujet de discussion. Nationalisme et cléricisme étaient le plus souvent abordés comme des sous-thèmes du sujet principal.

Partisans comme adversaires du nationalisme et du cléricisme – tous tireraient grand profit de l'Essai de John Milton sur la liberté de la presse et sur la tolérance. Les *Vieux Livres Chinois*, déjà, recommandaient l'indulgence dans le combat : laisse toujours, conseillent-ils, une porte de sortie à tes ennemis. Dans l'ardeur de la lutte, il faut se garder, de part et d'autre, de prendre des taupinières pour des montagnes. Il est légitime d'être partisan de la tradition dont il serait insensé d'abandonner sans discernement les valeurs éprouvées ; de même, il est légitime de favoriser l'émergence de valeurs nouvelles mieux ajustées à certains aspects d'une société en processus de changements rapides et profonds. Il est important de reconnaître que, dans toute évolution, les valeurs anciennes restent mêlées aux valeurs nouvelles. Il en résulte des tensions et des ruptures, mais ce sont là les conditions mêmes du progrès.

Pour la plupart, les intellectuels sont désireux de travailler à l'intérieur des possibilités ouvertes par le nouveau gouvernement tout en étant soucieux de maintenir une position indépendante par rapport au pouvoir établi. C'est là une attitude qui découle de la logique de leur situation actuelle, probablement aussi de leur tempérament. André Laurendeau exprime mieux que quiconque les attitudes et les comportements qui sont en voie d'émerger parmi les éveilleurs d'opinion. En plus d'apprécier à leur juste valeur ses qualités personnelles et ses talents de journaliste, je ne peux oublier qu'il est un des rares à manifes-

ter un intérêt plus que de façade pour les savants et les chercheurs et à s'inquiéter du sort peu enviable qui leur échoit dans notre société.

Cependant, les voies vers lesquelles semblent s'engager les intellectuels, parce qu'elles entraînent un déplacement des centres d'intérêt et conduisent à des définitions de situations modifiées, ne sont pas sans avoir des répercussions sur le présent et l'avenir de certains mouvements sociaux. Je ne citerai qu'un exemple : naguère le socialisme était le centre de [23] ralliement d'un certain nombre d'entre eux ; le socialisme est aujourd'hui déserté par la plupart. Le Nouveau Parti Démocratique qui cherche désespérément à regrouper les divers courants « plus à gauche » et qui fait aux intellectuels toutes les ouvertures imaginables, se voit privé d'appuis sérieux au moment où se pose pour lui la question des options décisives. Les dirigeants du N.P.D. devront se rendre compte que la conjoncture actuelle ne favorise pas leur mouvement et résoudre l'ambiguïté profonde que pose l'existence même de ce dernier au Québec. Et comment y parvenir sans le concours sérieux d'intellectuels de première valeur ?

Un facteur supplémentaire conditionne les élites intellectuelles : les grands *media* de communication, notamment la télévision, leur accordent un accès privilégié. Par un labeur incessant, plusieurs ont acquis depuis huit ou dix ans la maîtrise de ces *media*. Ils retiennent l'attention d'une fraction considérable de la population. En même temps, bon gré, mal gré, ils sont soumis aux contraintes que leur impose la structure de ces *media* qui résulte à la fois de l'aspiration démocratique et de l'inspiration capitaliste. On sait que le contenu des *media*, dans les sociétés socialistes et communistes, se situe à un niveau bien supérieur à celui qu'il atteint dans les sociétés capitalistes ⁴. Dans les sociétés dans lesquelles prédominent en même temps l'aspiration démocratique et l'inspiration capitaliste, on assiste à la fois à une sous-estimation du niveau mental et des attentes du public et à une dévalorisation des artistes, des chercheurs et des savants par les *Mass Media*. On cède trop souvent aux motivations par en bas. Les dépenses de Radio-Canada sont en partie subventionnées par l'État, ce qui devrait libérer cette Société des contraintes élémentaires du commercialisme ;

⁴ Dans mon essai « Opinion publique et systèmes idéologiques », *Écrits du Canada français*, tome XII, 1962, 10-172, j'ai étudié cette question par référence à l'U.R.S.S. et aux États-Unis.

néanmoins ce n'est pas le cas. Deux catégories d'exemples illustreront ce fait : nous nous félicitons à juste titre de la qualité de certains de nos concerts symphoniques radio ou télé-diffusés et de nos télé-théâtres, la plupart du temps, d'ailleurs, financés par l'État. Cependant, la préparation de telles émissions demande aux auteurs et aux artistes des mois de travail et leur cachet, à l'échelle d'une année, est insignifiant si on le compare à celui que touchent les auteurs et les acteurs des « soap operas » que commanditent les entreprises privées. Dans pareille situation, [24] il faut craindre une dégradation progressive de la qualité des concerts symphoniques et surtout des télé-théâtres – sinon leur disparition. La déclaration de Marcel Dubé il y a quelque mois, affirmant sans ambages les raisons qui l'avaient conduit à écrire un télé-roman (« Côte de sable ») devrait faire réfléchir : J'ai travaillé six mois, disait-il en substance, pour écrire un télé-théâtre, et j'ai reçu \$1,500.00. Il en va de même de l'« utilisation », à la T.V. notamment, des professionnels (médecins, avocats, ingénieurs) des chercheurs et des hommes de science. On tirerait profit à témoigner moins de servilité vis-à-vis des États-Unis et à suivre un peu plus l'exemple de l'U.R.S.S. On devrait recourir à l'expérience et aux connaissances de ces hommes bien plus qu'on ne le fait dans la préparation des programmes et du contenu des émissions et mettre en sourdine la pratique actuelle des participations directes à l'impromptu dans lesquelles souvent les animateurs leur posent des questions en dehors de leur spécialité ou ne leur laissent pas le temps de répondre de façon adéquate.

Si le présent gouvernement veut être l'accoucheur d'un Nouveau Régime, il lui importe de trouver les moyens d'insérer les chercheurs, les savants et les philosophes dans la société. Ces groupes, au surplus peu nombreux, comportent assurément une proportion très élevée de marginaux. N'ayant pas ou peu de collègues si ce n'est, pour ceux qui ont suffisamment de chance ou d'audace, aux États-Unis, en Europe et peut-être aussi à Toronto, ils sont les grands oubliés de notre société.

Une société civilisée – ou qui se prétend telle – est une société qui par définition devrait créer les conditions de la sécurité psychologique et matérielle pour ses savants et ses chercheurs. Elle devrait pourvoir aux outils de travail dont ils ont besoin et leur procurer les moyens de publier, dans leur langage particulier (et aussi dans leur langue maternelle !) leurs recherches. Ces hommes ne doivent pas être considérés comme des vulgarisateurs mais plutôt comme des créateurs dans leurs

disciplines respectives. Et, de grâce, qu'on ne commette pas l'erreur de ne faire connaître et de n'encourager que les travaux portant sur la société canadienne-française. La recherche, comme la science elle-même, ne connaît pas de frontières. Le progrès de la connaissance sur notre milieu exige la présence chez nous de chercheurs, de savants et de philosophes qui ouvrent de larges perspectives sur le monde contemporain dans lequel d'une façon ou d'une autre notre société s'insère. Les travaux des chercheurs ne doivent pas être considérés, comme ils le sont trop souvent, comme une [25] affaire de publicité ou des produits de consommation locale. De tels travaux sont avant tout des contributions à la science. Ils peuvent, bien sûr, avoir un intérêt pratique ou même polémique, mais seulement de façon subsidiaire et accidentelle.

Pourquoi, me dira-t-on, accorder tant d'importance à un si petit nombre d'individus ? Mais justement parce qu'ils sont actuellement si peu nombreux et que leur présence et leur contribution est essentielle et irremplaçable.

Je débouche ainsi sur le problème le plus grave qui se pose aux hommes du temps présent – le problème des buts. Le nouveau gouvernement ne saurait se maintenir longtemps au diapason des besoins et des aspirations de la société en voie de gestation sans que ne soient bientôt formulés des objectifs à long terme qui orientent les actions et les projets d'aujourd'hui. Le gouvernement ne peut plus être simplement un appendice du capitalisme comme l'ont été ses prédécesseurs, le régime de Duplessis et celui de Taschereau. Les conséquences, sur nos structures socio-économiques, des lois de sécurité sociale et de bien-être déjà mises en application et de celles qui les suivront au cours des prochaines années seront sans aucun doute énormes, si on en juge par les effets des lois similaires sur les populations de l'Europe occidentale, notamment de la Scandinavie. L'Amérique du Nord est actuellement la seule région du monde où les positions capitalistes paraissent solides. Cependant, des économistes ont relevé ces dernières années plusieurs failles dans l'armature du système. Celui-ci réagit et se réajuste, mais en se modifiant insensiblement. Il est possible que la prévision de Joseph Schumpeter se vérifie, même dans le contexte nord-américain : ce grand économiste a prédit en effet que la fin du capitalisme ne surviendrait pas à la suite de révolutions catastrophiques comme Marx a cru le démontrer, mais plutôt par suite du fait que

les gens cesseraient de le considérer comme un système désirable. Ainsi, selon Schumpeter, le capitalisme dépérirait lentement par suite du manque d'intérêt de la majorité des populations à son égard. Il disparaîtrait comme le font toutes valeurs et toutes institutions en démocratie – c'est-à-dire insensiblement, à la suite de compilations de bulletins de votes. Ce n'est donc pas par une loi du gouvernement ni même par l'arrivée au pouvoir d'un régime dit socialiste que le système économique nord-américain subirait des transformations institutionnelles durables. Il le serait plutôt par l'effet des nouveaux programmes de sécurité sociale et de bien-être [26] qui habitueront les gens à préférer les contrôles des fonctionnaires publics à ceux des administrateurs des entreprises privées ; à désirer davantage les biens de sécurité et de bien-être mis à leur disposition par les gouvernements que les biens de confort, souvent créateurs de goûts factices et peu à la portée de ceux qui ne disposent pas de revenus élevés, que produisent les entreprises privées s'appuyant sur la publicité ; à prendre goût à l'éducation mise à la portée de tous, aux soins hospitaliers gratuits, bref, à tous ces services que ne procure pas l'entreprise privée mais que les gouvernements vont mettre en œuvre.

Il est opportun de rappeler que les changements dans la mentalité collective se font sous l'impulsion d'un grand nombre de facteurs. Un de ces facteurs consiste dans l'orientation politique et partisane des gouvernements ; mais l'action de ce facteur ne s'exerce pas isolément des autres grands courants qui agitent les sociétés. L'influence du facteur politique n'est d'ailleurs pas toujours prépondérante quoiqu'elle soit plus primaire et plus autonome que le supposent les marxistes. Tout autant décisive est l'influence des élites non politiques qui, elles, sont soumises à l'action d'une grande variété de facteurs institutionnels (économiques, religieux, professionnels, etc.)

Dans la période de transition où se trouve le Québec, projets, lois, prises de position, conjugueront leurs effets et contribueront à orienter la société, l'amplitude des conséquences allant s'accroissant au fur et à mesure de la mise en application des divers programmes. Il ne s'agit pas d'apposer ou d'« imposer » un « isme » quelconque au gouvernement Lesage. Certes non ! Il s'agit de suivre l'évolution de la mentalité collective qui devrait, sur les questions fondamentales, se modifier graduellement au cours des prochaines années et de prévoir, dans la mesure du possible, l'émergence de nouveaux comportements.

Par la force des choses, les attitudes et les comportements traditionnels seront mis en question, mais non pas nécessairement au rancart. Il s'agit là d'une révision qui se fera, certes, par les hommes – mais par des hommes en situation, pensant et agissant dans le temps. Ce n'est pas d'un seul coup ni en un seul jour, mais pièce à pièce et au cours des années, que le système économique, de même que toute autre institution, sera mis dans la balance et évalué à son poids de valeur. Ces évolutions s'accompliront conformément à l'état d'esprit du peuple et à la sagesse de ceux qui l'auront guidé.

[27]

Sommes-nous vraiment à l'aube d'un Nouveau Régime où est-ce que le 22 juin n'aura entraîné qu'un simple transfert de pouvoir ? Assisterons-nous à une répétition des événements de '36 ou aurons-nous un gouvernement qui présidera à la naissance longtemps retardée de la société nouvelle ? Dans une lettre émouvante remise au *Soleil* l'automne dernier, René Chaloult relatait les espoirs que lui, de même que les meilleurs hommes de l'époque, avaient mis en Duplessis et son « Nouveau Régime ». Il confessait aussi la profondeur de la désillusion qui gagna bientôt les meilleurs éléments du parti – de ceux-là même qui avaient tant contribué à la victoire de Duplessis sur un gouvernement corrompu jusqu'à la moelle. Une génération entière fut ainsi sacrifiée et l'évolution de la société fut considérablement retardée. Si nous voulons l'émergence d'un Nouveau Régime, notre attention et notre sollicitude inquiètes doivent d'abord se porter sur les hommes politiques. Mais ceux-ci échoueront dans leur tâche s'ils sont désertés ou trahis par les élites nouvelles. Aucun homme, aucun groupe restreint d'hommes n'assument à eux seuls toute la responsabilité. Les efforts doivent être partagés parmi plusieurs, parmi le grand nombre. Aucun groupe n'est inutile ni superflu. La société doit apprendre à utiliser toutes ses ressources – chacun à sa place selon ses capacités. Alors peut-être n'est-il pas inimaginable que nous puissions dire dans dix ans que le 22 juin aura véritablement marqué les débuts d'un Nouveau Régime.

[28]

Première partie : Tradition et progrès

Chapitre 2

La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a moins de dix ans, les intellectuels étaient d'avis que la société québécoise était parvenue à un moment critique de son existence. Nombre d'entre eux se groupaient dans le *Rassemblement des forces démocratiques*. Leur diagnostic était des plus déprimants : « stérilité » de l'esprit, « monolithisme » de la pensée, « omniprésence » de la droite, bref, le corps social tout entier leur semblait menacé de mort. Aujourd'hui cependant les intellectuels définissent la situation d'une manière fort différente : ils parlent généralement de « dynamisme », de « croissance » et de « révolution ». Comment expliquer cette étonnante volte-face des états d'esprit en si peu de temps ?

L'observation un peu attentive des faits nous amène à conclure que les conditions sociales, bien qu'elles aient évolué dans ce court intervalle, ne sont pas fondamentalement aussi différentes que l'antinomie des slogans qui servent à les caractériser ne le laisse supposer. Le

* Texte paru dans *Recherches sociographiques*, Université Laval, Québec, vol. VII, n^{os} 1, 2, janvier-août 1966.

contraste des perceptions paraît tenir surtout à des facteurs psychologiques. Il y a dix ans, le Québec touchait à la fin d'une longue ère de conservatisme politique : l'impression d'immobilisme social et intellectuel s'en trouvait amplifiée ; aujourd'hui, nous sommes dans une ère de progressisme politique : la conscience du changement social et culturel s'en trouve accrue. Inversement, l'ampleur de l'évolution dans certains secteurs était alors méconnue tandis qu'aujourd'hui on sous-estime souvent l'importance des foyers de conservatisme.

Une enquête un peu poussée, menée en 1958 par l'Institut d'éducation des adultes auprès de différents milieux, révélait chez les membres d'associations les plus diverses, en même temps qu'une conscience aiguë de l'emprise du traditionalisme, l'adhésion à des normes démocratiques élevées de même [29] qu'aux valeurs propres à la civilisation moderne ⁵. Par contraste, le débat sur le Bill 60, moment critique de l'évolution récente, manifesta la fermeté de l'emprise des convictions anciennes sur un grand nombre d'associations et d'individus ⁶.

Au-delà des apparences, aujourd'hui comme il y a dix ans, la divergence des aspirations et des mentalités parmi les agents sociaux est intense. Dans les deux cas, cependant, par suite d'une disposition d'esprit particulière, on magnifie dans les perceptions globales un aspect de la situation idéologique et on réduit l'importance de l'autre aspect. Comment rendre compte de ce comportement insolite ? Peut-on aller au-delà de l'explication psychologique élémentaire que je viens d'esquisser ?

Le problème posé peut se formuler ainsi : comment se fait-il que le stock des idéologies dont dispose la société – entendant par idéologie un système plus ou moins élaboré de représentations en vue de l'action – soit assurément beaucoup plus diversifié qu'il ne semble aux acteurs sociaux ? Comment se fait-il qu'une série entière d'idéologies reste toujours sous-utilisée, voire même ignorée au plan global, et que les idéologies qui paraissent activer le cours des choses fassent générale-

⁵ Cette enquête avait été menée au moyen d'un questionnaire. Voir Cahiers de l'information de l'I.C.E.A., n° 2, 1958.

⁶ Voir mon étude « Le Bill 60 et le public », Cahiers de l'I.C.E.A., n° 1, janvier 1966 (L'année suivante paraissait mon livre *Le Bill 60 et la société québécoise*, HMH, Montréal, 1967).

ment partie elles aussi d'une seule et même série de représentations du réel ?

Tout se passe comme s'il existait dans la société des mécanismes de polarisation qui entraînent les idéologies sociales particulières, dès qu'elles acquièrent une fonction et une signification globales, dans l'orbite de deux constellations idéologiques dominantes que j'appellerai le « conservatisme » et le « progressisme ». Par ces deux termes, j'entends deux orientations d'esprit opposées, l'une, le conservatisme, s'attachant à la consolidation et à la défense des valeurs et des institutions existantes, et l'autre, le progressisme, visant à l'implantation de valeurs et d'institutions renouvelées. J'emploierai ces deux notions d'une manière synthétique, c'est-à-dire [30]comme exprimant deux dynamiques, différentes et opposées, de polarisation des idéologies ⁷.

Dans le présent exposé, je veux m'attacher à identifier les mécanismes de polarisation des idéologies et à supposer qu'ils existent, et à examiner les effets qui résultent de la polarité sur le comportement et le destin des idéologies. Ces mécanismes de polarisation, je vais les

⁷ Je n'ignore pas que ce sont là des notions toutes relatives dont le sens varie d'une société à l'autre et d'une époque à l'autre dans une même société. Les mentionner, c'est susciter immédiatement des questions telles que : conservatisme et progressisme par rapport à qui ? en fonction de quoi ? jusqu'à quel point ? C'est ainsi que les orientations idéologiques individuelles entrent nécessairement en ligne de compte. Le même régime politique peut paraître scandaleusement conservatiste à un socialiste et dangereusement progressiste à un réactionnaire. En outre, un régime politique peut être conservatiste à l'égard de secteurs donnés d'activité et progressiste par rapport à d'autres secteurs. Enfin, le degré de conservatisme et de progressisme peut être plus ou moins élevé selon les cas. Ainsi conçues, ces deux notions peuvent être considérées comme les deux points extrêmes d'un continuum, les régimes politiques actuels se rapprochant plus ou moins de l'un ou de l'autre de ces extrêmes. La réponse aux questions ainsi posées exige l'analyse de cas concrets à partir de critères préalablement définis. Tel n'est pas le but du présent exposé qui est de fixer des états d'esprit et non pas de décrire des situations. Je n'attribuerai donc pas ici aux notions de conservatisme et de progressisme un contenu concret particulier. Elles se présenteront plutôt comme les résultantes, d'une part, des perceptions générales que les pouvoirs se donnent d'eux-mêmes, ou encore, des impressions d'ensemble qui se dégagent des attitudes et des conduites des gouvernants ; d'autre part, des jugements d'ensemble qu'en ont les intellectuels et les leaders engagés dans les secteurs majeurs de la pensée et de l'activité sociales.

chercher, d'une part, dans la nature même du tissu social qui enveloppe les idéologies, c'est-à-dire les pouvoirs, et, d'autre part, dans la voie d'analyse généralement empruntée pour l'étude des idéologies et qui consiste à considérer celles-ci selon l'optique des pouvoirs plutôt que selon celle des agents sociaux. À la suite de cet exposé forcément abstrait, je décrirai brièvement comment la question de la polarité des idéologies se pose au Québec.

[31]

1. LA POLARITÉ DES IDÉOLOGIES ET L'INTÉRÊT DES POUVOIRS

[Retour à la table des matières](#)

Les pouvoirs ⁸, dont l'objectif principal est de se perpétuer, ont tout intérêt à favoriser les conditions productives d'harmonie sociale et, inversement, à atténuer ou à masquer les occasions et les manifestations de conflit social. L'intérêt des pouvoirs constitue, selon moi, le premier facteur déterminant la polarité des idéologies. Ce phénomène est particulièrement manifeste au sein du pouvoir politique dont je parlerai surtout.

Il serait tentant d'analyser les conditions productives du phénomène de la polarisation des idéologies sous l'angle du conservatisme ou du progressisme : la convergence des partis vers une orientation de droite ou de gauche ; l'alternance des gouvernements faibles et des

⁸ La notion de « pouvoir » fait l'objet d'un débat animé entre théoriciens de la science politique. Il est incontestable que cette notion a été utilisée à la légère et de façon abusive. On appelle communément « pouvoirs », les divers centres au sein desquels s'exerce une autorité : politique, religieuse, économique... Je n'ai aucune objection à un tel usage à condition qu'on s'en serve purement comme d'un terme exprimant de façon synthétique et non opératoire un phénomène complexe et non pas comme d'une formule magique laissant à entendre que des puissances quasi-personnelles surgissent du sein de la société devant lesquelles les hommes doivent s'incliner aveuglément. Dans le présent exposé, le terme pouvoir est employé dans son sens synthétique. Lorsque je l'utilise comme concept opératoire, le pouvoir représente pour moi un attribut des agents politiques ou sociaux et il devient l'une des trois composantes de l'« influence » – les deux autres composantes étant l'autorité et le prestige.

gouvernements forts ; la mutation des nouveaux régimes en anciens régimes ; la rotation des jeunes et des vieilles bureaucraties ; le cycle de la préparation et de l'exécution des programmes d'action, et ainsi de suite.

Il est conforme à la nature et à la destination des systèmes politiques de chercher à se perpétuer. Le contrôle des idées et la manipulation des valeurs représentent des techniques que les gouvernants utilisent pour maintenir et, au besoin, légitimer leur contrôle sur les hommes. Les programmes politiques deviennent des formules politiques et celles-ci traduisent de façon plus ou moins précise l'orientation conservatiste ou, au contraire, progressiste du régime. Dans certains cas, ces formules se fixent dans un système idéologique officiel. L'orientation conservatiste ou progressiste s'amplifie [32] évidemment là où existe une compénétration ou encore une collusion plus ou moins spontanée des pouvoirs. À la limite, comme dans le cas des sociétés totalitaires, le mouvement des idées se trouve légalement circonscrit par un super-système pseudo-philosophique permettant aux agents sociaux un jeu fort mince d'adaptations spontanées aux situations sociales.

L'effet de cette synchronisation conservatiste ou progressiste par suite des intérêts des régimes politiques est de faire converger les idéologies sociales dans deux constellations opposées, c'est-à-dire de produire la polarité idéologique. En même temps, il conduit à privilégier une des constellations ainsi produites au détriment de l'autre constellation. La constellation d'idéologies non favorisées se trouve empêchée par les moyens les plus divers d'acquérir une influence politique tangible. Elle est refoulée vers les institutions et les groupements sociaux marginaux. D'où l'impression d'une absence d'idéologies de rechange ou même, à la limite, d'idéologies de relais. Mais cette impression est fautive parce qu'à la marge des aires d'influence du pouvoir, par exemple dans les groupements d'opposition, ou, à leur défaut, dans les cercles d'études et les sociétés secrètes, les adversaires s'activent à la fabrication des armes de combat, c'est-à-dire au regroupement des idéologies sociales particulières dans une constellation idéologique de rechange, s'exprimant dans un programme conservatiste ou progressiste selon le cas. Mais, en tant qu'elle se présente sous la forme d'un programme de rechange et qu'elle rallie les opposants, une telle constellation idéologique se trouve, temporairement du moins, sans in-

fluence sur les formules politiques qui ont les préférences des gouvernants et au nom desquelles s'élaborent les programmes d'action et se prennent les décisions. De là, cette impression de monolithisme des idéologies que ressentent ceux qui perçoivent la situation selon l'optique du pouvoir.

La démocratisation des sociétés produit un amoindrissement sensible de cet effet de refoulement d'une constellation idéologique donnée, par suite des préférences du pouvoir pour l'autre constellation. La démocratisation rend les régimes politiques plus perméables aux idées et aux sentiments qui sourdent des harmonies et des contradictions du système social. La démocratisation manifeste au grand jour la distribution des idéologies parmi les associations et les groupes de même que les alignements des pouvoirs sociaux qui les concrétisent et cela, notamment, en [33] suscitant leur confrontation à l'occasion des enjeux créés par l'action même du pouvoir politique. Toutefois, les gouvernements démocratiques, par suite de l'intérêt du pouvoir politique, sont contraints de se guider, dans l'élaboration et l'application des programmes, d'après une conception conservatiste ou progressiste, selon le cas, de la culture et de la société. D'où il résulte une constellation idéologique non privilégiée qui se trouve plus ou moins mise en veilleuse. En outre, la démocratisation, même quand elle est devenue une tradition, n'est pas un phénomène constant. Elle a un rythme de vie propre. Elle connaît des hauts et des bas. Elle agit comme un filtre plus ou moins poreux selon les conditions ambiantes – filtre qui laisse passer plus ou moins facilement, selon leur forme et leur dimension, les idéologies sollicitées par les besoins des agents sociaux et formulées conformément au tempérament des hommes.

2. POLARITÉ DES IDÉOLOGIES ET VOIE D'ANALYSE DES IDÉOLOGIES

[Retour à la table des matières](#)

La polarité des idéologies due à l'action du pouvoir politique, particulièrement si celui-ci n'est pas démocratique, se trouve amplifiée par le caractère des perceptions que permet la voie d'analyse généralement suivie dans l'étude des idéologies. Cette voie d'analyse centre l'attention sur les imposants systèmes d'idées que le pouvoir politique

véhicule, c'est-à-dire qu'elle ne retient comme signifiants que les aspects des idéologies qui manifestent ces dernières comme « dominantes ».

Je m'empresse de souligner que l'étude des idéologies dominantes est tout à fait légitime en elle-même et que c'est à juste titre que les programmes d'étude en prévoient l'enseignement. Certaines de ces idéologies ont d'ailleurs atteint un niveau d'expression formelle élevé et elles constituent des systèmes quasi-philosophiques. D'autres, comme le marxisme et la démocratie, se greffent sur des philosophies fort élaborées.

Deux pièges des plus traîtres guettent cependant ceux qui considèrent les idéologies en tant qu'elles ont une vocation de dominance.

Plusieurs – et c'est là le premier piège – finissent par faire un choix idéologique en le justifiant au nom des connaissances supérieures qu'ils auraient acquises ou même au nom [34] de la science. De fait, la science dont ils se réclament n'est pas l'épistémologie, la logique ou même la sociologie de la connaissance. Il s'agit plutôt d'une conviction, à laquelle ils sont parvenus par des procédés plus ou moins rigoureux, selon laquelle telle ou telle idéologie sert mieux ou moins bien que toute autre les intérêts de la collectivité. Et ils finissent par déclarer que, puisque telle idéologie est la meilleure, elle est seule authentique et, ainsi, par passer sous silence et par oublier les idéologies de rechange que secrète le corps social, créant l'impression fautive d'une unicité du monde des idéologies. De telles convictions n'ont évidemment rien de scientifique en elles-mêmes. Elles manifestent plutôt l'attraction qu'exerce le pouvoir politique sur les esprits. Certes, les spécialistes des idéologies, comme quiconque, ont parfaitement le droit d'avoir des préférences idéologiques et de défendre ou de propager les idéologies de leur choix. Mais c'est en toute bonne conscience qu'ils doivent faire ces choix. Comme dans le cas de tous les hommes, bien que d'une manière plus complexe, faire un choix idéologique, pour eux, c'est obéir à une sollicitation sociale et aussi suivre la ligne de leur tempérament individuel.

D'autres tombent dans un deuxième piège : ils deviennent insensiblement des agents propagateurs ou dénonciateurs d'une idéologie alors qu'ils s'imaginent en être des analystes objectifs. Tant, en effet, est persuasive et contraignante la mystification émanant du pouvoir

politique que dans le cours même de l'analyse, sous le coup de son influence, ils glissent de l'ordre de l'analyse idéologique à celui des options politiques. Au lieu de s'interroger sur les conditions idéologiques réelles, ils s'attachent aux rationalisations que les gouvernants élaborent pour légitimer leur autorité et justifier leurs actes. Les idéologies deviennent ainsi, pour eux, synonymes des formules employées pour caractériser un régime politique donné. De la sorte, les idéologies telles que définies par les analystes, s'identifient pratiquement aux options que favorisent ou dénoncent les gouvernants. La démarche intellectuelle, finalement, ne consiste plus à faire l'étude des idéologies elles-mêmes, c'est-à-dire à en rechercher les sources et à en reconstituer la structure interne ; elle consiste exclusivement à montrer pourquoi telle option politique obtient les préférences des gouvernants, et, dans le cas où les choix ne sont pas définitifs, pourquoi telle ou telle option a le plus de chances de triompher.

[35]

Soit qu'ils justifient à tort un choix idéologique au nom de la science, soit que, tout en prétextant l'objectivité, ils deviennent des propagandistes ou des dénonciateurs d'une option politique, dans l'un ou l'autre cas (c'est ce qu'il importe de retenir), les analystes abordent les phénomènes idéologiques selon l'optique du pouvoir politique. Et ils contribuent ainsi, comme je viens de l'indiquer, à amplifier la polarisation idéologique que Produit l'action du pouvoir politique lui-même.

Dans un cas comme dans l'autre, les analystes ne parviennent pas à saisir le monde plus spontané et plus complexe des représentations collectives qui jaillissent directement des multiples situations sociales vécues. Ils deviennent, souvent à leur insu, des agents de propagation de l'illusion qui réduit la réalité idéologique au fait massif des doctrines dominantes. Cette illusion ne se dissipera que par l'adoption d'une autre voie d'analyse. Au lieu d'aborder l'étude des idéologies selon l'optique du pouvoir politique, il faudra procéder selon celle des agents sociaux – associations, groupes, individus – qui cherchent à se définir en fonction du pouvoir politique ou encore à prendre position par rapport à celui-ci. Cette seconde optique fera apercevoir, en deçà et au-delà de la polarité idéologique résultant des pulsions du pouvoir politique, la gamme entière des idéologies vécues conformément aux positions sociales et aux tempéraments individuels.

3. LA POLARITÉ DES IDÉOLOGIES AU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, des facteurs endogènes et exogènes qui ont été souvent décrits ont démesurément retardé la démocratisation du pouvoir politique. L'exiguïté et l'isolement relatifs de la société ont, en outre, favorisé la collusion et la confusion des deux pouvoirs dominants, l'Église et l'État. D'où le développement et la longue emprise d'une mentalité « conservatiste », faite de cléricalisme et de paternalisme quasi-féodal, maintenue et véhiculée par les deux pouvoirs dominants. Procurant à la fois les normes d'action et les préceptes de morale, cette idéologie a longtemps assuré aux détenteurs des deux pouvoirs alliés, en même temps qu'une bonne conscience, un haut degré de contrôle populaire.

Le conservatisme que le Québec a connu présentait plusieurs traits qu'on associe généralement au traditionalisme. La carte électorale accroissant énormément le poids relatif du [36] vote rural par rapport au vote urbain, les régimes politiques ont pu impunément ignorer ou même dénoncer les valeurs de la société urbaine et industrielle de même que les groupes sociaux qui émergent de l'urbanisation et de l'industrialisation, notamment la classe ouvrière et les intellectuels. Les formules politiques qui exprimèrent ce conservatisme privilégiaient les valeurs et les institutions traditionnelles, surtout celles qui étaient issues du monde rural. Par rapport aux valeurs et aux institutions propres au monde urbain et industriel elles adhéraient aux grands dogmes du laisser-faire nord-américain ⁹.

Les conséquences les plus graves de ce conservatisme furent l'occupation économique du Québec par des industriels et des financiers qui n'étaient pas de langue ni de culture françaises et le développement, chez les Canadiens français, d'une culture politique offrant des similitudes frappantes avec celles des peuples colonisés : « rois nè-

⁹ À ce sujet, voir mes deux articles : « Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice », *Recherches sociographiques*, I, 4, octobre-décembre 1960, 435-465 ; « Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur », *ibid.*, II, 1, Janvier-mars 1961, 69-100.

gres » se pliant aux volontés des puissances économiques tout en affichant publiquement vis-à-vis d'elles un souverain mépris ; cohorte de profiteurs de tout acabit, au service du chef et se partageant les largesses des financiers ; invention de mécanismes institutionnels visant à empêcher l'émergence d'opinions publiques éclairées et libres ; mise au point de techniques électorales propres à garantir l'appui populaire à des gouvernements dont les mesures sociales, économiques et culturelles, bafouaient systématiquement les intérêts élémentaires du peuple – bref, les régimes qui se succédèrent au Québec pratiquèrent une politique ayant pour résultat l'accentuation du caractère rétrograde du Québec, situation qu'ils légitimèrent par le recours à des formules conservatistes clérico-paternalistes depuis longtemps mises au rancart chez la plupart des peuples occidentaux.

Le poids conjugué des deux pouvoirs traditionnels s'est appesanti plus ou moins lourdement sur les citoyens selon les époques. Il fut toujours amplement suffisant pour permettre la perpétuation du conservatisme dans les conditions historiques et sociales les plus diverses. Qu'il s'agisse d'événements historiques, de mouvements sociaux, de vie religieuse ou politique, le conservatisme fournissait inmanquablement les [37] éléments d'explication aussi bien que les solutions. Parce que le cadre de référence était toujours le même, il en résultait l'impression d'un accord des idéologies presque parfait et s'étendant à l'ensemble des associations et des groupes sociaux.

En réalité, nous savons que la synchronisation sociale et intellectuelle résultant de la vigilance des dirigeants dévoués au conservatisme opérait à la façon d'un écran épais, fait de préjugés, de stéréotypes et de mensonges officiels, qui masquait la diversité étonnante des situations sociales et des orientations collectives et individuelles.

La situation des intellectuels devint particulièrement difficile. Depuis longtemps, certains d'entre eux avaient publiquement dénoncé le conservatisme clérico-politique. Mais les détenteurs des pouvoirs avaient empêché que le message des intellectuels ne rejoignît le peuple. Pendant longtemps, les intellectuels, ici, ont été tenus bien à l'écart des centres dominants de décision et mis hors d'état de nuire. Quand ils devinrent trop bruyants, surtout à partir de 1950, on déversa sur eux un flot de dénonciations mensongères afin de les discréditer. C'est ainsi qu'il y a dix ans à peine, affirmer la vocation urbaine et in-

dustrielle du Québec, c'était encore s'exposer à passer pour un « déraciné » ou un dangereux révolutionnaire même auprès de ceux qui étaient directement aux prises avec les problèmes de la société urbaine et industrielle.

L'implantation tardive des sciences sociales au Québec a favorisé la prolongation de l'emprise intellectuelle et sociale du conservatisme cléricalo-politique. En réalité, cette implantation précède d'une quinzaine d'années la démocratisation effective des pouvoirs. Et nul doute qu'elle a puissamment contribué à cette démocratisation.

Les deux processus, celui de l'implantation des sciences sociales et celui de la démocratisation de la société, sont maintenant bien en cours et ont commencé, non sans mal, à converger dans des projets précis tant au sein de l'Église et de l'État que parmi les institutions et les groupements sociaux.

Tant est grande toutefois la ténacité des ancrages historiques que les spécialistes des sciences de l'homme eux-mêmes ont encore beaucoup de mal à aborder l'étude des idéologies, non plus sous l'angle des pouvoirs, mais sous celui des agents sociaux. C'est ainsi qu'on commence à peine [38] à soulever le voile du contenu réel des idéologies religieuses que véhiculent les associations religieuses et la prédication ¹⁰.

De même, bien rares encore sont les travaux sur les idéologies politiques telles qu'elles sont vécues au sein des partis et des mouvements politiques et parapolitiques. On continue encore, même chez les spécialistes, à assimiler pratiquement idéologie politique et slogan électoral, à confondre l'ordre des situations idéologiques avec celui des options politiques. L'insistance sur la vocation des idéologies, plutôt que sur leur structure interne et les modalités de leur existence sociale, a eu pour résultat de fixer l'attention presque exclusivement sur les grandes options politiques qui s'offrent au Québec dans le contexte canadien : la liste des options possibles s'allonge constamment et on

¹⁰ L'étude la plus remarquable dans cette optique, encore qu'elle se veuille préliminaire, est celle de Fernand Dumont, « Structure d'une idéologie religieuse », *Recherches sociographiques*, I, 2, avril-juin 1960, 161-189. Des chercheurs mènent depuis quelques années d'importantes enquêtes sur la pratique religieuse mais le but premier de ces enquêtes n'est pas l'étude de la sociologie.

ne finit plus d'en évaluer les mérites respectifs ¹¹. Par suite de cette disposition des esprits, aucune étude sérieuse n'a encore été publiée sur les idéologies qui s'expriment au sein des mouvements séparatistes ; l'étonnante carrière récente du Crédit social elle-même n'a suscité que quelques articles ¹² ; et personne n'a encore étudié ces foyers exceptionnels d'affrontement des idéologies que sont les commissions consultatives.

La tendance des intellectuels et des spécialistes à définir la situation dans l'optique des pouvoirs, notamment du pouvoir politique, les porte en outre à amplifier démesurément la portée réelle des formules mises de l'avant pour propager une image attrayante des pouvoirs. Pour prendre le cas présent, qu'il s'agisse de « maîtres chez nous », de « politique de grandeur », de « nationalisme positif », « d'État ami du peuple », de « valorisation de la fonction publique », de « dynamisme de [39] l'État » – ce sont là, on le sait, des slogans plutôt que des concepts exprimant la réalité du présent régime politique ¹³.

Sans doute, ces formules, qui veulent traduire l'impression de progressisme qui se dégage de certaines attitudes et de certains actes parfois retentissants du gouvernement, font contraste avec les formules utilisées naguère pour caractériser l'ancien gouvernement : on parlait alors d'inaction, de traditionalisme, de ruralisme et d'obscurantisme. Mais, pour apprécier la validité de ce contraste des perceptions globales, il convient de rappeler qu'il y a dix ans les intellectuels étaient adversaires du régime alors qu'aujourd'hui ils en sont devenus les propagandistes. Il est vrai que ce retournement des états d'esprit s'explique

¹¹ Il ne s'agit pas de nier la légitimité des grandes options politiques, en tant que telles, dans le contexte canadien. Leur existence même constitue une démonstration de leur importance. De fait, la crise du fédéralisme canadien constitue l'un des problèmes majeurs de l'heure. Je déplore cependant la légèreté d'esprit dont font preuve nombre d'hommes politiques et d'intellectuels dans la discussion d'une question aussi grave.

¹² Depuis la publication de cet article, des ouvrages de Maurice Pinard, Michael Stein et Vincent Lemieux ont paru sur ce sujet.

¹³ Je n'ai rien contre ces slogans en eux-mêmes. On peut les considérer comme des signes de ralliement et des stimulants à l'action. On doit toutefois admettre qu'ils ne dépassent pas un niveau fort élémentaire de conceptualisation et que leur puissance de dynamisme s'épuise très rapidement. Ce qu'il faudrait, c'est l'invention d'un mythe conçu en fonction d'objectifs généraux et non pas des tâches quotidiennes du pouvoir.

par le changement radical des attitudes des gouvernants à l'égard des intellectuels. Il est vrai aussi que les justifications que se donne le pouvoir politique lui-même ont bien changé depuis dix ans : autrefois, il s'appuyait sur le « respect des traditions » ; aujourd'hui, il s'affirme au nom du « défi du progrès ».

Toutefois, dans la mesure où toutes ces formules laissent croire qu'il y a dix ans l'emprise du conservatisme s'étendait à l'ensemble de la société tandis qu'aujourd'hui le progressisme aurait triomphé partout, elles produisent une vision bornée et trompeuse de la réalité idéologique au niveau des agents sociaux.

Il y a certes eu une accélération du rythme de l'évolution sociale depuis dix ans. L'aspect le plus remarquable de cette évolution a peut-être été le déblocage idéologique survenu au sein des pouvoirs. Mais il faut éviter de confondre l'ordre social et l'ordre politique. Chacun des deux ordres obéit à une logique qui lui est propre. Sans doute, il n'est pas indifférent que les principes politiques qui fondent une société soient de caractère conservatiste ou, au contraire, progressiste. En effet, c'est à la lumière et au nom de ces principes que se déduisent et que se justifient les normes impératives et les programmes d'action que les gouvernants formulent pour l'ensemble de la société. Mais les renversements du conservatisme comme formule politique et son remplacement par le [40] progressisme ne signifie pas que la société est brusquement passée du type traditionnel au type post-industriel de civilisation. Le renversement des formules politiques signifie plutôt que le devenir de la société devient soumis à l'influence d'une dynamique politique différente. Les sociétés évoluent à un rythme découlant du caractère de leurs institutions et du tempérament des hommes. Ce rythme d'évolution ralentit ou s'accélère selon que l'impulsion qui anime la dynamique politique est conservatiste ou progressiste. Si les principes politiques qui fondent la société sont conservatistes, l'évolution sociale n'est pas arrêtée malgré l'impression d'immobilisme ; si, au contraire, les principes politiques sont progressistes, l'évolution sociale, bien que sollicitée, s'accomplit moins rapidement qu'il ne paraît. La société ressemble à un iceberg dont la portion émergée se renverserait périodiquement, présentant tantôt une face changeante, tantôt une face statique, et dont le rythme de changement réel sous la ligne de flottaison oscillerait dans des limites bien inférieures à l'un et l'autre des deux extrêmes manifestes.

Le phénomène décisif dans la situation du Québec contemporain n'est pas l'accélération du rythme du changement ni l'ampleur de l'évolution en cours ; il consiste dans la soudaineté avec laquelle s'est opérée la substitution du conservatisme par le progressisme comme formule politique dominante. Ce phénomène rend compte de l'impression, il y a dix ans, d'une absence d'idéologies sociales accordées au désir de changement parmi les associations et les groupes et, aujourd'hui, du sentiment d'une déchéance des idéologies incarnant la volonté de perpétuer les valeurs et les institutions traditionnelles. Cette impression, dans un cas comme dans l'autre, est fautive. Elle résulte du fait qu'au lieu de fixer leur attention sur les aspirations et les conduites des agents sociaux, les analystes la concentrent du côté du pouvoir politique.

Le débat sur le Bill 60 a montré une image de la société québécoise bien différente de celle que fournissent les slogans émanant des intérêts du pouvoir politique. Au lieu de la vision devenue stéréotypée d'un Québec résolument progressiste, il nous a montré une société déchirée par des sollicitations contradictoires et hésitantes quant à la voie à suivre.

Le débat sur le Bill 60 représente en effet beaucoup plus que la somme des interventions d'associations et d'individus sur la question controversée de l'opportunité de créer un ministère de l'Éducation. Ce qui établit à mes yeux l'importance [41] unique de ce débat, c'est qu'il permet d'identifier d'excellente façon les lignes de force et de faiblesse de la société québécoise. Les prises de position sur le Bill 60 font apparaître les représentations que cette société s'est données d'elle-même à l'occasion d'un enjeu jugé fondamental. Et partant, au cours de ce débat, la société a révélé de façon signifiante les idéologies qu'elle secrète. En départageant leurs vues sur un objet précis, associations et individus ont fait bien davantage que participer avec plus ou moins de succès à un processus de décision : ils ont en même temps fait connaître les complexes d'attitudes qui déterminent leurs perceptions de la société par rapport à son passé, dans son état présent et en regard de son avenir.

Une analyse approfondie de ce débat s'impose ¹⁴. Une telle étude répandrait un flot de lumière sur les alignements des pouvoirs et sur les constellations idéologiques dans la société québécoise. Une étude préliminaire de ce débat permet déjà des constatations importantes.

Le débat sur le Bill 60 a montré que le clivage idéologique parmi les associations et les individus était très prononcé. Il a mis en lumière de profondes divergences entre les générations. Il a manifesté l'opposition des philosophies politiques et provoqué l'inévitable affrontement des privilégiés et des mal pourvus. Il a fait surnager les craintes de la minorité anglophone. Plus fondamentalement, sous l'influence de l'action du pouvoir politique, les prises de position par rapport au Bill s'orientèrent nettement vers deux pôles qui se définissaient, l'un, par les aspirations et les intérêts liés au conservatisme, l'autre, par les aspirations et les intérêts issus du progressisme. Et quant au nombre et à l'influence, les anti-étatistes, les corporatistes et les cléricaux ne le cédèrent certes pas aux partisans de la planification politique, de l'aspiration démocratique et de la sécularisation. Ceux qui estiment que le conservatisme dans le Québec n'est plus qu'un résidu que le passage du temps va effacer se trompent grandement. Il suffirait que le conservatisme redevienne la formule [42] politique dominante pour que se produise un retournement de la situation des idéologies ¹⁵.

¹⁴ J'ai mené cette étude dans *Le Bill 60 et la société québécoise*, HMH, Montréal, 1967.

¹⁵ L'affrontement des idéologies qu'a produit le Bill 60 montre l'absence de réalisme de ceux qui espèrent des associations libres, qu'en toute harmonie et de façon unanime elles exercent un effet de contrôle et au besoin de freinage ou d'accélération sur le gouvernement. Les associations libres ne peuvent être organisées en « corps intermédiaires » que par la volonté tenace des gouvernements. Laissées à leur mouvement naturel, en se politisant, elles se transforment en groupes de pression. Et les conditions de la lutte politique les conduisent alors, non pas à œuvrer de concert, mais plutôt à s'opposer les unes aux autres dans la poursuite d'aspirations et d'intérêts divergents. Selon moi, le développement de la démocratie dite de participation dépend bien plus de l'apprentissage, parmi les membres des associations libres, de techniques de pression politique, que de la transformation par les agents politiques, avec la connivence des intellectuels et des leaders sociaux, des associations en instruments de relais et de propagande des objectifs gouvernementaux. La doctrine des corps intermédiaires, telle qu'on la professe souvent, porte en elle-même un germe de destruction de la spontanéité idéologique des associations

Le débat sur le Bill 60, enfin, a montré que l'union des deux pouvoirs dominants, L'Église et l'État, bien que moins complète que naguère peut-être, était encore intime. Mais en même temps, le climat des négociations entre les détenteurs des deux pouvoirs manifesta que le conservatisme clérico-politique avait beaucoup perdu de son emprise. La démocratisation encore récente des pouvoirs a déjà transformé les modalités de leurs rapports. Lors du débat, l'un et l'autre se sont manifestés sur la place publique et, au moins, ils ont prêté l'oreille aux déclarations des agents sociaux. Néanmoins, la loi qui créait le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'Éducation, tout en étant indubitablement un instrument adapté aux besoins présents, fut, selon l'avis même du ministre Paul Gérin-Lajoie, le résultat d'un compromis entre les tendances idéologiques contraires qui s'étaient affrontées au cours du dur débat.

Quand on cesse de considérer les idéologies selon l'optique des pouvoirs et qu'au contraire on les scrute selon l'optique des agents sociaux, l'impression d'une unilatéralité des idéologies fait rapidement place à l'évidence d'intenses conflits entre idéologies opposées. Cette constatation, on l'a vu, s'applique aussi bien à la période antérieure qu'à l'époque actuelle. L'évolution politique récente toutefois a complètement [43] renversé les conditions des affrontements idéologiques : au lieu que ce soient les fervents du progressisme qui luttent pour la reconnaissance politique comme naguère, ce sont maintenant les partisans du conservatisme qui défendent chèrement leurs positions menacées.

Aujourd'hui comme hier, le stock des idéologies dont dispose la société est plus diversifié qu'on ne le croit généralement ¹⁶. Dans les

et des groupes sociaux. Loin d'accroître l'influence des agents sociaux sur les actes du gouvernement, la mise en application intégrale de la doctrine des corps intermédiaires signifierait la perte de leur spontanéité idéologique et leur mise en tutelle au profit du pouvoir.

¹⁶ Le renversement du conservatisme par le progressisme a certainement modifié le tempérament des idéologies. C'est ainsi qu'au nationalisme essentiellement négatif, qui avait longtemps paralysé l'action politique, s'est substitué un nationalisme positif qui se veut inspirateur de formules et de programmes d'action. On peut aussi se demander si le renversement des dynamiques politiques, en plus d'influer sur le tempérament des idéologies, a suscité le développement d'idéologies nouvelles. C'est là une question complexe à laquelle je ne

deux cas, le cours des événements manifeste l'existence d'une grande variété des idéologies. Si celles-ci, au plan global, se trouvent attirées dans les orbites de deux constellations dominantes et si une constellation donnée d'idéologies se trouve favorisée par rapport à l'autre, cette situation est due à l'effet de polarisation du pouvoir politique. La démocratisation récente a atténué mais non pas aboli cet effet de polarisation. D'où l'impression persiste d'une certaine unilatéralité des idéologies en dépit de l'évidence, que le rythme des enjeux politiques amplifie chaque jour, d'intenses conflits idéologiques parmi les agents sociaux et au sein des pouvoirs eux-mêmes.

peux répondre avec quelque assurance. Je crois cependant que les efforts récents pour implanter ici des idéologies inventées ailleurs – par exemple, les idéologies issues des expériences coloniales et des décolonisations – ont eu jusqu'ici peu de succès auprès des couches populaires.

[45]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

DEUXIÈME PARTIE

IDENTITÉ NATIONALE : ASPIRATIONS ET IMMOBILISME

[Retour à la table des matières](#)

Las de se poser la sempiternelle question : « Qu'est-ce donc qu'être un Canadien français ? » à laquelle aucune réponse satisfaisante n'a pu jusqu'ici être apportée, les francophones du Québec, en nombres sans cesse croissants depuis 1961, ont commencé à se demander plutôt : « Qu'est-ce donc qu'être Québécois ? »

La substitution du terme « Québécois » pour celui de « Canadien français » manifeste l'ampleur du changement survenu dans les situations et les esprits depuis dix ans. Il ne s'ensuit pas pour autant que la séculaire recherche par les Québécois francophones d'un sens de leur identité collective soit menée à terme. Bien au contraire, elle se poursuit avec plus de ferveur que jamais. Peut-être même est-elle parvenue à une phase critique : les discussions en cours pourraient bien en effet

déboucher enfin et très bientôt sur un sens beaucoup plus précis du « nous ». Les conditions propres à pareille clarification sont nombreuses. Il faudrait toutefois éviter de sous-estimer les ambiguïtés et les incertitudes qu'il reste encore à dissiper.

Cette recherche d'un sens de l'identité collective pose un problème particulièrement difficile : du fatras des slogans et des projets, des réalisations et des avatars, comment peut-on parvenir à démêler la volonté profonde du peuple de ce qui traduit les simples caprices du moment ou encore l'expression de volontés particulières camouflées ? Dans les propos discordants des prétendus porte-parole de la collectivité, comment faire le tri de l'authentique et du frauduleux ?

Si les interrogations, les prises de position, sont multiples, si les lignes de fond tendent à se brouiller, un fait ressort toutefois avec netteté : au cours des derniers dix ans, les [46] options intermédiaires ont été, l'une après l'autre, mises au rancart, les vues se sont polarisées, le contenu de la conscience nationale correspond beaucoup plus que naguère aux besoins et aux aspirations des individus et des groupes réels. En même temps, les contradictions entre les conditions politiques et culturelles concrètes, d'une part, et les aspirations profondes parmi des couches de plus en plus importantes de la population, d'autre part, se sont immensément accrues. Ce phénomène résulte surtout de l'immobilisme des institutions fédérales dont l'inaptitude criante à s'ajuster conformément aux attentes des francophones constitue sans aucun doute la donnée la plus claire et la moins discutable de la condition nationale présente.

Deux textes, l'un de 1962 et l'autre de 1971 montrent bien à la fois l'impuissance des dirigeants fédéraux et les changements radicaux dans les contextes et les mentalités survenus au Québec au cours des derniers dix ans.

Dans les conditions présentes, les Québécois n'ont pas le choix : ils doivent poursuivre jusqu'au bout la recherche tout à la fois angoissante et passionnante de leur identité propre quel que puisse être le terme où les conduira leurs réflexions. C'est pourquoi il leur faut revendiquer et obtenir leur droit à l'autodétermination politique.

[47]

Deuxième partie :
Identité nationale : aspirations et immobilisme

Chapitre 1

L'État du Québec : destin d'un mot*

[Retour à la table des matières](#)

Dès que les hommes du présent gouvernement se mirent à substituer dans leurs discours l'expression « État du Québec » à la traditionnelle appellation « gouvernement provincial », je me suis mis à craindre, qu'à leur insu, ils ne jouassent dangereusement avec le feu.

À Paris, où Monsieur Lesage fut accueilli « comme s'il était un chef d'État », on l'avait précédé : divers mots d'ordre circulaient dans la capitale ; des manifestations avaient été organisées ; des pamphlets avaient été distribués gratuitement à la population française. Un leitmotiv devait revenir et revenir sans cesse, porté par la plume et la parole à tous les coins du monde : l'« État du Québec ». Mais, chez la majorité des reporters et publicitaires, l'« État du Québec » traduisait non la réalité politique établie en 1867 par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui fit du Québec une province fédérée, mais bien la

* Texte paru dans *Le Magazine MacLean*, décembre 1961 (version abrégée).

réalité souhaitée de l'avenir, l'utopie séparatiste d'un « État du Québec » souverain.

L'expression « État du Québec » a une longue histoire dans notre milieu. Et cette histoire, c'est précisément l'aventure peu glorieuse, toujours frustrée mais toujours reprise, de notre pensée nationaliste et séparatiste. Pour les séparatistes l'expression est claire et n'a rien d'ambigu. C'est donc à Monsieur Lesage qu'il revient de la dissocier du symbolisme dont la tradition l'a revêtue. Celui qui désire influencer l'esprit et les actions des hommes par la manipulation des symboles doit se mettre en mesure de canaliser et de tenir sous contrôle les passions que ces résidus d'histoire figée, qu'on appelle les sentiments collectifs, peuvent déchaîner.

Je crains que Monsieur Lesage et ses collègues aient manqué de clairvoyance lorsqu'ils se sont appropriés l'expression « État du Québec ». Depuis 1959 au moins, on sentait partout que de nouveaux courants séparatistes prenaient du vent [48] dans l'aile. À ce moment précis, quelle chance inespérée pour ceux-ci de voir (enfin) un gouvernement provincial faire sien et populariser une expression qui, jusque-là, en dehors de certains cercles restreints, n'était connue que de ceux qui lisent les gros livres des intellectuels. Grâce à la collaboration involontaire de nos hommes politiques, le message séparatiste s'est gagné aujourd'hui les grosses manchettes des journaux. Il a pris corps dans un État existant réellement. Dorénavant, bon gré mal gré, le gouvernement de Monsieur Lesage devra faire « la part du diable. »

Pour l'instant, nos hommes politiques parlent du séparatisme sur un ton léger et avec humour. Ils semblent croire qu'il est possible de repousser l'aspiration souverainiste du revers de la manche.

Cette attitude découle du fait que tout le monde semble persuadé qu'il s'agit là d'une idée trop « intellectuelle » pour être comprise et surtout partagée par la masse de la population. Pareille confiance me paraît abusive. Je pense aux grandes manchettes dans nos journaux des derniers jours ; aux reportages et commentaires grandiloquents faits à la radio-télédiffusion. Je pense aussi au fait que les livres prônant le séparatisme se vendent bien. L'idée souverainiste est en passe de devenir l'opinion qui fait les manchettes, qui est la plus discutée dans la presse et qui retient le plus l'attention. Les manchettes que j'ai vues dans les journaux de cette semaine ne m'ont guère parues « abs-

traites » ni « intellectuelles ». « L'ÉTAT DU QUÉBEC S'IMPLANTE EN EUROPE » (*Le Soleil*, jeudi 5 octobre, caractères de deux pouces). Cela est ambigu, j'en conviens (s'agit-il de l'État de Jean Lesage ou de celui de Jean-Marc Léger ?). Mais, en tout cas, ce n'est ni « abstrait » ni « intellectuel. »

Or, une caractéristique de l'opinion prépondérante c'est qu'elle donne rapidement l'impression d'être l'opinion majoritaire. Et le peuple cesse d'être muet à propos d'une question au sujet de laquelle une majorité semble s'être constituée.

Dans la conjoncture que les intellectuels, grâce à l'appui involontaire de nos hommes politiques, sont en train de fabriquer, je m'attends à ce que le peuple recouvre bientôt la parole. Et, contrairement aux intellectuels, le peuple ne parle jamais pour ne rien dire.

Le présent gouvernement s'est courageusement engagé dans la voie de la démocratie. Après, comme avant la prise du pouvoir, il s'appuie sur les éveilleurs des opinions publiques. [49] Or la source menace d'être tarie. Un nouveau cercle de conformisme se referme lentement sur notre pensée sociale.

J'ai toujours pensé qu'il valait mieux donner, même aux opinions qu'on ne partage pas, pleine et entière liberté de s'exprimer. Les idées séparatistes, si souvent frustrées dans notre histoire, doivent, cette fois-ci, accomplir leur destin. Or, s'il est vrai qu'une minorité imposante, si ce n'est déjà une majorité, de nos intellectuels sont en passe de devenir séparatistes, le présent gouvernement va se trouver bientôt dans une situation fort embarrassante.

D'un côté, en effet, le gouvernement, de sa propre initiative a emprunté aux séparatistes leur leitmotiv de toujours : l'« État du Québec ». Il a, quoi qu'il en ait, suscité chez eux des espoirs, fait resurgir de vieilles nostalgies. Plus encore, il a puissamment favorisé, sans l'avoir cherché en aucune manière, des tendances séparatistes qui se faisaient de plus en plus vigoureuses parmi certains groupes de la population. D'un autre côté, le présent gouvernement rejette avec vigueur le symbolisme associé traditionnellement à l'expression « État du Québec » et cherche, avec non moins de vigueur, à lui imposer un nouveau symbolisme.

Si tel est le sens de l'évolution en cours, le gouvernement devra ou faire des concessions aux idées souverainistes afin de conserver les appuis nombreux et puissants qu'il a conquis de haute lutte dans les cercles intellectuels ou se résigner à perdre l'appui d'un nombre indéterminé mais certes nombreux d'intellectuels. Il devra œuvrer d'abord sans eux puis, fatalement, contre eux. Et c'est alors qu'il verra se détourner de lui une autre fraction d'intellectuels qui, quoique non séparatistes, n'accepteront pas que le gouvernement fasse obstacle à la libre circulation des idées.

Inversement, si le gouvernement choisit de faire des concessions tactiques aux souverainistes, jusqu'où pourra-t-il aller dans cette voie ? « Nous faisons encore partie de la confédération canadienne », a déclaré Monsieur Lapalme aux journalistes français. Fort bien. Mais envisagée selon l'optique souverainiste la marge de jeu permise par le concept « d'autonomie provinciale » doit paraître fort mince.

Je crains que nos hommes politiques, par la formule qu'ils ont choisie pour désigner le gouvernement provincial du Québec, n'aient contribué à réveiller d'anciennes nostalgies.

Chercher à revaloriser la politique dans notre milieu, c'est là un noble dessein auquel, pour ma part, je veux m'associer. [50] Mais le politique, tel qu'il doit apparaître à un homme qui détient un poste de responsabilité gouvernementale, ne s'arrête pas aux frontières d'une province ; il s'étend à l'ensemble du système confédératif canadien. Les hommes du présent gouvernement n'ont pas suffisamment mis cet aspect de notre condition politique en relief. Et ce fait est d'autant plus déplorable qu'ils prennent vraiment au sérieux leur tâche d'éducateurs du peuple.

Il arrive que certains mots tiennent captive l'énergie que recèlent les rêves et les sentiments collectifs. Lorsque cette énergie se trouve libérée, alors il se peut que l'invraisemblable devienne réalité. L'histoire des révolutions traduit le moment décisif de l'accomplissement du destin de ces mots. C'est précisément à cause de la noblesse et de la majesté des rêves et des sentiments collectifs que ces mots recèlent qu'il convient de ne pas les manipuler à la légère. Pas plus que quiconque je ne connais l'ampleur des résonnances affectives que l'expression « État du Québec » peut susciter parmi le peuple. Les lois de

l'inconscient collectif défie les règles de la raison, même quand la raison préside à leur éclosion. Qu'est-ce donc quand la raison se tait ?

Avant d'allumer un feu il faut s'assurer d'être capable de le tenir sous contrôle. Les regrets de l'imprudent, face à la forêt qui brûle, restent vains et stériles.

[51]

Deuxième partie :
Identité nationale : aspirations et immobilisme

Chapitre 2

Vers un nationalisme positif *

[Retour à la table des matières](#)

La désormais célèbre « affaire » du Canadien National constitue le plus récent d'une longue série de cas qui révèlent de façon éclatante l'ampleur de la sous-représentation des Canadiens français aux échelons supérieurs de l'administration fédérale et, à un degré encore plus considérable, au sein des corporations publiques (dites de la Couronne).

Dans l'exposé qui va suivre, je m'interrogerai d'abord sur la participation des Canadiens français à la vie canadienne en mettant en regard l'une de l'autre l'activité économique et l'activité politique, j'éva-

* Texte publié dans *le Devoir* le 8 décembre 1962 sous le titre : « vers un nationalisme positif » soit huit mois environ avant la création de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le rapport de la Commission a confirmé les données et les hypothèses avancées dans le présent article. Dix ans ont passé mais on doit convenir que la situation n'a pas évolué comme en fait foi le Mémoire que j'ai présenté au Comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur la Constitution en janvier 1972 : *Le Canada et son avenir*.

lueraï ensuite les conséquences possibles de cette évolution sur le plan politique.

1. PARTICIPATION DANS LA VIE ÉCONOMIQUE ET DANS LE SERVICE CIVIL

[Retour à la table des matières](#)

S'il en était du Service civil comme de la vie économique, la participation des Canadiens français à la haute administration du pays serait à peu près inexistante.

Dans une excellente étude ¹⁷, John Porter, professeur à l'université Carleton, note que 23 % des directorats dans les [52] grandes entreprises canadiennes ou dans les filiales d'entreprises américaines sont détenus par des Américains. Cependant, par suite du cumul des postes par les mêmes personnes, seulement 10 % des directeurs des 188 corporations dominantes au Canada sont nés aux États-Unis. Comme 9.6 % des directeurs sont nés en dehors du Canada et ailleurs qu'aux États-Unis, il s'ensuit que 81.4 % sont citoyens canadiens de naissance, ce qui constitue un bon pourcentage. 22.3 % des directeurs sont des scientifiques ou des ingénieurs, 23.4 % viennent des milieux financiers, 14.86 % ont fait carrière dans les entreprises familiales, 14.2 % sont des avocats tandis que seulement 3.8 % tiennent leur promotion du fait de leur appartenance à l'élite politique. Porter souligne l'importance de l'« in-training » et de l'éducation. Il montre, en outre, que la plupart des directeurs actuels ont reçu leur formation professionnelle dans les années '30.

Les non-anglophones sont tous sous-représentés dans les directorats. Tandis que les Canadiens anglais constituent seulement 47 % de la population totale, 90 % des directeurs canadiens viennent cependant

¹⁷ John PORTER, « The economic elite and the social structure in Canada », *The Canadian Journal of Economic and Political Science*, aug. 1957, 376-395. Des aperçus plus récents montrent que, pour traduire la situation telle qu'elle se présente en 1962, les pourcentages établis par John Porter devraient être élevés de quelques points en faveur des Américains. Le présent texte a été rédigé avant la publication de l'excellent ouvrage de Porter *The Vertical Mosaic*, University of Toronto Press, 1965.

de ce groupe ; en revanche, les Canadiens français qui représentent un peu moins de 30 % de la population totale occupent 6,7 % des directorats, proportion qui dépasse toutefois celle des Canadiens d'autres origines ethniques puisque, constituant 23 % de la population, ils doivent se répartir les quelque 3 % des postes de direction qui restent. (À noter que les Juifs, avec 3 % de la population, ne détiennent que 0.78 % des directorats.)

De plus, les 6.7 % de directeurs canadiens-français, sauf de rares exceptions, ne viennent pas du monde de la finance ou de l'industrie. 33 % sont avocats et 38 % ont des antécédents politiques. La plupart des autres directeurs canadiens-français siègent dans les comités de direction de deux petites banques canadiennes-françaises, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale. Il est à noter qu'une infime fraction seulement de directeurs canadiens-français possèdent une formation scientifique dans le génie, en économie ou en administration. Cet état de choses découle probablement, dans une certaine mesure, de l'absence presque complète de cours portant sur ces disciplines dans les universités du Québec avant 1930, c'est-à-dire dans la période où la plupart des directeurs actuellement en fonction ont reçu leur formation.

Il existe peu de travaux récents concernant la situation qui prévaut au sein du Service civil fédéral ; le premier volume [53] du rapport de la Commission Glassco est silencieux à ce sujet. Je me reporterai donc à une autre étude de John Porter qui fournit des réponses précises à plusieurs des questions que nous nous posons ¹⁸.

À de rares exceptions près, les hauts échelons du Service civil fédéral, y compris les compagnies de la Couronne, sont occupés par des Canadiens d'origine anglaise ou française. Les autres groupes ethniques, sauf les Juifs, sont à peine représentés. Cependant, tandis qu'ils ne constituent que 47 % de la population totale, les Canadiens anglais

¹⁸ John PORTER, « Higher public servants and the bureaucratie elite in Canada » *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, Nov. 1958, 483-502. A des fractions de décimales près les pourcentages n'ont sans doute pas varié depuis quatre ans. Porter a mené ses recherches par référence aux 202 postes administratifs les plus élevés. D'après certaines sources, la situation resterait sensiblement la même si on incluait huit ou neuf cents autres postes supérieurs.

détiennent 85 % des postes administratifs les plus élevés. Inversement, les Canadiens français qui, répétons-le, représentent près de 30 % de la population totale, se partagent un maigre 13 % de ces hauts postes.

D'un autre côté, l'analyse de la distribution par province montre que l'Ontario est surreprésenté (33 % de la population totale et 39 % des postes administratifs supérieurs) tandis que toutes les autres provinces du Canada ont une représentation inférieure à leur pourcentage de population. Remarquons cependant que le Québec fait assez bonne figure (20 % de la population et 21.3 % des postes administratifs supérieurs). Ces derniers pourcentages sont éloquentes. En effet, même si nous supposons que la totalité des 13 % des postes administratifs supérieurs occupés par des Canadiens français le sont par les citoyens du Québec ¹⁹ – et comme les autres groupes ethniques se trouvent à peu près exclus – il n'en resterait pas moins que la population d'origine britannique dans le Québec, soit 13 % environ de la population de la province ou 4 % de la population canadienne, détient 8.3 % des hauts postes administratifs fédéraux (tandis que la Colombie-Canadienne par exemple, avec 8.5 % de la population totale ne se voit [54] allouer que 4.4 % des postes administratifs supérieurs). En d'autres termes, il appert que pour permettre le fonctionnement normal des rouages administratifs fédéraux dans le Québec, le gouvernement est conduit à compenser la sous-représentation de la majorité canadienne-française par une sur-représentation de la minorité canadienne-anglaise.

Que signifient tous ces pourcentages ? En premier lieu, toutes les minorités ethniques au Canada se trouvent mal partagées par rapport au bloc d'origine britannique ; en second lieu, les britanniques du Québec et de l'Ontario détiennent une proportion bien plus considérable de postes de commande, eu égard à leur population que les britanniques des autres provinces du pays ; en troisième lieu, le rapport de la représentation des Canadiens français à celle des Canadiens anglais

¹⁹ En réalité, il est loin d'en être ainsi. Environ la moitié des fonctionnaires francophones fédéraux viennent de l'Ontario ou encore du Nouveau-Brunswick. Il s'agit là de bilingues « naturels », si nécessaires à la bonne marche de la fonction publique fédérale.

est de 10:43 et à l'égard des Canadiens anglais du Québec de 10:53 seulement ²⁰.

Malgré tout, il est important de noter que la participation canadienne-française est un peu moins de deux fois supérieure dans l'administration publique fédérale que dans les directorats industriels et financiers (13 % et 6.7 % respectivement). Cet écart résulte pour une part de la plus grande facilité d'accès aux premiers postes et, dans une certaine mesure sans doute, traduit l'effet de la volonté politique de promouvoir l'unité nationale au pays. Certains indices tendent à montrer de façon tangible la présence d'une telle préoccupation. Ainsi, tandis que plus de 50 % des hauts fonctionnaires canadiens-français venaient de l'extérieur du Service civil au moment de leur promotion, ce pourcentage décroît à 35 % chez les fonctionnaires canadiens-anglais. Mais le gain qui en résulte est bien maigre. Il semble donc que la sous-représentation des Canadiens français parmi les hauts postes administratifs découle avant tout ou de l'absence d'hommes compétents et ambitieux aux échelons intermédiaires ou de la présence d'obstacles à la promotion normale des Canadiens français au sein du Service civil fédéral.

Et cependant, si on tient compte des faibles chances qui s'offrent aux Canadiens français sur le plan économique, on devrait s'attendre à ce qu'ils trouvent dans le Service civil fédéral une voie leur permettant d'exercer leurs talents (à supposer [55] que ceux-ci soient également distribués dans l'ensemble de la population). On voit qu'il n'en est rien.

À quels facteurs attribuer cette piètre performance ? Le fait que nos universités aient démarré vingt ou trente ans après celles de Toronto et McGill y est sans doute pour beaucoup, Mais ce facteur a perdu de son importance depuis quelques années. D'autres raisons, plus obscures mais peut-être plus péremptoires, entrent certainement en ligne de compte. Ces raisons, seule une enquête impartiale et poussée dans tous les services administratifs et au sein des corporations publiques pourrait nous les révéler.

²⁰ À l'égard de la Colombie-Canadienne, le rapport de la représentation canadienne-française est de 10:13 et à l'endroit de l'Ontario il est de 10:25. Le rapport entre le Québec et l'Ontario s'établit à 10:14.

C'est aux échelons intermédiaires, et non supérieurs, de l'administration qu'il faut surtout porter notre attention. C'est à ce niveau intermédiaire que la plupart des problèmes se posent avec le plus d'acuité et que, dans les conditions actuelles, une intervention soutenue aurait le plus de chances d'être efficace. Il ne faut pas oublier que, depuis quelques années, on tente de créer à Ottawa une profession du fonctionnarisme et qu'en conséquence on vise de plus en plus à promouvoir aux postes supérieurs des personnes déjà dans les rangs. Or, plus de 50 % des hauts fonctionnaires actuels canadiens-français sont venus de l'extérieur, la plupart du temps des universités. Si, comme l'indiquent actuellement les sources, la proportion des fonctionnaires canadiens-français n'est guère plus élevée aux échelons intermédiaires qu'aux échelons supérieurs, on doit reconnaître que la situation est sérieuse. Car, toutes choses égales, une représentation si basse offre à la Commission du Service civil de bien faibles possibilités de choix par comparaison aux quelque 75 ou 80 % de fonctionnaires britanniques qui se trouvent à briguer les mêmes postes.

C'est ici que la faible participation des Canadiens français à la vie économique entre en ligne de compte. John Porter a établi qu'il n'existait aucune collusion entre les élites économiques et les élites bureaucratiques : les critères de sélection diffèrent d'un secteur à l'autre et les échanges de personnel sont faibles. Cependant, il faudrait savoir ce qui se passe aux échelons intermédiaires. À ce niveau, il ne fait nul doute qu'une partie importante du personnel soit interchangeable et, qu'effectivement, il existe une circulation intense d'un secteur à l'autre. Or, il semble bien que la représentation des Canadiens français dans les postes intermédiaires des grandes corporations financières et industrielles soit bien loin d'être proportionnelle à leur pourcentage dans l'ensemble de [56] la population. La carence de la participation des Canadiens français à la vie économique canadienne expliquerait dans une certaine mesure la maigre part qui leur échoit dans le fonctionnarisme et vice-versa.

2. UN NATIONALISME POSITIF

[Retour à la table des matières](#)

Une fois établies et reconnues les conditions objectives de la situation des Canadiens français, on peut s'engager sur deux grandes voies d'interprétation : ou bien opter pour le séparatisme ou bien promouvoir l'application de puissants remèdes susceptibles de produire un redressement de la situation.

Pour une bonne part, on doit attribuer la cause des échecs encaissés dans le passé par ceux qui ont cherché à accroître la participation des Canadiens français dans le Service civil fédéral au fait qu'en faisant porter la lutte surtout au niveau fédéral lui-même, on a perdu de vue que plusieurs obstacles à l'épanouissement des Canadiens français comme collectivité ont leur source à l'intérieur même de la province de Québec.

Pour une bonne part aussi, les énergies dépensées l'ont été en pure perte parce qu'on s'est attaché à chercher des solutions purement politiques à des problèmes qui ont souvent une origine avant tout économique.

Il est grand temps qu'on se rende compte qu'il existe des rapports étroits entre la culture et l'organisation socioéconomique. Or, les Canadiens français ne contrôlent pas l'économie du Québec. Plus grave encore, les institutions économiques sont très souvent dominées par des intérêts américains. L'intégration économique aux dimensions du continent nord-américain pose pour les Canadiens français un défi culturel qui ne comporte pas de réponse péremptoire. Ce défi culturel, les Canadiens anglais n'ont pas à le relever, ce qui leur donne au départ un avantage considérable sur les Canadiens français. Le jugement que porte John Porter sur l'influence croissante des intérêts économiques américains au Canada illustre de façon éclatante l'état d'esprit qui prévaut généralement chez les Canadiens anglais :

« À mesure, écrit-il, que le capital américain émigre (au Canada) pour exploiter les ressources (du pays) et que des succursales américaines se substituent aux [57] entreprises locales, on voit se répandre le

sentiment que de tels développements conduisent à l'occupation économique étrangère... D'autre part, l'intégration économique graduelle, facilitée par les « *mass media* » et la publicité, produit le sens d'une identité culturelle, de sorte que la domination économique apparaît de moins en moins étrangère. À mesure que les deux cultures deviennent plus similaires, la question de savoir quels intérêts sont canadiens par opposition aux intérêts américains et quelle est leur représentation respective au sein des bureaux de direction des grandes entreprises ne comporte pas de réponse facile. Ce qui adviendra en toute probabilité, c'est que les critères employés pour apprécier ces intérêts seront ceux-là mêmes d'après lesquels on juge des conduites économiques dans le contexte du capitalisme occidental. Si tel est le cas, il semble qu'il importe peu que l'industrie canadienne soit dirigée par des Canadiens ou des Américains. »

Plus loin, Porter remarque que les directeurs, gérants ou autres dirigeants américains des entreprises économiques au Canada tendent à se fixer en permanence au pays et donc à s'intégrer à la vie canadienne (anglaise).

Il est évident que les Canadiens français ne peuvent manifester un désintéressement aussi poussé ²¹. Pour eux, l'épanouissement du grand capitalisme nord-américain vient heurter de front les fondements même de leur culture. C'est pourquoi le récent mouvement d'émancipation économique, lancé par le gouvernement du Québec, doit recevoir le plus ferme appui de tous les citoyens et de tous les groupes. Le puissant slogan « la clé du royaume » symbolise et cristallise tous les espoirs de la collectivité canadienne-française.

Point n'est besoin d'ailleurs, pour le gouvernement, de se lancer à corps perdu dans des politiques effrénées de nationalisations. Les considérations d'efficacité et d'opportunité doivent continuer à prédominer. Il s'agit plutôt pour lui d'agir directement sur certains secteurs-clés de l'économie afin, d'abord, de donner le ton à toutes les entreprises privées [58] qui existent dans le Québec et, ensuite, de

²¹ Depuis 1958, les Canadiens anglais eux-mêmes ont commencé à faire montre d'une certaine nervosité à l'endroit de l'emprise grandissante des intérêts américains dans l'économie canadienne, intérêts qu'on commence à tenir responsables de la stagnation économique actuelle. Ceux qui croient que l'anti-américanisme latent chez beaucoup de Canadiens anglais découle de motifs surtout culturels se leurrent.

créer des cadres institutionnels qui permettront aux Canadiens français de donner la pleine mesure de leurs talents. Les nombreux besoins à tous les niveaux de la direction et de l'administration exigeront la formation d'un grand nombre de jeunes gens dans tous les secteurs malheureusement trop négligés jusqu'ici. On verra s'affirmer l'esprit d'entreprise et le souci de l'efficacité. Ainsi se trouvera constituée une réserve d'hommes à la fois compétents, ambitieux et exigeants qui sera disponible pour des marchés de travail comme l'entreprise privée et le Service civil fédéral.

Une fois amorcée la tâche d'émancipation économique, l'application de mesures politiques pour corriger les aspects les plus préjudiciables de la situation qui prévaut dans le Service civil fédéral devrait devenir possible et devrait produire des résultats tangibles. Je formule le vœu que le gouvernement de Monsieur Lesage puisse bientôt procéder à l'organisation du ministère des Relations fédérales-provinciales qu'il a précédemment créé. Je souhaite aussi qu'il continue à intensifier les liens inter-provinciaux.

Cependant, tous les facteurs étant examinés, il reste un résidu qui représente pourtant l'essentiel ; une fois tous les remèdes appliqués, subsiste encore un profond malaise. Les réformes fondamentales qui s'imposeront encore, une fois que sera fait tout ce dont ils sont capables par leur seule initiative, les Canadiens français ne pourront les accomplir seuls. Ils auront besoin de la collaboration franche et honnête des Canadiens anglais et de la compréhension des autres groupes ethniques. Car, il s'agit, en définitive, de savoir si les Canadiens français peuvent assumer leur culture, non seulement dans la « réserve québécoise », mais aussi dans l'ensemble du pays et surtout dans les services administratifs fédéraux où se prennent les grandes décisions qui affectent la vie des citoyens canadiens, y compris des Canadiens français.

Quelques importants en effet que soient les autres facteurs de la sous-représentation canadienne-française dans le Service civil fédéral (avantages aux premiers occupants, préférences personnelles, liens de vieille amitié noués au collège, puissance respective des structures socio-économiques, et ainsi de suite), il n'est peut-être pas excessif d'affirmer que le facteur culturel (notamment linguistique) possède à lui seul plus de poids que tous les autres réunis.

[59]

Une enquête approfondie sur la situation qui règne dans ce domaine au sein du Service civil fédéral et des corporations publiques s'impose et, cette enquête, nous l'obtiendrons. Il faut forcer les partis politiques à s'engager formellement sur cette question à l'occasion des élections fédérales qui s'en viennent. Si les partis politiques nous déçoivent, il faudra frapper plus haut, c'est-à-dire à la tête du gouvernement fédéral lui-même. Toutefois, il faudra procéder avec méthode et fermeté. Le temps des récriminations motivées surtout par une sensibilité à fleur de peau est révolu. Il est légitime de revendiquer pour les minorités un traitement équitable et d'exiger de la majorité qu'elle manifeste un sens plus poussé de la justice. Mais cela même demeure bien insuffisant. Nous devons fonder notre requête sur des arguments d'intérêt général plutôt que sur des sentiments. Bref, nous devons faire entendre à travers le pays la voix du nationalisme positif qui s'exprime depuis deux ans à l'intérieur de la province de Québec. Les Canadiens anglais se feront vraiment violence le jour où ils prendront conscience du fait qu'ils ont besoin des talents et des ressources du Québec pour assurer la grandeur et la prospérité du pays.

Il importe d'abord d'identifier tous les facteurs de la situation qui existe à Ottawa. La discrimination ethnique y entre probablement pour une part, mais je doute qu'elle constitue à elle seule une raison suffisante d'explication. Les causes qui agissent dans tel ou tel secteur, disons au Canadien National, ne jouent peut-être pas avec la même intensité dans d'autres services. C'est pourquoi je suggère que nous fassions accompagner la demande d'une enquête générale par la présentation d'un mémoire qui fournisse déjà une première évaluation de la situation. Un tel mémoire pourrait être rédigé par un Comité spécial constitué de représentants de nos principales organisations professionnelles et des universités. Si je me permets de faire une telle suggestion, c'est parce que je suis convaincu que la question de la représentation des Canadiens français dans le Service civil fédéral soulève de nombreux problèmes dont la solution me paraît fort complexe. De part et d'autre, il faudrait faire preuve d'une grande compréhension et de beaucoup de patience. Il me semble que l'enjeu en vaut la peine.

[60]

Deuxième partie :
Identité nationale : aspirations et immobilisme

Chapitre 3

Genèse et caractères du nationalisme de croissance *

[Retour à la table des matières](#)

Depuis trois ou quatre ans on assiste à un réveil du nationalisme canadien-français au Québec ²². De prime abord, on pourrait être tenté de contester cette affirmation. En effet, les nationalistes d'aujourd'hui empruntent leur langage aux générations antérieures. Les slogans, les formules clés, les motifs eux-mêmes mis de l'avant par les nationalistes de toute tendance n'ont pas changé. Pour reconstituer la généalogie

* Conférence prononcée au 3^{ème} Congrès des Affaires canadiennes en novembre 1963 et publiée dans la revue *Les nouveaux Québécois*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1964.

²² L'intention du présent exposé n'en est pas une de contestation. Je ne me propose pas d'examiner dans quelle mesure le nationalisme, c'est-à-dire les définitions que les Canadiens français se donnent d'eux-mêmes quand ils se pensent comme collectivité, constitue une représentation fidèle de la situation. Je considérerai plutôt le nationalisme comme un fait social, ce qu'il est d'ailleurs puisqu'il constitue une dimension, nécessaire sinon suffisante, de la situation elle-même. Plus précisément, c'est à la description des tendances dominantes du nationalisme qui s'expriment à l'aube de la « révolution tranquille » que je m'attacherai.

d'une expression comme l'« État du Québec », par exemple, il faudrait refaire un siècle entier d'histoire de notre pensée sociale et politique.

En 1963, les jeunes, dans leurs revues et leurs journaux, reprennent, sans le savoir, des idées et des arguments énoncés dans l'œuvre de jeunesse d'un homme qui est né en 1878, l'abbé Groulx. Pareille permanence des thèmes, pareille continuité dans les définitions de la situation sont en elles-mêmes significatives. Elles confirment la survivance, par delà les générations, de l'âme d'un peuple : « Rien n'a changé, rien ne changera jamais au pays du Québec ». Bien qu'il ne soit plus de mise de citer ce jugement prononcé il y a un demi-siècle, en un certain sens, il demeure encore valide aujourd'hui. Les hommes ont passé ; l'esprit s'est délié grâce à une instruction plus poussée ; l'industrie et la ville ont fait reculer la forêt ; le livre, la presse, le cinéma, la radio, la télévision ont imposé de [61] nouvelles manières de vivre et ont ouvert des horizons plus étendus. Et pourtant l'extraordinaire permanence du même langage au niveau des définitions collectives paraît indiquer que les Canadiens français, à travers les évolutions qu'ils ont franchies dans tous les domaines de la pensée et de l'activité, n'ont pas pu résoudre les problèmes de leur enfance comme peuple.

Si toutefois nous passons du niveau des signes à celui des significations, nous constatons de singulières variations dans le temps selon les conjonctures différentes où les Canadiens français se sont trouvés placés. C'est ainsi que la tonalité générale de l'idéologie nationaliste s'est modifiée à chacune des quatre dernières décennies. Nous avons eu successivement un nationalisme de crise, un nationalisme de guerre, un nationalisme de prospérité et, finalement, dans la présente décennie, nous avons un nationalisme de croissance. C'est donc au style du nationalisme plutôt qu'au contenu de l'idéologie qu'on réfère quand on parle du « réveil du nationalisme » au Québec depuis trois ou quatre ans.

Ce renouveau nationaliste anime et soutient la grande ambition de développement qui se manifeste dans tous les domaines et parmi tous les secteurs de la population. Quelle est la genèse du nationalisme de croissance ? Quels en sont les caractères ? C'est à ces deux questions que je tenterai de répondre aujourd'hui.

L'émergence, au cours des dernières années, d'un nationalisme que je viens de qualifier de croissance, a été rendue possible par une conjoncture dont les principaux éléments sont bien connus : sur la scène fédérale, la défaite du Parti libéral et le départ de Louis Saint-Laurent, la victoire du parti conservateur et l'accession au pouvoir de John Diefenbaker ; sur la scène provinciale, la mort de Maurice Duplessis, le décès inopiné de Paul Sauvé, la défaite de l'Union nationale, la victoire du Parti libéral et l'accession au pouvoir de Jean Lesage, lors de l'élection générale du 22 juin 1960 ; sur la scène internationale, enfin, l'obtention de leur indépendance par un grand nombre de peuples afro-asiatiques.

La première conséquence du développement de cette conjoncture fut de dénouer le dilemme du nationalisme de prospérité. Les années d'après-guerre, en effet, marquent dans tous les domaines, pour le Québec, à la fois l'apogée du gouvernement fédéral et la déchéance, qui va s'accéléralant à partir de 1956, du gouvernement provincial. Les plus ardents nationalistes reconnaissent que les rapides progrès du [62] Québec résultent surtout des initiatives du gouvernement fédéral cependant que le gouvernement provincial demeure inactif ou encore applique des mesures rétrogrades pour répondre aux problèmes de l'heure. D'une part, on accuse le fédéral d'usurper des fonctions réservées aux provinces mais, d'autre part, on déplore la corruption et l'inefficacité où s'enlise de plus en plus le régime Duplessis. C'est peut-être dans le domaine de l'éducation qu'on a ressenti avec le plus d'acuité le dilemme du nationalisme de prospérité. Il est incontestable, par exemple, que l'aide fédérale aux universités venait répondre à un pressant besoin, au Québec comme dans les autres provinces. Par ailleurs, accepter cette assistance, c'était consentir à l'abandon du contrôle direct et exclusif que le Québec avait jusque-là exercé dans un domaine jugé essentiel pour la survivance et le développement de la culture française. Après avoir finalement empêché les universités de bénéficier de l'aide fédérale, le gouvernement Duplessis leur accorda, du moins en apparence, des octrois équivalents, en établissant un impôt provincial sur le revenu.

En même temps, la présence d'un Premier ministre canadien-français à Ottawa accentuait encore le dilemme du nationalisme de prospérité. À la faveur de cette situation, le canadianisme, qui avait trouvé son expression idéologique définitive dans le Rapport Massey,

connut une certaine vogue parmi les intellectuels et les hommes politiques. Dans ses formulations extrêmes, le canadianisme affirmait que, pour toutes fins pratiques, le développement de la culture française serait assuré non pas par le Québec, mais par Ottawa. Ce nationalisme à rebours n'était à vrai dire que le reflet du profond état de crise politique où les Canadiens français du Québec se trouvaient alors plongés. Aux canadianistes qui appuyaient leur cause sur des faits et des projets précis, les nationalistes québécois opposaient des arguments surtout défensifs qui trouvèrent des échos fidèles dans l'utilisation purement négative que le régime Duplessis fit du concept d'autonomie provinciale.

Avec l'accession à Ottawa de Diefenbaker, commence l'éclipse de prestige du pouvoir fédéral. Les déficits fiscaux s'accumulent, le chômage sévit, l'immigration décroît, des difficultés administratives surgissent, de graves faux pas politiques sont commis par le Premier ministre lui-même et ses principaux lieutenants, les ministres canadiens-français se font la réputation d'être ternes et inefficaces. Le développement de ces conditions déclenche, par effet de retour, le plus [63] impressionnant mouvement de repli vers la province depuis la Confédération. Le régime Duplessis est soumis à des attaques de plus en plus concertées et violentes qui l'ébranlent dans ses assises. La mort du Chef ouvre la voie aux forces progressives. Jean Lesage et son équipe recueillent les idées qui avaient germé parmi les cercles intellectuels durant la longue période d'opposition et, non sans difficultés, non sans hésitations et compromissions parfois, ils vont dorénavant s'efforcer de répandre le nouveau message parmi le peuple. Bref, le dilemme du nationalisme de prospérité se trouve dénoué.

La deuxième conséquence du développement de cette conjoncture, c'est l'affirmation d'un Québec fort et la mise en forme du nationalisme de croissance à laquelle nous assistons aujourd'hui. De nouveaux hommes, ou des hommes renouvelés, ont pris partout les leviers de commande et convertissent en formules positives d'action collective le nationalisme qui, jusqu'à ces dernières années, avait trouvé son support dans une classe conservatrice, cléricale, paternaliste, bref, beaucoup plus semi-féodale que typiquement bourgeoise. Poussés par la fébrile impatience d'une génération montante qui n'a pas éprouvé les expériences inhibitives de la crise de la guerre et du duplessisme, ces nouveaux hommes doivent sans cesse marcher en avant sans pouvoir

au préalable explorer, afin d'en connaître la topographie, les régions inconnues dans lesquelles ils s'engagent. Eux qui ont connu de la politique surtout les méfaits et l'ineptie et qui devraient à défaut de pouvoir vivre la démocratie, se contenter d'en rêver et d'en parler, doivent sans transition se convertir à l'idée que l'État est une sorte de démiurge amical ou en tout cas l'instrument principal mis à la disposition de peuple pour produire les œuvres merveilleuses qu'on espère dans tous les domaines.

Aucun gouvernement du Québec n'avait lié aussi intimement national et politique. La liaison est devenue en effet si ferme qu'un éventuel échec politique pourrait atteindre la culture canadienne-française au cœur de sa vitalité même. Je pense que nos meilleurs hommes politiques au sein des deux principaux partis ont le sentiment du risque que comporte cette étroite liaison. Un tel sentiment expliquerait à la fois leur ardeur à préconiser des mesures de réforme et de développement et leur attitude ambiguë à l'égard du pouvoir fédéral aussi bien que du séparatisme. J'ai l'impression qu'ils se mettent en position de pouvoir reporter sur le pouvoir fédéral la responsabilité d'un échec politique éventuel tout en retenant [64] la possibilité de se replier sur la formule politique alternative que préconise le séparatisme. Si je comprends bien ce qui se passe dans l'esprit de nos hommes politiques, ils cherchent, consciemment ou non, à protéger les structures mentales des Canadiens français, qu'une longue tradition nationaliste a façonnées et imprégnées de part en part, contre les risques inhérents à la conjoncture présente.

De ce point de vue, le séparatisme remplit une fonction utile. Il se présente non seulement comme un développement logique de la conjoncture, mais encore comme une solution possible aux problèmes issus de la conjoncture elle-même. Le sentiment séparatiste parcourt comme un fil, parfois imposant et parfois ténu mais jamais rompu, la trame entière de plus d'un siècle de nationalisme canadien-français. L'exemple, sous nos yeux, de plusieurs peuples ex-coloniaux qui accèdent à l'indépendance et dont un bon nombre sont de langue française, apporte une confirmation dramatique de la vitalité possible de la formule séparatiste pour le Québec.

Mais à y regarder de plus près, peut-être retrouvons-nous parmi les indépendantistes qui ne sont pas des séparatistes stricts les mêmes hé-

sitations quant à la route à choisir que celles que j'ai cru déceler tantôt chez les gouvernants. Eux aussi, il me semble, hésitent souvent à rompre tous les ponts avec le reste du pays par crainte de se voir briser les reins par la difficile conjoncture présente. Entre le statu quo fédéraliste et le séparatisme strict s'échelonnent toute une série de positions intermédiaires qui laissent grande ouverte la porte aux négociations avec le gouvernement fédéral. Parmi ces positions, il en est une qui attire depuis six ou huit mois un grand nombre de militants indépendantistes et plusieurs hommes politiques. Il s'agit, d'après cette formule intermédiaire, de réorganiser le régime fédéral canadien de façon à ce que les « deux nations » puissent devenir, comme telles, également souveraines à Ottawa. Cette thèse est très attrayante théoriquement, du moins pour les Canadiens français du Québec, mais elle me paraît comporter des difficultés d'application pratique considérables. La physionomie du territoire canadien, les énormes différences régionales, la répartition géographique des groupes ethniques, l'absence d'une commune longueur d'onde dans le sens de l'identité nationale chez les Canadiens français, les Canadiens anglais et ceux du tiers-groupe, et ainsi de suite, vont poser aux protagonistes de la thèse des « deux nations » de sérieux problèmes lorsqu'ils se mettront concrètement à la tâche d'instaurer un régime confédératif. [65] Toutefois, il se peut que l'application de la théorie dite des « majorités concurrentes », dans des domaines bien précis d'activité où les incidences culturelles sont considérables, permettrait la résorption des sources majeures de tensions et de conflits entre les deux principaux groupes ethniques du pays.

Il est possible que la thèse des « deux nations » ne constitue qu'une étape sur la voie du séparatisme strict ou encore qu'elle exprime le début d'un retour aux horizons plus familiers du fédéralisme. Il semble en effet que la majeure partie de la population du Québec nourrit l'espoir que, pour que les Canadiens français puissent vivre conformément à leurs aspirations nouvelles, il suffirait d'un réaménagement plus ou moins radical du fédéralisme actuel. Quelle forme devra prendre ce réaménagement ? Personne à ma connaissance n'a encore envisagé concrètement cette question autrement que sous la forme de suggestions de détail et il semble que l'imagination des partisans du fédéralisme soit prise au dépourvu. Certains estiment que l'actuelle constitution canadienne, amendée dans quelques-unes de ses dispositions les

plus anachroniques, demeurera pour longtemps encore la loi fondamentale du pays et que les instruments politiques à la disposition du Québec durant la phase du nationalisme de croissance demeureront, sur le plan juridique, sensiblement les mêmes que par le passé.

Nous devons toutefois reconnaître que loin d'avoir épuisé au Canada les ressources du fédéralisme comme système d'organisation politique, nous ne nous sommes pas encore mis sérieusement à la tâche de faire l'inventaire des possibilités théoriques qu'il comporte dans le contexte d'un pays comme le nôtre.

À l'heure actuelle, par conséquent, aucune des options que le nationalisme de croissance rend théoriquement possibles ne se trouve exclue. Et personne ne peut prédire comment le Québec réagira finalement à la conjoncture qui le confronte. On sait seulement ceci (et c'est là un fait capital) : Le Québec se doit d'être bien conscient des risques que comporte la conjoncture présente pour l'avenir de la collectivité canadienne-française. Quels sont donc les difficiles problèmes qui se trouvent inhérents à la conjoncture ?

Le nationalisme de croissance se caractérise essentiellement par la conviction que le Québec se trouve au seuil d'un développement gigantesque dans tous les secteurs de pensée et d'activité. Les éducateurs de ma génération nous parlaient [66] de « notre maître, le passé ». Nous disons aux jeunes d'aujourd'hui : « notre espoir, l'avenir ». Mais pour construire l'avenir auquel nous aspirons, il nous faut savoir mettre en œuvre les possibilités du temps présent. Le nationalisme de croissance, par essence et par vocation, est pragmatique plutôt que doctrinaire. En effet, sa destination est de permettre aux énergies et aux talents de déboucher sur l'action.

Le caractère essentiellement agressif et singulièrement attrayant du nationalisme de croissance traduit la conscience de la difficulté aussi bien que de la grandeur de l'œuvre à accomplir. Dans l'interview qu'il accordait à Jean-Marc Léger (*Le Devoir*, 5 juillet 1963), René Lévesque a exposé dans le langage pittoresque qui lui est coutumier les dimensions et les exigences du nationalisme de croissance. Il s'agit de faire converger les énergies collectives vers des objectifs concrets précis et de recourir à tous les moyens propres à permettre, le plus tôt possible, la réalisation de ces objectifs. Ici surgit comme un cauchemar le souvenir des grandes ambitions passées qui furent frustrées par

l'inertie ou la trahison des hommes. Il s'agit d'abord de se convaincre qu'il ne peut plus désormais s'agir pour les Canadiens français de simple survivance et ensuite de faire en sorte qu'il ne soit plus possible de revenir au point de départ. Quelles que soient par ailleurs les conditions économiques internationales qui malheureusement paraissent devoir être plutôt défavorables au cours des prochaines années, l'avenir qui s'ouvre devant les Canadiens français devra marquer pour eux une marche vers le progrès ou bien ce sera leur disparition comme peuple. Quand les hommes les plus dynamiques ont fait un tel pari et qu'ils sont sincères, ils ne peuvent manquer d'exiger d'eux-mêmes et du peuple des efforts qui paraîtraient extravagants aux yeux de celui qui serait demeuré étranger aux sollicitations du nationalisme de croissance.

D'où une conscience extrême et peut-être excessive de nos faiblesses collectives sur tous les plans, de l'économie à la langue parlée et écrite, et la recherche de solutions par des moyens les plus divers et qui tiennent parfois beaucoup plus de l'incarnation magique que de l'analyse froide et réaliste des possibilités réelles. D'où aussi l'intense propagation des symboles et des formules nationalistes afin de galvaniser le peuple ou encore, peut-être, d'entretenir le plus longtemps possible l'illusion de grandeur.

Il se peut que le nationalisme de croissance, dans certaines de ses manifestations, crée artificiellement l'impression [67] d'une unité générale des points de vue, en obscurcissant la conscience des diversités et des oppositions idéologiques que la sourde résistance des ancrages historiques, conjuguée avec l'état de société pluraliste auquel nous avons accédé, ne peuvent manquer d'engendrer. C'est ainsi que les mouvements séparatistes, en faisant converger tous les efforts dans une seule direction, s'empêchent de prendre une part active dans les débats peut-être les plus décisifs qui se déroulent à l'heure actuelle dans la conscience des individus, au sein des partis et parmi les groupes autour de la question cléricale, de l'éducation, de l'acquisition de la maturité politique, de la valorisation de la fonction publique, du rôle de l'État, de la philosophie économique, de la promotion des groupes défavorisés, du développement rural et régional, du chômage, des relations fédérales-provinciales elles-mêmes et ainsi de suite. Il nous aura fallu le Bill 60 pour nous rendre compte de l'ampleur de la crise que traverse actuellement le Québec aux prises avec la nécessité

de mettre au rancart des traditions désuètes et pourtant toujours chères et de se donner une âme rajeunie et adaptée aux conditions présentes. On a dit et répété que la formule séparatiste présentait une réponse à une condition d'aliénation collective issue de la conquête, affirmée par l'histoire subséquente et qui se serait récemment aggravée du fait du rapide éclatement des traditionnelles institutions et valeurs protectrices. Cela est possible. Mais en ne s'attachant pas à l'analyse des idéologies que font émerger les structures sociales elles-mêmes et qui divisent les Canadiens français, en tentant plutôt de les masquer, ces idéologies, afin de faciliter le triomphe éventuel de sa cause, le séparatisme menace de nous engager sur la voie de fatales mystifications. À l'heure actuelle, non seulement le séparatisme n'apporte aucune solution à nos problèmes les plus réels, mais encore il tend à nous éloigner de la patiente recherche de solutions adéquates. Par ailleurs, les divisions intestines qui se font jour malgré tout au sein des mouvements séparatistes confirment de façon éclatante la grande diversité des idéologies qu'engendre le pluralisme social.

Je n'écarte pourtant pas la formule séparatiste puisqu'elle s'est imposée tout à l'heure comme une des options théoriquement possibles à l'époque du nationalisme de croissance. Mais j'estime que cette formule n'a pas encore été suffisamment acclimatée aux conditions d'ici pour lui permettre d'imprégner, sans leur faire violence, et les consciences et les structures sociales. Elle a besoin, pour être utilisable, d'être [68] au préalable filtrée et apprivoisée par un grand cerveau et un grand cœur typiquement canadien-français ; elle a besoin de se fusionner à nos idiosyncrasies dominantes, de prendre forme avec les valeurs qui inspirent et sanctionnent nos actes quotidiens, bref, de s'enraciner profondément parmi le peuple. On me demandera : cet homme existe-t-il ? La question n'est pas là. Il s'agit de savoir si la conjoncture évoluera de façon à ce que l'idée séparatiste puisse s'incarner dans un parti capable d'attirer à lui les meilleurs hommes dans tous les secteurs de la société et de rejoindre le peuple. Parmi eux, il se trouvera sans aucun doute quelqu'un jouissant d'une grande autorité et d'un grand prestige qui prendra la tête du parti et en fera un mouvement puissant.

Même les formes plus familières du nationalisme de croissance rencontrent présentement ici et là d'opiniâtres résistances. Ces résistances s'expriment au sein même du gouvernement et dans les rangs

de nos deux principaux partis politiques et de là parmi les institutions, les groupes et les individus et cela à l'égard de projets de réformes pourtant bien concrets et bien délimités. Quand nos meilleurs hommes politiques ont affirmé qu'il nous fallait devenir « maîtres chez nous », « prendre en mains notre économie », « créer un grand système d'éducation » et ainsi de suite, ils cherchaient à susciter sous une forme attrayante et inspiratrice d'action, chez les individus et les groupes, des motivations propres à produire la quantité énorme d'énergies rendues nécessaires par les dimensions mêmes des tâches à entreprendre. De même, quand René Levesque a dit et répété que l'État était « l'un d'entre nous, le meilleur d'entre nous », il a voulu souligner le fait que dans les conditions spécifiques au Québec, l'État se devait d'être exceptionnellement dynamique afin d'orienter et de canaliser les initiatives individuelles de même que de suppléer à leurs évidentes carences. Mais nos hommes publics se sont heurtés à des individus et à des groupes que paralysait la peur de l'État, peur issue d'une longue tradition de libéralisme effréné et de mauvais gouvernement. Et quand ils ont voulu faire rapidement échec à cette peur bien compréhensible et quand, au surplus, ils se sont mis à convertir leurs formules politiques en slogans électoraux, peut-être ont-ils suscité parmi certaines catégories d'intellectuels et de jeunes des aspirations tout à fait hors de proportion avec nos possibilités réelles, à supposer même que nous ayons un gouvernement dix fois meilleur et plus efficace qu'il ne l'est actuellement et que celui-ci pût compter sur l'appui entier du peuple.

[69]

On tend dès lors à passer sous silence la présence des facteurs objectifs qui, par delà les formules et les régimes politiques, ont toujours conditionné, conditionnent aujourd'hui encore et conditionneront toujours notre existence comme peuple. On tend à oublier que, même la grandeur très relative à laquelle il nous est permis de prétendre, c'est seulement au prix d'efforts persévérants que nous pourrions y accéder. On tend encore à perdre de vue les nécessaires collaborations qu'il nous faudra chercher et conserver à l'extérieur afin précisément de participer pleinement au circuit d'interrelations, aux complexes et multiples réseaux financiers, commerciaux et industriels, qui s'entrecroisent en tous sens et qui, que nous le voulions ou non, pour le meilleur et pour le pire, conditionnent notre développement et enserrant notre existence quotidienne. On tend enfin à se méprendre sur la natu-

re véritable de notre tempérament ethnique. Nous sommes peut-être, pour reprendre une idée fort ancienne de l'abbé Groulx, les plus Européens de tous les peuples américains, mais nous portons dans nos esprits et nos corps la marque indélébile de l'irrésistible attraction que le Nouveau-Monde a exercé sur tous ceux qu'il a attirés depuis quatre siècles dans ses espaces immenses aux frontières toujours provisoires. Nous, les descendants d'une poignée de ces millions d'immigrants de toutes races et de toutes cultures, avons humanisé à la française un coin de cet immense continent nord-américain autrement entièrement anglo-saxon. Celui-ci, à son tour, a agi sur notre tempérament originel en faisant de nous, pour poursuivre l'idée de l'abbé Groulx, les plus Américains des Européens. Jusqu'ici nous nous sommes empêchés, comme peuple, de succomber au charme du continent de crainte d'y perdre notre identité. Mais nous l'avons fait au pris d'une coûteuse déperdition d'énergie. Les réalisations de la Manicouagan nous apportent la preuve bien tangible que, dans l'ère du nationalisme de croissance, ce n'est pas en nous dérobant mais en relevant le défi que ce continent-ci pose aux hommes que nous établirons fermement sur les rives du Saint-Laurent les assises d'une autre civilisation française.

À moins que nous n'y prenions garde et que nous n'en venions à un langage et à des attitudes plus conformes à notre situation et nos possibilités collectives, nous deviendrons bientôt incapables de parer aux risques inhérents au nationalisme de croissance. Les tâches que nous devons à tout prix entreprendre, les problèmes que nous devons absolument résoudre sont déjà suffisamment complexes et [70] exigeront de notre part des efforts suffisamment considérables pour que nous ne nous prenions pas à rêver à d'illusoires châteaux, ailleurs que sur le continent nord-américain.

Nous pouvons et devons certes améliorer notre langue écrite et parlée, notre système d'éducation ; nous pouvons et devons accroître notre participation à la vie économique. Nous pouvons et devons créer des liens avec les pays francophones. Mais les véritables questions à poser aujourd'hui sont les suivantes : cela, le voulons-nous vraiment ? Sommes-nous prêts à consentir les efforts nécessaires ? Ne sommes-nous pas enclins à prendre prétexte d'une supposée insuffisance des moyens actuels à notre disposition comme collectivité pour marquer notre inadaptation aux conditions de la société technique et pour excuser notre manque de dynamisme ? Ces moyens eux-mêmes, les utili-

sons-nous toujours à fond et à bon escient ? Et dans la mesure où nous aurions fait la preuve qu'ils sont insuffisants, cherchons-nous vraiment les méthodes les plus propres à suppléer à leur carence ?

Ces questions, il appartient aux hommes publics, aux intellectuels, aux leaders de groupes, d'abord, de se les poser à eux-mêmes, et ensuite, de les adresser à tout le peuple.

Les Canadiens français du Québec ont toujours eu tendance à faire porter au gouvernement fédéral la responsabilité de problèmes et d'échecs qui souvent avaient leur source et leur cause dans leur propre gouvernement. Dans la période du nationalisme de prospérité, cette faute nous a conduits à l'apathie et au bord de la dictature. Mais dans la période du nationalisme de croissance, cette faute pourrait être fatale à notre existence comme peuple. Car n'oublions pas que, pour déployer un degré de dynamisme comparable à celui des peuples qui, pour le meilleur ou pour le pire, nous entourent, il nous faudra avoir appris au préalable à nous donner et à nous conserver de bons gouvernements dans le Québec. Le présent gouvernement entend précisément être un bon gouvernement. Notre première tâche consiste à créer un climat d'esprit qui lui permette de devenir vraiment bon sans qu'il encoure par là le risque d'être rejeté par l'électorat au prochain tournant du chemin.

Quand nous aurons eu pendant assez longtemps un bon gouvernement dans le Québec, la position relative de cette province dans l'ensemble du pays et à Ottawa se trouvera [71] sans doute suffisamment renforcée pour que nous retirions tous les avantages inhérents à un grand pays.

Mais l'avenir ne nous appartient pas encore même si nos actes d'aujourd'hui contribuent à le façonner. Dans la période du nationalisme de croissance, les relations fédérales-provinciales vont soulever d'épineux problèmes, et de tous genres. Pour réaliser ses projets dans tous les secteurs d'activité, le Québec aura besoin de revenus énormes et la question du partage des impôts va se poser avec une acuité grandissante. Mais nous nous leurrerions grandement si nous croyions par là assurer la stabilité financière du gouvernement du Québec qui s'est engagé depuis trois ans dans plusieurs programmes de grande envergure dont la rentabilité directe est faible ou encore ne se manifestera que dans plusieurs années. Par ailleurs, pour rattraper les retards pris

dans plusieurs domaines et s'engager résolument dans la voie du développement, le Québec devra manifester un degré de dynamisme qui donnera à son gouvernement une allure bien plus progressive qu'au gouvernement fédéral.

Contrairement à ce qui se passait durant la période du nationalisme de prospérité, ce n'est plus le fédéral qui précédera le Québec dans la préparation et la mise au point des programmes politiques, mais bien plutôt l'inverse. Nous voyons déjà des indices non équivoques de ce renversement des situations. Il peut résulter de là des sources de nouveaux conflits dans les relations fédérales-provinciales. Seule la mise au point d'un organisme pré-législatif fédéral-provincial, qui intégrerait et départagerait les fonctions et les responsabilités respectives, peut mettre un terme aux fâcheuses contremesures précipitées auxquelles les deux niveaux de gouvernement ont commencé à avoir recours.

Enfin, pour que le Québec, dans la période du nationalisme de croissance, consente à adhérer fermement à la formule fédérative, il faut qu'il ait la possibilité de faire rayonner à la mesure de ses aspirations et de sa capacité le fait français à travers le pays, au sein de l'administration fédérale, des corporations de la couronne et des entreprises privées.

Il ne peut pas s'agir d'en arriver à une sorte de bilinguisme généralisé ni à un « biculturalisme genre cocktail ». Par bilinguisme, il faut entendre non pas la connaissance des deux langues principales du pays par tous les Canadiens, ce qui serait une absurdité, mais bien plutôt l'acceptation pratique par tous les Canadiens de l'égalité des deux langues [72] de même que la pratique rigoureuse du bilinguisme au sein des institutions majeures du pays. Par biculturalisme, il faut entendre, en premier lieu, la coexistence de deux groupes ethniques différents qui, pour la sauvegarde et le développement de leur culture respective, s'appuient, jusqu'à un certain point, sur les mêmes institutions politiques, sociales et économiques et, en second lieu, le complexe des interrelations qu'ils sont conduits à établir, par suite de leur association et de leur collaboration nécessaires à l'accomplissement de leur commune responsabilité à l'endroit de la communauté tout entière. C'est, je pense, à l'examen des dimensions du bilinguisme et du

biculturalisme entendus dans ce sens que la Commission Laurendeau-Dunton va s'attacher.

Si nous parvenons à résoudre les difficultés que je viens de mentionner et à mesure que nous deviendrons davantage conscients de la position stratégique du Québec au pays, notre méfiance bien compréhensible à l'endroit du gouvernement fédéral fera graduellement place à l'ambition de jouer un rôle de premier plan à ce niveau. Le nationalisme de croissance ne pourra pas comme les nationalismes précédents être purement ethnocentriste. Quoi qu'il arrive par ailleurs, le Québec aura besoin d'alliés et de clients parmi les Canadiens anglais. Ces alliés et ces clients seront tantôt les intérêts industriels de la péninsule du Niagara, tantôt les intérêts des fermiers de l'Ouest, tantôt les intérêts des forestiers de la Colombie-Britannique, tantôt, enfin, les intérêts des cultivateurs et des pêcheurs des Maritimes. Un jour, le Québec comprendra que c'est seulement en tirant profit de toutes les possibilités de la démocratie qu'il cessera d'être une minorité permanente pour devenir une minorité qui, en s'associant avec d'autres minorités, pourra, sur des questions particulières, se constituer en majorité. Ce jour-là, on pourra être assuré que l'épreuve du nationalisme de croissance aura été franchie avec succès. En longue période, le Québec obtiendra davantage et mieux par la conciliation des différences avec les autres provinces et le fédéral que par le chantage, les menaces et surtout le terrorisme.

Quelle que soit par ailleurs l'option politique que nous voulions pour le Québec de demain, il est désirable, voire même nécessaire, pour assurer le succès de l'option de notre choix, que nous travaillions aujourd'hui ensemble à la réalisation des grandes possibilités qu'ouvre la conjoncture présente. Nous devons nous sentir solidaires des risques en même temps que de la grandeur propres à l'avenir qui s'ouvre [73] devant nous. Le nationalisme de croissance est fondamentalement sain en lui-même et dans ses conséquences possibles. Il devrait permettre au Québec de s'engager résolument sur la voie du développement, pourvu que des attitudes et des conflits doctrinaires ne viennent pas le stériliser en cours de route et pourvu que nous sachions être diligents.

[74]

Deuxième partie :
Identité nationale : aspirations et immobilisme

Chapitre 4

Pour une politique des langues au Québec *

[Retour à la table des matières](#)

La question linguistique au Québec est une question difficile. La poser, c'est mettre le cap sur une mer hérissée d'écueils, c'est s'obliger, sous peine de naufrage, à définir une foule de coordonnées d'ordre démographique, économique, sociopsychologique, culturel, juridique et politique. Les risques de mésentente sur la route à suivre sont grands. Les problèmes à résoudre sont d'autant plus susceptibles d'engendrer de violentes disputes qu'ils font vibrer des fibres vitales et sollicitent des réactions irrationnelles.

Sous les formes selon lesquelles elle se pose au Québec, la question linguistique comporte de très nombreux aspects : le statut juridique du français et de l'anglais, les langues d'instruction, les langues de travail, les langues de loisir, la densité socio-économique des langues,

* Texte paru dans *Le Devoir* les 28 et 29 mai 1970 et publié sous une forme remaniée et augmentée dans *Le français langue de travail*, publication du département des Relations industrielles, Presses de l'université Laval, Québec, 1971.

et ainsi de suite. Il existe plusieurs univers du discours et plusieurs manières de parler une langue. C'est ainsi que la langue de travail n'est pas la langue du loisir. Quand il s'agit toutefois d'élaborer une politique des langues même dans un seul secteur linguistique, c'est l'ensemble de la situation qu'il faut avoir à l'esprit. La question de la langue de travail, par exemple, soulève des interrogations relatives au droit des langues, à la langue d'instruction, à l'intégration linguistique des immigrants, et ainsi de suite. Ce n'est pas simplement en favorisant l'immigration de francophones ou encore en faisant apprendre le français aux immigrants non-anglophones qu'on assurera la promotion du français au Québec. Il s'impose également qu'à leur arrivée au Québec, ces personnes puissent sans peine travailler en français et que leurs chances de réaliser les aspirations de carrière qu'ils nourrissent en venant ici soient au moins aussi bonnes en français qu'en anglais.

[75]

Les Canadiens prennent rapidement conscience de la gravité de la question linguistique au Québec même. Deux grandes Commissions d'enquête se sont penchées ou se penchent sur cette question. La Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme s'est surtout appliquée à l'examen de la situation dans l'ensemble du Canada et, sauf dans le troisième volume de son rapport, elle a fait peu de recommandations touchant directement les francophones du Québec. Le train de mesures qu'elle propose présente cependant le cadre général d'un possible programme d'action applicable au Québec. La Commission d'enquête sur la langue française au Québec (Commission Gendron) s'attaque à l'étude des questions relatives à la qualité de la langue d'enseignement, des langues secondes et aux divers aspects de la coexistence de deux langues dans le même milieu.

Malgré tout le profit que l'on peut espérer tirer de ces travaux, la situation oblige cependant à passer à l'action. L'adoption du projet de loi 63 « pour promouvoir la langue française au Québec » et la nécessité de poursuivre l'examen du projet de loi 62 « concernant l'organisation scolaire sur l'île de Montréal » nous y contraignent en toute urgence.

Par ailleurs, ce serait mal poser la question que de l'envisager exclusivement en fonction des problèmes que soulève l'application de ces deux lois. L'heure n'est pas à la polémique. Si la situation oblige à

une visée d'action, elle permet cependant qu'on ouvre l'éventail des préoccupations de façon à cerner les multiples aspects de la question linguistique. Cette première démarche débouchera sur la formulation d'un programme d'ensemble susceptible de se concrétiser dans des projets cohérents en eux-mêmes et les uns par rapport aux autres.

Si la question de l'intégration des immigrants et des groupes ethniques non-francophones est depuis quelque temps au centre des discussions sur l'avenir de la langue française au Québec, c'est peut-être avant tout la situation démographique qui les y incite. Avec le déclin abrupt de la natalité au Québec depuis 1965, l'ère de la « revanche des berceaux » a pris fin. Pour maintenir leur proportion d'environ 80 pour cent de l'ensemble de la population québécoise ou même pour continuer à exister comme groupe linguistique particulier, les francophones québécois n'ont qu'un seul recours : se mettre à intégrer les non-francophones, plus particulièrement les non-britanniques. Eux, dont la capacité assimilatrice au Québec est actuellement plus faible que [76] jamais, peuvent-ils escompter l'acquérir bientôt et, si oui, comment ?

Par ailleurs, le problème de l'intégration des non-francophones ne peut être considéré isolément des autres aspects de la question linguistique. Toute analyse sérieuse de cette question doit tenir compte des contraintes particulières à l'environnement de même que des moyens de transformer cet environnement. C'est ainsi qu'on doit prendre en considération l'influx des immigrants, le niveau d'éducation, les aspirations professionnelles des individus, le poids relatif du français et de l'anglais dans le réseau économique national et international, et ainsi de suite.

1. LES PRÉMISSSES DE BASE

[Retour à la table des matières](#)

Partons d'un aveu pénible mais obligé : les sciences humaines, auxquelles on demande à juste titre de guider l'homme dans sa démarche incertaine vers un peu plus de lumière sur lui-même et sur le monde, se sont fort peu appliquées à mettre au point des outils pluridisciplinaires pour l'examen des conditions et des conséquences d'un milieu bilingue pour les langues particulières, les individus, les insti-

tutions, les groupes et la collectivité entière. Nous pouvons faire état de certaines généralisations plus ou moins vérifiées : par exemple, pour que les langues particulières survivent en milieu bilingue il faut que subsistent des noyaux d'unilinguisme, c'est-à-dire des personnes en assez grand nombre pour qui le recours à l'autre langue représente une source de gêne sérieuse. Nous disposons maintenant, grâce au patient labeur de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, d'un grand nombre d'informations sur les aspects les plus divers de la situation linguistique au Québec. Toutes ces informations cependant ne dépassent guère l'ordre de la description des faits. Elles peuvent à l'occasion servir de garde-fou. Mais elles aident assez peu à l'élaboration de méthodes de travail susceptibles de procurer des instruments d'action qu'on pourrait substituer au flair, à la bonne volonté, à l'entêtement ou aux impulsions autodestructrices ou vengeresses. Est-il possible, dans l'état actuel de nos disciplines, de mettre au point des instruments capables de produire des résultats dont la validité serait assez peu contestable ? La réponse à cette interrogation va requérir des travaux beaucoup plus élaborés que ceux qu'on a pu mener jusqu'ici.

[77]

À défaut du support de la science, plusieurs font appel au droit naturel pour trouver guide et justification. Il n'est rien de plus hasardeux que cette démarche. Ne dit-on pas des principes qu'à force de s'appuyer sur eux ils finissent toujours par céder ? Certes, il existe des droits imprescriptibles relatifs à la vie et à l'intégrité essentielle de la personne auxquels on ne saurait contrevenir pour quelque raison que ce soit. Leur garantie, cependant, est en pratique précaire. En outre, les tests auxquels on a recours pour déterminer les modalités de leur application concrète sont souvent incertains. Ils se fondent sur des données chrétiennes et humanistes qui ne sont pas toujours aussi claires qu'on pourrait le souhaiter. Au surplus, l'exercice de ces droits est souvent assujéti à des conditions particulières. C'est ainsi qu'individus et groupes doivent se soumettre à une foule de contraintes extérieures qui touchent aux aspects les plus divers de leur existence.

Ceux qui estiment qu'il existe un droit imprescriptible à l'instruction obligeant l'État à poser des actes concrets (construire des écoles, fournir des maîtres, etc.) peuvent se réclamer d'un consensus quasi

universel dans les sociétés contemporaines à ce sujet. Mais existe-t-il un droit aussi évident en ce qui concerne la langue d'instruction ? Dans les pays unilingues la question ne se pose guère. Mais la diversité des régimes scolaires que l'on trouve dans les pays bilingues de même que les antagonismes souvent profonds qui divisent ces pays indiquent qu'ailleurs le droit des parents de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur choix est bien relatif, souvent assorti de restrictions sévères découlant de l'histoire et de conditions sociologiques particulières.

Ce qui est vrai pour les droits individuels vaut également pour les droits collectifs. Les droits collectifs dérivent souvent du hasard des luttes historiques. Ils avantagent généralement le plus fort au détriment du plus faible, ce qui laisse planer un doute sur leur valeur intrinsèque. Même s'il est indiscuté, un droit collectif comporte dans son exercice des limites de temps et de lieu imposées par l'équité ou le jeu des forces en présence.

Il s'impose enfin de tenir compte des droits acquis. Un droit individuel ou collectif est acquis lorsque, quelle que soit son origine, une présomption de légitimité s'est établie à son égard et qu'il peut être exercé impunément dans des conditions déterminées. Un droit acquis ne se fonde pas sur des valeurs aussi fermes que les droits imprescriptibles mais, par contre, leurs conditions d'exercice sont souvent beaucoup [78] plus précises. Il est généralement difficile d'abroger un droit acquis même si on en a la possibilité et si les circonstances le veulent : l'équité ou la décence y font obstacle. Il est certaines permissions qu'il vaut mieux ne pas accorder s'il est à craindre qu'elles entraînent des conséquences telles qu'on doive par la suite les retirer.

Dans le domaine linguistique, au Canada sauf au Québec, le droit du plus fort s'est appesanti de façon implacable. À grand renfort de lois votées par des majorités démocratiques, on a chassé le français des écoles et on s'est refusé à créer des conditions propres à garantir sa vitalité. On s'est par la suite longtemps opposé au nom d'une sorte de justice hypocrite à remédier par la loi à une situation dont la loi avait favorisé l'émergence et qui condamnait le français à une mort lente : il ne fallait surtout pas politiser la langue et la culture !

La volonté encore tout ardente du gouvernement fédéral de promouvoir le français dans toutes les sphères d'activité qui relèvent de sa

compétence, la création de districts bilingues hors du Québec conjugués avec les efforts de certains gouvernements provinciaux apparaissent comme des restitutions tardives d'un bien mal acquis. On doit savoir pardonner au pécheur repentant et espérer qu'il lui est encore possible de réparer le mal qu'il a fait. On doit au surplus savoir éviter d'imiter sa conduite passée.

Les francophones, pour leur part, ont eu le temps de se rendre compte qu'« entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère ». Qui pourrait décemment prendre ombrage du désir des francophones du Québec de s'appuyer sur le gouvernement qu'ils contrôlent plus directement pour suppléer aux insuffisances obligées des lois fédérales dans le domaine linguistique par l'adoption de mesures propres à assurer la prépondérance du français dans toutes les sphères d'activité sur le territoire québécois, compte tenu des circonstances et des droits légitimes de la minorité anglophone ? Toutes les tentatives d'inhiber les Québécois francophones dans leurs efforts pour se donner un programme linguistique cohérent sont d'avance vouées à l'échec. Toutefois, ceux-ci, à mon avis, ne devraient pas fonder leur action sur un « droit collectif » parce que cette justification fait surgir immédiatement des rappels à l'ordre au nom des « droits individuels » et on risque ainsi de s'engager dans une guerre d'abstraction.

La décision de légiférer dans le domaine linguistique, comme toute autre décision collective, est d'abord une question politique. Il appartient au gouvernement et au peuple du [79] Québec de décider du bien-fondé de mettre fin à une longue tradition de laissez-faire dans ce domaine. L'équité étant sauve, toute loi touchant les langues n'a plus qu'à être jugée en fonction de son mérite propre et de ses effets prévisibles. Tout autre ordre de considération est superflu. La seule justification valable d'une législation sur les langues au Québec, c'est l'angoisse individuelle et collective dont elle est l'écho et qu'elle doit viser à soulager.

Les lois linguistiques comme toutes les lois qu'adopte l'Assemblée nationale du Québec pourront être examinées à la lumière du cadre constitutionnel du pays. Elles ouvriront sans doute une nouvelle dimension aux relations fédérales-provinciales et constitueront une source additionnelle de conflits possibles. Mais, à l'heure où l'on s'attaque à la réforme de la constitution, il faut dégager le plus tôt possi-

ble les grandes orientations d'un programme linguistique et, de façon particulière, les principes directeurs d'une éventuelle révision constitutionnelle.

Les demandes formulées par la population aux agents linguistiques sont contradictoires sans aucun doute ; nous ne savons pas encore dans quelle mesure le système politique peut vraiment leur donner suite ; nous ne pouvons prévoir à l'avance les effets d'une loi donnée sur les langues.

Mais nous n'avons pas le choix : il faut agir. Et dans cette recherche obligée d'une stratégie d'action, le gouvernement ne saurait faire cavalier seul : il doit pouvoir compter sur le support de la collectivité entière. La tâche commune consiste donc dans l'élaboration, sous l'égide du gouvernement, d'un programme d'action cohérent visant les principaux aspects de la situation linguistique. Il s'agit de concevoir et de mettre en application des mesures propres à contrarier les tendances préjudiciables au français tout en maintenant la libre circulation des biens, des idées et des personnes.

2. LA SITUATION

[Retour à la table des matières](#)

Entre les francophones et les anglophones du Québec, il y a eu comme une division du travail : aux anglophones est allée l'économie ; aux francophones, la politique. Ces derniers m'acceptent plus cet état de choses parce qu'ils ont enfin réalisé que l'économie était le principal moteur de la politique. Il n'y a pas lieu de se surprendre du fait que l'organisation économique au Québec serve mal les intérêts de la collectivité [80] puisqu'elle échappe à tout contrôle politique véritable. Bien sûr, « l'abandon » de l'économie aux anglophones ne fut pas le seul facteur de l'infériorité des francophones. Il faut aussi tenir compte du poids d'un système d'éducation démodé, d'une religion qui procurait des compensations trop faciles à la misère de ce monde, du paternalisme des notables... Tous ces facteurs sont sans aucun doute reliés les uns aux autres et ils ont tous, à titres divers, contribué à maintenir les francophones dans une condition d'infériorité à peu près générale.

Dans le troisième volume de son Rapport, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme s'est attachée à présenter les faits. La situation qu'elle décrit est à bien des égards mauvaise, presque désespérée. Qu'il s'agisse des revenus, de l'instruction, du contrôle des entreprises, les francophones sont loin derrière les anglophones et ne dépassent guère les Italiens qui, pour la grande majorité, sont au Québec depuis moins de 25 ans. Pareille situation explique largement la piètre position du français dans le monde du travail. Il est clair que le redressement qui s'impose exige bien plus que des mesures touchant directement les langues. Il faut aussi s'attaquer à l'instruction, au choix des carrières, aux investissements industriels, au développement régional, au contrôle des entreprises.

Il est un aspect de la situation que la Commission d'enquête a peu abordé selon l'angle particulier sous lequel il se pose au Québec. Il s'agit de la situation démographique. C'est cependant cette situation qui soulève les interrogations les plus angoissées sur l'avenir du français au Québec.

Certes, en dépit de toutes les prédictions alarmistes, la proportion des francophones au pays est demeurée remarquablement stable depuis 1881 (30 pour cent en 1881 et 30,4 pour cent en 1961, quant à l'origine ethnique). La proportion des francophones à Montréal est plus élevée aujourd'hui qu'à l'époque de la Confédération.

On craint toutefois les effets de l'urbanisation et de la technologie qui se font de plus en plus envahissantes. Le maintien d'un cadre social traditionnel a longtemps constitué comme une digue protectrice contre toute contamination extérieure. Mais aujourd'hui que le Québec relève enfin les défis de la modernité, on s'inquiète des chances de survie de 5 millions de francophones dans un continent qu'occupent 215 millions d'anglophones et qui au surplus est au seuil de l'ère post-industrielle. Dans un environnement plus favorable, [81] les chances du français pourraient être ici excellentes, car l'infériorité des francophones vient surtout de l'excellence de leur entourage. À l'échelle du monde, ils se classent parmi les premiers. C'est la supériorité absolue et massive des Anglo-américains qui les écrase. Les premiers touchés – bien avant les Français – par les progrès de plus en plus trépidants d'un monde qui parle anglais, les Québécois francophones sont condamnés, pour éviter l'assimilation, à être d'éternels traducteurs d'un

vocabulaire et d'un génie étrangers qui se transforment perpétuellement avec une rapidité incroyable. D'où l'importance vitale du dictionnaire pour le Québécois francophone. Son rôle pourrait bien être de servir de dictionnaire vivant pour la francophonie entière. Or, un dictionnaire, c'est un peu le cimetière de la langue...

L'accession à la modernité survient à un bien mauvais tournant du cycle démographique des francophones. Le taux de natalité qui s'établissait aux environs de 30 par mille habitants depuis vingt ans a soudainement baissé à compter de 1965-66 pour tomber à 16.3 en 1968, soit un des taux les plus bas en Amérique du Nord. Par ailleurs, par suite de conditions économiques défavorables, la migration nette qui avait été largement excédentaire depuis 1954 a considérablement diminué et tend à être déficitaire depuis deux ans.

Dans leurs perspectives à long terme, les démographes se montrent prudents. C'est ainsi que, dans un article paru dans « Le Devoir » du 4 novembre 1969 et qui a suscité d'amples commentaires lors du débat sur le projet de loi 63, Charbonneau, Henripin et Légaré émettent deux séries d'hypothèses, l'une, favorable, selon laquelle la proportion des francophones en l'an 2,000 serait virtuellement inchangée et l'autre, défavorable, selon laquelle la proportion des francophones baisserait considérablement pour la province (passant de 82.3 à 71,6 pour cent) et de façon catastrophique à Montréal (de 66.4 à 52.7 pour cent), ville qui comprendra alors plus de la moitié de la population totale de la province.

Comment rendre compte de l'anxiété qui se manifeste dans certains milieux concernant l'avenir démographique des francophones au Québec ? Elle tient moins à la situation réelle et même aux tendances prévisibles qu'à la prise de conscience du fait que les berceaux ne vengent plus et vraisemblablement ne vengeront plus les francophones... Avec le vieillissement graduel de la population dans les années qui vont suivre, si le taux de natalité ne s'accroît pas, l'accroissement naturel de la population francophone baissera considérablement et pourrait même devenir nul.

[82]

L'immigration devient ainsi à long terme le seul espoir des francophones. Or, même dans le Québec, les immigrants se sont toujours intégrés massivement aux anglophones et, par suite des transforma-

tions dans la structure des emplois et des changements survenus dans les caractéristiques socioéconomiques des immigrants, cette tendance s'est même accrue au cours des années récentes. Le pouvoir assimilateur des francophones est si faible que le nombre d'entre eux qui s'anglicisent au Québec est supérieur à celui des anglophones qui adoptent le français (68,339 contre 53,383 selon le recensement de 1961, comprenant par contre seulement 1,6 pour cent de la population francophone totale contre 9,4 pour cent de la population anglophone). Ainsi donc, dans la mesure où l'accroissement démographique des Québécois francophones repose sur l'immigration, l'avenir paraît sombre. D'où la demande, qui se fait de plus en plus pressante auprès des gouvernants, pour que des mesures soient adoptées pour contrarier les tendances en cours.

Au-delà des nombres, on s'inquiète aussi de la qualité du français parlé et écrit. Les uns parlent de « créolisation galopante », d'autres disent que, sous l'effet de l'instruction et des télémedia, la langue tend à s'améliorer, alors que d'autres estiment que le fossé linguistique entre les élites et la masse se creuse de façon dramatique. Seules des études scientifiques permettront de vérifier les tendances évolutives. On s'attend à ce que la Commission Gendron fasse la lumière sur cette question d'importance centrale.

On peut ne pas partager les sentiments de ceux qui craignent pour l'avenir du français au Québec. Il est cependant impossible de démontrer que ces craintes sont sans fondement. La démographie, qui est pourtant une science assez exacte, sert également les fins des alarmistes et des optimistes. En réalité, on ignore s'il existe une masse critique en deçà de laquelle une langue est incapable de survivre. Des langues parlées par un grand nombre sont disparues tandis que quelques milliers d'individus suffisent au maintien d'autres langues. Par ailleurs, pour les langues mineures tout au moins, le passage de la société traditionnelle à la société moderne est l'occasion d'une crise. En Afrique, des langues importantes risquent d'être anéanties par l'industrialisation et l'urbanisation.

Or, c'est précisément à ce moment critique de l'évolution que se décide aujourd'hui le destin de la langue française en Amérique du Nord. Une société trop longtemps maintenue [83] traditionnelle s'ouvre enfin à la modernité – et cela dans un environnement exception-

nellement favorable sur tous les plans. Mais la question se pose : quels seront dans la société post-industrielle de demain les garants du français au Québec ? C'est là une interrogation dont la réponse va requérir une décision collective. D'où l'obligation faite au gouvernement, porte-parole de la collectivité, de prendre la relève.

La solution du problème des langues au Québec se situe finalement au plan de l'économie et de la culture. Le prestige d'une langue est intimement lié au prestige de ceux qui parlent cette langue. Or, dans le contexte qui est le nôtre, le prestige d'une langue s'évalue surtout en fonction de critères économiques. La science et la machine, tout comme le dollar, dit-on, parlent anglais en Amérique du Nord. Rendre francophone le milieu des affaires québécois, ce serait, affirme-t-on, le couper du reste du continent qui ne connaît pas la langue française et, par conséquent, le vouer à l'anémie. Pour répondre à ces critiques, il s'impose de distinguer entre la connaissance de l'anglais et le fait de travailler en anglais. Le contexte scientifique et technologique international, qu'on le veuille ou non, favorise présentement l'anglais. À une époque où les jeunes Français, Allemands, Italiens et Japonais se mettent à apprendre l'anglais afin d'accroître leurs chances de carrière, non seulement au niveau international mais même à l'intérieur de leurs pays respectifs, seul un ignorant ou un fanatique pourrait conseiller aux jeunes Québécois francophones de ne pas apprendre l'anglais. Ce qui est anormal, c'est qu'on se croit obligé de leur dire qu'ils devront nécessairement gagner leur vie en anglais au Québec même. Tout en reconnaissant la suprématie de l'anglais dans le monde international des affaires et tout en maintenant les nécessaires connexions avec le réseau international des affaires, on doit viser à créer dans le monde du travail québécois une base francophone assez large pour que quiconque désire travailler en français puisse le faire à tous les échelons. Que des francophones québécois désirent en outre connaître l'anglais pour accroître leur mobilité et pour poursuivre une carrière plus diversifiée, cela est une aspiration personnelle fort légitime mais qu'il faut soigneusement distinguer avec l'obligation stricte de travailler en anglais au Québec même ou d'avec la nécessité d'apprendre l'anglais pour vivre une vie normale au Québec.

Tant que les Québécois se percevront comme une race de « quêtoux », ils auront une mentalité de « quêtoux ». Or, si certains ont pitié des « quêtoux », rares sont ceux qui poussent la sympathie jusqu'à choisir de devenir « quêtoux » eux-mêmes. Ce n'est pas par esprit de miséricorde qu'on accepte de s'intégrer à une collectivité, à un peuple et qu'on consent à adopter sa langue, ses modes de penser et d'agir. Ce ne peut être non plus sous la contrainte du fouet. Il faut y être incité par la conviction que c'est là un choix valable matériellement et spirituellement. Il faut être convaincu qu'en perdant sa nationalité d'origine on adopte un autre mode d'être humain qui lui est égal, sinon supérieur.

Une enquête vérifierait sans doute jusqu'à un certain point l'exactitude des attitudes qui se dégagent de l'observation du comportement à l'endroit des « étrangers » et des « anglais » : méfiance, agressivité, jalousie, sentiment d'infériorité, etc... Mais, s'il en est ainsi, à quelles causes attribuer ces traits peu flatteurs ? Cette interrogation nous reporte à l'histoire. Il faut que les Québécois francophones, d'une façon ou d'une autre, règlent leurs comptes avec leur histoire. Il faut qu'ils cessent de se considérer comme des vaincus. On peut avoir pitié des vaincus, on ne joint pas volontiers leurs rangs.

Les Québécois francophones aspirent à se mesurer au défi de la modernité... Mais, ce n'est pas simplement en reniant les valeurs traditionnelles qui les ont longtemps caractérisés que les Québécois parviendront à être modernes. Il leur faut s'attaquer à la redoutable tâche de convertir les traits anciens aujourd'hui démodés et encombrants en des comportements adaptés aux temps nouveaux. Il leur faut se donner une âme nouvelle. S'ils refusent cette « conversion », ils deviendront de simples sous-produits des retombées de la civilisation américaine, c'est-à-dire des déchets humains ; on ne sera guère enclin à se mêler à eux.

Le caractère « confessionnel » des écoles publiques fait partie de ces traditions qu'il faut réexaminer à la lumière de cette orientation vers la modernité : les Québécois francophones ne sont pas seuls en cause ici ; la question intéresse aussi tous les enfants d'immigrants qui seront appelés à fréquenter l'école publique française et qui ont hérité de leur propre histoire nationale des convictions bien différentes à propos de la liberté religieuse et de la question scolaire.

Il serait cependant dommage de dissiper les énergies dans une nouvelle lutte à propos de la confessionnalité. Les efforts doivent se porter sur des tâches constructives : [85] l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'acquisition d'une culture populaire plus riche et du goût pour les affaires, le développement des études supérieures et le progrès de la recherche scientifique dans tous les domaines. On peut trouver amusante une culture « folklorique », on a rarement envie de l'adopter pour soi-même.

Rien ne révèle mieux le faible prestige du français au Québec que la facilité avec laquelle les francophones consentent à parler anglais dans toutes les occasions. Les personnes d'autres langues désireuses de parler français sont pratiquement incapables de le faire au Québec à moins de connaître parfaitement cette langue. Les efforts pour valoriser le français dans le monde du travail vont se heurter d'abord à l'apathie sinon à l'opposition de nombre de francophones qui sont les premiers à estimer que le dollar « parle » anglais en Amérique du Nord et qu'il est normal qu'il en soit ainsi. On peut avoir de la sympathie à l'égard de ceux qui souffrent d'aliénation culturelle ; on évite généralement de devenir comme eux.

La litanie qui précède des maux dont paraissent souffrir les Québécois francophones peut sembler cruelle ; elle correspond cependant à une triste réalité. Et elle n'est pas complète. Nous sommes en présence d'une collectivité qui s'est donné des cadres propres à la « protéger » et à la « conserver » et non à lui permettre de « s'épanouir ». On l'a habituée à vivre recroquevillée sur elle-même et on s'étonne aujourd'hui de ce qu'elle prenne peur devant les réalités nouvelles ou « étrangères ». Comment dès lors se surprendre du fait qu'elle ne possède aucun pouvoir assimilateur ? L'immigrant qui vient au Québec comme partout ailleurs en Amérique aspire d'abord à la sécurité et à la liberté. Il espère trouver ici une terre d'avenir et un milieu qui l'enrichissent matériellement et spirituellement. Ses préférences vont évidemment vers ceux qui lui paraissent plus conformes à l'image que, dans sa terre natale, il s'était faite d'un homme riche et libre.

3. OBJECTIFS ET CONDITIONS

[Retour à la table des matières](#)

Un programme cohérent des langues pour le Québec comporte une option à propos du statut officiel des langues et l'adoption de mesures propres à assurer la poursuite d'objectifs ayant trait à la langue d'instruction, à la langue de travail et au pouvoir assimilateur du français.

[86]

A. La langue officielle

La première question qui se pose est celle du choix entre le bilinguisme ou l'unilinguisme français officiel dans les limites du territoire du Québec. Ce choix est susceptible de provoquer bien des débats acrimonieux. Mais plus le gouvernement tarde à prendre position, plus il s'expose, s'il devait prendre la décision de maintenir le bilinguisme officiel, à s'attirer la réprobation bruyante des groupes qui, à un rythme croissant, se prononcent en faveur de l'unilinguisme français. C'est là, à coup sûr, une question d'importance eu égard à l'aspect de symbole qu'elle revêt et à l'effet d'entraînement que des symboles de cette nature sont susceptibles d'engendrer.

On doit convenir que, quelle que soit l'option choisie, les différences pourraient être bien minces dans la pratique. En effet, une déclaration en faveur de l'unilinguisme français officiel devrait être assortie de clauses définissant les droits de l'anglais tandis que le maintien du bilinguisme va supposer l'adoption de règles visant à rendre le français la langue prépondérante au Québec. En supposant que les gens soient raisonnables, quel que soit leur choix, ils devront s'incliner devant les conditions sociales réelles qui imposent des contraintes qu'on ne saurait transgresser impunément.

Le fait que le Canada se proclame de plus en plus ouvertement un pays officiellement bilingue tant au plan fédéral qu'à celui des deux provinces qui comptent le plus de francophones, le Nouveau-

Brunswick et l'Ontario, peut inciter le Québec, tant qu'il fait partie de la Confédération, à demeurer officiellement bilingue.

Cette question comporte au surplus un aspect de stratégie. La proclamation d'un unilinguisme français officiel serait susceptible d'engendrer chez les anglophones un état aigu d'anxiété qu'il faudrait peut-être par la suite calmer par des compensations sur le plan concret qu'il ne serait pas nécessaire d'offrir si le Québec demeure officiellement bilingue.

B. La langue d'instruction

a) On devrait viser à ce que le français soit la langue d'instruction de tous les enfants de parents francophones. Je ne sache pas que les parents québécois puissent se réclamer [87] d'un droit intangible pour se voir concéder la liberté du choix de la langue d'instruction pour leurs enfants. Dans plusieurs pays bilingues, cette liberté de choix n'existe pas ou encore est assujettie à des restrictions diverses. D'ailleurs, il ne semble pas que les francophones aient fait de fortes pressions pour qu'un droit qu'ils n'avaient jamais eu leur fût accordé. C'est la loi 63 qui, sans examen et de façon imprudente, a créé ce droit. Jusque-là on avait nié la liberté de choix pour des motifs religieux mais on protégeait par là même la langue française puisque tous les enfants francophones étaient déclarés catholiques par la loi et étaient de fait contraints de fréquenter les écoles publiques françaises, un très petit nombre seulement s'inscrivant aux écoles publiques catholiques anglaises.

Permettre le libre choix, c'est créer un droit acquis qu'il serait par la suite impossible de supprimer, même s'il devait produire de fâcheuses conséquences, sans préjudice grave envers ceux qui auraient pris l'habitude de s'en prévaloir. Si on concède aux parents francophones le libre choix de la langue d'instruction pour leurs enfants, personne ne peut prévoir quel sera finalement le choix des parents et quelle sera la situation dans cinq ans, dix ans ou vingt ans : l'avenir de la langue française sur le continent est trop aléatoire. C'est assumer un risque grave que de faire jaillir aujourd'hui une étincelle susceptible de produire demain un brasier incontrôlable.

On objectera que dans le deuxième volume de son Rapport, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a recommandé (recommandation n° 9) « que l'on reconnaisse aux parents le droit de choisir pour leurs enfants ou l'école de la majorité ou l'école de la minorité de langue officielle si les deux existent dans la localité ». Ce principe a pour but de promouvoir le bilinguisme et non pas de créer des problèmes majeurs à l'une ou l'autre des deux langues officielles. Il ne tient pas compte, à mon avis, de la situation réelle de la langue majoritaire au Québec, particulièrement à Montréal. Il me semble donc qu'on ne devrait pas l'appliquer de façon unilatérale aux deux majorités officielles. Il doit être jugé légitime et recevable que, par des lois adoptées par les Assemblées nationales et recevant l'appui d'une partie prépondérante de l'opinion, ce principe puisse être assorti de clauses restrictives ou même déclaré non applicable si la situation linguistique de la majorité paraît raisonnablement l'exiger.

[88]

Il est des contraintes, et elles sont nombreuses et de tous genres, que les citoyens doivent savoir s'imposer pour le bien général. L'obligation faite aux parents francophones d'inscrire leurs enfants dans des écoles françaises doit être considérée comme une contrainte de cette nature.

b) L'anglais devrait être la langue d'instruction de tous les enfants de parents anglophones qui le désirent. Les anglophones, au Québec, ont un droit acquis à l'école anglaise qu'il serait impossible de supprimer sans commettre à leur endroit une grave injustice et sans exposer la collectivité tout entière à subir de violents contrecoups. En outre, ils jouissent d'un excellent réseau scolaire au financement duquel, étant donné leur revenu élevé, ils contribuent une juste part. Faisant suite à une recommandation de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le gouvernement fédéral offre une compensation d'ordre financier et technique aux provinces pour les aider à défrayer les coûts supplémentaires du régime scolaire des minorités officielles. L'autonomie de l'enseignement étant sauve, le Québec peut profiter de cette aide.

Par ailleurs, étant donné le double fait que la langue anglaise est bien protégée en Amérique du Nord et que le français est la langue de

la majorité au Québec, on devrait permettre aux enfants de parents anglophones l'accès aux écoles publiques françaises.

Enfin, si le principe de l'instruction en anglais pour les enfants de parents anglophones qui le désirent me paraît indiscutable, la question de l'organisation scolaire propre à traduire ce principe en action me semble prêter à des considérations d'ordre sociologique et d'efficacité administrative.

c) On devrait veiller à ce que le plus grand nombre possible d'enfants d'immigrants fréquentent l'école française. Des mesures de persuasion et de dissuasion de divers ordres devraient inciter les immigrants à opter pour l'école française. On pourrait peut-être imposer une taxe spéciale aux parents dont les enfants fréquentent l'école anglaise. Bien que l'expérience canadienne des écoles bilingues ne soit pas très bonne, on pourrait créer de telles écoles qui seraient probablement fréquentées spontanément par nombre d'enfants d'immigrants venant de pays où le bilinguisme est de pratique courante. Si malgré tous les efforts, il se révèle impossible d'attirer vers les écoles françaises une forte proportion d'enfants d'immigrants, on devra prévoir des mesures coercitives plus radicales. En principe, on pourrait [89] aller jusqu'à imposer aux enfants de parents immigrants la fréquentation obligatoire de l'école française. Mais ce serait une mesure d'application fort difficile, du moins tant que l'école anglaise subsiste. En outre, l'existence d'une telle mesure pourrait dissuader les immigrants de venir s'installer au Québec. Une étude sur les motivations des immigrants devrait sans aucun doute être menée pour permettre l'évaluation des conséquences possibles d'une telle mesure et, le cas échéant, faciliter le choix des moyens propres à obvier aux effets indésirables prévisibles.

d) Tous les enfants anglophones et d'immigrants devraient acquérir une connaissance d'usage du français et il faudrait prévoir des mesures propres à permettre l'acquisition de cette connaissance. Le français sera enseigné dans toutes les écoles anglaises à compter du plus bas âge ; on créera des camps d'été pour l'apprentissage du français, etc. De même, on devrait prévoir diverses sanctions contre ceux qui n'auraient pas acquis une connaissance adéquate du français après avoir

vécu au Québec durant cinq ans ou plus. Ainsi on pourrait leur refuser l'octroi de diplômes d'études ou l'accès à l'exercice des professions mais il faudrait qu'on s'assure à l'avance de l'objectivité des tests et de l'impartialité de ceux qui les administreront.

L'apprentissage de leur langue maternelle étant garanti, on devrait fournir aux jeunes francophones toutes les occasions d'apprendre l'anglais. Cette langue restera en toute vraisemblance la principale langue de travail du continent où les francophones québécois sont appelés à vivre. Elle sera donc requise pour l'exercice intégral et sans entrave de la majorité des professions. En outre, la langue anglaise est devenue la principale *lingua franca* du monde parce qu'elle est la langue principale de la technologie et, dans une large mesure, de la science et de la politique.

C. La langue de travail

Toute analyse sérieuse de la question linguistique doit tenir compte des contraintes particulières à l'environnement de même que des moyens les plus propres à transformer cet environnement. C'est ainsi que l'examen de la langue de travail comporte la prise en considération du poids relatif du français et de l'anglais dans le réseau économique national et [90] international, du niveau d'éducation, des aspirations professionnelles des individus, etc.

L'importance du secteur linguistique envisagé de même que les contraintes particulières qui s'exercent à ce niveau constituent un dernier ordre de considérations qu'il faut avoir à l'esprit. Or, nos sociétés, bien que les loisirs y occupent une place de plus en plus grande, appartiennent encore à la civilisation du travail et les contraintes propres au travail industriel découlent du souci de rentabilité, s'exprimant par la recherche de la rationalité et de l'efficacité. Poser la question de la langue de travail sans tenir compte de la concurrence et de la rentabilité économiques, ce serait risquer de passer à côté des problèmes que chefs d'entreprise et dirigeants syndicaux jugent les plus réels.

Les Québécois ont récemment pris conscience de la gravité de la question de la langue de travail au Québec. Prenant la relève et prolongeant les travaux de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et

le biculturalisme, la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec (Commission Gendron) consacre une bonne partie de ses efforts à l'analyse de la situation linguistique dans le monde du travail et à l'examen de mesures correctives. Par ailleurs, par l'addition, au cours de délibérations à l'Assemblée nationale en novembre 1969, d'un article (article 4) portant sur la langue de travail au projet de loi n° 63, le gouvernement du Québec reconnaissait de façon dramatique le caractère intégral de la question linguistique. C'est à cette prise de conscience collective encore aujourd'hui bien partielle que le présent congrès des relations industrielles entend contribuer. Dans le présent exposé, je cernerai d'abord certains aspects de l'organisation économique qui touchent particulièrement à la langue de travail et, ensuite, je me hasarderai à proposer des mesures propres à remédier à la situation conformément aux objectifs poursuivis.

Fixons d'abord les objectifs propres à guider notre démarche. La loi n° 63 « pour promouvoir la langue française au Québec » stipule que « L'Office de la langue française doit, sous la direction du ministre... b) conseiller le gouvernement sur toute mesure législative ou administrative qui pourrait être adoptée pour faire en sorte que la langue française soit la langue d'usage dans les entreprises publiques ou privées au Québec ; c) élaborer, de concert avec ces entreprises, des programmes pour faire en sorte que la langue [91] française y soit la langue d'usage et pour assurer à leurs dirigeants et à leurs employés une connaissance d'usage de cette langue ; ... e) créer un centre de recherches linguistiques et coordonner dans le Québec toute activité de recherches en ce domaine ». Par ailleurs, la recommandation n° 42 du livre 111 de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme portant sur le monde du travail se lit comme suit :

« Nous recommandons que, pour le secteur privé au Québec, les pouvoirs publics et l'entreprise privée se donnent pour objectif que le français devienne la principale langue de travail à tous les échelons, et qu'en vue de cet objectif on adhère aux principes suivants : a) que le français soit la principale langue de travail dans les grandes entreprises établies dans la province ; b) que, par conséquent, la majorité des secteurs de travail de ces entreprises qui à ce jour ont utilisé l'anglais comme principale langue de travail aux échelons moyens et supérieurs, deviennent des unités francophones ; que ces entreprises désignent

tous les postes supérieurs et de direction comme devant être pourvus par des titulaires bilingues ; c) que la majorité des petites entreprises ou des entreprises spécialisées utilisent le français comme langue de travail, mais qu'il y ait place pour certaines d'entre elles utilisant l'anglais, de même qu'il y aurait place, partout ailleurs au Canada, pour des entreprises analogues utilisant le français comme langue de travail ; d) que la principale langue de travail dans les activités intéressant les opérations extérieures à la province soit laissée au choix de l'entreprise.

De son côté, le contre-projet au défunt « Bill 85 » mis de l'avant par le Parti québécois stipule que « la langue française est la langue principale de la vie économique » (Section 1, art. 1).

Les formules diffèrent, mais ces trois textes visent le même objectif : promouvoir le français comme langue de travail au Québec de façon à en faire, dans les termes de la loi n° 63 « la langue d'usage » de l'entreprise ou, selon la formule plus prudente de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme « la principale langue de travail à tous les échelons » ou encore, selon le Parti québécois, « la langue principale de la vie économique ». On pourrait certes préférer d'autres façons de définir l'objectif, mais celui-ci est [92] clair. Il s'agit de faire en sorte que le français devienne véritablement langue de travail au Québec.

La préoccupation essentielle doit dès lors porter sur les moyens de créer et d'accroître cette base de travail francophone au Québec même. C'est là une question fort complexe dont la solution exige une connaissance précise que nous ne possédons pas encore de toutes les situations concrètes. Il s'impose de se mettre à l'œuvre en toute urgence parce que 75 pour cent des francophones québécois sont unilingues et pour une forte proportion des bilingues le recours à la langue anglaise constitue une source de gêne sérieuse. Cette condition d'ailleurs représente la meilleure garantie de la survivance de la langue française au Québec. Dans le cas de deux langues en contact, d'importants foyers d'unilinguisme sont en effet requis pour éviter la disparition de l'une d'elles. Le jour où tous les Québécois deviendraient bilingues, c'en serait fini de la langue française en Amérique du Nord.

Il s'agit d'abord de bien distinguer les nombreux modes et niveaux possibles de connaissance d'une langue et, ensuite de différencier les

exigences linguistiques selon les types d'entreprises et selon les activités. Ces distinctions et différenciations ont finalement pour but de faciliter l'implantation du français au sein d'organisations qui jusqu'ici ont fonctionné en anglais. Elles visent à déterminer les conditions requises pour qu'une organisation adopte le français au sein d'organisations qui jusqu'ici ont fonctionné en anglais et à déterminer les conditions requises pour qu'une organisation adopte le français comme une langue principale de travail de même que ce qu'il faut entendre dans chaque cas par langue d'usage et par entreprise à prédominance francophone.

Très souvent on exagère indûment le degré de connaissance de la langue seconde qu'un individu doit atteindre pour pouvoir travailler dans cette langue. En ce qui concerne la langue de travail, il s'impose de démythifier les conceptions qu'entretiennent nombre d'anglophones, très souvent à la suite des propos que leur tiennent les francophones. Exiger que pour travailler en français un anglophone doive posséder une connaissance parfaite du français universel, ce serait vouer à l'échec tout programme de réformes. Ce n'est pas par des exigences aussi sévères que les anglophones s'y sont pris sur ce continent pour convertir à l'anglais des dizaines de millions de personnes d'autres langues et d'autres cultures. Il est [93] vrai que le contexte socio-économique jouait en faveur de l'anglais tandis qu'il est préjudiciable au français. C'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne le français, on ne peut se fier au cours naturel des choses. On doit en quelque sorte viser à susciter méthodiquement au sein des entreprises en faveur du français les conditions que le poids des choses maintient depuis si longtemps en faveur de l'anglais.

C'est ainsi qu'il serait beaucoup plus facile d'implanter le français dans l'entreprise en optant pour le bilinguisme institutionnel plutôt que pour le bilinguisme des individus. De la sorte, une entreprise fonctionnera en français sans que tous ses membres ne soient dans l'obligation de connaître le français et sans que tous ceux qui travaillent en français connaissent parfaitement cette langue. Par le choix d'un bilinguisme institutionnel, on permet l'utilisation optimale de toutes les capacités linguistiques. De ceux qui peuvent comprendre et lire la langue seconde (bilinguisme passif) à ceux qui la parlent et l'écrivent couramment (bilinguisme actif) et de ceux qui n'ont qu'une connaissance partielle, limitée aux exigences de leur travail, de la langue se-

conde (bilinguisme fonctionnel) à ceux qui la connaissent parfaitement (bilinguisme intégral), il existe une gamme étendue et riche de capacités linguistiques qui, si on les utilise à bon escient, facilite la conversion linguistique de l'entreprise et diminue le stress sur les individus. En ayant opté pour le bilinguisme institutionnel, il s'agit de définir les exigences linguistiques propres à chaque tâche et de faire en sorte que les employés aient le degré requis de connaissances linguistiques pour remplir convenablement leurs tâches particulières : le garçon d'ascenseur, le contremaître, l'ingénieur, le directeur du personnel, le gérant des ventes, le président d'entreprise évoluent dans des réseaux de communications orales et écrites différents. À chacun de ces postes correspond des exigences linguistiques et un vocabulaire particuliers.

Par ailleurs, les conditions linguistiques varient énormément selon les types d'entreprise. C'est ainsi qu'il existe des entreprises qui, par nature, doivent être considérées comme des cas spéciaux aussi longtemps que subsiste une communauté anglophone au Québec : tels les entreprises de type culturel (ainsi les journaux, la radio ou la télévision) et les établissements d'éducation anglophone ou encore les petites entreprises de toutes sortes situées en milieu anglophone dont le personnel et la clientèle sont anglophones. Les sièges sociaux constituent un autre cas d'espèce qui, en raison [94] même de leur importance pour la société entière, justifient un examen particulier. Il s'impose de distinguer entre les activités du siège social orientées vers l'extérieur qui sont souvent les plus nombreuses et les plus importantes et celles qui, dans les cas où elles ont des établissements au Québec, les rattachent directement au milieu. En outre, les conditions linguistiques varient grandement selon qu'il s'agit d'entreprises manufacturières, financières, professionnelles ou de service. Il faut aussi tenir compte de la localité où l'entreprise est située. Il s'impose également de distinguer entre les diverses activités : les conditions et les exigences linguistiques varient grandement selon qu'il s'agit de l'usine, du bureau, de la gestion ou des conventions collectives. Finalement, il faut tenir compte de la direction des communications : internes ou externes, verticales ou horizontales, destinées à des clientèles particulières ou orientées vers le grand public, et ainsi de suite.

La question de la langue de travail se révèle dès lors fort complexe. La différenciation des diverses catégories possibles de même que le

rangement des entreprises et des activités dans ces catégories représentent une opération exigeant du temps et des connaissances spécialisées. À défaut des précautions requises, on risque de s'enfermer dans de stériles débats et de créer des antagonismes qui vont rendre toute recherche d'une solution valable impossible. Ces tâches excèdent les capacités normales des entreprises particulières de même que celles des administrations publiques régulières. Il n'est pas sain que la responsabilité de la promotion du français soit répartie entre quatre services administratifs différents, comme c'est le cas présentement au Québec. Et il ne convient pas que le Premier ministre s'engage personnellement dans des discussions sur l'usage du français avec les entreprises particulières, comme ce fut le cas en novembre 1970 à la filiale de General Motors de Sainte-Thérèse, ou encore qu'il énonce lui-même en cours de route les détails techniques des programmes de francisation d'une entreprise particulière. Dans le domaine de la langue de travail, il n'est pas requis non plus de législation spéciale, la loi pour promouvoir le français au Québec étant sur ce point au moins adéquate. Il suffira d'un amendement au Code du travail de façon à ce qu'on puisse exiger que le français soit la langue des conventions et des négociations collectives, comme le recommande d'ailleurs le Conseil du patronat du Québec dans une déclaration récente. Toutefois, pour garantir la promotion [95] du français dans l'ensemble du monde du travail une action d'envergure, méthodique et concertée, s'impose.

C'est pourquoi, comme la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme l'a recommandé, il faut créer un groupe d'action spécial dont le mandat consistera à définir la portée de l'objectif conformément aux conditions particulières à chaque catégorie d'entreprises, à fournir les informations et les moyens techniques propres à permettre la poursuite de l'objectif, à conseiller les services de la publicité et de l'affichage sur les termes français, à trouver les spécialistes que les entreprises pourraient requérir pour la poursuite de l'objectif, etc... Le groupe d'action exercera en même temps les contrôles propres à garantir que les actions requises soient effectivement menées à bien et en temps.

Ce groupe d'action sera constitué de représentants de l'entreprise, des syndicats, des universités et du gouvernement. Il sera créé par le gouvernement et aura le statut d'une régie autonome et permanente. Il fera annuellement rapport de l'exercice de son mandat à l'Assemblée

nationale. Les membres seront nommés pour une période de cinq ans et ne pourront être révoqués que s'ils font preuve d'incompétence ou de partialité.

En tant que régie autonome, le groupe d'action aura tout le support de l'État sans être captif du gouvernement du jour et sera ainsi à l'abri des accidents de la vie politique. En outre, il sera beaucoup plus mobile parce qu'il échappera aux lenteurs et aux hésitations des administrations régulières. Son degré de crédibilité auprès des entreprises sera plus élevé. Il sera enfin plus exposé aux regards du public et davantage soumis au contrôle de l'opinion.

Certes, les moyens concrets d'action différeront selon les catégories d'entreprises et d'activité. Mentionnons celles qui paraissent les plus prometteuses : la mise sur pied d'équipes volantes spécialisées prêtes à se mettre à la disposition des entreprises pour les conseiller dans leur programme de francisation et notamment en ce qui concerne la création d'unités unilingues et l'identification des postes stratégiques du point de vue linguistique, la préparation par des spécialistes de l'Office de la langue française en collaboration avec les entreprises de lexiques français spéciaux et de manuels en langue française pour les programmes de formation des cadres, la détermination de listes de mots clés pour diverses catégories de tâches, la publicité, l'étiquetage, l'affichage, les conventions collectives, et ainsi de suite.

[96]

Le gouvernement fédéral a lui-même des responsabilités particulières en ce qui concerne la langue de travail au Québec. On ne saurait surestimer l'impact sur le secteur privé de la promotion du français au sein même de la fonction publique fédérale. Si la réforme est sérieuse et va en profondeur, il s'ensuivra, tant sur le plan des individus que sur celui des institutions, des effets d'entraînement dont bénéficiera grandement tout le monde des affaires. Il devra veiller à ce que la langue française soit la principale langue d'usage dans les entreprises et les bureaux fédéraux au Québec, servir la population francophone en français et projeter une image française tant au Québec que dans les pays francophones. En outre, le gouvernement fédéral pourra se faire l'interprète du Québec auprès des entrepreneurs de l'Ontario et de l'étranger, notamment les États-Unis, pour requérir qu'ils reconnaissent qu'au Québec le français est la principale langue de la vie écono-

mique. Finalement, le gouvernement fédéral, tout comme le gouvernement du Québec d'ailleurs, devrait adopter graduellement le français comme langue de communications usuelles avec l'entreprise au Québec et devrait exiger que soumissions, devis et contrats qui mettent en cause le gouvernement soient, règle générale, en français.

Ces mesures et autres mesures semblables qu'adopteront les entreprises grâce au soutien constant de la régie des langues allégeront la tension psychologique qu'entraîne pour les francophones le fait de travailler en anglais et amélioreront sensiblement pour eux les chances de carrière. Toutefois, le mouvement de réforme, s'il se confinait au seul plan linguistique, s'arrêterait à mi-chemin de la tâche exigée pour une valorisation complète du français. En effet, au-delà de la langue, se pose le problème de la culture. Or, la culture que véhicule une organisation est avant tout celle de ceux qui dirigent cette organisation. La question du contrôle de la grande entreprise au Québec se pose dès lors avec une exceptionnelle acuité. Il s'impose, par l'accroissement d'investissements publics et privés et par l'amélioration de la capacité de gestion, d'étendre le contrôle des Canadiens français sur l'entreprise.

Les efforts des Québécois pour faire en sorte que le français devienne la principale langue de travail dans l'entreprise se heurtent aux intérêts, aux préjugés et aux craintes des hommes d'affaires anglophones et souvent même francophones. Il faut éviter de provoquer inutilement ces personnes. Il vaut mieux tenter de les convaincre par la persuasion [97] de la légitimité de même que du réalisme de ces efforts. Les réformes qui devront être poursuivies seront coûteuses et exigeront du temps. Sur le plan technique tout au moins, le gouvernement, par l'intermédiaire de sa régie des langues, devra, durant une certaine période, venir en aide aux entreprises. Il pourra également, selon les circonstances et à la suite du Rapport annuel de la régie des langues, imposer des sanctions d'ordre économique aux récalcitrants comme il pourra d'ailleurs fournir une aide financière, directe ou indirecte, aux entreprises qui se seront mises méthodiquement à la tâche d'implanter le français dans leurs communications. Si les incitations morales non plus que les stimulants d'ordre économique ne parvenaient pas à susciter dans le monde de l'entreprise au Québec un vaste mouvement propre à mettre en œuvre les correctifs qui s'imposent, il ne faudra pas se surprendre que des mesures coercitives plus radicales

soient éventuellement appliquées. Par ailleurs, l'entreprise a des responsabilités bien précises à l'égard de la collectivité au sein de laquelle elle est installée et où elle prospère. Et ce sont les entreprises qui en fin de compte seront les premières à bénéficier de l'amélioration de la situation du français comme langue de travail. En effet, en pouvant enfin offrir leur contribution à l'effort commun en leur langue maternelle, les employés francophones démarreront plus rapidement et mieux dans leur carrière et fourniront un meilleur rendement au long de leur vie.

4. LE POUVOIR ASSIMILATEUR

[Retour à la table des matières](#)

Tous les efforts pour promouvoir le français comme langue d'instruction et de travail seraient plus ou moins vains si on négligeait d'ouvrir un troisième front visant directement le français comme langue d'adoption. Il est probable que c'est grâce à ce troisième front qu'il sera possible de mettre à nu la racine du mal et d'agir sur elle.

Le diagnostic est le suivant : le pouvoir d'assimilation des Québécois francophones est nul. On s'étonne de constater combien superficielles ont été jusqu'ici les explications fournies pour rendre compte de ce phénomène et combien peu efficaces les remèdes suggérés en vue d'atténuer le mal. Il s'impose de procéder le plus rapidement possible à l'examen de cette question.

[98]

À prime abord, la situation des Québécois francophones apparaît comme une contradiction : voici une collectivité qui constitue sur le plan provincial une écrasante majorité et qu'il faut cependant protéger pour que, sinon sa survivance, du moins son épanouissement normal soit assuré. Ce double phénomène : « une majorité écrasante » ; « une collectivité qu'il faut protéger » rend vraisemblables les théories de l'« occupation étrangère » du territoire et du « colonialisme » anglo-américain. Dans toutes les situations de ce genre, qu'il s'agisse de l'Europe de l'Est sous la férule de l'Allemagne et de la Russie, de l'Afrique « colonisée » ou de l'Amérique du Sud « exploitée », c'est la politique qui fournit la clé de la solution. Je suis de ceux qui estiment que le

Québec n'a pas su bien utiliser toutes les possibilités du cadre politique canadien, tant au plan fédéral que provincial. La preuve reste cependant à faire que la collectivité québécoise peut s'épanouir pleinement dans les cadres d'une Confédération canadienne. Une approche fonctionnaliste à la politique est probablement la meilleure que l'on puisse concevoir dans les circonstances actuelles. Encore s'impose-t-il de poser correctement les problèmes, de définir clairement les objectifs et de s'engager courageusement dans l'action.

C'est sur les sources du mal qu'il faut avant tout agir si on veut rendre possible la promotion de la langue française. Ces sources sont d'ordre politique, économique et culturel. Or, le premier moteur de toute action corrective – on serait tenté de dire rédemptrice – c'est l'État. Mais l'État seul serait impuissant : il lui faut le support de tous les grands corps sociaux – notamment l'industrie, les syndicats et les universités. Ce n'est pas l'homme québécois qui est directement en cause : il a montré dans le passé qu'il possédait d'étonnantes qualités spirituelles et physiques. Ce qui est en cause, ce sont les cadres de la société : les groupes, les organisations et les dirigeants dans tous les secteurs.

La promotion du français au Québec se révèle donc comme indissolublement liée au progrès de la société elle-même. Les non-francophones décideront spontanément d'apprendre le français quand cette langue sera devenue socialement utile. Sans doute, il faut concevoir et mettre en œuvre une politique linguistique. Mais les lois protectrices paraîtront moins odieuses et seront plus efficaces – certaines d'entre elles pourront même devenir superflues – si leur mise en application s'accompagne d'un vaste mouvement économique, social et culturel vers le français.

[99]

Si les deux aspects du problème - l'aspect proprement linguistique et l'aspect socio-politique – se trouvaient dissociés, le Québec courrait un grand risque. Les lois sur les langues seules, même appliquées avec ténacité et courage, ne produiront pas les résultats escomptés. C'est l'échec de la politique qui est la vraie cause de l'action directe et de la violence. Le défi est considérable mais il faut le tenir.

[100]

Deuxième partie :
Identité nationale : aspirations et immobilisme

Chapitre 5

Le Canada et son avenir *

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1962 qu'on se mit à parler couramment de la « crise » de la Confédération canadienne. La commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, créée en juillet 1963 « pour faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada », à l'issue de vingt-trois rencontres régionales à travers le pays en 1964, se persuada de rédiger un long Rapport préliminaire dans le but d'informer les Canadiens de la gravité de la situation. Ce rapport, rendu public en février 1965, établissait le diagnostic suivant : « Tout ce que nous avons vu et entendu nous a convaincus que le Canada traverse la période la plus critique de son histoire, depuis la Confédération. Nous croyons qu'il y a crise : c'est l'heure des décisions et des vrais changements ; il en résultera soit la rupture, soit un nouvel agencement des conditions d'existence. Nous ignorons si cette crise sera lon-

* Texte préparé pour le Comité spécial mixte sur la Constitution du Canada, 30 mars 1971, Fascicule n° 6, troisième session de la vingt-huitième législature, 1970-1971, 60 :79-60-88. (Voir pages 60 :4-60 :78 pour le texte intégral du témoignage). Ce texte a été reproduit dans *Le Devoir*, 12-3 avril 1971.

gue ou brève. Nous sommes, toutefois, convaincus qu'elle existe... La crise est rendue à un point où il y a danger que la volonté ne commence à céder. Ceci est un premier diagnostic et non pas une prophétie... Ce qui est en jeu, c'est l'existence même du Canada. Les protagonistes du drame, qu'ils en soient conscients ou non, sont le Canada français et le Canada anglais. Et il ne s'agit plus, selon nous, du conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est plutôt un conflit entre deux majorités : le groupe majoritaire au Canada et le groupe majoritaire au Québec. »

À l'époque, le pays presque entier n'a prêté qu'une oreille distraite à ces propos. Les Québécois francophones firent bon accueil au Rapport qu'ils estimèrent refléter fort bien leur état d'esprit d'alors. Mais ils en étaient rendus au point où seules des propositions concrètes de réformes les concernant de [101] façon directe et immédiate – propositions qui forcément étaient absentes du document – étaient susceptibles d'éveiller pleinement leur intérêt. Les Canadiens anglophones, à qui le message était surtout destiné, refusèrent pour la plupart de se laisser persuader et cela pour des raisons les plus diverses : scepticisme quant à la validité du diagnostic ; foi dans la vertu curative du temps, confiance dans la capacité du système politique canadien de contenir tous les assauts d'où qu'ils viennent. Ces réactions et d'autres de même nature indiquaient que la Commission n'avait pas atteint son objectif : susciter chez les Anglophones la ferme volonté de passer à l'action.

Six ans ont passé depuis la publication du Rapport préliminaire. Où en sont maintenant les Canadiens ? À la suite, notamment, des tristes événements d'octobre dernier, sont-ils aujourd'hui disposés à recourir à toutes les mesures propres à permettre à la Confédération canadienne de se développer « d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée ? »

Il est certes regrettable qu'au terme de leurs travaux les commissaires n'aient pu s'entendre sur la façon d'aborder les grandes questions politiques et constitutionnelles qui divisent les Canadiens. Cet échec n'enlève rien au mérite des commissaires qui, par ailleurs, ont accompli un travail impressionnant. Il ne faudrait surtout pas en tirer une conclusion qui, bien que vraisemblable, serait erronée. En effet, pourrait-on croire, si dix personnes réputées sages et travaillant dans les circonstances les plus favorables, loin du feu de l'action, n'on pu

concilier leurs divergences, comment peut-on espérer que l'ensemble des Canadiens et leurs porte-parole qui sont aux prises avec les sévères contraintes de la réalité quotidienne y parviendront ? Comment donc rendre compte de l'incapacité de la Commission à s'entendre sur les moyens de résorber un mal qui, à leurs propres yeux, pouvait avoir une issue fatale ?

C'est l'évolution de la conjoncture qui, plus que toute autre cause, explique l'incapacité de la Commission à remplir tout le programme qu'elle s'était tracé dans les deux années qui suivirent sa création en 1963. Dès 1967, la « crise » prenait des proportions qui débordaient largement le champ des réflexions initiales des commissaires de même que le cadre des recherches qu'ils avaient conçu en 1964. Aussi, lorsqu'ils cherchèrent un terrain d'entente pour aborder les « grandes questions qu'ils avaient convenu de tenir en réserve pour la [102] fin de leur mandat, les données et les critères sur lesquels ils auraient pu s'appuyer leur firent cruellement défaut.

Non seulement les signes de la crise que les commissaires avaient diagnostiquée en 1965 avec une lucidité qui surprend aujourd'hui persistent-ils, mais encore ils se sont aggravés. Plus encore, d'autres symptômes, particulièrement inquiétants, se sont manifestés depuis lors. Et c'est ainsi que, pour rendre compte de la situation nouvelle et prescrire une thérapie appropriée, il faut renouveler la problématique de la Commission. Au point où nous en sommes, il ne peut plus être question de se livrer à une longue analyse de la situation. Il ne paraît pas possible non plus d'entreprendre sans autre forme d'examen la réforme de la constitution. Une tâche préliminaire reste à accomplir : définir les objectifs concrets propres à servir de jalons à l'établissement d'un nouvel ordre constitutionnel.

Il faut avoir le courage d'envisager la situation sans la parer de faux artifices. La rude alternative suivante nous confronte ; ou proposer une série de correctifs radicaux et tenter de persuader les Canadiens de les appliquer quels qu'en soient les coûts et sans qu'on puisse garantir à l'avance qu'ils suffiront à sauver la confédération ; ou encore accepter comme inéluctable la séparation du Québec d'avec le reste du pays et aviser en toute bonne foi aux moyens de la rendre la moins dommageable possible pour toutes les parties concernées. L'époque des demi-mesures est révolue.

C'est que la situation a bien changé depuis quatre ans. Tout diagnostique un peu poussé de la « crise » canadienne comporte des aspects nouveaux qui risquent de peser lourdement sur son dénouement. Les ignorer serait commettre une faute grave.

Et tout d'abord la montée de la contestation du régime libéral depuis l'automne de 1968. Il serait en effet inconcevable d'aborder la crise du fédéralisme canadien sans faire écho de cette autre crise qui, de façon plus radicale peut-être que la première, ébranle l'ordre sociopolitique canadien dans ses assises mêmes. Or, c'est au Québec où les institutions et les valeurs libérales sont d'implantation récente, les cadres sociopolitiques particulièrement frêles et les classes moyennes qui en constituent les principaux garants faiblement organisées, que la contestation du régime libéral paraît gagner le plus d'adeptes et où il lui est le plus loisible de frapper dur. Sans doute, les deux crises sont fondamentalement distinctes l'une de l'autre de sorte qu'il est illusoire de [103] croire que la résorption éventuelle de l'une entraînerait inévitablement la dissipation de l'autre. Comme les événements d'octobre 1970 l'ont bien montré, les syndromes de ces deux crises sont cependant susceptibles de se confondre dans les esprits et dans les alignements des combattants. Ainsi donc, la « crise » canadienne présente aujourd'hui une dimension supplémentaire. Ce n'est plus seulement le « fédéralisme » qui est mis en cause. C'est l'ordre sociopolitique lui-même. Sans doute, tous les séparatistes québécois ne contestent pas le régime libéral. Mais il se trouve, au Québec et ailleurs, bon nombre de non-séparatistes à le faire et, à la faveur des circonstances, ces deux catégories d'opposants peuvent être conduits à conjuguer leurs efforts. Il s'impose donc dorénavant que, dans l'effort de révision des cadres et du fonctionnement du système politique canadien, on tende tout autant à instaurer un ordre sociopolitique plus équitable pour tous les secteurs d'activité et toutes les régions de même que les conditions concrètes d'une véritable démocratie de participation qu'à créer les bases d'un nouveau *modus vivendi* entre les deux principaux groupes culturels et entre le Québec et le reste du pays.

L'accroissement des charges des gouvernements à tous les niveaux qui s'est poursuivi sans interruption depuis trente ans a finalement atteint ces dernières années un point où survient un changement d'ordre qualitatif. Non seulement la politique a-t-elle rejoint les individus jusque dans leur vie quotidienne, mais elle devient rapidement le princi-

pal facteur de bon nombre des choix et décisions d'ordre personnel, familial et professionnel qu'ils ont à prendre. Or ces évolutions bouleversent les anciennes conceptions qu'on se faisait de la politique en régime libéral. Les populations requièrent de leurs gouvernements qu'ils soient à la fois souples et forts : souples de façon à se plier aux conditions sectorielles et régionales très diverses et forts de façon à pouvoir répondre avec rapidité et fermeté aux attentes des individus et des groupes. Ces conditions nouvelles de la vie et de l'organisation politiques vont modifier profondément les conceptions et les pratiques du fédéralisme canadien.

Dans leurs recherches de centres de décisions politiques souples et forts, les Canadiens vont se tourner ou vers le gouvernement fédéral ou vers leur propre gouvernement provincial. Certaines provinces feront sans doute davantage confiance au gouvernement fédéral et il faudra tenir compte de cette préférence. D'autres provinces pourront au contraire [104] préférer s'en remettre à leur propre gouvernement et il faudra également respecter leur volonté. Le choix des Québécois francophones est fait depuis longtemps. Toutes les informations dont nous disposons sont limpides : dans leur très grande majorité, qu'il s'agisse d'éducation, de loisirs, de sécurité sociale, de travail, d'aménagement régional ou de développement social et économique, ils se tournent vers le gouvernement du Québec qu'ils estiment plus sensible à leurs besoins et aspirations et qu'ils contrôlent de façon plus immédiate. Du point de vue de la réforme du fédéralisme canadien le problème ainsi créé se pose de la façon suivante : est-il possible, dans le cadre d'un même système politique, d'aménager un ordre de choses selon lequel un gouvernement fédéral fort pourrait coexister tantôt avec des gouvernements provinciaux faibles et tantôt avec des gouvernements provinciaux forts ? Et si une province désire étendre son champ d'action dans les secteurs clés de la vie sociale et économique, comment concilier cette volonté avec la volonté également légitime du gouvernement fédéral d'être également responsable dans cette province dans les mêmes secteurs d'activité et comment amener les autres provinces à accepter le *modus vivendi* particulier qui en résulterait pour cette province et le gouvernement fédéral ?

La croissance évidente du séparatisme québécois depuis 1967 est en elle-même une composante majeure de la nouvelle conjoncture. Le fait qu'un parti politique dont la légitimité est indiscutable s'attache

dorénavant à promouvoir le projet séparatiste par les moyens ordinaires de la démocratie libérale et qu'il est loin d'être impensable que ce parti puisse éventuellement prendre le pouvoir dans cette province à la suite d'élections régulières complique singulièrement la situation. C'est maintenant qu'il faut aviser aux moyens de concilier deux ordres de valeurs différents et qui pourraient devenir contradictoires si on s'enfermait dans le carcan du statu quo politique à tout prix : l'aspiration normale vers la stabilité politique d'une part, et le respect de la liberté la plus grande possible compte tenu des contraintes obligées de la vie collective, des individus et des groupes, d'autre part. La plupart des sociétés libérales qui se sont trouvées aux prises avec de graves contradictions internes se sont ou écroulées ou ont graduellement sabordé leur credo libéral.

Ces développements et d'autres développements de même nature qui surviendront sans doute durant les prochaines années imposent à tous un effort de compréhension [105] bien plus considérable que celui qui était requis en 1962. À cette époque, pourtant, la clairvoyance et la sagesse des Canadiens ont été prises en défaut. Aurions-nous su prendre les décisions qui s'imposaient alors, sans doute nous n'en serions pas là aujourd'hui. L'univers des possibles s'est dangereusement rétréci depuis lors. Par contre, précisément parce qu'elles s'imposaient de façon plus impérieuse que naguère, les décisions à prendre n'en sont que plus claires. Les Canadiens devront cesser de se complaire dans des discussions stériles à propos de concepts abstraits comme ceux des « deux nations », de « statut particulier pour le Québec », d'« états associés », et ainsi de suite.

Aucune force au monde ne peut empêcher les Québécois francophones de se percevoir comme une société et une nation originales et distinctes de la réalité canadienne totale. Inversement, malgré toute leur bonne volonté, peu de Canadiens anglophones parviennent à se voir eux-mêmes comme constituant une nation particulière au sein de la réalité canadienne. Les Québécois comprennent d'ailleurs fort bien qu'il en soit ainsi et les plus avisés d'entre eux ont relégué ou relègueront bientôt aux oubliettes cette notion des « deux nations » qui a provoqué tant d'inutiles débats au sein des groupes et des partis et qui a eu une si piètre fortune électorale. Il en va de même pour les notions de « statut particulier pour le Québec » et d'« états associés ». Qu'on

s'entende d'abord sur la substance des choses, on finira bien par leur trouver un nom.

En attendant qu'on s'entende sur les fondements d'une nouvelle constitution, il s'impose de trouver les bases d'un *modus vivendi* provisoire. Je ne vois qu'un principe qui serait susceptible de rallier les Canadiens : c'est le principe du droit à l'autodétermination pour le Québec et pour toute autre province qui pourrait vouloir s'en prévaloir. Dans l'introduction générale à son Rapport, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme fait état du degré d'autodétermination qu'une des deux sociétés peut exercer à l'endroit de l'autre et elle n'assigne aucune limite à l'application de ce principe puisque, à ses yeux, il peut aller jusqu'à englober le statut d'état séparé. Ce principe d'autodétermination a l'avantage d'être à la fois normatif et fonctionnel. Le flottement actuel devient de plus en plus intenable pour un nombre croissant de Canadiens. Partout on réclame que la situation se clarifie d'une façon ou de l'autre. Le principe d'autodétermination ne préjuge ni de la réalité sociologique [106] du pays ou de ses parties constituantes ni de l'avenir du fédéralisme canadien. Il ne renvoie pas à une réalité hypothétique mais à un droit qu'il suffit de sanctionner – c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – et dont le contenu peut être défini avec précision.

La proclamation solennelle du principe d'autodétermination ne signifierait pas, pour le Québec, la séparation automatique d'avec le reste du pays. Sans doute, cette possibilité ne saurait être écartée. Il se pourrait également que, tout bien considéré et devant les nouvelles dispositions d'esprit qui ne manqueraient pas de s'exprimer dans le reste du pays, le Québec décidât de lui-même de demeurer, sous certaines conditions, dans une Confédération renouvelée. La proclamation du principe d'autodétermination obligera cependant à s'attaquer enfin de façon sérieuse et méthodique à la réforme radicale des conditions qui maintiennent les Québécois dans une situation d'infériorité jugée par eux irritante et intolérable. Je n'ignore pas les mesures que le gouvernement fédéral, la Commission de la fonction publique et divers ministères ont adoptées depuis quelques années pour améliorer la situation. Je sais également que ces diverses mesures ont porté des fruits et que celles qui sont envisagées produiront des résultats encore plus appréciables. En outre, je suis d'avis que le gouvernement fédéral est sur la bonne voie : une approche fonctionnelle et pratique, même

partielle, a plus de chance de succès qu'un imposant programme inspiré de considérations legalistes. Il s'impose cependant en toute urgence de repenser les prémisses du mouvement de réformes, de l'accélérer et de l'étendre à d'autres secteurs. L'objectif reste le même : redonner confiance au Québec dans les institutions fédérales sans que le reste du pays ne juge les moyens adoptés excessivement préjudiciables pour lui. Il faut en effet envisager comme plausible que les mesures qui seraient susceptibles de remédier à la situation de façon satisfaisante pour le Québec soient considérées inacceptables par le reste du pays. Les conséquences sociales et politiques du ralentissement qui frappe l'économie, de même que d'autres facteurs conjoncturels défavorables, notamment l'emprise croissante des États-Unis sur l'économie et la culture canadiennes, imposent de sévères limites à la magnanimité des Canadiens anglophones. Pourtant, il leur en faudra de la magnanimité pour que des correctifs suffisamment puissants soient mis en œuvre ! Il serait en effet vain de le taire : le coût du maintien de la Confédération va grever [107] lourdement les ressources matérielles et morales des Canadiens. L'objectif de l'égalité des chances réelles pour les francophones au sein de la Confédération devient chaque jour plus difficile à atteindre, chaque jour les conditions matérielles et psychologiques se détériorent davantage, les signes d'impatience se multiplient de toute part.

Un programme d'action adéquat, eu égard aux conditions actuelles me paraît devoir comporter les aspects suivants :

1. Reconnaissance de la nécessité de maintenir une large proportion d'unilingues français au Québec comme une condition indispensable de la survivance de la langue française au Canada. Cette proportion s'élève aujourd'hui à 75 pour cent. Dans les conditions de la société urbaine et industrielle, elle risque toutefois de diminuer rapidement si le contrôle de l'économie continue à échapper aux francophones et si le poids du bilinguisme au Canada repose presque exclusivement sur eux comme ce fut le cas jusqu'ici. En effet, les francophones représentent 28 pour cent de la population totale du pays mais contribuent pour 70 pour cent des bilingues officiels (proportion qui représente 30 pour cent de leur nombre total) tandis que les anglopho-

nes, qui comprennent 72 pour cent de la population, ne contribuent que pour 30 pour cent des bilingues (soit environ 4 pour cent seulement de leur nombre total). De sorte que plus de 80 pour cent des 12 pour cent de bilingues officiels au Canada sont francophones. Dans des conditions normales, ce seraient les proportions inverses qui devraient exister, le poids du bilinguisme devant être porté par la majorité plutôt que par la minorité comme c'est le cas en Suisse. Sans doute, les anglophones du Québec fournissent déjà et fourniront de plus en plus un apport considérable au réservoir de bilingues dont le Canada aura besoin. Vingt-neuf pour cent d'entre eux sont bilingues, ce qui représente plus de 50 pour cent de bilingues canadiens anglophones. Il s'impose d'aviser aux moyens de soulager les Québécois francophones de l'obligation d'apprendre l'anglais pour faire une vie normale dans la vie économique au Québec et au sein des institutions fédérales. Pour eux comme pour les anglophones des autres provinces, seules des considérations de mobilité et de plus grande variété dans le choix d'une carrière devraient entrer en ligne de compte quand il s'agit de décider d'apprendre la langue seconde.

2. Choix d'un bilinguisme institutionnel plutôt qu'individuel et analyse permanente des conditions requises pour [108] que les institutions fédérales adoptent le bilinguisme institutionnel dans les plus brefs délais. Avec l'adoption franche et nette du bilinguisme institutionnel, la fonction publique fédérale sera perçue comme également française et anglaise et non pas comme vaguement « bilingue » ainsi que c'est présentement le cas, ce qui ne peut signifier en pratique que la prédominance écrasante de l'anglais.

3. Détermination précise du nombre de fonctionnaires fédéraux occupant des postes à désigner comme « échelons moyens » et élaboration d'un programme de recrutement de francophones québécois de façon à ce que la proportion des francophones dans ces postes atteigne 30 pour cent en dix ans. La Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme établit ces cadres moyens à un quart environ de l'ensemble de la fonction publique, soit plus de 100,000, et la proportion actuelle des francophones à ce niveau à moins de 15 pour cent. C'est donc 1,500 recrues francophones additionnelles par année qui

seraient requises pour atteindre la proportion de 30 pour cent en dix ans. En effet, c'est cette proportion au moins qui est exigée pour que se crée dans la fonction publique fédérale un milieu culturel français et pour qu'existe, sur place, un réservoir suffisant de hauts fonctionnaires potentiels francophones. Ainsi, on ne serait plus dans obligation de recruter à l'extérieur les hauts fonctionnaires francophones, pratique qui comporte de sérieux inconvénients. Par la suite, on devrait viser à accroître encore cette proportion de cadres moyens francophones à 35 pour cent et même 40 pour cent (proportion qui est atteinte et même dépassée en Suisse). De la sorte, les Québécois francophones se reconnaîtraient dans la fonction publique fédérale et ils feraient davantage confiance en la capacité du gouvernement fédéral de représenter leurs intérêts et leurs aspirations. Je reconnais toutefois que la mise en train d'un programme d'une telle envergure soulèvera des difficultés pratiques énormes compte tenu surtout des contraintes budgétaires actuelles qui obligent à recruter moins de 1,500 candidats pour l'ensemble de la fonction publique au niveau des cadres moyens en 1971. Une analyse des cadres moyens permettra sans doute d'établir à moins de 100,000 le nombre de ceux qui occupent des postes stratégiques et de réduire d'autant le nombre de recrues francophones supplémentaires qui seront requises annuellement. Mais ce nombre s'élèvera indubitablement à quelques centaines. C'est donc un prix très élevé qu'il faut [109] accepter de payer pour compenser convenablement les conséquences de dizaines d'années de laissez-faire.

4. Création d'unités unilingues de façon à permettre aux fonctionnaires de travailler et de poursuivre leur carrière sans entraves en leur langue maternelle s'ils le désirent. Pour que de telles unités aient un sens, il faut qu'existent des unilingues francophones en nombres suffisants pour qu'on ne succombe pas à la tentation d'en faire tous des bilingues. Mais, en même temps, un certain nombre de fonctionnaires bilingues seront requis pour occuper les postes de coordination des unités unilingues, permettre les contacts entre ces unités et remplir les postes supérieurs de l'administration. Un nombre suffisamment élevé d'anglophones et de francophones se décideront d'eux-mêmes d'apprendre la langue seconde en raison du prestige des postes où le bilinguisme sera requis. La fonction publique adaptera à cette fin ses programmes actuels de formation linguistique des fonctionnaires. De la

sorte, les fonctionnaires anglophones qui auront appris le français ne seront plus « contraints » de continuer à travailler presque exclusivement en anglais comme ce fut le cas très souvent jusqu'ici.

5. Création de programmes distincts de formation spécialisée des fonctionnaires en français et en anglais. Jusqu'à maintenant, la plupart de ces programmes ont été en anglais, quelques cours seulement étant disponibles en français. Il s'ensuit des frustrations considérables pour les francophones du Québec qui risquent de prendre deux à trois années de retard dans leur carrière par suite de la nécessité qui leur est faite d'apprendre l'anglais et qui sortent de ces programmes enculturés à l'anglais et dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en français, même si on l'exigeait d'eux, parce que leur langue de travail est devenue l'anglais ! On devra veiller à ce que les prérequis et les exigences pour ces programmes soient identiques en français et en anglais et que leur contenu soit équivalent. Il est grand temps que le Service de perfectionnement et de formation du personnel prenne les moyens de corriger une situation injuste et intenable pour les fonctionnaires francophones.

6. Déconcentration administrative visant à maintenir à Montréal des services pouvant fonctionner exclusivement en français. Il existe déjà nombre de bureaux fédéraux à Montréal, mais je ne crois pas qu'ils soient conçus comme des instruments de francisation de la fonction publique. Ces services devraient non seulement être plus nombreux mais [110] encore constituer des unités de fonctionnement plus complètes que ce n'est le cas présentement. La décision d'implanter de telles unités à Montréal pourrait découler d'une politique générale de déconcentration administrative étendue à toutes les régions du pays ou encore s'inspirer du programme d'ensemble de valorisation du français dans la fonction publique. Les exigences de l'efficacité administrative étant sauves, la création de services administratifs déconcentrés à Montréal aura le double avantage de procurer à ces services un milieu culturel plus propice au français qu'à Ottawa ou Hull et de renforcer la base de travail francophone à Montréal même.

7. Réforme du réseau de communication entre Ottawa et Québec et plus particulièrement entre les fonctionnaires fédéraux, d'une part, et les fonctionnaires et les universitaires du Québec, d'autre part. Ce qui manque le plus des deux côtés, ce sont les informations pertinentes sur les questions les plus diverses. Peu de personnes occupant des postes clés à Québec connaissent intimement leurs homologues à Ottawa et réciproquement, peu de responsables des services fédéraux connaissent les fonctionnaires et les universitaires du Québec suffisamment pour leur téléphoner et les impliquer vraiment dans l'élaboration de la politique fédérale. Il s'ensuit de vains regrets et de pieux souhaits de la part des fonctionnaires et des ministres fédéraux, de la frustration parmi les fonctionnaires et les universitaires du Québec et beaucoup de suspicion de part et d'autre. Seul l'accroissement accéléré du nombre de Québécois francophones parmi les cadres moyens et la promotion des meilleurs d'entre eux aux cadres supérieurs permettra d'accroître le réseau de communication entre Ottawa et Québec : ceux qui se connaissent et s'estiment communiquent spontanément entre eux.

8. Meilleure concertation des politiques fédérales et provinciales de façon à assurer la coordination du développement social et économique. Dans les secteurs clés, notamment dans le domaine de la politique fiscale et financière, la consultation entre les niveaux de gouvernement devrait être, non pas seulement facultative, mais obligatoire et même dans certains cas exécutoire. De la sorte, sans qu'il y ait nécessairement lieu de réviser le « partage des pouvoirs » et de courir le risque d'affaiblir par là l'ensemble de l'appareil étatique canadien à une époque où il faut au contraire viser à le renforcer, s'établiraient des modes de travail plus propices à la collaboration et s'instaurerait un climat de confiance mutuelle entre [111] les niveaux de gouvernement. La situation actuelle est intenable. Que de projets préparés avec soin par Québec se sont trouvés ces dernières années évincés par la parution de Rapports préparés indépendamment par le gouvernement fédéral dans les mêmes secteurs. Que d'initiatives prises ainsi unilatéralement de part et d'autre n'ont pu être menées à bien par suite de la mauvaise volonté manifestée par la partie qui, n'ayant pas été consultée, s'estimait lésée. Le malaise qu'engendre le manque de consultation officielle et véritable entre les niveaux de gouvernement n'est pas particulier au Québec. Il s'étend à d'autres provinces. Mais en s'ajou-

tant aux autres sources de frustrations, il tend à prendre au Québec une importance particulière. Le sentiment de travailler pour rien, d'être le jouet d'Ottawa qui abuse de son pouvoir de taxer et de dépenser exaspèrent les fonctionnaires et les ministres québécois. Le manque de coordination entre les programmes d'action contribue également à diminuer sérieusement l'aptitude du système politique canadien à aborder comme il convient les sérieux problèmes qui le confrontent. Malheureusement, à l'opposé d'autres pays comme la Grande-Bretagne ou la Suède, on entretient ici à l'endroit de la consultation politique et administrative nombre de préjugés erronés qui ne peuvent s'expliquer que par l'ignorance des grandes possibilités de cette procédure, quand elle est utilisée à bon escient et de façon convenable, dans un cadre politique comme celui du Canada.

9. Soutien direct accordé au Québec par le gouvernement fédéral dans ses efforts de promotion de la langue et de la culture françaises. Le gouvernement fédéral devra veiller à ce que la langue française soit la principale langue de travail dans les entreprises et les bureaux fédéraux au Québec, servir la population francophone en français et projeter de lui-même une image française tant au Québec que dans les pays francophones. De louables efforts se font dans ce sens depuis quelques années et les résultats sont déjà appréciables mais encore insuffisants. En outre, le gouvernement fédéral, en concertation avec le gouvernement du Québec bien entendu, devrait seconder les efforts de ce dernier auprès des entrepreneurs de l'Ontario et de l'étranger, notamment des États-Unis, pour requérir que la langue française soit par tous reconnue comme la principale langue de travail dans la vie économique au Québec.

10. Effort de ralliement des Canadiens autour d'un grand projet commun susceptible de mobiliser les énergies collectives [112] et de les canaliser vers des œuvres constructives. C'est en tentant de donner un sens concret à la formule « démocratie de participation » qu'on rejoindrait probablement le mieux les rêves et les espoirs d'un peuple que la lassitude et même la peur risquent de rendre veule ou intraitable. Au Québec, pas plus que dans le reste du pays, les dirigeants ne semblent guère disposés à prendre les moyens pour permettre l'instau-

ration d'une véritable démocratie de participation. Les espoirs et les projets d'action que la propagation de l'idéal de participation a suscités parmi les groupes défavorisés des régions excentriques et des grandes villes, s'ils continuent à se heurter à l'indifférence, à l'incompréhension ou à l'opposition active des détenteurs des pouvoirs officiels, finiront par se retourner contre eux et contre l'ensemble des valeurs et des institutions libérales. Il s'impose d'inventer les rouages d'une véritable démocratie de participation et de procéder à la réforme des mécanismes sociopolitiques que leur mise en place exigera. La conjoncture et les conditions de l'humanisme contemporain exigent qu'on passe à l'action sans plus tarder. La mise en œuvre d'une réforme de si grande envergure, peu importe qu'elle soit tentée à l'échelle fédérale ou provinciale, aura des répercussions sans doute sérieuses mais largement imprévisibles sur la nature et le fonctionnement du fédéralisme canadien.

Les propositions qui précèdent, et d'autres mesures concrètes semblables qui sans doute pourraient être formulées, peuvent être adoptées et mises en vigueur sans qu'il ne soit requis de procéder immédiatement à des réformes du cadre juridique et constitutionnel canadien. Sans doute, à mesure que leurs effets se feront sentir, il se développera un nouveau style et un nouveau langage politiques, des alignements d'intérêts inédits s'effectueront, des rapports différents s'instaureront, la position relative du Québec vis-à-vis du gouvernement fédéral et des autres provinces se précisera. Ainsi se dessineront graduellement les grandes lignes d'un nouveau *modus vivendi* entre les deux majorités au Canada auquel il conviendra de donner une forme constitutionnelle.

Quelle forme le *modus vivendi* de l'avenir assumera-t-il ? C'est ici qu'il faut tenir compte de la dynamique imprévisible du principe de l'autodétermination.

Je formule un diagnostic : la « crise » canadienne est parvenue à sa phase la plus critique. Les conditions ne peuvent guère s'aggraver davantage sans provoquer l'éclatement de la Confédération. Toute intervention qui ne vise qu'à soulager le [113] mal sans s'attaquer véritablement aux causes ne fait qu'envenimer la situation parce qu'elle contribue à l'escalade des déceptions et des exaspérations. C'est la rai-

son pour laquelle il faut que les remèdes envisagés soient radicaux. Il est probable qu'ils sembleront amers au gouvernement fédéral et à l'ensemble du Canada anglais. Mais ces derniers devraient réfléchir sérieusement avant de les rejeter comme excessifs ou inapplicables. Ces remèdes ne représentent somme toute que des correctifs en vue de rendre équitable une situation discriminatoire. Les Canadiens anglophones, s'ils acceptent vraiment le principe de l'égalité des chances « réelles » pour les deux peuples fondateurs de la Confédération, devront apprendre à en mesurer les implications concrètes et devront accepter de défrayer les coûts élevés de toute démarche vers l'égalité des chances réelles.

Quant aux Québécois francophones, même dans le meilleur des contextes possibles, on ne peut prévoir quel sera finalement leur choix. Plusieurs ont définitivement opté pour la séparation. Nombre d'autres sont indécis. D'autres encore sont pris de panique. Une reprise économique, une participation plus étendue à la vie politique du pays, un changement radical de leur situation au sein de la Confédération seraient susceptibles de modifier leur état d'esprit.

Nul ne sait si demain la volonté réelle de coexistence l'emportera sur la volonté de séparation. Il se peut qu'en dépit de tous les efforts, on ne parvienne pas à créer, même dans le cadre d'une Confédération nouvelle, un climat de confiance entre anglophones canadiens et francophones québécois. Il se peut qu'on échoue à prévenir la montée de la haine entre les protagonistes de même que le déferlement du terrorisme qui aboutira fatalement à la perte, pour tous les Canadiens, de leurs libertés fondamentales. Nul ne peut souhaiter maintenir le Québec dans la Confédération à tout prix, y compris l'occupation militaire virtuellement permanente.

Ceux qui ne souhaitent pas la séparation du Québec du reste du pays doivent recourir à tous les moyens légitimes pour l'empêcher, mais ils doivent aussi envisager froidement cette éventualité. Si elle se présentait, il faudrait tenter d'accroître le plus possible pour toutes les parties concernées les avantages de la séparation et d'en réduire au maximum les coûts qui risquent d'être élevés – plus élevés peut-être que ceux qu'entraînerait l'édification d'une Confédération nouvelle – non seulement pour le Québec mais aussi pour le reste du pays, notamment pour l'Ontario. Il faut espérer que [114] les Canadiens auront

la sagesse de prévenir la collision d'une « séparation sauvage » qui entraînerait des dommages physiques et humains incalculables. Si la séparation doit se faire, il faut souhaiter qu'il se sera trouvé, tant au Canada anglais qu'au Canada français, des hommes suffisamment lucides pour en négocier d'avance les conditions générales et pour prévoir les voies de raccord qu'il pourrait être, de part et d'autre, jugé avantageux de créer. Ce serait la partie la plus faible qui risquerait en effet de faire les frais d'une séparation non négociée.

Les réformes requises pour redonner aux Québécois francophones pleine confiance dans la Confédération canadienne vont grever lourdement les ressources du Canada. Plusieurs espèrent malgré tout qu'elles pourront être mises en œuvre assez bien et assez tôt. Mais même eux comprendraient que les anglophones trouvent exorbitant le coût de ces réformes et refusent de s'y engager à fond. De même, doit-on souhaiter que nombreux seront les anglophones qui accepteront et favoriseront l'option que les Québécois seront conduits à prendre, quelle qu'elle puisse être.

C'est ainsi que, quoi qu'il arrive, la destinée des « deux peuples fondateurs » les conduit à approfondir inlassablement et leurs divergences et leurs convergences.

[115]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

TROISIÈME PARTIE

VIE ÉCONOMIQUE : ÉMANCIPATIONS ET CONSTRAINTES

[Retour à la table des matières](#)

Les Canadiens français n'ont jamais fait montre de beaucoup d'enthousiasme à l'endroit du monde des affaires, et pour cause ! Leur participation à la vie économique, même dans la partie du continent nord-américain où ils constituent l'immense majorité, a toujours été – et demeure – dérisoire. Ce sont dans les établissements à technologies désuètes et qui produisent le moins de valeur ajoutée que se concentrent les francophones. Le contrôle des secteurs industriels les plus productifs et le monde de la finance, sauf quelques exceptions de taille comme Bombardier et les Caisses populaires Desjardins, leur échappe et le statut de la langue française y est précaire.

Des réalisations comme celle de la Manicouagan, la nationalisation de l'électricité, la création de régies ou de corporations publiques industrielles et financières de support lors de la Révolution tranquille ont suscité un sursaut de fierté collective et ont contribué enfin à convaincre un plus grand nombre qu'aucune civilisation originale n'est possible sans le concours d'une large base économique. En même temps, l'accroissement général de l'instruction contribue fort heureusement à hausser le niveau des compétences professionnelles chez les jeunes francophones. La proportion de ceux qui estiment que les francophones sont voués à être d'éternels « porteurs d'eau », qu'ils sont nés pour un « petit pain », diminue à vue d'œil.

Depuis dix ans, les Québécois s'efforcent de relever le pari de la modernité. Le chemin déjà parcouru dans cette voie, au plan de la structure institutionnelle et davantage à celui de l'acquisition de connaissances spécialisées, est considérable. Nombre d'obstacles restent cependant à franchir [116] dont il serait imprudent de sous-estimer le poids. Comment faire en sorte que le Québec accède à l'âge postindustriel sans que le fil de la continuité culturelle ne soit rompu ? Comment secouer la tutelle économique séculaire de la collectivité francophone, comment intégrer l'entreprise au Québec tout en maintenant l'économie fermement articulée à celle du continent nord-américain selon des voies sans aucun doute inédites ? Comment travailler en français et à la française tout en faisant front aux nécessaires contraintes linguistiques et culturelles de l'environnement ? Comment continuer à accroître la qualité de nos établissements de haut savoir et de nos instituts de recherche malgré les coûts élevés qu'ils exigent et les très nombreuses erreurs d'aiguillage dans la réforme de l'enseignement – erreurs largement attribuables aux difficultés du rattrapage qu'il a fallu et qu'il faut encore effectuer – tout en faisant en sorte que l'accroissement de la science, de la capacité d'innovation et de savoir-faire serve à la promotion économique collective des Québécois ? Comment l'État peut-il être un moteur de l'économie tout en n'étouffant pas l'esprit d'initiative parmi les collectivités et chez les individus ? Comment harmoniser le fonctionnement des grands rouages de l'économie – l'entreprise, l'université, les unions ouvrières, le gouvernement – sans créer une technostructure aliénante et soporifique pour l'ensemble de la population ? Comment concilier les exigences de la rationalité économique et les revendications de la rationalité sociale ?

Comment faire en sorte que les taxes prélevées sur les riches servent non seulement à soulager temporairement la misère mais avant tout à supprimer les causes de la misère ? Que l'expansion économique contribue à accroître la qualité de la vie et rejoigne les quartiers urbains et les régions excentriques pauvres sans atteindre à la dignité de ceux qui y vivent ?

Autant de questions qu'une froide analyse de la situation exige de poser et à propos desquelles il serait vain de chercher dans une quelconque orthodoxie ou encore dans certaines formules incantatoires des réponses toutes prêtes.

[117]

Troisième partie :
Vie économique : émancipation et contraintes

Chapitre 1

Les responsabilités de l'entreprise et l'avenir du Québec *

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec a longtemps hésité entre le conservatisme et le progressisme. Ce n'est qu'au cours des années '60 qu'il a opté pour le progrès mais, dans certains secteurs d'activité, il a continué à pencher du côté du conservatisme. Certains parlent du Québec comme d'une société « post-industrielle » ; d'autres le considèrent comme une société « sous-développée ». En réalité, les deux types coexistent. Il y a le Québec de la grande entreprise ; il y a aussi le Québec du chiendent et de la broche à foin. Ce phénomène, certes, n'est pas propre au Québec. Ce qui lui est spécifique est, d'une part, l'importance relative des régions sous-développées par rapport à l'ensemble du territoire et, d'autre part, le fait que la seule région vraiment développée - la région mé-

* Conférence prononcée à l'hôtel « Le Reine Élisabeth » dans le cadre du colloque du C.D.E. : « Les responsabilités publiques de l'Entreprise » le 18 février 1970. Texte publié dans *Le Devoir*, 20-21 février 1970 et dans la revue *Québec 70*, revue publiée par le Ministère des Affaires culturelles, mai 1970, 17-29.

ropolitaine de Montréal - ait jusqu'ici largement échappé au contrôle économique du gouvernement.

La « Révolution tranquille » a déblayé le terrain et préparé les voies à la vocation manifeste du Québec durant les années '70 : accéder pleinement à la modernité.

Toutes les conditions requises s'offrent à lui, à portée de la main. Certes, il risque de trébucher sur les embûches considérables qui parsèment la route à suivre : embûches d'ordre économique, syndical, social, culturel et politique. Le poids d'un passé vénérable mais démodé va peser encore très lourdement sur le choix des options ; la résistance d'ancrages historiques va freiner les meilleurs élans. La jeunesse, l'inexpérience, la fatigue entraîneront des actes précipités et erratiques. Mais il y a ici un besoin inassouvi bien qu'encore mal exprimé et ignoré de plusieurs, surtout parmi les dirigeants, de s'attaquer à la construction d'une société neuve [118] et pour reprendre un mot à la mode, compétente. C'est surtout sur ce besoin d'action constructive que je me fonde pour prévoir durant les années '70 une ascension rapide vers la modernité. Le Québec triomphera des obstacles parce qu'il apprendra à lutter avec autant d'obstination pour se donner une structure socio-économique moderne qu'il le fit naguère pour défricher des sols souvent ingrats.

Les grandes tendances évolutives sont claires : le Québec occupe un lieu privilégié de la planète ; les chances de développement dans plusieurs sphères d'activité sont ici excellentes. Mais ces grandes tendances sont en même temps incertaines : pas plus que d'autres sociétés et moins encore que nombre d'elles, le Québec n'est et ne peut être maître absolu de ses destinées. Il fait partie d'un continent, d'une civilisation, voire d'une planète, que soude de façon de plus en plus ferme la nécessaire interdépendance de toutes ses parties. Par suite du développement constant de la technologie, des progrès continus des communications et de la circulation intensifiée des biens, des services et des valeurs, il sera plus perméable que jamais aux courants des idées et aux mouvements des hommes que suscitent les pulsions de la civilisation.

La présente décennie connaîtra une révolution des communications, plus particulièrement des télécommunications. Les anciens *media* – télégraphe, téléphone, radio et télévision – seront perfectionnés

pendant que d'autres médias, comme les satellites, seront mis au point et multipliés. Cette révolution des communications se double d'une révolution dans le domaine de l'information. Une nouvelle discipline – l'informatique – se développe à un rythme fantastique. Cette double révolution bouleversera les conceptions du monde et de la vie, les modes de gestion et les structures des organisations elles-mêmes. En 1980, nos sociétés auront changé de visage. D'anciens problèmes se seront évanouis d'eux-mêmes ou, encore, auront changé d'aspect tandis que des problèmes inédits confronteront l'humanité. Si l'homme le veut, la planète entière sera devenue un « grand village ». Deux aspects de cette double révolution auront des incidences particulières au Québec au cours des prochaines années.

En premier lieu, la possibilité technique de créer une véritable banque de données sociales et économiques, d'ordres quantitatif et qualitatif, impliquant l'ensemble du secteur public et du secteur privé à l'échelle du Canada et même de l'Amérique du Nord va soulever à tous les plans – collecte, [119] analyse, contrôle, distribution, consommation des informations – des problèmes politiques, culturels et linguistiques particulièrement complexes. Si le Québec, pour des raisons d'autodéfense, décidait de se tenir à l'écart et de ne pas faire partie du consortium dans le domaine de l'informatique qui groupera au moins toutes les parties de l'Amérique du Nord, il se verrait relégué au rang de tribu moderne, statut peu enviable de toutes les collectivités qui refuseront ou seront empêchées de suivre la route de la modernité.

En deuxième lieu, il sera enfin donné aux sociétés de transmettre à peu de frais aux individus toutes les informations qui leur font aujourd'hui défaut pour être actifs et responsables dans les diverses organisations dont ils sont membres. Cette possibilité s'accompagnera d'un accroissement considérable de l'instruction parmi l'ensemble de la population et rendra techniquement possible une participation si élevée des individus que nombre d'éléments de la démocratie directe propre à certaines collectivités plus simples pourront se retrouver sous une forme supérieure au sein de nos sociétés complexes.

La contrainte de ces interdépendances interdit dorénavant à quiconque tout projet isolationniste : les hommes en viendront même à reconnaître la nécessité de se donner un gouvernement mondial de

type fédératif. Il est possible que des négociations sérieuses soient entreprises à ce sujet au cours de la présente décennie. Par ailleurs, comme toutes les parties du monde, le Québec est à la merci des cataclysmes que les haines parmi les peuples et les ambitions hégémoniques des grandes puissances peuvent déclencher.

Mais la reconnaissance de l'interdépendance obligée du Québec avec toutes les parties du monde, si elle exclut la décision qu'il pourrait prendre de se retirer du concert des peuples et de s'engager dans la poursuite d'un destin solitaire, n'empêche toutefois pas, bien au contraire, la recherche des voies les plus propices à lui permettre de tirer un maximum de profit des possibilités qui vont s'offrir à lui au cours des années qui viennent. Les grandes anticipations pour l'an 2000 formulées à l'endroit des pays les plus progressifs valent aussi à des degrés divers pour le Québec.

Un point d'interrogation qui se pose aujourd'hui dans tous les pays industrialisés concerne la forme que les lignes maîtresses d'évolution assigneront finalement aux interactions du social et du politique. Si celles-ci sont harmonieuses, le passage des sociétés de la phase industrielle à la phase post-industrielle, [120] du Welfare State à l'après Welfare state, se fera sans trop de mal. Si, au contraire, elles doivent être conflictuelles – si surtout les sources de conflit sont radicales – la transition sera pénible et pourrait même être bloquée, plongeant ainsi le monde dans le chaos. À l'heure actuelle, trois modes d'interactions du social et du politique paraissent presque également possibles : la techno-démagogie, l'anarchie et la concertation. Des éléments de chacun de ces modes se trouvent entremêlés dans les structures et les actions sociopolitiques. Les durs affrontements qui se livrent aujourd'hui un peu partout dans le monde autour de la notion de participation manifestent que nous nous trouvons à une croisée des chemins. Pendant longtemps l'homme fut un sujet et il s'est contenté d'une participation d'intégration ; il a été promu citoyen à la suite des révolutions démocratiques mais n'a connu jusqu'ici qu'une démocratie passive : il ne lui fut octroyé qu'une participation de délégation ; plusieurs aujourd'hui, surtout parmi les jeunes, aspirent à une démocratie active : ils réclament une participation d'engagement. Que les sociétés aient les ressources propres à aménager une mécanique sociopolitique rénovée et conçue de façon à permettre la participation active des individus et des groupes aux actes des pouvoirs, cela ne paraît pas douteux. On

ignore si et comment ces réaménagements s'accompliront. Il est d'ores et déjà certain néanmoins que, l'ont bien fait voir les événements de Mai '68 en France, ils n'épargneront pas l'entreprise. Cette dernière est partie intégrante d'un régime en voie de transformation et elle se verra assigner des fonctions fort différentes de celles qu'elle a remplies depuis les débuts de la révolution industrielle et même depuis 1930. L'entreprise doit, notamment, prévoir qu'il lui faudra se donner à assez brève échéance de nouveaux modes d'intégration avec le social et le politique et, de façon particulièrement pressante, qu'il lui faudra intéresser, beaucoup plus directement qu'aujourd'hui, les employés à l'ensemble de la vie industrielle.

En même temps et à l'instar de toutes les autres parties du monde, se posera ou continuera à se poser pour le Québec la question de certains choix spécifiques particulièrement difficiles et à propos desquels il n'existe pas *a priori* de bonnes ou de mauvaises réponses. Parmi ces choix, se présente d'abord celui du statut politique. Il n'est pas possible de prévoir ce que sera, sous cet aspect, le Québec de 1980. Il est aujourd'hui loisible à quiconque d'être fédéraliste canadien ou [121] séparatiste québécois. Et nous savons que des forces travaillent depuis dix ans dans le sens de la séparation. Mais nous ignorons si, quand et comment ces forces triompheront de celles qui cherchent à consolider le fédéralisme. Il s'impose de trouver une technique de révision de la constitution qui permette à une fraction la plus large possible de citoyens de se prononcer sur le régime politique qu'ils désirent se donner. Nous ne pouvons que souhaiter que, quoi qu'il advienne sous cet aspect au cours de la présente décennie, les agents politiques apportent l'irremplaçable contribution requise de leur part pour que le Québec puisse accéder pleinement à la modernité. Quel que puisse être demain son statut politique, le Québec sera une terre de modernité – ou ne sera pas.

Enfin, durant la décennie qui commence, le Québec devra trouver un ajustement souple entre les quatre rouages des sociétés contemporaines : le gouvernement, l'entreprise, l'université et les syndicats. Là, en effet, où ces rouages sont bien agencés et fonctionnent harmonieusement, l'évolution sa poursuit à un rythme accéléré. Là, au contraire, où ces rouages s'enclenchent mal les uns aux autres, les progrès dans tous les domaines de l'existence sont entravés, sinon nuls. Au Québec, jusqu'ici, les relations entre ces quatre pôles de dynamique ont gran-

dement laissé à désirer. Tel est donc le grand défi qui doit être accepté et surmonté : comment rendre possible un agencement intime du gouvernement, de l'entreprise, de l'université et des syndicats qui, tout en laissant à chacune de ces organisations la liberté de poursuivre ses objectifs propres, procure à l'ensemble du Québec le rythme de développement qui doit être normalement le sien dans la partie du monde où il est situé ?

1. LA TECHNOLOGIE POST-INDUSTRIELLE ET LE QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

L'entreprise – la grande entreprise surtout, mais avec elle le réseau entier de l'industrie, du commerce et de la finance – se voit donc, à l'instar des autres agents majeurs du progrès, attribuer des responsabilités exceptionnelles au cours de la présente décennie. Selon qu'elle s'acquittera ou non de ces responsabilités, le Québec poursuivra ou non son ascension vers la modernité.

Sous l'impact de la technologie industrielle et de la télévision, l'aspect physique du Québec s'est modifié et les masses rurales et urbaines se sont éveillées du long sommeil où les [122] maintenaient un mode traditionnel de vie et une foi religieuse qui procurait des consolations trop faciles. Il a fallu peu d'années pour que les Québécois s'accommodent de la technologie industrielle. La rapidité même de changement a toutefois produit un vide profond : les Québécois risquent de perdre leur âme ancestrale. Des questions se posent : l'esprit de la modernité les a-t-il pénétrés suffisamment pour leur insuffler un « supplément d'âme » ? La capacité d'adaptation du fonds de valeurs chrétiennes que ce peuple a accumulées est-elle suffisante pour que la transfiguration de la civilisation qui est en train de se produire débouche sur un regain de valeurs ? Et quelle est la responsabilité de l'entreprise dans cette mutation transcendante ?

On reproche à l'entreprise d'avoir contribué à polluer l'air, à encombrer les villes. Et c'est à juste titre qu'on lui demande d'aider à surmonter les maux qu'elle a engendrés. Mais ne peut-on pas également la tenir en partie responsable de la crise spirituelle de notre

temps et réclamer par conséquent d'elle sa participation à la recherche des moyens à prendre pour la résorber ? Pour ma part, je suis convaincu que la technologie dite post-industrielle rend possible, notamment par l'accroissement des loisirs qu'elle permet, un niveau, non seulement matériel mais aussi spirituel, de civilisation inégalé jusqu'ici dans l'histoire. Mais encore faut-il faciliter la pleine émergence de valeurs humanistes renouvelées et non pas l'entraver en n'en livrant à la masse de la population, pour des raisons étroitement mercantiles, que de pauvres déchets sous la forme de gadgets et d'amusettes.

2. LE SYSTÈME D'ÉDUCATION ET LE MONDE DES AFFAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Ce fut sans doute l'effort majeur de la Révolution tranquille d'avoir cherché, par une réforme radicale du système de l'éducation, à modifier les caractéristiques traditionnelles de la main-d'œuvre. Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre : une proportion croissante d'élèves s'engagent dans des études secondaires et le taux de persévérance scolaire s'accroît graduellement. Cette évolution arrive à son heure parce que l'entreprise a bien moins besoin qu'autrefois d'une main-d'œuvre non spécialisée.

Pour éviter que la prolongation de la scolarisation ne débouche sur la frustration, il faut certes créer de nouveaux [123] emplois : l'accroissement de l'instruction, en effet, doit aller de pair avec la croissance économique. Les étudiants se préoccupent beaucoup de l'accueil que le marché du travail leur réserve. La démocratisation de l'enseignement, qu'il faut mener coûte que coûte à terme, ne serait-ce que pour des raisons de justice élémentaire, aboutira-t-elle à la création d'une confrérie de chômeurs diplômés d'université ? Verra-t-on l'exode de ces cerveaux « meublés » à grands frais et inutilisés ? Mais il faut faire plus que créer des emplois. Il faut donner un visage humain à la nouvelle technologie. Il y a risque imminent de crise grave. Le profond malaise chez les étudiants tient au double fait que les programmes d'enseignement sont mal adaptés aux besoins des sociétés et que tous les efforts déployés en vue de développer sans cesse la technologie ne semblent pas s'appuyer sur une finalité humaniste inspira-

trice d'idéal. L'accroissement de la productivité, l'accès aux biens de consommation, tout cela, bien sûr, est nécessaire à la poursuite de valeurs humanistes. Toute grande civilisation repose sur une large base matérielle. Mais il serait catastrophique que le but de l'effort d'adaptation qui s'impose des programmes d'étude aux besoins de notre temps ne vise qu'à l'enrichissement matériel de l'homme.

Certains déplorent la nature de l'orientation professionnelle des étudiants. La proportion de ceux qui se dirigent vers les sciences humaines à la suite de leurs études secondaires est plus forte au Québec qu'ailleurs (60 pour cent au Québec francophone et 40 pour cent en Ontario). Cette tendance, en elle-même déplorable du moins sur le plan de l'emploi et plus généralement pour le développement économique, tend probablement à s'atténuer. Je me réjouis de voir s'accroître la proportion de ceux qui s'engagent dans le génie et l'administration. Mais on a tort de chercher à corriger la situation actuelle par des dénonciations abusives des sciences humaines. Se complaire dans des déclarations méprisantes à leur endroit, c'est nuire aux meilleurs intérêts de la société ; c'est risquer d'entraver la vocation éminente qui leur incombe de procurer au monde le nouveau souffle d'humanisme dont il a de toute urgence besoin pour conserver une âme ; c'est aussi contrarier la poursuite d'études qui s'imposent sur les retombées technologiques dont certaines menacent la survie même de l'humanité (pollution, taudis, bruit, congestion urbaine, violence, émeutes raciales, misère au sein de l'abondance, aggravation graduelle du problème du sous-développement parmi les peuples afro-asiatiques et [124] d'Amérique latine, problèmes de l'utilisation des loisirs et des longues années de retraite) – études qui requièrent les efforts conjugués des spécialistes des sciences humaines et de ceux des sciences naturelles.

Pour ma part, je me préoccupe davantage de la façon dont les sciences de l'homme sont aujourd'hui considérées dans nos CEGEP et nos universités que de la proportion, en effet excessive, des étudiants qui s'y engagent. Dans une large mesure, comme ce fut précisément le cas lors d'un premier déblocage au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, je suis persuadé que l'évolution de la société, si elle se poursuit dans le sens de la modernité, va susciter d'elle-même et par effet d'entraînement un redressement de la situation (création de nouveaux emplois, incitations pressantes, etc.) En tentant d'accélérer ce redressement par des dénonciations mal inspirées des sciences humai-

nes, on contribue à dévaloriser ces dernières dans les CEGEP. Cette façon de voir laisse pour le moins songeur quand on considère l'ampleur de la remise en question et de la valorisation des sciences humaines aux États-Unis. Deviendrons-nous encore plus tributaires de ce pays dans ce domaine que nous ne le sommes déjà ?

Le Québec a investi au cours des années '60 et continuera à investir dans la présente décennie des ressources financières et humaines considérables dans le domaine de l'instruction. Il y a peut-être ici et là du gaspillage et des erreurs d'aiguillage. La jeunesse, plus particulièrement la jeunesse étudiante, est souvent appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'évolution de la société. C'est en essayant de contenir ses élans plutôt que de les orienter vers des tâches constructives qu'on provoque chez elle des réactions négatives. Mais il reste que le Québec s'équipe lentement en hommes aptes à relever les défis scientifiques, techniques et humains des années qui viennent. L'entreprise doit s'interroger sur ses responsabilités dans ce domaine. Contribue-t-elle suffisamment à faciliter l'adaptation de notre système d'éducation aux besoins de l'âge post-industriel ? Facilite-t-elle de façon convenable le choix des carrières et l'adaptation des jeunes diplômés aux tâches qu'elle leur confie ? Jusqu'à présent, un bien plus grand nombre de diplômés francophones qu'anglophones choisissent de faire carrière dans la fonction publique, tant fédérale que provinciale, plutôt que dans l'entreprise privée. Ils vont aussi de préférence dans la petite et moyenne entreprise que dans la grande. À quoi attribuer ces tendances ? [125] L'entreprise est-elle assez présente dans les campus des universités francophones, fait-elle autant d'efforts pour rejoindre et retenir les étudiants des universités francophones qu'elle en fait pour les étudiants des universités anglophones ? Pourquoi, par exemple, n'intensifie-t-on pas, en collaboration avec les CEGEP et les universités, les stages de formation pour les étudiants au cours des vacances d'été ?

Grâce à l'instruction et aussi à l'influence du milieu ambiant, la génération montante des Québécois, parmi les meilleurs de ses éléments, aspire à une autre vie que celle dont se sont contentées les générations antérieures. Sans doute, ici comme ailleurs, la majorité va se satisfaire de bons salaires et de la sécurité de l'emploi. Et c'est là, déjà, un objectif fort légitime. Mais l'élément nouveau – élément dont l'entreprise doit être bien consciente – c'est qu'il y a maintenant une fraction de

jeunes qui ont les aptitudes et la volonté de s'intégrer pleinement à la vie de l'industrie et d'y poursuivre sans entrave une carrière normale, depuis les emplois subalternes jusqu'aux postes de direction. Si l'entreprise ne perçoit pas cette aspiration ou si elle n'est pas disposée à prendre les moyens propres à se rendre apte à la satisfaire, elle sera coupable d'arrogance et d'abus de pouvoir. En même temps qu'elle entravera la volonté du Québec d'accéder à la modernité, elle agira à l'encontre de ses propres intérêts en s'empêchant de tirer plein profit des ressources humaines du milieu.

Une interrogation de même nature se pose à l'endroit de la contribution de l'entreprise à la recherche scientifique qui, depuis quelques années déjà, se poursuit au Québec. Ces recherches ne sont pas actuellement menées dans les meilleures conditions. Elles exigent un équipement complexe et leur coût devient de plus en plus élevé, même dans le secteur des sciences humaines. Au Québec, elles se poursuivent surtout dans les universités mais celles-ci ne peuvent en assurer la coordination et le financement. Le Conseil national (fédéral) des sciences et le Conseil des Arts du Canada assument la part la plus considérable du financement de ces recherches. Dans certains cas, l'entreprise poursuit elle-même des recherches, en général de concert avec les universités, puisque, contrairement à la situation qui existe aux États-Unis, peu d'entreprises au Québec disposent d'importants laboratoires de recherches. Mais l'entreprise au Québec ne s'en remet-elle pas trop souvent aux travaux de laboratoires américains même pour l'étude de questions qui pourraient [126] avantageusement être menées ici pour des raisons tenant aux conditions particulières du Québec (climat, nature du sol, préoccupations particulières, caractéristiques de la population, etc.) ? Et l'entreprise au Québec entretient-elle des relations assez intenses et suivies avec les chercheurs des universités francophones ?

Dans le domaine de la recherche scientifique, le Québec aspire à passer sans transition de l'âge artisanal à l'âge postindustriel. La création récente par le gouvernement d'un Institut national de recherches scientifiques manifeste indubitablement l'aspiration vers la modernité. Cette aspiration est cependant vouée à l'échec si le Québec faillit dans la tâche de se donner un cadre de recherches propre à susciter et à coordonner l'action des trois grands moteurs de la recherche scientifique aujourd'hui : l'entreprise, le ' gouvernement et l'université et à in-

tégrer ces recherches dans le grand réseau techno-scientifique nord-américain.

3. LE GOUVERNEMENT ET L'ENTREPRISE

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec a été pendant longtemps le paradis des investisseurs, des industriels et des financiers. Richesses naturelles abondantes, main-d'œuvre docile et à bon marché, profits rapides et élevés sur les capitaux – À vrai dire, le Québec fut au moins autant une « capitalist-ridden province » qu'une « priest-ridden province ». Certes, il doit continuer à maintenir des conditions favorables aux investissements industriels. Il se doit d'éviter d'imposer des contraintes susceptibles de gêner la position concurrentielle de l'entreprise établie ici. Les temps où l'entreprise régnait en maîtresse sont cependant révolus. Ainsi, en ce qui concerne la main-d'œuvre, elle doit plus que jamais compter avec les syndicats ouvriers et, surtout si la situation inflationniste persiste, elle devra chercher avec l'appui des gouvernements les moyens de les associer plus intimement à l'ensemble de la vie économique.

Il y aurait beaucoup à dire sur la responsabilité de l'entreprise à l'égard du long retard du Québec à acquérir la maturité politique. Durant les années '50, la majorité des hommes d'affaires votèrent pour le Parti libéral tout en maintenant Duplessis en selle par leurs contributions à la caisse électorale de l'Union nationale. Plus encore, ils ont été – eux, et non pas la masse des petits électeurs – les grands bénéficiaires du régime de favoritisme longtemps à l'honneur [127] au sein du gouvernement du Québec – régime qu'ils maintenaient eux-mêmes et dont ils attribuaient bien pudiquement l'existence à des soi-disant tares congénitales des Canadiens français.

Les temps ont changé mais certes pas au point où on se plaît parfois à le dire. Malgré la modernisation sensible de l'appareil politique québécois, la vénalité, la corruption et le gaspillage d'énergie et d'argent sont loin de n'être plus qu'un souvenir d'un âge politique pittoresque mais peu productif. On les croise encore plus souvent qu'on ne le souhaiterait dans les services administratifs et les cercles gouvernementaux. Je souhaite que la population au Québec puisse se doter

d'instruments de contrôle de l'action politique équivalents à ceux qui existent ailleurs. Notamment, on doit déplorer l'absence criante d'une opinion publique éclairée et exigeante par suite de la défaillance persistante des *media* d'information.

Pour que le Québec puisse s'adapter aux conditions de la technologie post-industrielle, il faudra qu'il se dote d'une direction politique beaucoup plus alerte et imaginative que celle que nous avons connue ces derniers temps. Le gouvernement, au Québec encore plus qu'ailleurs, doit se concevoir comme un moteur de la vie sociale et économique mais il ne saurait, dans les conditions actuelles, agir seul. Il doit obligatoirement chercher la collaboration constante et intime de l'université, de l'entreprise et des syndicats. C'est seulement de la concertation de ces grands créateurs de biens, de services et de valeurs que peuvent venir les idées et les ressources requises pour formuler et mettre en œuvre une politique qui saura faire la synthèse de toutes les données nécessaires à la recherche de solutions aux problèmes de la société post-industrielle. Durant les années qui viennent, le gouvernement du Québec devra se donner les instruments propres à assurer un développement social et économique cohérent. Il devra, de concert avec le gouvernement fédéral (est-ce possible ?), mettre hardiment en œuvre un programme de développement régional. Les efforts du gouvernement dans le domaine de la planification ont été jusqu'ici timides et plutôt stériles. Les conseils régionaux de développement, créés surtout dans les régions excentriques, risquent de devenir des Conseils de la misère s'ils ne sont pas greffés sur un pôle de croissance. C'est à partir de Montréal en allant jusqu'à Sept-Îles qu'il faudrait tracer l'axe de croissance économique du Québec. Les retombées des activités économiques émanant de ces pôles dynamiques rejoindraient [128] les régions les plus défavorisées. Pour que le Québec devienne prospère, il faut ranimer Montréal et il faut que Montréal devienne le cœur de tout le territoire. Cette articulation intime de la métropole à l'ensemble de la province n'est possible que si l'entreprise veut bien répondre sans réticence à l'attente du gouvernement et à celle de la population du Québec.

4. LA PARTICIPATION DES FRANCOPHONES À L'ENTREPRISE

[Retour à la table des matières](#)

La participation des Québécois francophones à la vie de l'entreprise pose et va poser de plus en plus deux problèmes distincts mais sans aucun doute reliés l'un à l'autre : celui du contrôle de l'entreprise et celui de la langue de travail.

Le troisième volume du Rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a apporté des précisions peu réjouissantes à ce que nous savions déjà sur la participation des Canadiens français à la vie industrielle du Québec. Non seulement précèdent-ils tout juste les Italiens dans l'échelle des revenus personnels selon les groupes ethniques, mais encore l'appareil industriel qu'ils contrôlent comme individus est désuet et peu rentable. La valeur ajoutée par l'entreprise canadienne-française n'est que le quart de celle de l'entreprise canadienne-anglaise et que le septième de celle de l'entreprise étrangère ; l'entreprise canadienne-française pour l'ensemble se réfugie dans les secteurs les moins rentables, que les Canadiens anglais et les étrangers ont délaissés ; elle n'a pas suffisamment de réserves financières, de compétence et de dynamisme pour se tailler une position favorable même au Québec ; il est probable que la façon dont les dirigeants d'entreprise canadiens-français conçoivent leurs rapports avec leurs employés et leurs clients ne se conforme pas aux prescriptions de la psychologie industrielle et que leurs méthodes de gestion sont archaïques. Certains estiment que toutes ces déficiences qui entravent, ont entravé et entraveront vraisemblablement l'épanouissement industriel des Canadiens français s'évanouiraient d'elles-mêmes si on créait un fort réseau d'entreprises publiques. C'est là un espoir légitime. Mais ne doit-on pas craindre que par là on fasse tout simplement porter par toute la collectivité les coûts de l'immaturité et de l'incompétence des Canadiens français en matière de production, de gestion et de mise en [129] marché ? Seules, à vrai dire, une meilleure formation et l'acquisition de motivations à l'égard des affaires conformes aux conditions de l'âge post-industriel offrent la garantie d'un redressement graduel de la situation. Il s'impose que l'entreprise collabore in-

timement avec les universités dans la mise au point de programmes de gestion et de génie industriel adaptés aux besoins de la société post-industrielle. Il faut en outre intensifier le recyclage des cadres dont la formation remonte à plusieurs années.

Il est dorénavant acquis que le laissez-faire en matière linguistique est chose révolue au Québec. Les incontestables progrès accomplis ces derniers temps dans l'usage du français dans plusieurs entreprises francophones vont de plus en plus exiger que la langue principale de travail dans les entreprises ayant des opérations importantes au Québec soit, hormis des cas particuliers, la langue française. De quelle façon se fera l'application de cet objectif, cela nécessitera dans chaque cas un examen d'autant plus attentif que les conditions varient énormément selon les catégories d'entreprises. Mais ce que je sais, ce que nous devons tous savoir, c'est que la distance entre la situation linguistique actuelle et l'objectif à atteindre est énorme. Selon les conditions propres à chacun, ateliers et bureaux devront, graduellement et selon un programme précis, faire la part la plus large possible au français. Dans le troisième volume de son Rapport, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a recommandé – recommandation n° 44 – que le gouvernement du Québec crée un groupe d'action « qui comprenne des représentants du gouvernement, du patronat, des universités, des principaux syndicats ouvriers et qui ait pour mandat général : a) d'engager des entretiens avec les principales entreprises dans la Province sur la situation du bilinguisme et du biculturalisme dans leurs établissements et sur les moyens qui permettraient plus largement le bilinguisme institutionnel. » Le principal souci de la Commission dans la rédaction de cette recommandation fut précisément de s'assurer que l'entreprise soit présente et puisse à loisir exprimer son point de vue à chacune des étapes du programme linguistique qu'elle acceptera de se donner. Je souhaite que sans tarder le gouvernement du Québec donne suite au vœu de la Commission et que l'entreprise collabore pleinement, notamment par le truchement de ce groupe de travail, à l'élaboration d'un programme linguistique dans le secteur privé. Si l'entreprise refusait cette collaboration ou si encore [130] sa participation était molle et peu empressée, il pourrait s'ensuivre que le programme linguistique qu'elle serait éventuellement requise d'accepter la prenne au dépourvu et ne la mette dans l'embarras. Par ailleurs, les dirigeants d'entreprise se font illusion s'ils croient que le gouver-

nement du Québec « n'osera » pas passer à l'action. L'épisode du projet de loi 63 a donné un avant-goût de l'ampleur des remous que peut dorénavant susciter la question linguistique au Québec. Et au cours de cet épisode, l'entreprise fut visée en plein cœur comme en font d'ailleurs foi les additions apportées à la hâte au projet de loi au cours du débat à l'Assemblée nationale. La Commission Gendron va sans doute produire des recommandations essentielles à la mise en œuvre d'une politique complète des langues. Mais déjà certains piliers majeurs d'une telle politique sont posés et l'entreprise serait bien avisée de faire pression auprès du gouvernement afin que ce dernier mette en place sans délai le dispositif requis pour une action concertée dans ce domaine.

5. DISPOSITIONS DE L'ENTREPRISE VIS-À-VIS DU QUÉBEC CONTEMPORAIN

[Retour à la table des matières](#)

Les considérations qui précèdent débouchent sur une dernière interrogation – celle de l'intégration de l'entreprise à la société québécoise. Évidemment, ces remarques finales s'adressent surtout aux grandes entreprises américaines, européennes ou canadiennes-anglaises qui ont des établissements au Québec. Mais elles s'appliquent également, à des degrés divers, à beaucoup d'entreprises francophones. Ne dit-on pas, non sans exagération j'en conviens, que tout Canadien français qui « se lance dans les affaires » s'anglicise ? St James Street et Westmount ont, en effet, longtemps incarné et incarnent encore aux yeux de plusieurs le monde entier des affaires au Québec.

L'entreprise a jusqu'ici permis aux Québécois francophones de vivre ; elle doit dorénavant les faire grandir. Elle s'est bornée à être dans le Québec ; elle doit dorénavant être du Québec tout en maintenant, bien sûr, et même en accroissant ses contacts avec le monde extérieur.

Certains jugeront excessif ce diagnostic sévère. L'entreprise, estimeront-ils, s'est conduite au Québec comme elle l'a fait ailleurs en Amérique du Nord. Elle s'acquitte des obligations qui découlent de la liberté qui lui est octroyée en procurant [131] à l'ensemble de la popu-

lation une telle quantité de biens et de services que cette population jouit d'un standard de vie parmi les plus élevés du monde. C'est là un fait indéniable et pourtant je ne suis pas convaincu que les dirigeants d'entreprise au Québec sont justifiés d'avoir bonne conscience. Si nous admettons volontiers que l'entreprise procure une certaine aisance financière à une proportion considérable de Québécois, pouvons-nous dire qu'elle se voue autant qu'elle le devrait à la promotion de la collectivité québécoise ? Pouvons-nous affirmer qu'elle apporte sa juste contribution aux efforts de cette collectivité d'accéder à la modernité ? L'entreprise au Québec, surtout la grande entreprise, se veut-elle solidaire du milieu au même titre qu'elle l'est aux États-Unis et en Ontario ? D'où vient qu'au lieu de contribuer de façon active, de concert avec les autres agents de la société, à la recherche de solutions à des problèmes pressants, comme celui de la langue de travail par exemple, l'entreprise trop souvent se livre à une sorte de chantage moral en menaçant de « vider la place » si le Québec versait dans tel ou tel « excès » ? Imagine-t-on qu'elle puisse, aux États-Unis ou en Ontario, se comporter avec un tel manque d'à-propos envers la collectivité qui lui a permis de prospérer dans des conditions que d'aucuns ne jugent pas très morales ? En un mot, l'entreprise se sent-elle chez elle au Québec ou plutôt se sent-elle en terre étrangère, en pays d'occupation ?

Je dénonce ces orientations négatives comme mesquines, mal inspirées et surtout comme provocatrices des « excès » mêmes qui font l'objet des craintes et des dénonciations des dirigeants d'entreprise. Et je pose la question : au lieu de se limiter à juger et à condamner, pourquoi ces dirigeants ne se livrent-ils pas à un examen sérieux de la situation dans toutes les dimensions que celle-ci comporte et pourquoi ne s'engagent-ils pas plutôt résolument dans la recherche de solutions propres à pacifier le climat des affaires ? Je suis convaincu que seul un examen sérieux de la situation peut permettre à l'entreprise de s'acquitter des obligations qu'elle a contractées à l'égard des Québécois en même temps que d'assurer son enracinement dans le milieu, enracinement nécessaire pour que les Québécois puissent avoir enfin à l'endroit du monde des affaires tout entier le sentiment de fierté qu'ils ressentent envers l'Hydro-Québec et les entreprises de la Manicouagan – sentiment que vise à propager le slogan officiel peut-être mai inspiré et, en tout cas, fort peu français, hélas : « Québec sait faire ! »

Il est normal que l'entreprise, ici comme ailleurs, se préoccupe de la conjoncture politique et économique et qu'elle tire les conséquences de ses anticipations. Mais elle doit aussi prendre une part active aux interrogations du milieu et elle doit le faire comme un partenaire pleinement solidaire des événements heureux comme des événements malheureux qui se produisent ici. Pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'elle se sente profondément engagée dans la société et qu'elle envisage l'éventualité d'avoir à fuir le milieu comme une tragédie qu'il faut conjurer. Plus encore : elle doit s'efforcer de comprendre ce qui se passe ici et elle doit chercher par tous les moyens à s'adapter aux conditions telles qu'elles émergent des actions et des décisions de toute la collectivité. Ses dirigeants doivent respecter le désir du Québec de n'être ni le Cuba de Batista ni celui de Castro. En 1980, l'entreprise du Québec sera du Québec ou ne sera pas.

Mais ce n'est pas l'entreprise seule, c'est aussi le gouvernement, l'université, le syndicalisme – bref, toute la société qui doit se mettre au diapason des temps qui viennent.

Toutes les grandes organisations sociales du Québec sont à l'heure actuelle aux prises avec une crise majeure et on peut prévoir qu'elles subiront des mutations profondes au cours des prochaines années. Partout on s'interroge sérieusement sur les voies de réforme. Malgré tous les efforts, cependant, on ignore si les réformes surviendront à temps et si elles auront les conséquences souhaitées. Il est toujours possible qu'en détruisant les barrages qui ont longtemps empêché les aspirations des individus et des groupes sociaux de s'exprimer pleinement, les réformes en cours ne provoquent un déferlement de contestations et d'exigences qui entraîneront les plus grands bouleversements sociaux. Les digues protectrices – la religion, la famille, l'école – se sont affaïssées au cours de la dernière décennie. Il s'impose maintenant de rebâtir la société sur des valeurs et des structures renouvelées qui retiennent et harmonisent les acquis éprouvés du passé et les recettes prometteuses du présent.

En outre, il faut souligner que dans son effort de renouvellement, le Québec n'est pas seul. Il est solidaire d'un monde qui, depuis trente ans, est parvenu à une croisée de chemins et qui n'en finit plus d'hésiter entre deux voies possibles : l'autodestruction ou la transfiguration. Il n'y a aucune raison pour qu'en s'interrogeant sur eux-mêmes et sur leur société, et tout en centrant leur attention sur des objets de préoc-

cupation dans leur milieu immédiat, les poètes, [133] philosophes, théologiens, techniciens, hommes d'affaires et savants du Québec ne s'associent pas aux interrogations – aux craintes et aux espoirs – d'une humanité aux abois. Un tel effort de transcendance de leur part est d'ailleurs requis pour une juste compréhension d'eux-mêmes et de leur société.

La voie de la modernité dans laquelle l'homme contemporain s'est engagé sans possibilité de faire marche arrière est certes parsemée d'embûches mais elle contient aussi l'espoir d'un nouvel élan de la civilisation vers des niveaux d'existence jamais atteints jusqu'ici. L'homme d'ici comme l'homme d'ailleurs se voit confié à un nouvel approfondissement de soi, de la vie et du monde.

[134]

Troisième partie :
Vie économique : émancipation et contraintes

Chapitre 2

Société industrielle et action politique *

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de la société industrielle occidentale sont inséparables de ceux de la société dite libérale. Les interrogations cruciales de notre temps ne comportent malheureusement pas de réponses péremptaires. Nous pouvons seulement tenter de voir clair dans le labyrinthe des difficultés qui surgissent un peu partout dans nos sociétés et également essayer de garder la mesure dans les projets de réforme que nous formulons.

La civilisation occidentale, sous plusieurs aspects, paraît pouvoir revendiquer le titre de la plus grande civilisation de l'Histoire. Mais c'est généralement quand un ordre social a atteint sa phase de plus grande maturité que les failles qui lui sont inhérentes commencent à se manifester.

* Texte tiré de la présentation enregistrée sur ruban magnétique d'une conférence donnée lors d'un colloque organisé par l'école polytechnique de Montréal le 18 février 1971 et reproduite dans *L'ingénieur*, mai 1971, n° 266.

Dans toutes les sociétés libérales de l'Occident, l'accroissement de la productivité fut considérable au cours des cinquante dernières années. On constate également un accroissement parallèle de l'instruction et de l'abondance parmi tous les groupes sociaux. Toutefois, les deux tiers de l'humanité stagnent toujours dans le sous-développement et il semble que les moyens propres à corriger cette scandaleuse situation dans un avenir prévisible soient hors de portée. Des inégalités régionales et sociales (pauvreté, ignorance du grand nombre) subsistent dans des pays dits prospères comme les États-Unis et le Canada. La publicité, dans certains cas, véhicule une culture de pacotille dont nous sommes prisonniers : des hommes, elle fait des marionnettes. L'homme semble condamné à consommer à un rythme qui est prédéterminé par les besoins de la production. Enfin les idéologies qu'au cours des années '50 on disait apaisées – on avait même proclamé à ce moment-là leur fin ou leur mort [135] – se réveillent et on est incapable de les empêcher de se manifester et même de devenir extrêmement inquiétantes pour ceux qui occupent présentement les postes de commande.

La crise des sociétés contemporaines sourd de ces frustrations montantes qui résultent tout autant des états de conscience que de l'organisation sociale. Un nombre toujours plus grand de gens sont mécontents et on cherche en vain les moyens de les satisfaire.

1. COMPLEXITÉ DE L'ORGANISATION SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

Le principal défi de la décennie qui commence concerne sans aucun doute les finalités sociales : il s'agit de mettre au service de l'homme les grandes possibilités qu'offrent les organisations modernes. Mais il semble, dans les années qui viennent que le problème des finalités va se poser au niveau de l'organisation sociale elle-même tout autant qu'à celui de l'humanisme comme tel. Quel type d'organisation sociale convient-il de maintenir ou d'instaurer pour que individus et collectivités puissent s'attaquer à la poursuite des finalités qu'ils se sont donné ?

La complexité de l'organisation sociale dans les sociétés dites post-industrielles est énorme. On privilégie habituellement les aspects qui concernent la technologie matérielle et la grande entreprise. Toutefois, comme John Kenneth Galbraith l'a bien montré, ce qu'il appelle « technostructure », concerne bien d'autres aspects de l'organisation sociale que la seule organisation matérielle. La technologie, on peut la définir avec Emmanuel G. Mesthène comme l'organisation du savoir en vue d'objectifs pratiques. Elle serait donc le noyau dur de nos sociétés mais, pour exister, elle suppose la contribution de plusieurs rouages dont l'université, le gouvernement, les organisations secondaires telles que les unions ouvrières et, évidemment, l'entreprise elle-même.

La technostructure n'englobe cependant pas toute l'organisation sociale. Parallèlement, existent d'autres groupes, notamment les groupes primaires comme la famille, qui continuent d'exercer un rôle central dans l'aménagement et l'orientation des réseaux communautaires qui se créent dans les sociétés complexes et urbaines (autour des relations de voisinage, des cercles d'amis, des compagnons de travail, [136] etc.), réseaux qui recouvrent l'existence quotidienne des individus et alimentent leurs riches interrelations personnelles.

Par conséquent, le problème de l'organisation sociale dans les sociétés modernes est double : il concerne, d'abord, les interactions de la technostructure en tant que telle avec l'ensemble de l'organisation sociale et, ensuite, les modalités d'intégration des individus et des groupes dans les différents rouages de la société.

La technostructure, constituée de ceux qui contrôlent les grands leviers de commande, est aujourd'hui, et non sans raison, battue en brèche. Elle n'a pas réussi à guérir les plaies sociales dont l'humanité continue à souffrir. On peut, évidemment, comme certains le souhaitent, exprimer de façon radicale sa réprobation de la technostructure en cherchant à la supprimer. Il est cependant possible que d'autres voies moins brutales soient plus indiquées. Si on ne vise ni l'abolition de la technostructure ni la conformisation pure et simple des individus à l'intérieur d'une technostructure qui déçoit, que reste-t-il à tenter ? Peut-on, par exemple, imaginer une synthèse entre l'exigence de la rationalité économique et celle de la rationalité sociale ? Ne serait-ce pas là le véritable défi de la présente décennie ?

On peut, en effet, considérer la société post-industrielle et son avenir selon une double rationalité : une rationalité économique ou technique reliée à l'exigence du rendement économique et à la recherche de l'efficacité ; une rationalité sociale fondée sur l'aspiration humaine à l'autodétermination et reliée à l'émergence d'un humanisme fondé sur l'approfondissement des nouvelles aspirations concernant la qualité de la vie.

Entre la rationalité économique et la rationalité sociale, existe-t-il des contradictions insurmontables ou peut-on concevoir une dialectique débouchant sur des synthèses créatrices de formes de vie nouvelles ? J'opte pour cette seconde possibilité. Prenons un exemple : les spécialistes des organisations montrent combien il est important pour la bonne marche de ces dernières que les membres y participent effectivement. C'est ainsi que Michel Crozier, dans son étude du phénomène bureaucratique, conclut que les grands problèmes des organisations modernes ne concernent pas les machines qui sont toujours réparables mais plutôt les hommes qui peuvent, par la résistance passive ou active, paralyser la bonne marche des activités. En d'autres termes, il y a complémentarité entre l'exigence [137] d'efficacité, d'une part, et celle d'autodétermination, d'autre part.

Le problème porte donc sur les possibilités d'une réconciliation de la double exigence d'une rationalité économique et d'une rationalité sociale. Il s'impose de rechercher de nouvelles finalités pour l'ensemble de l'organisation sociale à la lumière de cette double contrainte. À l'intérieur des organisations elles-mêmes, on doit fournir aux individus la possibilité d'opter pour une synthèse supérieure des deux formes de rationalité. Cela implique une réforme des mentalités des dirigeants et des dirigés aussi bien que des structures. Cette voie, moyenne ou réformiste, est celle qui convient à nos sociétés occidentales. Il me semble qu'au Québec en particulier, où on doit s'affairer à construire des cadres sociaux solides, le moment serait mal venu de vouloir tout saborder sous prétexte de reconstruire mieux. Il est préférable de tirer le meilleur parti de l'ordre de choses existant quitte, évidemment, à favoriser les changements qui s'imposent dans les organisations et les mentalités. Si la convergence de la rationalité économique et de la rationalité sociale ne se faisait pas, il y aurait risque de paralysie éventuelle de tout le corps social.

2. LE PROBLÈME PARTICULIER DU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

Le problème qui se pose dans toutes les sociétés libérales se présente au Québec selon des caractéristiques particulières. Le Québec est parvenu sur le tard à la modernité. Nous avons tous connu un Québec beaucoup moins industriel, beaucoup moins urbain, beaucoup plus traditionnel que celui d'aujourd'hui. Aspects préindustriels et aspects post-industriels coexistent encore et leur voisinage revêt des formes souvent incongrues. À plusieurs égards, l'âge de l'atelier et celui de l'automation se côtoient.

Une deuxième particularité du Québec consiste dans la vigueur avec laquelle l'exigence de l'autodétermination s'exprime, compte tenu de la densité sociale relativement faible du Québec : qu'il s'agisse des comités de citoyens ou des « Opérations-dignité », il est impossible aux dirigeants de ne pas entendre leur voix, même s'il leur est beaucoup plus difficile de comprendre le sens de leur message.

Une troisième particularité du Québec, c'est la faiblesse relative des rouages sociaux et politiques, faiblesse que nous constatons chaque jour.

[138]

Une dernière particularité du Québec consiste dans le fait que nous avons, ici plus qu'ailleurs, parce que nous sommes plus près physiquement, géographiquement et intellectuellement des États-Unis, à relever le pari américain. Nous pouvons toujours dénoncer les États-Unis mais nous aurons peine à vivre en marge ou à l'écart du continent. Par conséquent, se pose la double nécessité d'accepter la présence des États-Unis et de tenter, en ce qui concerne les Québécois francophones, de le faire à la française. Ce pari est loin d'être gagné.

3. LES ROUAGES DES SOCIÉTÉS MODERNES

[Retour à la table des matières](#)

Les sociétés modernes sont complexes. Il est utile d'en examiner les rouages les plus importants parce que ce sont finalement ces derniers qui rendent compte de leur état de santé.

Quels sont ces rouages majeurs ? Il s'agit d'abord de l'entreprise et de ce qui entoure le monde des affaires. Ce sont ensuite les grands groupes d'intérêt et parmi eux les unions ouvrières ainsi que certains mécanismes spécifiques à nos démocraties tels que les partis politiques, les conseils consultatifs et les grands *media* de communication. Ce sont encore l'université et les instituts de recherche et, finalement, c'est le gouvernement.

Par rapport à ces grands rouages, nombre de questions se posent : quelles conditions internes sont les leurs ? Quelles relations entretiennent-ils les uns avec les autres, l'université avec l'entreprise, le gouvernement, etc. et quelle est la nature de la participation des membres au sein de ces divers rouages ?

On doit constater que les conditions propres aux divers rouages laissent à désirer et sont loin d'être satisfaisantes. Les relations que ces rouages entretiennent les uns avec les autres sont inadéquates et la participation des membres, des individus et des groupes restreints au sein de ces grands rouages est, elle aussi, insuffisante et mal arrimée. Il faudrait, bien sûr, beaucoup de temps pour développer chacun de ces points. Je m'en tiendrai à des illustrations.

a) Les conditions propres aux divers rouages

Posons en premier lieu une question à l'ordre du jour, celle de la planification et du développement socio-économique. [139] On discute beaucoup au Québec des finalités du développement et de la planification mais encore faudrait-il évaluer les moyens dont ce dernier dispose ou pourrait disposer. Il n'y a pas de planification possible sans une certaine forme de concertation entre les grands rouages d'une so-

ciété. On a le choix entre plusieurs voies : la voie indicative, la voie impérative, etc., mais sans une synchronisation ou une concertation de ces rouages, il est impossible de mettre en œuvre une véritable planification.

Jusqu'à tout récemment, au Québec, on a envisagé le développement social et économique surtout en fonction des régions excentriques et les plus pauvres. Ainsi est né le Bureau de l'Aménagement pour l'Est-du-Québec (BAEQ), entreprise unique dont l'histoire est particulièrement instructive.

Malgré tout l'intérêt de cette expérience, il faut malheureusement conclure qu'en fin de compte et en dépit de toutes les bonnes volontés, de la compétence des chercheurs, de l'animation de 4,000 à 5,000 personnes dans la région du Bas-du-fleuve et de la Gaspésie, cinq ans après le dépôt du Plan, virtuellement rien n'a encore été fait dans la région qui corresponde aux recommandations du Plan. Où sont donc les pôles de développement régional du Bas du fleuve et de la Gaspésie ? Pour les uns, c'est Rivière-du-Loup, pour les autres, Rimouski ou encore Matane. Si, après tant de discussions, on n'a pu s'entendre sur un choix, c'est peut-être parce qu'il n'existe pas dans cette immense région de véritable pôle de développement. Ce dernier, n'est-ce pas que c'est à Montréal, à Toronto, à Chicago, à New York qu'il faut le situer ? On admet de plus en plus couramment ce fait et on commence à envisager le développement du Québec en tenant compte de ces conditions.

Disons-le sans ambages : il n'y a qu'un pôle majeur de développement au Québec : Montréal, lui-même centre industriel, financier et commercial d'importance relativement mineure à l'échelle du continent. Or, peut-on dire que Montréal soit du Québec quand la presque totalité de son économie est sous contrôle étranger ou canadien-anglais ? Il n'y a qu'à lire le volume 111 du Rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme pour s'en convaincre. Les Québécois francophones ne contrôlent pas Montréal, ce qui impose évidemment pour le gouvernement du Québec, qui est le principal responsable du développement, des contraintes bien particulières : il ne peut parler aux [140] grandes entreprises montréalaises d'une façon vraiment impérative ; trop souvent, il est obligé de fermer les yeux sur une situation d'inégalité flagrante en ce qui concerne la participation à

la vie économique et le contrôle de l'entreprise entre francophones et anglophones, de tergiverser sur les décisions à prendre et d'accepter, dans les faits, que Montréal ne contribue pas sa juste part au développement du Québec.

Il s'impose de faire de Montréal – et cela sans affaiblir sa position concurrentielle dans le continent - un pôle de développement qui se prolongerait vers Trois-Rivières et Sherbrooke, Québec, Rimouski et Sept-Îles et qui engloberait par voie de conséquences toutes les régions excentriques ; il s'impose de convertir le monde de l'entreprise montréalaise de façon à ce qu'il puisse être un puissant levier du développement social et économique du Québec.

b) Les interrelations entre l'université et les autres grands rouages sociopolitiques

Le degré d'articulation des universités à la société constitue un bon exemple des relations en vigueur entre les différents rouages.

L'université est aujourd'hui la cible de beaucoup de critiques, de dénonciations de toute nature et il est bon de s'interroger sur son rôle et sur son action. Beaucoup de programmes d'études universitaires paraissent déphasés par rapport aux besoins de la société contemporaine. On peut également se demander si l'université prépare bien aux carrières qui correspondent aux besoins actuels de la société. Les recherches scientifiques au Québec posent le problème de leur dépendance à l'égard des objectifs définis par les centres de recherche américains. Toutes ces critiques sont fondées. La pire forme de colonialisme n'est pas la forme politique, c'est plutôt le colonialisme intellectuel et c'est celui dont le Québec souffre avant tout. Colonialisme dû au fait que les chercheurs québécois sont obligés d'importer ailleurs les problèmes mêmes qu'ils se posent et les prémisses scientifiques à partir desquelles ils pensent le monde et tentent d'organiser la société.

La recherche scientifique étant la source de la technologie et la technologie étant la source de l'innovation sociale et économique, il apparaît ridicule de parler de priorités pour le Québec si les Québécois sont absents des [141] lieux où se décident les orientations fondamentales d'une société, c'est-à-dire là où sont formulés les postulats mên-

mes qui dirigent les recherches scientifiques. Il est évident que malgré beaucoup de bonne volonté de la part des dirigeants universitaires, des professeurs et des étudiants, la situation actuelle de l'université au Québec est loin d'être satisfaisante.

Mais pour juger convenablement de cette déprimante situation, il s'impose de tenir compte du contexte au sein duquel évolue l'université québécoise. Trop souvent, nous omettons de tenir compte des antécédents qui, jusqu'à un certain point, déterminent la situation présente. Ce faisant nous risquons de devenir injustes à l'endroit des dirigeants actuels. Le Québec a connu au plan de l'université, comme à beaucoup d'autres plans, deux révolutions en moins de vingt ans. Au cours de la première révolution, allant de 1950 à 1967, l'université québécoise a été convertie d'université paternaliste en université libérale mais celle-ci ne faisait tout juste que se conformer aux critères libéraux qu'il a fallu, à partir de 1968, sous l'aiguillon de la contestation étudiante, reconsidérer l'université en fonction d'autres prémisses : celles de l'université sociale, l'université au service de la société. Au Québec, comme ailleurs, l'université est contestée par un grand nombre de personnes comme l'est, d'ailleurs, toute la société. Elle est contestée en tant que rouage supposément au service d'une société injuste et répressive. On peut être d'accord ou non avec cette accusation mais on ne peut nier que, malgré des efforts indéniables, le problème de la démocratisation de l'enseignement n'a pas encore été résolu : nos universités regorgent d'étudiants qui ne devraient pas y être alors que nombre de jeunes qui devraient y être ne s'y trouvent pas, problème que les aiguillages du système d'enseignement ne pourront résoudre à eux seuls. On débouche forcément sur la culture et les structures d'ensemble de la société.

Depuis 1965 surtout, on constate un alourdissement fantastique des rouages administratifs universitaires ; après avoir été paternalistes, les dirigeants des universités sont devenus prisonniers des ordinateurs. Les rapports de l'université avec le gouvernement, et plus particulièrement avec le ministère de l'Éducation, posent des problèmes difficiles. Les universités se méfient du ministère de l'Éducation et ce dernier se méfie des universités. Il faut que cela change. Les problèmes graves et urgents qui se posent ne peuvent être résolus que si nous trouvons les moyens de parvenir à une véritable concertation entre l'université et le gouvernement. Une autre difficulté concerne [142] la

définition des fonctions sociales de l'université : en quoi consistent ces fonctions sociales et comment l'université pourrait-elle les exercer ? Quels sont les critères de l'utilité sociale de l'université ? Sont-ils identiques à ceux qui s'appliquent aux entreprises économiques ? Sinon, quels sont-ils ?

Prenons un exemple : la carrière des diplômés. Il ne faudrait pas jeter la pierre aux universités de 1971, il est trop tard. Déjà en 1961, plusieurs s'élevaient contre la fausse idée qu'en accroissant la scolarisation des Québécois on allait les rendre plus riches, qu'automatiquement les emplois suivraient de l'accroissement de l'instruction. En courte période, il en fut ainsi parce que le niveau d'ignorance au Québec était très élevé (par exemple, dans le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie, la moyenne de scolarisation était de six années, ce qui est nettement insuffisant dans les sociétés contemporaines), mais, en longue période, il est faux de croire que les diplômés créent des emplois. Au contraire, il faut créer des emplois pour les diplômés. Or, ces emplois, ils n'existent pas. Cela dépend-il exclusivement du gouvernement ? Non pas, en tout cas, pas exclusivement. Cela dépend des choix, cela dépend aussi d'une conjoncture à laquelle nous sommes tous soumis.

L'université doit se réformer selon sa nature propre. Dans toute société, on l'oublie trop souvent, il faut un lieu où l'on réfléchit, où la préoccupation exclusive consiste à former des hommes, et si ce n'est pas l'université qui est ce lieu, où donc se trouve ce dernier ? Pour dispenser un savoir utile, il faut bien entendu que l'université s'appuie sur d'autres moteurs, d'autres rouages ; elle ne peut pas régler à elle seule les problèmes des diplômés, de la recherche, des emplois, et ainsi de suite. Elle doit s'appuyer non seulement sur le gouvernement mais également sur l'entreprise. Or, aujourd'hui dans le Québec, les rapports entre l'entreprise et les universités laissent beaucoup à désirer.

Ce ne serait pas une solution que de réduire les recherches qui se font dans les universités. Il s'agit plutôt d'accroître la recherche qui se fait dans les entreprises où elle est nettement insuffisante et d'établir une meilleure coordination entre la recherche fondamentale dont l'université est principalement responsable et la recherche appliquée qui pourrait se faire d'une façon plus soutenue dans les entreprises. Le gouvernement a également une grande responsabilité dans la recherche. Sans le Conseil des sciences du Canada, les possibilités de re-

cherches dans le Québec seraient quasi inexistantes. Encore aujourd'hui, les programmes d'aide à la [143] recherche concertée du ministère de l'Éducation sont d'un poids presque nul en ce qui concerne le progrès de la recherche scientifique. En plus, les difficultés de mettre sur pied des programmes de recherche qui soient valables et adéquats pour les besoins de l'heure sont accrues du fait que les universités francophones sont hors du circuit du grand réseau de communications technologiques et industrielles nord-américain et européen.

Cet éloignement des grands réseaux de communications nord-américains et européens entraîne plusieurs conséquences. À qualification égale, le diplômé d'université francophone a plus de difficultés à se faire une carrière dans l'entreprise et même à se trouver du travail que son confrère anglophone parce que les professeurs et l'institution elle-même ne sont pas intégrés au même degré dans le circuit de communications qui permettrait que l'on découvre les étudiants préparés à travailler au moment où l'industrie en a besoin. Peu de professeurs peuvent téléphoner directement à des présidents de compagnie, faire des rencontres qui comptent dans les cercles sociaux, etc. Les professeurs sont tenus à l'écart de ces communications informelles. La situation, vraiment dramatique, a été bien exposée dans une étude récente sous les auspices de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme du professeur Donald Armstrong du Business School de McGill : *Education and Economic Achievement*.

En attendant que le Québec soit vraiment à part entière dans le grand circuit nord-américain – et je crois que cela prendra quelques années – il faut s'attacher à la recherche de solutions provisoires.

La première solution consisterait pour les Québécois à se retirer du circuit nord-américain et à fabriquer un circuit de communications financier et industriel propre ; il serait évidemment plus petit mais aussi plus accessible et plus aisément sous le contrôle des Québécois. Cette première solution implique un certain séparatisme économique. Ce circuit autochtone pourrait se greffer sur le grand circuit parce qu'il serait insensé de croire à l'autarcie complète. C'est une solution qui n'est pas insensée mais qui doit être jugée d'après les possibilités qu'offrent toutes les autres options.

La deuxième solution serait de faire du gouvernement un premier centre d'apprentissage avant de s'engager dans l'entreprise, ce qui se-

rait, en fait, le cheminement inverse des diplômés anglophones qui vont d'abord dans l'entreprise et en [144] second lieu au gouvernement. Les diplômés francophones, d'ailleurs, beaucoup plus que leurs confrères anglophones, ont tendance à chercher leur premier emploi dans la fonction publique. On peut imaginer alors l'accroissement du réseau de production du gouvernement, en tant que réseau public, selon le modèle de l'Hydro-Québec.

La troisième solution consisterait à créer de meilleurs rapports avec le monde de l'entreprise tel qu'il est actuellement et, évidemment, avec la grande entreprise située à Montréal. De tels rapports existent déjà entre l'Université McGill et plusieurs des grandes entreprises. Ils sont beaucoup moins poussés en ce qui concerne l'Université de Montréal et l'Université Laval. Dernièrement, le Centre des Dirigeants de l'Entreprise (CDE) et l'Université du Québec signaient un protocole d'entente visant à conjuguer certaines orientations universitaires et les besoins de l'entreprise. L'Hydro-Québec a également des accords avec l'Université du Québec et d'autres universités également. Les gouvernements fédéral et provincial subventionnent d'importants centres de recherches de l'Université Laval. Mais ces rapports doivent être intensifiés et s'étendre à l'ensemble du secteur de la grande entreprise.

Car l'université comme telle ne peut pas se substituer aux entreprises dans la formation proprement technique. Il faudrait donc imaginer des programmes de stages qui n'existent à peu près pas actuellement ou qui n'existent que d'une façon embryonnaire ; cela serait aussi fort utile dans le domaine des recherches scientifiques qui pourraient être beaucoup mieux coordonnées à condition que les mécanismes appropriés soient en place.

Mais encore faudrait-il qu'il y ait des centres de recherches dans ces entreprises et que les stages conviennent aux besoins des étudiants. Quand le CDE entend signer des ententes avec les universités en ce qui concerne la recherche, les stages, etc., je m'en réjouis mais je ne puis m'empêcher de constater que le CDE regroupe surtout les petites et les moyennes entreprises et qu'il ne parvient pas, sauf quelques rares exceptions, à rejoindre les grandes entreprises. Quels seront alors les effets pratiques de ces accords si les entreprises qui sont groupées par le CDE ne sont pas capables d'entreprendre des recher-

ches importantes ou de concevoir des stages de formation pour les diplômés ?

Il s'impose enfin d'entreprendre des démarches visant à intensifier les liens entre l'université et la grande entreprise. Ces démarches, je pense qu'il appartient à l'université de les [145] poursuivre sans attendre que l'entreprise vienne à elle. Il faut aller solliciter la grande entreprise pour qu'elle intensifie son programme de recherches scientifiques sur place et pour qu'elle consente à faire tous les efforts requis pour recruter les diplômés.

4. L'AUTODÉTERMINATION ET SES EXIGENCES

[Retour à la table des matières](#)

Ces questions débouchent sur la concertation des efforts requis au Québec peut-être plus qu'ailleurs entre les grands rouages de la société. Il faut en arriver à ce que l'on puisse mieux relier les uns aux autres les grands leviers du mieux-être collectif que ce n'est le cas présentement. Outre cette meilleure synchronisation des grands rouages de la société, il faut également considérer les moyens d'en arriver à une meilleure distribution des biens produits grâce à l'effort collectif de façon à ce qu'ils profitent à l'ensemble de la population. C'est ici que nous retrouvons l'exigence de la rationalité sociale.

On peut envisager trois façons bien différentes de dénouer les contradictions entre la rationalité économique et la rationalité sociale. La première façon consisterait à nier pour les diverses catégories sociales le droit à l'autodétermination. C'est d'ailleurs la position de ceux qui mettent en doute l'efficacité de la participation des unités de base dans les activités de production. Et il est possible que, sous plusieurs aspects, ils aient raison. Si la participation se révèle une perte de temps, on favorisera toutes les tendances qui vont dans le sens de l'implantation d'un fort réseau de technostructures, par exemple, en favorisant les conditions qui limitent la concertation des efforts aux seuls dirigeants dans les sphères majeures d'activité. On aboutirait de la sorte au règne des spécialistes ce qui soulagerait les individus du

besoin même de penser mais qui signifierait en même temps leur dégradation à un état abject d'asservissement.

Au Québec, en raison de traditions particulières, cette voie est particulièrement tentante. Les anciennes tendances paternalistes refoulées, certains comportements élitistes abandonnés de fraîche date resurgissent dans les types d'activité où on s'attendrait le moins de les rencontrer, par exemple dans les expériences d'animation. Il y a aussi ce penchant bien normal pour la sécurité. Si, dans le contexte propre au Québec, les moteurs de la société en viennent à tourner de [146] façon à procurer un maximum de sécurité individuelle et collective, particulièrement en fonction de la petite bourgeoisie qui en est bien avide, cela pourrait résulter en une absence complète de rôle actif pour l'ensemble de la population, la conformisation des groupes et des individus à la technostructure existante en tant que simples consommateurs de l'entreprise, de l'université, des unions ouvrières, des partis politiques, du gouvernement, et ainsi de suite. Semblable issue est très possible par suite encore une fois des traditions particulières au Québec et à l'emprise d'une certaine propagande officielle. On verrait l'émergence d'une techno-démagogie, c'est-à-dire d'un pouvoir des spécialistes dont la crudité serait camouflée par certains hommes capables de présenter une belle image d'eux-mêmes à la télévision et de couvrir de leur charisme le règne froid et terrible des experts. Ce serait la solution du pouvoir napoléonien. C'est contre ces tendances vers une techno-démagogie que s'insurge une fraction croissante de la population qui aspire profondément encore que de façon obscure à l'autodétermination.

La deuxième voie possible consiste dans le refus de la société technocratique. On peut simplement se réfugier dans les joies de la vie privée, rejeter la société post-industrielle jugée trop étouffante. Cette deuxième voie s'exprimerait par de nouveaux modes d'apathie ou par la révolte, par exemple, par la destruction de l'appareil industriel (machines, ordinateurs, etc.) – ce qu'on appelle la destruction créatrice. Le refus d'une modernité jugée trop opprimante se traduirait par le refuge dans de petites communautés protectrices, du type du mouvement hippie, où l'on retrouve la chaleur humaine sous l'ombre de la grande société mais en marge de cette dernière. La tendance hippie est plus prononcée dans notre milieu qu'on ne l'estime généralement. La fréquence des abandons des écoles (dropping out) porte à croire qu'il ne

s'agit pas simplement d'une incapacité intellectuelle ou d'un simple caprice des jeunes. Plusieurs d'entre eux, très intelligents, abandonnent leurs études avant qu'elles ne soient terminées parce qu'ils en ont assez, parce qu'ils ont peur ou encore qu'ils n'aiment pas le monde pour lequel les écoles les préparent.

On constate par ailleurs, et c'est un problème qui se pose maintenant aux États-Unis, que des personnes d'âge mûr, ne dépassant guère la cinquantaine, après avoir suffisamment acquis de biens pour être à l'abri des soucis matériels, se mettent à la retraite, renoncent à être socialement utiles et, [147] pendant qu'elles le peuvent encore, parcourent le monde dans le but de partager à leur manière les plaisirs de la vie du « hippie ». Cette voie est tentante et on ne doit pas conclure trop vite qu'elle ne sera pas celle qui finalement sera suivie. Ce serait une société paresseuse, une société irréalisable aujourd'hui mais qui pourrait demain devenir possible avec le développement de l'automatisation qui réduira de beaucoup la nécessité du travail tel que l'humanité l'a connu jusqu'ici.

Cette société dans laquelle nous vivons actuellement est peut-être la plus écrasante que l'histoire ait connue pour ceux qui dirigent les grandes organisations, eux qui se tuent à la tâche sans pouvoir jamais se détendre et jouir, comme les notables autrefois, des plaisirs de la vie. Mais peut-être cette société est-elle à la veille de profondes mutations ?

La troisième voie, la voie que je préconise, est celle de la concertation. Il s'agit de la convergence dans un même dessein de tous les groupes et des individus en tant qu'agents de l'entreprise, de l'université, du monde ouvrier, des groupes d'intérêt, des regroupements communautaires, du gouvernement, etc... Sans doute, les voies qui permettent la participation sont parfois décevantes dans leurs résultats. Trop souvent, on se heurte à la mauvaise volonté et à l'inconscience comme l'expérimentent actuellement les dirigeants des universités dans leurs efforts pour obtenir une participation active non seulement de la part des étudiants mais aussi des professeurs. Il n'en reste pas moins que la volonté d'une concertation qui permettrait une meilleure jonction de la base et du sommet se manifeste présentement de plusieurs manières dans nos sociétés. Elle assume souvent des formes divisives comme dans les mouvements de contestation, de regroupements communau-

taires, de comités de citoyens, les « Maisons du chômeur », les « Opérations-dignité » et ainsi de suite. Mais elle emprunte assez souvent des modes intégratifs, par exemple, parmi les dirigeants universitaires. Partout les citoyens veulent échapper à la surorganisation, maîtriser en quelque sorte les rouages qui décident finalement de leur destin. Il s'agit de réorienter la société de façon à ce que les individus puissent s'autodéterminer au lieu d'être de simples sujets. Au Québec, probablement plus qu'ailleurs, les efforts vont dans le sens d'une plus grande autodétermination. Cette voie, toutefois, comporte beaucoup de risques si elle doit simplement conduire à la parcellisation des efforts collectifs, à une définition de priorités humaines et sociales qui, au plan local, ne coûtent à peu près rien alors que transposées au niveau [148] de la société globale elles risquent de paralyser les appareils de production et de communication. Il est à craindre que, par l'impossibilité des grandes organisations sociopolitiques de comprendre le sens profond de ces orientations vers la concertation globale, ceux qui les expriment ne finissent par devenir des adversaires farouches de l'organisation sociopolitique tout entière.

Pour qu'une société soit humaine dans un monde comme celui dans lequel nous vivons, il n'est pas besoin de détruire les cadres post-industriels aujourd'hui existants.

Toutefois, les grands cadres de la société – la grande entreprise, les grands syndicats, le gouvernement, les universités, etc. – doivent être apprivoisés afin d'être mis vraiment au service de l'homme et de la collectivité. Il s'impose que les dirigeants, dans toutes les sphères d'activité, comprennent l'exigence d'autodétermination qui surgit aujourd'hui des prières et souvent de la colère du peuple – des mouvements de contestation, des projets de développement communautaire, des « Opérations-dignité » – que non seulement ils la comprennent mais la favorisent et se rapprochent de la base. Depuis assez longtemps, on parle d'animer les dirigés, les ignorants, les pauvres, effort qui s'impose mais qui n'aboutira nulle part si les dirigeants ne savent pas dans quel sens orienter les sociétés. Il existe un besoin criant dans nos sociétés et dans le Québec en particulier d'animer les dirigeants. À moins de s'engager dans une révolution sanglante, la réforme des cadres sociopolitiques en vue de permettre de meilleures formes d'action collective est impossible sans la collaboration des dirigeants.

Dans le vaste mouvement des sociétés vers le stade post-industriel, il s'impose de canaliser les immenses besoins et les aspirations des individus et des collectivités de façon à ce qu'ils puissent être concrètement satisfaits. Semblable résultat peut être atteint en pliant les rouages sociopolitiques aux contraintes opérationnelles inscrites dans la technologie, d'une part, et aux contraintes sociales inscrites dans l'aspiration vers l'autodétermination, d'autre part.

Tout cela est-il possible dans nos sociétés dites libérales ? Les sociétés libérales sont par définition des sociétés où les conflits peuvent s'épanouir librement. C'est probablement la caractéristique la plus évidente des sociétés libérales que de poser le moins d'entraves possible aux affrontements conflictuels ; c'est d'ailleurs peut-être la meilleure définition positive que l'on puisse faire de la liberté dans nos sociétés. Mais les [149] conflits, s'ils ne sont pas apprivoisés, canalisés par des règles de jeu acceptées par tous les joueurs, conduiront tôt ou tard à la destruction de ces sociétés. C'est pourquoi les voies de l'autodétermination doivent déboucher sur l'intégration créatrice des individus dans tous les cadres d'activités ; les centres de décision doivent se rapprocher de ceux qu'ils prétendent encadrer.

Le problème demeure : que faire pour que les individus puissent participer réellement à la vie de l'entreprise, du syndicat, de l'université, du gouvernement et, cela, même au risque de briser ces grands instruments si cela se révèle nécessaire mais tout en œuvrant dans le sens du mieux-être des individus, des collectivités et de la société tout entière. Est-ce possible ?

Il faudrait, premièrement, que les grands corps organisés se rapprochent des membres et essaient de contrarier le mouvement naturel qui les porte à l'oligarchie. Cela supposerait la mise en œuvre de modes organiques de coopération, de l'organisation communautaire, de sous regroupements à l'intérieur des grandes organisations elles-mêmes, et ainsi de suite.

Un deuxième moyen serait la consultation, la greffe sur les centres de décision de rouages consultatifs efficaces qui, par des procédés d'animation et d'information, permettraient au plus grand nombre possible de participer d'une manière effective aux décisions qui se prennent dans les diverses organisations sociales, économiques et politiques.

Un troisième moyen serait la consolidation d'un réseau d'entreprises publiques québécoises, la déconcentration industrielle, administrative et politique, afin de rapprocher le plus possible les centres de décision de la base, tout en maintenant l'unité nécessaire requise pour l'établissement de certaines règles communes auxquelles adhéreront les hommes.

5. LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Dans toutes les sociétés libérales, le principal responsable de la coordination des efforts en vue de cette déconcentration, de cette décentralisation, de cette consultation, de ce développement régional et de cette organisation communautaire, c'est finalement le gouvernement. Dans une société comme le Québec, il est fort possible que le gouvernement [150] ait encore plus de responsabilités qu'ailleurs eu égard au fait que, comme citoyens, comme membres d'organisations secondaires, il semble que les Québécois ont plus de contrôle sur leur gouvernement qu'ils en ont sur le monde de l'entreprise. Il est évident que je mets ici entre parenthèses la question du fédéralisme. Il s'agit de savoir si le Québec a des pouvoirs suffisants pour assumer ces rôles de stimulateur et de coordinateur. Pour être en mesure de remplir sa redoutable mission, le gouvernement du Québec se doit, lui aussi, de se réformer.

Ces réformes doivent toucher à plusieurs aspects de la vie politique québécoise ; elles doivent s'étendre aux partis politiques, à l'Assemblée nationale, à l'administration et au gouvernement lui-même. Une réforme de l'administration est en cours pour assurer une meilleure coordination entre les services et pour mieux répondre aux exigences de développement de la société. On devrait également réformer les procédures et l'ensemble des modalités de travail de l'Assemblée nationale, du Conseil des ministres de même que du Bureau du premier ministre.

Si le gouvernement prenait ces initiatives, il susciterait un effet d'entraînement dans toutes les autres sphères d'activité, dans l'université, dans l'entreprise, etc. Alors les réformes requises pour la concertation des efforts vers l'établissement d'une société non seulement rationnelle mais également raisonnable deviendraient possibles.

[151]

Troisième partie :
Vie économique : émancipation et contraintes

Chapitre 3

L'entreprise et la société québécoise *

[Retour à la table des matières](#)

Le seul fait de se demander comment l'entreprise pourrait s'intégrer à la société québécoise montre bien qu'au Québec elle présente un problème particulier. En effet, dans la plupart des pays industriels ce problème ne se pose pas – ou du moins il n'est pas posé – parce que l'on admet sans discussion que l'entreprise représente l'une des principales forces d'intégration sociale, culturelle, économique et politique de ces sociétés. Si l'on entend par intégration, d'abord, les conditions selon lesquelles des unités s'unissent pour former de nouvelles réalités et, ensuite, les conditions selon lesquelles des réalités maintiennent leur unité, il faut en effet admettre que l'entreprise a été à la fois le principal moteur des « grandes transformations » qui ont marqué l'émergence et le développement des sociétés modernes et le principal facteur de consolidation et de persistance de ces sociétés. Dans de grands pays comme les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne ou dans de petits pays comme la Belgique, la Hollande ou

* Conférence prononcée lors de la journée d'étude organisée par le Conseil du patronat du Québec, Montréal, le 26 mai 1972. Texte inédit.

la Suède, il est courant de mettre l'entreprise en question, de la louer ou de la critiquer, mais il ne viendrait pas à l'esprit de personne de dire qu'elle n'est pas bien intégrée à la société – au contraire, les critiques du régime depuis cent cinquante ans prédominant d'entreprise, le capitalisme, font à celle-ci le reproche précisément inverse : elle dominerait de façon excessive l'organisation et les valeurs sociales. Comment alors se fait-il qu'au Québec les chefs d'entreprise eux-mêmes s'interrogent sur l'intégration de l'entreprise à la société – une interrogation qui ne paraît pas superflue, puisque les adversaires du régime actuel d'entreprise et même des économistes et sociologues d'allégeance libérale dénoncent la situation qui existe ici en la qualifiant de « satellisation » et de « colonialisme » ? L'acuité de cette interrogation en ce qui concerne le Québec se révèle au fait qu'on parle tout autant d'intégrer [152] la société québécoise au monde de l'entreprise que d'intégrer l'entreprise à la société québécoise.

La question a déjà été posée mais le plus souvent sous la forme suivante : comment intégrer la société québécoise au monde de l'entreprise ? Cette façon de formuler le problème montre bien, en même temps que le caractère contraignant du réseau économique nord-américain, la mentalité de « colonisés » que d'aucuns reprochent à nos dirigeants et à nos définisseurs officiels de la situation. Plus récemment, on s'est mis à poser la question sous une forme nouvelle, qui manifeste un état d'esprit fort différent : comment intégrer l'entreprise au réseau des institutions québécoises, ce qui implique la volonté chez les Québécois d'aménager eux-mêmes l'organisation de leur société. C'est sous cette forme que le Conseil du patronat a souhaité que la question soit posée au cours des présentes assises et c'est, bien entendu, de cette façon que je l'entendrai dans mon exposé.

Montrer très brièvement jusqu'à quel point l'entreprise a constitué et constitue encore un faible agent d'intégration sociale au Québec, de même qu'indiquer les principales modalités de réformes actuellement proposées dans le dessein de remédier à la situation, tels sont les objectifs du présent exposé.

1. LA SITUATION DE L'ENTREPRISE AU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

La grande entreprise s'impose à l'attention de quiconque cherche à déterminer les mécanismes sociaux les plus déterminants de l'intégration d'une société. Et cela au double niveau des valeurs dominantes – celles qui servent de support culturel aux différentes institutions du pays – et de la dynamique du changement social et de la persistance systémique.

L'idéologie dite libérale imprègne de part en part les esprits et les institutions d'un pays comme les États-Unis et, à un degré légèrement moindre, le Canada anglais. Or, cette idéologie, formulée en Europe et plus particulièrement en Grande-Bretagne, s'est implantée aux États-Unis par le truchement de l'exemple et de l'influence d'un petit nombre de chefs d'entreprise qui ont enseigné et propagé le fameux « gospel of Wealth » à la fin du siècle dernier.

[153]

C'est au nom du credo libéral que la Cour suprême des États-Unis, jusqu'en 1933, se porta à la défense des grands intérêts capitalistes contre les assauts des groupes défavorisés et des assemblées législatives étatiques populaires. C'est également ce credo que la *National Association of Manufacturers* et surtout la *Chamber of Commerce of the United States*, sous des formes pour l'essentiel inchangées, perpétuent et propagent. Ce credo a imprégné profondément les esprits et les institutions aux États-Unis. Il est aujourd'hui contesté dans plusieurs cercles et les hommes d'affaires eux-mêmes acceptent en pratique des compromis, particulièrement ceux reliés au Welfare State et à l'émergence de la technostructure qui obligent à certains ajustements.

Il serait tentant et facile – mais malheureusement en dehors de mon propos – de citer les nombreuses déclarations des chefs de file de l'industrie aux États-Unis, des hommes politiques américains et de leurs propagandistes pour faire sentir toute la distance qui, sur le plan même des dispositions inculquées à l'endroit des affaires, sépare les Québécois

cois des Américains ²³. Sans aucun doute, la Chambre de Commerce de la Province de Québec et, sous des formes plus affinées et plus modernes, le Centre des dirigeants d'entreprise, de même que quelques ténors œuvrant en solo comme Gérard Filion reprennent-ils les principaux éléments du Credo en tentant de l'ajuster aux conditions particulières au Québec. Mais, jusqu'à tout récemment leurs voix se perdaient dans le concert des dénonciations du « matérialisme » économique et dans un mépris à l'endroit des affaires qui, peut-être, voulait masquer nos impuissances. Nous n'avons pas eu ici un Mgr Lawrence, cet évêque épiscopalien américain pour qui tout ce qui était profit, épargne, affaires était béni de Dieu et conduisait à Dieu. Mais nous avons eu Mgr Paquet qui, à la même époque, déclarait que « notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées ». Nous avons eu Mgr Paquet et à sa suite beaucoup d'autres qui ont parlé et agi dans le même sens. Depuis une dizaine d'années, on n'exprime plus de sentiments aussi négatifs à l'égard des affaires. Si je fais état de ces points de vue, c'est moins pour fixer les traits d'une époque aujourd'hui révolue, que pour [154] faire comprendre que l'idéologie anti-industrielle et la mentalité agriculturiste que nous avons longtemps connues étaient à la mesure de notre situation économique, qu'elles reflétaient et sanctionnaient et également pour faire comprendre les obstacles de tous ordres qui font obstacle à la volonté de développement social et économique qui se manifeste partout aujourd'hui au Québec de même que les oppositions particulières que soulève ici l'entreprise capitaliste. Dans ce domaine comme dans les autres, les Québécois, comme tous les peuples, portent le poids de leur passé.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a guère eu au Québec de ferveur vis-à-vis l'entreprise sous sa forme capitaliste. L'entreprise n'a pas été perçue ici comme un moteur de changement social mais bien plutôt comme une institution anglo-saxonne, étrangère, sinon antinomique, aux conceptions du monde et de la vie propres aux Canadiens français reliées plutôt à la latinité et au catholicisme. Les travaux de Gilles Auclair pour le compte de la Commission d'enquête sur le bi-

²³ Pour de nombreuses illustrations, on pourra se référer à mes deux articles : « Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice » et « le libéralisme du statu quo : le droit protecteur » *Recherches sociographiques* vol. 1, n° 4, 1960, 435-465 et vol. 2, n° 1, 1961, 71-100.

linguisme et le biculturalisme ont bien montré que, dans leur ensemble, les vertus et les qualités que les Canadiens français valorisent le plus sont différentes de celles du credo libéral américain, qu'ils n'entretiennent pas à l'égard des affaires les mêmes sentiments spontanément favorables que ces derniers et qu'ils pratiquent un style différent de gestion ²⁴. Ces dispositions des Canadiens français correspondent d'ailleurs à leur piètre situation dans l'ensemble de la vie économique nord-américaine.

On vante l'entreprise privée pour les biens matériels et culturels dont la société regorge. Fort bien. Mais à ce sujet on peut poser au moins quatre questions différentes :

Devons-nous tous ces biens à la seule entreprise privée ou plutôt à plusieurs organisations dont l'entreprise, le gouvernement, les unions ouvrières et les établissements de recherche et d'enseignement ?

Ces biens satisfont-ils vraiment toujours les besoins réels des hommes ? John Kenneth Galbraith a mis en lumière la flagrante pauvreté des équipements sociaux collectifs (parcs, centres récréatifs, bibliothèques publiques, etc.) au sein de la [155] surabondance des biens privés mis à la disposition des individus qui peuvent se les offrir – équilibre que la pratique de plus en plus poussée du Welfare State parvient mal à redresser.

À qui et à quoi doit-on imputer la responsabilité de la mauvaise distribution des biens et des services parmi les diverses catégories sociales et les groupes ethniques ?

En ce qui concerne plus particulièrement le Québec, l'abondance relative dont jouissent les individus dépend-elle du dynamisme propre aux entreprises québécoises elles-mêmes ou ne découle-t-elle pas largement plutôt des retombées secondaires de l'expansionnisme économique nord-américain ?

²⁴ Une récente étude américaine conclut que, de tous les Nord-Américains, ce sont les Noirs et les Canadiens français qui manifestent des attitudes et qui ont le style de vie le moins propice aux affaires. Cette curieuse association, qui rappelle étrangement le titre d'un ouvrage bien connu de Pierre Vallières, oblige à soulever des questions que d'aucuns préféreraient sans aucun doute voir passer sous silence.

Je ne répondrai, et encore brièvement, qu'à la dernière question. Si, en effet, les dispositions des Canadiens français envers l'entreprise sont pour le moins mitigées, c'est que le tableau de la situation réelle est sombre.

Particulièrement dans son deuxième volume du Livre III, la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a montré avec minutie que le Québec n'avait pas bénéficié des faveurs de l'industrie autant que l'Ontario. Selon Fernand Martin et André Raynault ²⁵, on trouve 632 filiales d'entreprises américaines à Toronto contre seulement 137 à Montréal et, condition aggravante, pour la grande majorité, les établissements ontariens sont bien plus dynamiques que ceux du Québec. Par rapport à leurs concurrents, les entreprises installées au Québec se montrent peu désireuses d'innover, elles ne poursuivent guère de recherches (celles-ci étant effectuées dans les entreprises mères américaines), elles ont un faible rythme de croissance (la position concurrentielle de Montréal se détériore et sa structure industrielle vieillit), elles se cantonnent dans les secteurs les moins rentables, peu d'entre elles occupant les secteurs de pointe fondés sur les technologies nouvelles et, finalement, elles n'ont guère jusqu'ici secondé les efforts de planification du gouvernement du Québec, ce dernier – il faut le dire – n'ayant guère manifesté d'audace dans ce domaine puisqu'il n'a pas osé jusqu'à [156] récemment impliquer la région métropolitaine de Montréal dans ses programmes de développement économique. Par ailleurs, au Québec comme dans toutes les Provinces, de tous les groupes ethniques à l'exception des Italiens, en grande partie récemment venus au pays, ce sont les Canadiens français qui profitent le moins de la vie industrielle en ce qui concerne non seulement les revenus personnels mais également la participation aux entreprises. On ne trouve virtuellement pas de Canadiens français dans les échelons élevés des grandes entreprises québécoises, l'élite économique se recrutant par cooptation, et le réseau industriel nord-

²⁵ Fernand Martin, André Raynault, « Les choix urbains et régionaux dans le Québec des années '70 » dans *Le Québec d'aujourd'hui*, sous la direction de Jean-Luc Migué, HMH, Montréal, 1971, 195-208. Par comparaison avec l'industrie américaine, l'industrie canadienne dans son ensemble manque de dynamisme à un point tel que Maurice Lamontagne la considère comme malade. Voir : Maurice Lamontagne « The Sickness of Canadian Industry », *The Canadian Forum*, June 1972, 18-21.

américain, comme l'a montré d'excellente façon Jean-Luc Migué, ne rejoignant pas les Canadiens français (le coût des communications étant de part et d'autre trop élevé) ²⁶.

Il n'y a dès lors pas lieu de se surprendre qu'un grand nombre de Québécois francophones aient une attitude de rejet à l'égard de l'entreprise sous sa forme capitaliste, particulièrement à l'égard de l'entreprise plurinationale, entreprise qui au Québec est la plupart du temps américaine. De fait, on constate au Québec une attitude ambivalente vis-à-vis les États-Unis. Le gouvernement se montre beaucoup plus réceptif à l'égard des investissements américains que ce n'est le cas pour le gouvernement fédéral (d'aucuns parlent même d'un heurt entre deux nationalismes, le nationalisme *Canadien* et le nationalisme québécois) mais, à l'inverse, on manifeste en certains milieux une antipathie croissante à l'endroit des filiales américaines auxquelles on reproche d'être sous la tutelle des entreprises mères et par conséquent d'être au service des intérêts politiques et économiques des États-Unis qui ne sont pas forcément, au contraire, ceux du Québec. (Dans tous les pays, les filiales d'entreprises américaines sont sujettes à beaucoup plus de critiques que celles d'autres pays, sans doute parce qu'elles sont plus visibles et également parce que les intérêts politiques et militaires internationaux américains s'y font sentir d'une façon particulièrement contraignante).

Par ailleurs, on sait que, malgré tous les efforts des gouvernements et ceux, beaucoup plus timides, des grandes entreprises elles-mêmes, les écarts dans la répartition des biens économiques entre les couches sociales sont demeurés substantiellement aussi grands qu'il y a cinquante ans et que, [157] dans certains cas, ils se sont même accrus : malgré certaines apparences, les riches deviennent toujours plus riches et la situation des pauvres, si elle ne s'aggrave généralement pas, reste stationnaire. La condition faite aux classes moyennes, durement touchées à la fois par des modes de taxation particulièrement durs à leur endroit et par les critiques émanant des couches défavorisées dont ils sont la première cible, devient rapidement intolérable. Ni les gouvernements ni les dirigeants d'entreprises ne sont pourtant guère soucieux de remédier à leur sort, sans doute parce qu'ils estiment à juste titre

²⁶ Jean-Luc Migué, « L'industrialisation et la participation des Québécois au progrès économique », *Ibid.*, 227-251.

qu'elles sont trop liées et trop loyales au système capitaliste pour se révolter. Si le système en vigueur est partout injuste à l'égard des catégories sociales inférieures et qu'il s'expose dès lors à des attaques susceptibles, à moins de correctifs majeurs, de le renverser un jour, la situation est particulièrement grave au Québec puisque, dans ce cas, les hiérarchies sociales correspondent à des stratifications ethniques, les anglophones (américains et canadiens) occupant les strates supérieures de revenus et d'occupation et les francophones se voyant pour la très grande majorité relayés dans les strates inférieures. Marcel Rioux a conclu de cette situation qu'au Québec il y avait équivalence entre classes sociales et groupes ethniques, les anglophones constituant en gros la bourgeoisie et les francophones formant le prolétariat. Telles sont les raisons invoquées pour dénoncer les entreprises au Québec comme étant sous la domination du double impérialisme américain et anglo-canadien. La volonté de créer un État indépendant au Québec découle également en bonne partie de cet état de choses. Dans cette perspective, seul un État bien à elle et dont elle aurait la maîtrise permettrait à la collectivité québécoise d'échapper à ce double impérialisme et d'imprégner à l'entreprise québécoise un dynamisme propre qui, tout en n'excluant pas les nécessaires collaborations et alliances économiques avec les États-Unis et le Canada anglais, permettrait aux Québécois d'investir leur propre argent dans les secteurs d'activité qu'ils auraient eux-mêmes choisis, de hausser le niveau de leur prospérité collective, de s'adonner à la pratique des affaires selon leur génie propre et de se donner le style de vie qui leur convient.

C'est en ayant à l'esprit l'arrière-plan de cette situation qui, dans l'ensemble, n'a rien de réjouissant qu'il convient de poser le problème de l'intégration de l'entreprise au Québec – intégration au niveau des cadres, au niveau des contrôles et au niveau du rayonnement dans l'ensemble de la société. [158] Le problème est double : quelles réformes rendraient possibles un degré d'intégration plus acceptable de l'entreprise aux objectifs collectifs définis ou agréés par le gouvernement ? Les dirigeants de la grande entreprise, particulièrement ceux de l'entreprise plurinationale, accepteront-ils de payer le coût de ces réformes ? Je ne peux, quant à moi, que proposer certains éléments de réponse au problème des réformes. C'est aux dirigeants d'entreprise eux-mêmes qu'il convient de répondre à la seconde interrogation.

Il est évident que le Québec est entré dans une nouvelle période de son histoire, période, selon une expression que j'ai déjà utilisée, de l'après-Révolution tranquille. Par contraste avec la période de la Révolution tranquille au cours de laquelle les Québécois ont pour la première fois savouré pleinement les bons fruits de la modernité sans égard à leur coût et dans laquelle également ils ont commencé à aspirer à une plus grande maîtrise de leur destin sans trop se soucier des moyens qui la rendraient possible, l'après-Révolution tranquille se caractérise par des changements de fond dans l'ensemble de la société : changements dans les valeurs de même que dans les formes d'organisation sociale qui ébranlent l'ordre social, inquiètent les dirigeants et inspirent chez d'autres des projets révolutionnaires. Toutes les collectivités s'interrogent. Comment concilier les aspirations vers une vie individuelle et collective plus équitable et plus humaine avec les contraintes inhérentes à un développement cohérent ? Manifestes, Livres blancs, documents de travail, dossiers se produisent à un rythme des plus rapides. Nombre de propositions et de demandes, certes, paraissent excessives ou contradictoires (du moins si on les apprécie d'après les règles d'une rationalité étroitement économique ou technique). Malgré leur caractère erratique, tous ces efforts marquent l'émergence d'une nouvelle culture, une culture dont la pleine éclosion suppose l'établissement de rapports inédits entre l'économie et la politique. Dans la recherche d'une meilleure intégration de l'entreprise à la société québécoise, il s'impose de tenir à l'esprit ces bouleversements qui affectent en profondeur l'ordre social tout entier.

Le nouveau contexte de l'entreprise au Québec impose le rejet de la méthode de promotion économique qui prévaut dans les sociétés où l'entreprise est intégrée à la collectivité : la promotion individuelle. On fait depuis toujours beaucoup de cas de certaines belles réussites individuelles chez les Canadiens français et, aujourd'hui comme hier, on cite en [159] exemple ceux qui sont parvenus à se hausser aux premiers échelons du monde des affaires. Mais, aujourd'hui comme hier, le nombre des réussites individuelles est fort restreint. Les données fournies par John Porter dans son imposant ouvrage *The Vertical Mosaic* sont claires à ce sujet : seuls quelques Canadiens français, la plupart du temps des avocats qui se voient récompensés d'avoir fait bénéficier les entreprises de leurs connaissances (virtuellement monopolistiques) du Code civil québécois, détiennent des directorats dans les

grandes entreprises et font partie, à un titre quelconque, de l'élite économique canadienne. On aura beau dire et beau faire, il est impossible aux Québécois d'adhérer collectivement au credo américain au succès économique par l'effort individuel parce qu'il y a vraiment trop peu d'élus pour donner quelque vraisemblance à ce credo. La cooptation des directeurs de même que l'absence des Québécois du réseau de communication nord-américain enlèvent virtuellement à ces derniers toute chance de promotion personnelle au sommet des hiérarchies économiques. Les rares élus, par la force des choses, sont voués – si ce n'est déjà fait au moment de leur promotion – à « s'angliciser » ou à « s'américaniser », laissant loin derrière eux leur collectivité d'origine qui ne tire guère de profit de ces succès isolés.

À l'autre extrême de la gamme des options, se trouvent ceux qui préconisent la mise au rancart du système capitaliste et son remplacement par une forme d'économie socialiste. Pendant longtemps le fait d'individus isolés ou de petits groupes marginaux, cette tendance s'est trouvée ces derniers temps considérablement renforcée par la création dans les milieux populaires de comités d'action politique d'allégeance marxiste et par la production, sous les auspices de la Corporation des enseignants du Québec, de la Fédération des travailleurs du Québec et surtout de la Confédération des syndicats nationaux de manifestes fortement inspirés du marxisme. Bien que les instances appropriées de ces fédérations n'aient pas encore décidé s'il convient ou non de procurer un caractère officiel à ces divers manifestes et qu'il serait sans aucun doute excessif de dire que chacun des centaines de milliers de membres qu'elles regroupent adhèrent à toutes les idées qui y sont exprimées ²⁷, ces tendances montrent de façon [160] éloquente le haut degré de désaffection qui existe présentement au Québec par rapport au système dominant chez des organisations qui, tout en se livrant à de dures confrontations dans la poursuite de leurs objectifs, ne mettaient pas en question jusqu'ici les fondements d'un régime dont elles sont des rouages indispensables. Même si le terme « socialisme » – notamment l'expression « socialisme d'ici » qui fut le thème récent des Affaires québécoises – véhicule actuellement bon nombre de positions ambiguës qui ont peu en commun avec le marxisme ou même avec les

²⁷ Ce jugement bien entendu fut formulé avant la scission qui a déchiré la C.S.N. en juin 1972, scission qui en définitive ne fait que sanctionner la rupture idéologique qui menace cette Fédération de travailleurs depuis trois ans.

social-démocraties européennes et qui n'ont rien non plus qui doive effaroucher les « capitalistes », il n'en reste pas moins que les tendances et mouvements qui se réclament du socialisme, par leur diversité et par leur force potentielle révèlent la montée rapide du radicalisme politique du Québec. Sans aucun doute, il ne sera pas plus aisé de « casser le système » ici qu'ailleurs. Il convient de rappeler que dans aucun pays industrialisé il n'a été jusqu'ici possible à des partis politiques socialistes une fois parvenus au pouvoir par les voies démocratiques normales de convertir ces pays au socialisme. Aussi bien le Front populaire de Léon Blum que le premier gouvernement travailliste de James Ramsay MacDonald ont dû convenir qu'ils n'avaient pas été élus pour renverser le système mais pour restaurer la prospérité et soulager la misère parmi les déshérités ²⁸. À moins d'assauts révolutionnaires comme seuls en ont connus les pays peu industrialisés, il est improbable qu'à brève échéance tout au moins on voit s'instaurer un régime socialiste au Québec, que ce dernier devienne indépendant ou non, peu importe. S'il est vrai que les Québécois ne manifestent guère d'enthousiasme envers le capitalisme, on peut en dire au moins tout autant de leurs sentiments à l'endroit du socialisme. Dans un régime démocratique, la grande masse des électeurs des classes moyennes et même ouvrières, sans parler des fermiers, retiendra l'élan même des partis les plus farouchement socialistes. Il n'en reste pas moins que les désaffections en cours et la montée un peu partout des exaspérations doivent être prises au sérieux par tous ceux qui veulent éviter un affrontement brutal avec le régime sociopolitique en vigueur. Il est en effet loisible à quiconque de s'opposer aux mouvements sociaux qui pour l'instant reflètent et expriment ces tendances. Et il n'est guère difficile de montrer [161] le caractère irréaliste de certains manifestes d'action. La véritable question est la suivante : quelles formules d'action et de pensée a-t-on à leur substituer ?

Certains voient la solution du problème de la promotion économique des Canadiens français dans le développement d'un capitalisme autochtone, c'est-à-dire dans la reproduction à l'échelle québécoise et par les efforts des Québécois eux-mêmes des institutions économiques américaines dans l'espoir de voir se créer une classe de capitalistes

²⁸ Sur ce sujet voir : Ralph Miliband, *The State in Capitalist Society. An Analysis of the Western System of Power*, Weidenfeld and Nicolson, 1969.

typiquement Canadiens-français. Cette voie n'est guère prometteuse, l'exemple de l'Ontario et celui du Québec montrant qu'une fois parvenues à un certain seuil d'expansion, les entreprises autochtones deviennent très vulnérables aux offres d'amalgamation faites par les grandes entreprises, généralement étrangères. On peut toujours empêcher de telles amalgamations par des législations appropriées. Mais comment procurer un second souffle à des entreprises qui ne peuvent croître ou même survivre sans une forte injection de capitaux frais qu'elles ne produisent pas elles-mêmes ? L'État, ou une société publique d'investissement industriel, pourrait-il suffire à satisfaire les demandes massives d'assistance qui lui seraient adressées ? Une autre voie plus prometteuse concerne la généralisation de la formule coopérative qui paraît particulièrement connaturelle aux Canadiens français. Personne toutefois ne considère que la coopération puisse dans l'ordre actuel des choses devenir le mode dominant de l'économie au Québec.

C'est généralement dans une formule polyvalente englobant à la fois l'entreprise capitaliste, l'entreprise publique ou mixte et la coopération qu'on tend à voir la promotion économique collective des Canadiens français. C'est dans le dessein de constituer une base économique proprement québécoise que furent créées à l'époque de la Révolution tranquille des entreprises comme la Société générale de financement, SOQUEM, SOQUIP, REXFOR et SOGEFOR. Si l'on en juge par le Manifeste *Quand nous serons vraiment chez nous*, le Parti québécois, pour l'essentiel, entend continuer dans le même sens. Par l'action concertée de l'État et de l'entreprise privée (l'État exerçant, par la planification et ses politiques de développement, le dynamisme qui fait défaut ici à l'entreprise privée), on espère constituer un réseau économique québécois articulé au grand réseau nord-américain, mais un réseau sous le contrôle de la collectivité québécoise et qui procurerait aux Canadiens français la base industrielle leur [162] permettant de se créer leurs propres hiérarchies économiques et de développer les capitaux, le *know how* et la capacité de gestion qui leur ont fait défaut jusqu'ici, faute d'occasion d'acquérir de l'expérience.

Cet effort de création d'un réseau économique québécois par la concertation de l'État, de l'entreprise et des unions de travailleurs pour l'instant la faveur des dirigeants dans la plupart des secteurs d'activité et du grand public. C'est sans aucun doute une voie qui continuera d'être suivie et qui, malgré de récents échecs, paraît prometteuse. Il se

peut toutefois que ces « investissements en nationalité », pour reprendre l'expression d'Albert Breton, soient fort coûteux : il sera sans doute possible de créer au Québec un réseau économique autonome, mais, en étant forcé de subir la concurrence du grand réseau nord-américain et, par l'absence des canaux de communication appropriés, en étant coupé de la science, de la technologie et de l'innovation américaines, il s'expose à de durs coups. Il risque également d'amplifier la préférence marquée des Canadiens français pour l'entreprise publique (« hors concurrence ») qui offre plus de sécurité mais qui encourage une certaine paresse. Par ailleurs, le manque de dynamisme qui caractérise la plupart des entreprises québécoises les expose à compter, sous le couvert de la responsabilité « supplétive » de l'État, toujours plus sur ce dernier pour régler leurs problèmes et pour ranimer une économie sans lui chroniquement stagnante, d'où l'émergence d'un centralisme d'État ou plutôt d'une espèce de socialisme – un socialisme sans idéologie conformément aux vœux des dirigeants d'entreprise – mais un socialisme qui risque de n'être guère rentable.

Dans deux études remarquables, Jean-Luc Migué a récemment préconisé une formule qui, tout en retenant plusieurs éléments de la précédente, la corrige en ce qu'elle prévoit l'industrialisation du Québec par l'intégration organique de l'entreprise et de la technologie internationales aux institutions de la société québécoise ²⁹. La société québécoise, dit Migué, n'a jamais su tirer tout le profit qu'elle était en droit d'attendre des entreprises plurinationales installées ici. Mais comment rendre possible l'intégration du « bras québécois de l'entreprise internationale » ? Migué mentionne [163] deux éléments d'intégration qui lui paraissent essentiels. En premier lieu, l'emploi systématique et à tous les niveaux et plus particulièrement aux niveaux supérieurs, d'un personnel à peu près entièrement québécois, suivant en ceci l'exemple d'autres pays, comme le Mexique et la plupart des pays européens. De la sorte, bien entendu, l'épineux problème du français comme langue de travail se trouverait pratiquement résolu. Ensuite, la participation active des entreprises plurinationales à la vie québécoise : établissement de programmes cohérents de recherches, en collabo-

²⁹ Jean-Luc Migué, « Le nationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information », *Revue canadienne d'économie*, vol. III, n° 2, 1970 et « L'industrialisation et la participation des Québécois au progrès économique », *op. cit.*

ration avec les universités, collaboration à la formulation des programmes de formation professionnelle fournis dans les établissements d'enseignement, aide aux institutions de bienfaisance, bourses aux individus, stages de formation des cadres à l'étranger, etc. Ce dernier ensemble de mesures serait d'application facile étant donné que les cadres supérieurs des entreprises seraient des Québécois connaissant bien le milieu.

Ce processus naturel et organique d'intégration à la société québécoise de l'entreprise plurinationale une fois que celle-ci se serait donné des directeurs québécois et aurait acquis un degré suffisant d'autonomie par rapport aux maisons-mères étrangères se trouverait sans aucun doute affermi si le gouvernement mettait en œuvre les politiques économiques de soutien et de développement dont j'ai fait état précédemment. Mais, dans le présent cas, le but de l'ensemble de ces politiques économiques ne serait plus de développer un réseau économique autochtone mais de mieux intégrer – par des contrôles et des incitations appropriés – l'entreprise plurinationale et anglo-canadienne à l'ensemble de la vie économique et sociale du Québec. Cette dernière voie de solution peut sembler au premier abord particulièrement difficile, mais il doit être évident qu'elle est bien plus prometteuse que toutes les autres que j'ai esquissées ³⁰. Elle permettrait aux [164] Québécois de participer pleinement au plus grand réseau scientifique, technologique et industriel du monde tout en ayant la garantie de conserver – et même de trouver – leur identité propre puisque c'est en tant que collectivité particulière et non plus comme individus isolés comme la chose s'est pratiquée jusqu'à maintenant qu'ils agiraient. En de-

³⁰ Parmi les difficultés à surmonter, les suivantes viennent spontanément à l'esprit : attitudes inadéquates des Canadiens français à l'égard des affaires (démonstrées par les travaux de Gilles Auclair et par une récente étude américaine). Mais ces attitudes inadéquates s'expliquent par la situation dans laquelle les Canadiens français se sont trouvés et peuvent être corrigées par la pratique des affaires. Insuffisance de Canadiens français compétents. Sans doute oui, pour le présent, mais cet obstacle peut être surmonté en peu de temps. Reconnaissance obligée par le monde des affaires du français comme langue de travail à tous les échelons. Pourquoi pas ? L'élite économique canadienne-française qui se constituerait de la sorte serait capitaliste. Ce qui ne sourit guère, on le comprend, aux protagonistes du socialisme. Néanmoins, se trouveraient supprimées bien des incongruités tenant au fait que les grandes entreprises au Québec sont dirigées par des non-francophones.

venant de la sorte partie intégrante d'un vaste réseau de communication industriel et scientifique, ils auraient ainsi accès au plus bas coût possible à un marché québécois – et nord-américain – du travail considérablement plus large que le réseau autochtone substitut ; ils deviendraient de plein droit membres d'un vaste réseau de recherches scientifiques et industrielles ; dans le cours normal de la vie collective et non pas par des efforts individuels coûteux, ils acquerraient la compétence, le *know how* et le sens de la gestion administrative qui leur font aujourd'hui défaut. Ils auraient sous leur contrôle un ensemble de circuits économiques bien à eux, circuits par ailleurs reliés de façon organique au vaste réseau économique international. Bref, ils disposeraient d'une base économique complète leur permettant, en tant que collectivité particulière, de se donner des réservoirs propres de capitaux, de bénéficier du dynamisme de la grande entreprise internationale et d'évoluer avec aisance dans le monde des affaires, se donnant par là la possibilité, pour ceux qui le désireraient, d'agir dans d'autres contextes – ailleurs en Amérique, en Europe, en Afrique – sans risquer de se voir coupés de leur milieu d'origine. C'est là assurément une voie royale de permettre l'intégration de l'entreprise à la société québécoise, une voie qui en même temps assurerait la promotion économique collective que les Québécois réclament de plus en plus et à juste titre. Avant de conclure qu'il leur serait trop coûteux de s'engager dans cette voie, les chefs d'entreprises, particulièrement des entreprises plurinationales et anglo-canadiennes, feraient bien de s'interroger sur le coût qui en résulte aujourd'hui pour eux de la sous-utilisation flagrante des francophones québécois dans la vie économique et du mécontentement qu'engendre cette sous-utilisation.

Le monde de l'entreprise au Québec s'est fixé un objectif louable en lui-même : la concertation, c'est-à-dire la recherche d'un consensus entre les principaux partenaires de la vie économique – l'entreprise, les unions ouvrières et le gouvernement, auxquels j'ai déjà suggéré d'adjoindre les instituts de recherches scientifiques et les universités – sur [165] l'intérêt public général. Il faut bien admettre que nos sociétés industrielles sont bien loin de cet objectif. Il n'existe aucune société parfaitement intégrée et, particulièrement dans nos sociétés libérales, la majeure partie de l'espace social est occupé par des zones de conflit. On assiste présentement au Québec à une intensification inquiétante du recours à des méthodes de confrontation radicale de la part des

unions ouvrières, on est aux prises avec une dure vague de contestation du système de la part des jeunes, on constate la création d'organisations parallèles parmi les groupes défavorisés. Bref, les méthodes traditionnelles de la dialectique entre l'entreprise, les unions ouvrières et le gouvernement paraissent incapables de contenir et d'absorber les nouveaux pluralismes que secrète le changement social. Il s'impose en toute urgence de découvrir de nouvelles zones d'harmonie, de nouveaux lieux de concertation ³¹.

Il semble bien que la recherche de la concertation devra s'axer dorénavant plus que par le passé sur la poursuite commune d'objectifs de croissance et de développement social et économique. Mais il faut bien se rendre compte que, tant que les rapports entre les agents de la concertation resteront [166] inégalitaires, la recherche de la concertation s'enlisera dans la poursuite d'un impossible dialogue. L'entreprise, pour sa part, ne doit pas craindre de se délester des traditionnels sup-

³¹ Il est d'importance primordiale pour l'entreprise de contribuer au maintien d'un syndicalisme fort au Québec et de comprendre le sens des orientations récentes du syndicalisme québécois. Il faut à l'entreprise, sur le plan du travail, un interlocuteur valable et qui représente bien le climat d'esprit des travailleurs. Par conséquent, pour leur propre bien, ni le monde des affaires, ni le gouvernement ne devraient se réjouir des divisions qui déchirent le syndicalisme, et cela surtout parce que ces divisions sont d'ordre idéologique. En premier lieu, une polarisation idéologique – par exemple, entre une conception du syndicalisme comme syndicalisme d'affaires et une conception du syndicalisme comme porte-parole de revendications socio-politiques globales – intensifiera le radicalisme chez une fraction du monde des travailleurs et constituera une menace permanente de déclenchement de conflits intersyndicaux et sociopolitiques. En second lieu, cette polarisation procurera un canal organique pour l'expression des nombreux mouvements de contestation sociopolitique au Québec, dont la faiblesse actuelle résulte de leur dispersion et non pas du manque de résonnance qu'ils obtiennent parmi les couches défavorisées de la population et parmi les intellectuels, ces résonnances étant au contraire très fortes et d'autant plus durables que le gouvernement du Québec, par ses actions et ses inactions, semble parfois les provoquer de façon délibérée. Cette polarisation idéologique, par ailleurs, sera inévitable si les unions ouvrières rejoignent, comme plusieurs les sollicitent de le faire, les 60 pour cent d'employés aujourd'hui non syndiqués qui, pour la plupart, se retrouvent parmi les couches défavorisées et dont les conditions de vie n'ont guère en commun avec celles des ouvriers de métier, les techniciens, les employés de bureau et les professionnels qui constituent aujourd'hui le gros des effectifs des unions de travailleurs québécois.

ports idéologiques et institutionnels qui ont longtemps assuré son empire et procuré à ses dirigeants la sécurité psychologique mais qui aujourd'hui ne sont au mieux que de nobles survivances d'un passé révolu et au pire que des illusions et des chimères. Elle doit avoir le courage de s'engager sur la voie de réformes internes radicales, réformes qui, quant à elles, doivent s'inspirer d'un souci majeur : celui de rendre possible l'intégration de l'entreprise à la société québécoise, elle-même engagée dans un processus de profondes mutations.

[166]

Troisième partie :
Vie économique : émancipation et contraintes

Chapitre 4

Le nouveau contexte social de l'université*

[Retour à la table des matières](#)

Les universités font partie d'un système complexe d'enseignement. La situation actuelle de McGill et des deux plus anciennes universités de langue française du Québec, Laval et l'Université de Montréal, ne peuvent se comprendre sans prendre en considération leurs articulations séculaires avec un vaste réseau d'établissements affiliés. Les réformes des années soixante ont radicalement modifié certains de ces établissements, en ont aboli d'autres pour aboutir finalement à un nou-

* Conférence prononcée le 9 octobre 1971 lors de la commémoration du cent-cinquantième anniversaire de la remise de la charte royale à l'Université McGill. Traduit de l'anglais et publié dans *Forum universitaire*, n° 9, 1971, 69-82. Pour d'autres aspects de la condition de l'université, voir : « Aspects de la condition du professeur de l'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, juillet 1958, 9-30 ; « Pourquoi la réforme de l'université », dans : Conférences Perras sur l'éducation, *L'enseignement supérieur : bilan et perspectives*, Presses de l'Université de Montréal, 1972, 9-35 ; « Normes professionnelles et carrière du professeur d'université », *Forum universitaire*, n° 10, 1972, 13-26.

vel ensemble d'institutions d'enseignement. Pour traiter de façon adéquate de l'enseignement supérieur, c'est à tout cet ensemble qu'il faudrait se référer. Mais, étant donné que pour l'essentiel nos universités, avec leurs organes particuliers, leurs buts, leurs fonctions et leurs problèmes, demeurent inchangées, il me paraît légitime de se limiter à l'examen des conditions particulières à ces seules institutions.

Les universités d'aujourd'hui représentent un type spécifique de plusieurs sortes d'établissements qui, dans le passé, ont été conçus pour créer, accumuler et diffuser les connaissances avancées. Il ne fait aucun doute que les universités d'aujourd'hui diffèrent grandement des académies, instituts ou universités d'autrefois. Le seul fait qu'elles constituent de très grandes organisations nous oblige à reformuler des questions traditionnellement posées à l'endroit des institutions de haut savoir. De nombreux travaux récents dans le champ de la sociologie de la connaissance font ressortir [168] ces différences. Par contre, on reste frappé par la pertinence de quelques problèmes très anciens qui demeurent encore parmi les plus fondamentaux d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'aujourd'hui comme hier on se demande s'il faut considérer ces institutions comme de simples reflets ou comme des agents créateurs de la société. On pourrait également faire état des liens très étroits qui, aujourd'hui comme autrefois, existent entre certains groupes puissants et le haut savoir. Groupes sociaux et économiques particuliers aussi bien que gouvernements continuent à vouloir que leurs besoins d'ordre industriel, financier, militaire, soient l'objet d'une attention particulière de la part des universités et ils s'attendent que celles-ci orientent leur enseignement et leurs recherches dans le sens de leurs préoccupations. Afin de s'assurer que les universités répondent à leur attente et pour dissiper les scrupules qui peuvent gagner l'esprit de certains de ses membres, groupes particuliers et gouvernements continuent de mettre en œuvre diverses sortes de contrôles. Cette question du contrôle de la science et de l'homme de science soulève le redoutable problème du caractère moral du travail scientifique si souvent mis de force au service d'objectifs sociaux, politiques et militaires pervers.

Quel que soit l'angle sous lequel on envisage la question, il est clair que, par ses fonctions principales, l'université est intimement liée aux autres institutions de la société. La science et la philosophie sont des composantes essentielles, non seulement des problèmes internes de tout État, mais également de la concurrence entre les États. En effet,

comme le lancement du premier Spoutnik soviétique en a apporté une fois de plus l'évidence, des considérations d'ordre industriel et de stratégie politique et militaire influent sur les dispositions des gouvernements et des fondations à l'égard du financement et de la recherche scientifique.

Une constatation s'impose : les universités sont faites à l'image de la société dont elles font partie. Si les universités sont conservatrices, c'est un signe que la société, dans son ensemble, est conservatrice. Si elles sont agitées ou révolutionnaires, cela signifie que la société est agitée ou révolutionnaire. Si l'on n'aime pas l'université telle qu'elle est, c'est toute la société que l'on devrait ne pas aimer. Tout effort pour réformer vraiment l'université devra tenir compte de l'ensemble des structures sociales sinon il ne produira jamais les résultats désirés parce qu'on ne se sera pas attaqué au cœur du problème. En contrepartie, les universités représentent un [169] facteur dynamique dans la construction de la société. En conséquence, il n'est d'aucune manière déraisonnable de soutenir que les conditions qui prévalent à l'intérieur des universités ont des répercussions sur la société tout entière.

Les universités font actuellement l'objet de bien des discussions et sont le centre de bien des contradictions. Ceux qui osent soulever un pareil sujet font preuve d'une grande naïveté s'ils s'attendent à éviter les controverses. Mais c'est précisément parce que le sujet est souvent obscur et éminemment controversable, qu'il est vital pour tous les membres de l'université (professeurs, étudiants, administrateurs) de soulever en toute franchise les questions qui concernent l'université elle-même ainsi que la position de l'université dans la société. C'est dans cet esprit que je traiterai du thème du « nouveau contexte social de l'université ». Bien que ce thème ne soit qu'un aspect de la condition de l'université, j'ai la conviction qu'il devient rapidement central. En traitant mon sujet, je soulèverai deux questions différentes mais complémentaires : la première, comment le nouveau contexte social de l'université en a affecté les fonctions ; et la seconde, quelles sont les réformes requises pour que l'université s'ajuste aux exigences d'aujourd'hui.

1. LE NOUVEAU CONTEXTE SOCIAL ET LES FONCTIONS DE L'UNIVERSITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi pose-t-on aujourd'hui tant de questions sur les buts de l'université ? Pourquoi les gens entretiennent-ils à son endroit des craintes et des espérances qui s'étendent bien au-delà de l'université elle-même ? C'est qu'aujourd'hui l'université existe dans un contexte de profonde crise sociale, culturelle et politique. Il n'est pas exagéré d'affirmer que cette crise atteint les bases mêmes de la société. En effet, l'un des signes les plus certains qu'une société est en train de subir un changement radical et qu'elle est soumise à de dures secousses, c'est le fait même que les buts et les fins de l'enseignement et de la recherche soient sérieusement mis en question. Le présent débat sur l'éducation n'est qu'une des nombreuses manifestations des remous qui secouent l'ensemble des structures sociales – remous s'étendant à la famille, à l'Église, aux classes sociales, aux différents secteurs d'activité et à la nation elle-même. En un sens, on peut considérer l'éducation comme un centre privilégié de convergence des [170] espoirs et des craintes d'une société particulière. On ne devrait pas, dès lors, se surprendre que les établissements d'enseignement et plus particulièrement les universités soient aujourd'hui l'objet de sévères remises en question.

Au nombre des problèmes soulevés, il y a celui qui touche le contrôle de l'université. On doit admettre que bien des déclarations sur « l'autonomie des universités » ont fait partie d'un rituel officiel et que les conditions réelles furent souvent en contradiction flagrante avec ces solennelles proclamations. Les universités ont toujours été plus ou moins sous la dépendance de groupes sociaux puissants : dirigeants politiques, chefs d'entreprise, professions libérales, clercs. Dans ces dernières années, elles sont devenues aux yeux de plusieurs les servantes de la « technostructure », c'est-à-dire de ce petit nombre de personnes qui, en raison de leurs capacités d'administration, de leur savoir-faire et de leurs connaissances spécialisées, ont la réputation de pouvoir contrôler les centres de décisions essentiels de la société. C'est précisément cette complicité présumée que dénonce le radica-

lisme étudiant : l'université doit être réorganisée de façon à pouvoir se mettre au service de la société tout entière et non pas simplement de quelques hauts fonctionnaires et de quelques puissants magnats de l'industrie et de la finance.

Ces considérations peuvent être ou ne pas être au centre de la situation actuelle de l'université. Il est toutefois clair qu'elles influencent grandement la manière d'aborder la question des fonctions de l'université. Traditionnellement, l'université avait pour tâche principale la formation des diplômés dont la société avait besoin. On considérait comme normal que les professions elles-mêmes aient un droit de regard sur les examens et que l'attribution des diplômes se fît avec leur concours sinon sous leur égide. De la sorte, elles avaient l'assurance que les diplômés d'université seraient faits sur mesure. L'université servait donc en pratique d'instrument pour perpétuer certaines élites privilégiées. Avec les profonds changements sociaux qui ont secoué même les professions les mieux assises comme le droit, la médecine, la théologie et le génie, cette conception de l'université comme une pourvoyeuse de diplômés et de spécialistes est dépassée. Les fiefs que les professions avaient édifiés à l'intérieur de l'université sont maintenant ébranlés par les réclamations des deux principaux employeurs d'aujourd'hui : les gouvernements et les grandes entreprises. En s'en prenant à l'université qu'ils estiment compromise avec l'« establishment », les étudiants [171] dénoncent en fait un danger très réel de dépendance à l'égard des objectifs d'un secteur après tout limité de la société, et cela parce que ce secteur est, en même temps, le principal bailleur de fonds et une source majeure d'emplois pour les diplômés. En outre, l'aptitude traditionnelle de l'université à former des étudiants pour les diverses professions ne représente plus un réel avantage parce que les professions changent rapidement de caractère et même, dans certains cas, sont en voie de disparition. L'obligation qui lui incombe de fournir les nouveaux types de spécialistes dont le gouvernement et l'industrie ont besoin la contraint à réformer ses programmes et ses structures.

Ces nouvelles conditions offrent toutefois une occasion unique aux universités de se soustraire jusqu'à un certain point aux contraintes du marché professionnel du travail. Celui-ci devient si mobile et si inconstant – les connaissances professionnelles exigées dans un secteur donné changent tous les cinq ou dix ans – qu'il ne peut plus formuler

d'exigences précises auprès de l'université. Des équipes multidisciplinaires temporaires formées pour des tâches déterminées remplacent les professions établies et la polyvalence de l'équipe évince le spécialiste. En même temps, le concept de l'éducation permanente ou périodique prend lentement le pas sur les diplômes conventionnels de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat qui étaient censés ouvrir la voie à une carrière définitive. À mesure que le phénomène de mobilité professionnelle s'impose comme une donnée fondamentale de notre temps, l'obligation faite aux gouvernements et aux grandes entreprises de devenir des agents importants de la formation spécialisée et de recyclage périodique devient plus évidente. Dans la même mesure, l'université se trouve libérée de son ancienne responsabilité de fournir des professionnels possédant des connaissances déterminées d'avance et standardisées. La préoccupation principale des universités d'aujourd'hui est ou devrait être de trouver les formules qui permettront aux étudiants d'occuper des emplois qui n'existent pas encore et à les rendre aptes à se départir sans heurt de connaissances devenues périmées de même qu'à acquérir toujours de nouvelles connaissances au cours de leur vie. Par ailleurs, les universités ne peuvent être tenues responsables de la pénurie des emplois disponibles pour leurs diplômés – problème qui est déjà aigu et qui le deviendra encore davantage dans les années à venir alors que le nombre de jeunes gens qui sortent des universités continuera de s'accroître. Une [172] nouvelle conception des rapports entre l'école et le travail, la pensée et l'action, c'est-à-dire une nouvelle philosophie de l'enseignement est sans aucun doute requise. Des questions se posent alors : quelle sera la contribution de l'université au développement et à la propagation de cette philosophie renouvelée de l'enseignement et quelle sera la place de l'université dans le nouveau contexte social de l'éducation qui sera créé ?

Une autre question brûlante qui résulte du nouveau contexte social de l'université, c'est la relation de celle-ci avec les éléments radicaux ou révolutionnaires au sein des sociétés libérales contemporaines. Tant que l'allure du développement technologique a été ajustée à la capacité de chaque génération d'assimiler le changement social et culturel, c'est-à-dire jusque vers 1950, les valeurs fondamentales de nos sociétés ont pu être considérées comme stables. Les principaux supports de la culture – la famille, l'école et l'Église – réussissaient à digérer les changements substantiels survenus dans les mœurs. Il

n'était pas anormal de considérer ces valeurs fondamentales comme permanentes. Par leurs fonctions d'enseignement et de recherche, les universités ont agi comme des garantes et des propagatrices de ces valeurs et c'est en vertu de ces tâches qu'elles ont pu être considérées immuables au même titre que les valeurs elles-mêmes. Les universités n'ont pas contesté cet honneur. Elles se sont perçues comme responsables d'une approche désintéressée au haut savoir et elles ont maintenu que, dans la poursuite de ce noble but, elles n'avaient de compte à rendre à personne sauf à leurs membres et à la communauté des savants. Depuis quelque temps, cependant, cette position est sérieusement mise en question : dénoncer la « tour d'ivoire » que serait devenue l'université fait partie d'un rituel maintenant bien connu. Toutefois, les groupes sociaux et politiques, y compris les membres de l'université qui ont pendant si longtemps bénéficié de cette conception traditionnelle, s'en tiennent dans la pratique au maintien du *statu quo* et refusent de se rendre compte que la situation présente devient de moins en moins acceptable à de plus en plus d'individus.

Les universités reconnaissent ou devraient reconnaître que, dorénavant, si elles veulent être de véritables centres de création et d'élaboration de valeurs renouvelées, elles doivent relever le défi de la nouvelle dialectique du conflit entre les dirigeants et les dirigés, les administrateurs et les administrés, les riches et les pauvres et les régions ou secteurs [173] d'activités favorisés et désavantagés. En se percevant de la sorte, les universités elles-mêmes, et non plus seulement quelques étudiants et professeurs deviendront radicales dans le vrai sens et assumeront un véritable rôle révolutionnaire. Elles y suppléeront à la pauvreté réelle de notre temps qui n'en est pas une d'argent ou de ressources matérielles mais une d'idées et d'initiative. On cessera bientôt de déplorer le déclin apparent de l'éducation libérale si l'université se donne comme mission d'aider le monde à se découvrir une âme nouvelle. En abordant les éternels et toujours très pertinents problèmes de la liberté, de la justice, du droit à la dissidence et de l'obligation politique et les nouveaux problèmes de la guérilla urbaine, de la pollution, de la préservation des ressources, du contrôle de la croissance de la population, etc., les universités déblayeront la voie vers de nouvelles conceptions de l'homme et de la civilisation, bref, vers un nouvel humanisme.

Ces nouvelles responsabilités qui incombent à toutes les universités affectent d'une manière particulièrement pressante les universités du Québec. À la suite de la démocratisation rapide de la société québécoise pendant la « Révolution tranquille » au début des années soixante, de la rapide mise en œuvre dans le domaine de l'enseignement des recommandations de la Commission d'enquête sur l'Éducation (commission Parent) et de la création d'une nouvelle université, l'Université du Québec, avec ses quatre campus à travers la province, les trois plus anciennes universités se sont trouvées devant un défi qui fait violence à leurs ressources et à leur imagination. L'accroissement du nombre de francophones qui s'engagent dans des études supérieures et la pleine accession à la modernité des universités de langue française ont largement contribué à la dramatique crise linguistique, sociale et nationale qui secoue le Québec aujourd'hui. La position dominante des anglophones dans le domaine économique est, à l'heure actuelle, contestée par un groupe nouveau, soit les étudiants et les récents diplômés d'université qui réclament pour eux-mêmes une meilleure part des situations de premier plan dans le génie, l'administration et la direction des affaires, et qui revendiquent leur droit d'employer le français comme langue de travail. Pendant ces trois dernières années, l'Université McGill, considérée comme la forteresse du « English Power » au Québec, a été l'une des principales cibles de l'exaspération des étudiants, intellectuels et chefs ouvriers francophones. McGill essaie de faire face à ces assauts mais le [174] dénouement de la situation dépend de la façon dont la minorité anglaise et la majorité française dans le Québec vont éventuellement normaliser leurs relations. On doit s'attendre à ce que McGill demeure une université de langue anglaise et nous devons tous espérer qu'elle pourra maintenir un haut niveau d'excellence dans les domaines où elle jouit, à juste titre, d'une réputation internationale. Mais, en même temps, McGill doit assumer, comme l'une de ses responsabilités majeures, la tâche d'agir comme porte-parole anglais pour le Québec français, d'abord auprès de la communauté anglophone de Montréal, puis auprès du Canada anglais et des États-Unis. McGill pourrait notamment apporter une importante contribution à la solution du problème national en veillant à ce que ses diplômés, non seulement dans les arts, les humanités et les sciences sociales, mais également dans les sciences, la médecine, l'administration des affaires et le génie, aient acquis au moins une connaissance passive du français et se soient sensibilisés aux objectifs et aux vues

de la société québécoise. D'une façon plus générale, les universités du Québec, tout en maintenant une visée universelle dans la poursuite des connaissances, doivent s'obliger à procéder de la façon la plus sérieuse et la plus compétente possible à l'examen de leur propre milieu.

2. LE NOUVEAU CONTEXTE SOCIAL ET LA RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Les symptômes de la crise universitaire sont nombreux et bien connus des étudiants, des professeurs et des administrateurs des universités. Pour n'en mentionner que quelques-uns : les coûts d'opération toujours croissants, la prétendue inefficacité administrative, le caractère moral ou la pertinence de certains aspects de la recherche scientifique, le conservatisme des professeurs et les flambées de mécontentement parmi les étudiants. Depuis quatre ans, ce sont par les soubresauts qui agitent les campus et par les couplets annuels de leurs recteurs sur l'insuffisance des subventions gouvernementales que les universités se font surtout connaître du grand public.

Si ces symptômes sont bien connus, personne à l'université ne semble pouvoir y remédier sérieusement. Le manque de support, de persévérance et de discernement paralyse l'action étudiante. De leur côté, les professeurs ne s'appliqueront [175] pas, de leur propre chef et d'une manière sérieuse, à la tâche de changer une situation qui leur garantit un certain nombre de privilèges dont quelques-uns sont devenus extrêmement discutables comme, par exemple, la permanence d'emploi garantie indéfiniment après un certain nombre d'années, condition qui, pour une bonne part, explique leur conservatisme et qui devrait être modifiée. De même les administrateurs d'université, comme toutes les personnes de rang équivalent dans les autres champs d'activité, ne s'engageront pas, en dépit de toute leur bonne volonté, dans des réformes à longue portée tout simplement parce qu'ils s'enlisent dans la routine journalière et que la crainte de provoquer des réactions négatives les paralyse. En outre, une vision claire des objectifs à poursuivre leur faisant défaut, ils ne savent pas comment procéder une fois qu'ils ont découvert une source de malaise ou d'inefficacité.

Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que la plupart des réponses officielles à l'agitation étudiante sur les campus depuis 1964 aient abouti à des changements de structure et de procédure qui ont peu de rapport – quand ils en ont – avec les principaux problèmes en litige. Par exemple, la réduction du nombre des facultés, la meilleure intégration des programmes d'études, la nomination d'étudiants à divers comités, l'élection, dans certains cas, des directeurs de département, des moyens et des recteurs, ce sont là, certes, des gestes judicieux qui corrigent quelques-uns des anachronismes les plus flagrants ; mais quel est l'impact de semblables réformes sur les frais d'opération de l'université, la coordination interdépartementale et interuniversitaire des tâches et des programmes, l'état d'esprit et le statut des professeurs et des étudiants et, plus fondamentalement, sur les relations entre l'université et la société ?

Pour engager les universités dans des réformes qui les mettront en accord avec le nouveau contexte social, trois lignes de conduite différentes s'imposent à l'attention.

La première, au niveau le plus pratique, concerne l'augmentation des coûts d'opération de l'université. Évidemment, le « juste » coût d'opération de toute organisation est une notion relative et dépend de plusieurs facteurs. Dans le cas des universités dont le rendement est le plus souvent impondérable et ne peut facilement être converti en termes monétaires, le « juste » coût de leur opération dépend de l'évaluation de l'importance de leurs fonctions principales par les gouvernements, les hommes d'affaires, les fondations et, de plus en [176] plus, le grand public. Des considérations de développement social et économique et de concurrence internationale aussi bien que les sentiments à l'égard des effets du rythme de l'innovation technologique et des changements sociaux affectent grandement cette évaluation. Les universités peuvent faire, elles-mêmes, très peu pour influencer ces tendances qui dépendent de la conjoncture générale. Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que les réformes si nécessaires des structures, des programmes et de la pédagogie augmenteront plutôt qu'elles ne diminueront les frais d'opération de l'université. Si, cependant, les gouvernements, faute de clairvoyance, continuent à fixer leurs subventions selon des normes qui correspondent à ce que sont actuellement les universités plutôt qu'à ce qu'elles doivent devenir, renonçons à l'espoir de voir ces dernières se réformer conformément aux exigences de la

société post-industrielle. Les universités, faute de fonds, s'enliseront dans des conditions anachroniques et, d'année en année, leur condition deviendra de plus en plus déprimante et intenable. Il faut espérer que le gouvernement du Québec en arrivera bientôt à mettre au point des méthodes de subventions moins rudimentaires que celles qu'il a suivies jusqu'ici. On a toutefois peut-être tort d'escompter que les gouvernements pourront ou voudront indéfiniment ajuster leurs subventions au coût toujours croissant du fonctionnement des universités. On devrait peut-être regarder dans d'autres directions pour combler au moins une partie de l'augmentation.

Vu la faible proportion des jeunes qui sont susceptibles d'accéder à l'université et les appréciables bénéfices personnels que ceux-ci retireront de leur séjour à l'université, ne serait-il pas normal qu'ils défraient une part plus grande que ce n'est actuellement le cas des frais de leur scolarité ? Des prêts automatiques et des bourses – tant du secteur privé que public – en plus grand nombre, permettraient de faire face au coût croissant de l'enseignement supérieur tout en garantissant à la société le remboursement d'une fraction des dépenses qu'elle doit assumer. En outre, le simple fait de payer directement eux-mêmes une plus large part de leurs frais de scolarité, ferait des étudiants un corps plus exigeant et plus responsable. De la sorte, un mécanisme parfaitement organique de réforme de l'université serait mis en œuvre.

Une seconde ligne de conduite concerne l'administration de l'université, la charge de travail et le statut des professeurs, les droits et les devoirs des étudiants, l'établissement de relations organiques entre étudiants, professeurs et administrateurs [177] et l'élaboration d'une politique cohérente de l'enseignement et de la recherche. Il serait normal de s'attendre à ce que les réformes à longue portée, requises à ce niveau, résultent de la collaboration directe entre les groupes intéressés à l'intérieur de chaque université. Malheureusement, étant donné l'échec des plus récents essais de réformes et la suspicion réciproque grandissante dans nombre de cas résultant de luttes voilées et parfois même ouvertes parmi les diverses parties composantes de l'université pour la promotion et la défense de leurs objectifs particuliers, il est à craindre que les tentatives de ce genre produisent peu de résultats tangibles. En outre, c'est un fait qu'on doit déplorer – mais c'est un fait – que les universités, spécialement celles du Québec, ont peu souvent

réussi à accomplir des réajustements internes considérables par une action volontaire concertée.

Puisque les universités agissant séparément ou d'un commun accord paraissent incapables de tirer elles-mêmes les leçons de leurs déficiences, on doit trouver une source extérieure de contrainte. La tentation est grande pour le gouvernement de remplir directement ce rôle en profitant des subventions qu'il accorde aux universités et qui s'élèvent aujourd'hui, si on inclut les bourses versées aux étudiants, à plus de 80 pour cent de leur budget de fonctionnement et de définir des normes et des règlements qui, pour toutes fins pratiques, décideraient de la nature et de l'ampleur des programmes et des méthodes pédagogiques universitaires. C'est en réalité dans cette direction qu'on s'est engagé ces dernières années. Dans les circonstances actuelles, qui peut raisonnablement blâmer le gouvernement responsable vis-à-vis de toute la population du bien commun, de compenser pour l'apparente incapacité des universités à se réformer elles-mêmes ? Malheureusement, dans une telle ligne de conduite, il existe un grand danger d'ingérence et d'autoritarisme bureaucratique. On risque d'aboutir à des impasses et de graves conflits peuvent s'ensuivre.

La voie la plus prometteuse de réforme consisterait à s'en remettre à un organisme semi-autonome et relevant à la fois du gouvernement et des universités : dans le Québec, cet organisme pourrait être le Conseil des universités pourvu qu'on lui attribuât les prérogatives requises pour que ses avis, sous certaines conditions, lient les différentes parties. Cet organisme, entre autres responsabilités, colligerait des indications utiles sur les différents aspects de l'activité universitaire qui, actuellement, font grandement défaut, sont incomplets ou [178] contradictoires. Il se verrait en outre octroyer le mandat de procéder à une appréciation réaliste de la situation à la lumière de critères cohérents de ce que l'université devrait être à l'heure actuelle et, finalement, de faire des recommandations au sujet des réformes exigées dans tous les secteurs aussi bien que des propositions concernant les moyens propres à permettre la réalisation de ces réformes dans les meilleurs délais. Cet organisme semi-autonome, composé de représentants de l'université et du gouvernement, œuvrerait en étroite collaboration avec les universités, c'est-à-dire avec tous les secteurs et toutes les parties composantes de chaque université et non seulement avec leur direction générale. Il s'efforcerait tout particulièrement de connaî-

tre les besoins et les aspirations des unités de base au sein des universités et il chercherait à impliquer celles-ci de façon organique dans la formulation des projets de réforme et des normes générales de conduite. En outre, cet organisme semi-autonome comprendrait un centre permanent de recherches institutionnelles sur l'enseignement supérieur dont le mandat serait de prévoir et de proposer en temps utile les ajustements nécessaires concernant les divers aspects de la vie universitaire. Chaque université disposerait d'un service restreint de recherches institutionnelles afin de permettre des communications constantes dans tout le réseau des universités et de rendre possibles des solutions réalistes et acceptables à toutes les parties aux problèmes que l'évolution des conditions fera surgir.

Une troisième et dernière ligne de conduite touche aux rapports mutuels de l'université et de la société. Les réformes internes qui résulteront de l'action concertée des universités et de l'organisme semi-autonome contribueront, à la longue, à créer de meilleures liaisons organiques entre les universités et le nouveau contexte social. Toutefois, les résultats de ces réformes, quelle que soit leur envergure, resteront bien insuffisants si les universités n'adoptent pas, en même temps, une nouvelle conception de leurs responsabilités envers la société. Elles s'en tiennent à un comportement aristocratique et élitiste à un moment où elles devraient aider à indiquer la voie vers le nouvel humanisme que, malgré les crises, et à travers les crises, notre société découvre lentement. Dans leurs rapports avec le public, les universités maintiennent un style suranné et compassé, propre à les présenter sous le meilleur jour possible. Elles taisent les renseignements de base qui permettraient à la presse et au grand public de replacer les déclarations et les actions de leurs porte-parole dans leur [179] contexte véritable. Sur ce point, les universités retardent sur les entreprises et les gouvernements, qui ne sont pourtant pas non plus sans reproche. Elles se doivent désormais d'adopter un nouveau code de comportement social. Elles ne mériteront et n'obtiendront la confiance et la sympathie du public que si, tout en respectant les droits légitimes des individus, elles produisent toutes les informations propres à éclairer leur situation, même celles qui, dans l'immédiat, pourraient entraîner des effets préjudiciables à leur budget d'opération ou aux rapports entre les diverses catégories de leurs membres. Des conflits qui s'insèrent dans une dialectique créatrice sont, à long terme, beaucoup plus pro-

metteurs et plus sains qu'un climat d'harmonie artificiellement entretenu et dissimulant une situation ambiguë et malsaine.

Personne ne peut dire de façon certaine ce que sont les universités à l'heure actuelle. Encore moins peut-on prétendre savoir ce qu'elles sont censées être. Aux yeux de plusieurs, elles paraissent avoir perdu leur âme. Et peut-être est-ce là la meilleure façon de décrire la situation présente : sous leurs multiples tribulations et hésitations, les universités sont à la recherche d'une âme nouvelle. Elles manifestent de la sorte qu'elles sont partie intégrante d'une civilisation en profonde mutation.

[180]

[181]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

QUATRIÈME PARTIE

VIE POLITIQUE: ESPOIRS ET DÉCEPTIONS

[Retour à la table des matières](#)

Les hommes ressentent à l'endroit de la politique des sentiments à la fois de révérence et de défiance. En ceci la politique s'apparente à la religion : la politique moderne ne comporte-t-elle pas son dieu qui a nom « État-providence » ? Et les prêtres de la politique, comme ceux de la religion, n'ont-ils pas parfois d'étranges façons de professer et de propager la « bonne nouvelle » ? Certains, qui ont cessé de croire à la religion, redoublent de foi en la politique tandis que d'autres englobent politique et religion dans un même acte de rébellion, de refus ou d'indifférence.

La politique ne mérite ni autant de ferveur, ni autant d'aversion. Si elle est un mal, ce dernier est nécessaire, et si elle est un bien, celui-ci ne peut être que terrestre. Surtout dans les périodes comme celles qui confrontent aujourd'hui le Québec où l'action politique est de première

importance pour le développement social et économique, il s'impose de dépouiller la politique de la gangue de faux mystères dont les sociétés ont coutume de l'envelopper. Il est finalement beaucoup plus utile de scruter les effets des décisions politiques – comme celle de construire le barrage de la Manicouagan ou celle de procéder au harnachement des rivières de la Baie-James – sur l'ensemble de la vie collective et, plus particulièrement dans des secteurs comme ceux de l'économie, de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique, que de s'adonner à la propagation de formules politiques attrayantes qui risquent de n'être que du vent. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est de mettre la politique à nu, d'en scruter froidement les rouages, d'évaluer avec justesse les capacités et le travail des hommes, d'apprécier la nature des interrelations du politique et du social – bref, d'examiner avec minutie comment la machine fonctionne et la qualité des produits qui en sortent.

[182]

C'est en la considérant à partir du ras du sol et non pas en la situant dans les nuages que l'on peut espérer parvenir à découvrir la juste valeur de la politique et, plus particulièrement, à juger jusqu'à quel point l'appareil politique québécois est équipé pour les tâches qu'il lui incombe ou qu'on lui demande de remplir.

[183]

Quatrième partie :
Vie politique: espoirs et déceptions

Chapitre 1

Le Parti libéral et le choix d'un chef pour l'après-Révolution tranquille *

[Retour à la table des matières](#)

Par-delà la brûlante question du choix d'un successeur, la vacance imminente au poste de chef du Parti libéral pose le problème de la présente conjoncture politique. Nous entrons dans une nouvelle décennie. Les secrets qu'elle recèle commenceront dans moins de quatre mois à se dévoiler à un rythme tantôt lent tantôt précipité conformément au flot des événements. Personne ne peut prédire ce que seront ces secrets. D'un côté, la continuation de la grande aventure de la conquête de l'espace ; mais, de l'autre, la menace toujours présente d'une guerre nucléaire et de l'éclatement de la planète. Cet espoir d'une fantastique épopée tout comme cette crainte apocalyptique conditionnent nos états d'esprit d'aujourd'hui. Il est légitime de s'interroger à propos de ces secrets et de se demander, par exemple, quels sont les éléments de conjoncture susceptibles de les anticiper jusqu'à un certain point. Les grandes inconnues du choix du chef d'un parti

* Texte paru dans *Le Devoir* les 17, 18 et 19 septembre 1969.

aspirant au pouvoir mènent obligatoirement à des interrogations de cette nature.

Il est probable que les années '70 diffèreront bien davantage des années '60 que ces dernières ont différé des années '50. Lester B. Pearson et Jean Lesage représentèrent, chacun à sa façon, la démocratie des classes moyennes tout comme Louis Saint-Laurent fut la dernière incarnation de la démocratie des grands bourgeois d'affaires et des notables. Jean Lesage a mis beaucoup de persévérance à acquérir un style politique qui l'a rendu presque irrésistible pendant quelques années. Comme beaucoup d'autres hommes de sa génération dans tous les secteurs d'activité auxquels tout semblait sourire à la suite du grand déblocage de 1959-60, il s'est, en un rien de temps, trouvé démodé. Les mirages de la politique de grandeur qu'il a inaugurée l'ont aveuglé sur les symptômes de malaises pourtant évidents, dont certains, comme la poussée [184] électorale des créditistes, avaient déjà fait leur apparition dès les premières années de la décennie.

On a d'ailleurs l'impression que plusieurs parmi les hommes qui ont le plus marqué le cours des événements entre 1960 et 1966 avaient depuis si longtemps subi l'immobilisme socio-politique qu'ils n'ont jamais pu s'ajuster convenablement à une condition d'évolution rapide. Les grandes coupures avec le passé, les courants nouveaux les ont pris comme par surprise : le mouvement laïque et la sécularisation, la révolution dans le domaine de l'éducation, la promotion économique, l'affirmation d'un nationalisme positif et, plus récemment, l'explosion des jeunes – ce foisonnement de demandes et d'idées nouvelles que pourtant les slogans et le programme politique libéral eux-mêmes, en quelque façon, stimulaient, au premier temps de leur manifestation – provoquèrent chez plusieurs le recul sinon le refus. Ensuite, comme il sied à de bons réformistes, on s'efforçait d'apprivoiser ces demandes.

1. JEAN LESAGE, PERSONNAGE CONTRADICTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Jean Lesage est lui-même un exemple frappant de ce style d'homme conservatiste par tempérament mais devenu un héraut du progressisme par la force des choses.

Un homme politique, chef de son parti et ancien premier ministre ne se juge pas sans un certain recul qui exige le passage du temps. Il faut, certes, porter au crédit de Jean Lesage d'avoir contribué de façon très active à valoriser une fonction publique jusque-là incompétente ou humiliée, d'avoir su s'entourer de ministres et collaborateurs jeunes, enthousiastes et compétents, d'avoir mis l'accent sur les problèmes financiers et fiscaux, d'avoir préconisé une politique d'investissements industriels, d'avoir continué le déblocage des relations fédérales-provinciales amorcé sous le regretté Paul Sauvé et, surtout peut-être, d'avoir insisté sur le droit et le devoir pour les Québécois d'acquiescer une fierté collective. Compte tenu des circonstances et de l'état d'esprit des couches prépondérantes de l'opinion à l'époque, ce n'est pas là un mince mérite ! Servi par une belle intelligence et une volonté à toute épreuve, Jean Lesage adopta un style marqué de distinction, de grandeur et d'efficacité qui charma les Québécois. Pour un temps, il incarna autant qu'il est possible à un premier ministre de le faire les aspirations du Québec nouveau d'alors.

[185]

Mais dans d'autres domaines – trop nombreux – Jean Lesage a fait montre d'une inconstance qui trahit l'intense conflit chez lui entre ce qu'il devait et voulait sincèrement être (c'est-à-dire un réformiste) et ce qu'il était par tempérament et éducation : un représentant des notables traditionnels. Trop de manifestations de l'esprit nouveau (esprit de *Cité libre*) – dans le domaine de l'éducation, de l'économie et du travail – ont failli le désarçonner. Il savait que la situation exigeait qu'il fût un premier ministre réformiste. Mais sa conversion à l'esprit de réforme fut mal assurée. Pour se convaincre lui-même autant que pour convaincre les autres il avait sans cesse besoin de proclamer son

progressisme. D'où l'importance énorme que revêtirent les mots durant la « révolution tranquille ». Devait-on dire « État du Québec », parler de « statut particulier », de « nationalisme positif » ? Que de débats alors juges essentiels et d'où émergèrent tant de slogans (maîtres chez nous, notre maître le futur, les clés du royaume, s'instruire c'est s'enrichir, l'État c'est nous, etc.) et quelques projets et décisions politiques ! Jean Lesage ne donnait pas toujours à ces mots le même sens que ses principaux lieutenants : ainsi cessa-t-il bientôt de parler de l'« État du Québec » – que des journalistes français dans leur ignorance avaient d'abord employé lors de son premier voyage à Paris en 1961 – lorsqu'il vit que cette expression recelait une charge explosive quand ce n'était pas lui mais René Lévesque qui l'employait.

Si Jean Lesage s'est maintenu en selle et même a souvent pris la tête du peloton « d'exécution », c'est parce que « l'équipe du tonnerre » comptait des hommes plus jeunes qui, eux, furent des réformistes d'âme et de cœur : à leur tête, Paul Gérin-Lajoie que j'ai admiré pour son intelligence, sa ténacité et les efforts malheureusement infructueux mais dont le style lui survivra qu'il a déployés pour faire comprendre ses objectifs et René Lévesque, qui a su faire de la Manicouagan et de l'Hydro-Québec des symboles de l'émancipation économique collective, magicien impétueux de formules et de slogans, souvent « tanné » mais menant bien le jeu. Ces hommes comprenaient le sens des événements qu'ils avaient eux-mêmes contribué à précipiter, concevaient les projets et persuadaient ensuite Jean Lesage de s'en faire le promoteur.

C'est ainsi que le Québec a eu la nationalisation de l'électricité et le ministère de l'Éducation. Affirmer de Jean Lesage qu'il fut surtout un catalyseur, c'est dire qu'il accepta les réformes mais non sans avoir cherché, dans certains domaines [186] tout au moins, à les faire dévier. Mais il aimait la grandeur et se rendit tôt compte que la réforme rapportait des dividendes : les intellectuels le louangeaient et les journalistes l'applaudissaient. Entre 1964 et 1966, il fit la sourde oreille à ceux qui, parmi ses conseillers plus conservatistes ou franchement réactionnaires comme Bona Arsenault, l'avertissaient des conséquences fâcheuses pour la population de certaines réformes bien inspirées mais mal appliquées. En juin 1966, le gouvernement Lesage fut battu au fil d'arrivée, au terme d'une course électorale que le premier minis-

tre fit seul, probablement selon son désir, sans être à aucun moment fermement appuyé par ses principaux lieutenants.

Une fois plongé dans le purgatoire de l'opposition, Jean Lesage ne retrouva jamais complètement un « style » convenable. En politique, d'ailleurs, il n'y a pas que le style du chef qui compte, il y a aussi la cohésion de l'équipe et c'est celle-ci qui, en longue période, décide du sort d'un gouvernement, d'un parti et du chef du parti lui-même. Après juin 1966 il n'y eut plus d'« équipe du tonnerre ». Il n'y eut plus, aux yeux du public, qu'un Jean Lesage chef d'un parti d'opposition, mal à l'aise dans son nouveau « personnage », sollicité à droite et à gauche par des hommes qui acceptaient souvent mal son autorité, contraint d'accorder un statut réel au président de la fédération libérale du Québec, Eric Kierans, qui entreprit de son propre chef une tournée de discours à travers la province, désavoué ou simplement abandonné par plusieurs de ses lieutenants anciens et nouveaux (la déception des nouveaux qui restèrent pour compte par suite de la défaite électorale fut particulièrement grande : ce qui explique certains de leur comportements) dont nombre d'entre eux, l'un après l'autre, perdaient la foi ou désespéraient. Dans ces conditions, on ne peut être surpris de la décision de Jean Lesage de démissionner de son poste. Le moment peut être mal choisi et les circonstances de cette démission confirment d'éclatante façon la position intenable où l'avait placé la déconfiture de la « politique de grandeur » à laquelle sa personne s'était trouvée indiscutablement liée.

On ressent une certaine nostalgie pour ce style et cette équipe d'hommes qui paraissent si présents aujourd'hui encore par leurs réalisations et les projets qu'ils ont amorcés et qu'on a continués après eux tant bien que mal. J'ai la conviction que ces hommes n'avaient pas mérité leur défaite électorale. Ils ont commis une erreur d'aiguillage à la suite de l'adoption du bill 60, créant le ministère de l'Éducation et le [187] Conseil supérieur de l'Éducation. Il fallait sans doute modifier le rythme des réformes. Mais, en procédant comme ils l'ont fait, ils ont sans le vouloir donné raison aux conservatistes de tout acabit qui étaient bien plus nombreux et plus malins qu'ils ne l'estimaient. Les aléas du régime parlementaire, qui repose sur le rendement électoral des partis, privent ainsi les sociétés de gouvernants valables à des moments où ils sont encore difficilement remplaçables, du moins à pied levé.

2. EXIGEANCE ET VOLATILITÉ DES STYLES DE LEADERSHIP

[Retour à la table des matières](#)

La démission de Jean Lesage fait ressortir un autre aspect de la condition politique présente : les « styles » de leadership politique sont à la fois particulièrement exigeants et particulièrement éphémères ou volatiles. Tel se sent tout juste à l'aise dans son « personnage » de chef, à la suite d'un dur apprentissage de son rôle sous la dictée des techniciens des relations publiques qu'on dit déjà de lui qu'il fait démodé. Le mauvais génie de l'opinion s'en prenait à Daniel Johnson qui s'était « trouvé » de peine et de misère et que sa mort inopinée a valorisé ; il attend peut-être Pierre Trudeau au prochain tournant. Mao, Joseph Staline, Conrad Adenauer, Winston Churchill, Charles de Gaulle, Gandhi, pour ne pas parler de George Washington, de Bismarck et de Napoléon, survivront aux idoles de poussière que des artistes modèlent pour la durée d'un jour. Pour faire un chef politique comme pour faire un homme, on n'a pas encore trouvé de substitut valable à la matière première.

Aucun homme ne saurait exercer le rôle de chef politique sans que sa personne faillible et mortelle ne soit l'objet d'une dramatisation. Comme le père et le prêtre dans les sociétés religieuses, le chef politique est un symbole et un point d'appui de l'autorité dans une société. Il n'y a pas d'autre alternative à la dramatisation de l'autorité que le pouvoir brut ou l'anarchie. La crise de l'autorité que nous connaissons aujourd'hui ne vient pas d'abord des personnes qui exercent l'autorité, ni d'ailleurs de ceux qui sont soumis à l'autorité. Elle résulte de l'éclatement de l'enveloppe protectrice des rôles d'autorité. Les signes et symboles qui instituent le père, le prêtre et l'homme politique dans leurs rôles respectifs ont été vidés de leurs sens spirituels : ceux qui exercent des rôles d'autorité n'inspirent plus le même respect, la même vénération [188] ni la même confiance que naguère. Ils ne sont plus que des hommes, souvent vieillissants et faibles, qu'une pauvre propagande s'efforce de maquiller afin de les présenter sous des apparences attrayantes.

On attribue d'ailleurs aux « fabricants d'images » des succès qui résultent plutôt des conditions politiques elles-mêmes. Les relations publiques comme la propagande n'ont d'efficacité que si elles vont dans le sens du courant. Quand elles s'efforcent de le remonter, elles échouent lamentablement. Une image peut faire illusion durant un certain temps. À plus ou moins longue échéance, elle devient impuissante à masquer la réalité : le chef et sa personnalité, l'équipe, les actes...

Au-delà des faits et méfaits des relations publiques, une question se pose : le rythme effréné de remplacement des chefs politiques qu'on constate depuis peu constitue-t-il une constante dorénavant permanente de la réalité ou bien représente-t-il simplement un phénomène transitoire, résultat de la fluidité de la situation socio-politique de l'heure ? Depuis la deuxième Grande guerre, la courbe de l'évolution socioéconomique fut pour l'ensemble ascendante mais, jusqu'à une date récente, les changements étaient surtout d'ordre quantitatif : plus d'expansion, plus de démocratie, plus de politique. Les dirigeants dans tous les secteurs se surmenaient toujours plus, ils devaient être plus conciliants dans leurs rapports avec leurs collègues et subordonnés, tenir compte d'un nombre toujours plus grand de données... Mais ils réussissaient malgré tout à se rendre au bout de leurs tâches qui, tout en s'alourdissant, ne changeaient pas substantiellement de caractère. De la sorte, sauf accidents, ils se maintenaient assez longtemps en selle. Nous devons dorénavant nous mesurer à des changements d'ordre qualitatif. Une société nouvelle, encore sans nom, naît sous nos yeux. D'où l'obligation pour les dirigeants de s'adapter. Diefenbaker, Pearson, Duplessis, Bennet, Douglas, Caouette et autres restaient ou restent en place malgré le caractère suranné de leur personnage et leurs déboires : ils se définissent ou se jaugent d'après les anciennes mesures. La situation de Jean Lesage, de Pierre Trudeau est tout autre : ils se sont condamnés, par leur style même, à incarner les temps nouveaux.

Il y a certes moins de risques à présider à la tombée de la nuit qu'à préparer un nouveau jour. Nombreux les faux prophètes, les étourdis qui se brisent les ailes, Jean Lesage, si brillamment lancé et d'apparence si robuste, n'a pas sur [189] vécu aux premières lueurs de l'aube. Sa stature s'est incontestablement accrue entre 1958 et 1964. Malgré tous ses efforts, il n'a pas réussi à se tenir au diapason du rythme accé-

léré de l'évolution. Il ne pouvait plus incarner l'idée de changement ininterrompu qui est un fondement du Nouveau Régime.

Le monde qui est en train de prendre forme paraît revêche, capricieux, sauvage. Il fait peur mais il aspire à être apprivoisé. Il n'y a pas de précédent *a priori* valable pour comprendre la situation actuelle. On risque peu de se tromper toutefois en disant que la tâche la plus urgente consiste à trouver dans toutes les sphères d'activité, et particulièrement en politique, des dirigeants capables de formuler les aspirations et les besoins collectifs, de donner le ton et de susciter une nouvelle impulsion à la société. Ces dirigeants devront durer longtemps pour réorienter et stabiliser les organisations, les relations humaines, les fonctions et les rôles sociaux.

Il se peut que le successeur de Jean Lesage soit une figure de passage. Les conditions ne se trouvent peut-être pas réunies pour que le Parti libéral du Québec se donne à ce moment-ci le chef qui dirigera les destinées de ce parti durant la prochaine décennie. Il nous appartient de ne pas rendre vaine la grave décision qu'à prise Jean Lesage. C'est pourquoi nous devons nous interroger sur les besoins du temps présent afin d'être en mesure de discerner certains des traits que son successeur devrait posséder ou être en mesure d'acquérir. Quant à la désignation de l'homme lui-même, remettons-nous-en à la capacité des délégués de la convention qui élira le chef - convention dont on assure trop tôt qu'elle sera sérieuse...

3. LE QUÉBEC CONFRONTÉ AUX PROBLÈMES QUE POSERA LA PROCHAINE DÉCENNIE

[Retour à la table des matières](#)

a) *La question nationale* : La prochaine décennie sera critique pour le Québec. Comme toutes les collectivités, les Québécois sont aux prises avec des difficultés spécifiques, en quelque sorte congénitales et apparemment permanentes qu'ils devront, tout comme leurs compatriotes des autres provinces, continuer à affronter et chercher à atténuer selon des formules qu'il faudra trouver. La prochaine décennie apportera-t-elle la réponse à la question posée avec tant d'application, sinon de clarté, durant les années '60 : qu'est-ce [190] qu'être Cana-

dien-français ? On peut prévoir que cette recherche de l'identité collective va se continuer, sinon se dénouer, aux deux plans majeurs où elle s'est trouvée située durant la décennie qui s'achève : celui du statut de la langue française et celui du statut politique de la société québécoise.

Le prochain chef du Parti libéral du Québec ne pourra se dérober à la lourde responsabilité de continuer l'œuvre de Jean Lesage qui a opéré un premier grand déblocage sociopolitique du Québec et qui, à un moment donné, nous a presque conduits au bord d'un début de solution. Il devra œuvrer cependant dans des conditions particulièrement difficiles. L'impatience des uns, la fatigue des autres, les pressions de collectivités multiples, la menace de subversion peut-être, l'aggravation du terrorisme – toutes ces circonstances vont produire chez les dirigeants un état de tension aiguë qui pourrait les conduire à « ignorer » le problème, à établir un régime policier ou encore à rendre des décisions précipitées, sources de remous sociaux innombrables et finalement sans effet.

Sur la question nationale, le chef devra avoir une ligne de pensée ferme et franche. Mais il serait excessif de s'attendre à ce qu'il décide seul de la route à prendre. Bien que j'exclue le referendum, lequel est, selon moi, une formule aussi peu sûre mais combien plus dangereuse qu'un sondage d'opinion (tant pour cent pour, tant pour cent contre, tant pour cent sans opinion à tel jour, telle heure, dans telles conditions et dans un état d'esprit inconnu), les dirigeants devront entreprendre, avec le soutien de la population, des programmes concrets afin qu'en 1980 on se trouve au moins devant l'amorce d'une solution au problème de notre identité collective. Depuis dix ans nos hommes politiques ont assez parlé du « problème » du Québec. Nous avons en main – ou nous aurons bientôt en main (lorsque paraîtront les autres tomes du Rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme) – les éléments majeurs d'une solution concrète. Un parti qui aurait pour chef un homme non désireux ou incapable d'entreprendre les démarches qui s'imposent et de mettre en branle les mécanismes du changement serait un parti néfaste pour le Québec et pour le Canada. On ne saurait plus tarder à passer à l'action. Le temps qui nous a bien servi jusqu'ici finira par nous faire défaut.

b) *Les problèmes de civilisation* : Mais comme toutes les sociétés, dans la prochaine décennie, le Québec sera aux prises avec des problèmes qui se posent à l'échelle de la civilisation occidentale tout au moins, sinon de la planète entière. [191] Cette situation compliquera beaucoup la recherche de solutions à nos problèmes spécifiques. Même si nous acceptons de nous ravalier au rang de la dernière tribu africaine, ce serait en vain que nous chercherions à esquiver ces problèmes universels. Le Québec est en effet solidaire d'un monde que ronge aujourd'hui l'angoisse : plus de deux décennies sans guerre mondiale, un cataclysme, cette fois-ci nucléaire, n'est-il pas imminent ? À l'intérieur de chaque nation, y aura-t-il ou non subversion, guerre civile, révolution ? L'humanité entière à des degrés divers, donne l'impression d'avoir atteint une croisée des chemins : ou on réussit à inventer une mécanique sociopolitique susceptible de faire accéder l'humanité à des formes supérieures d'existence, ou on débouche sur l'anarchie, prélude à la fin de la civilisation. Il semble qu'il soit impossible pour le monde de continuer simplement à évoluer. Il doit se refaire. À l'échelle du Québec, se mettre au diapason des préoccupations universelles de l'heure, c'est trouver les formules de pensée et d'action conformes aux conditions de l'après « Révolution tranquille ».

Le corps de la civilisation occidentale, depuis la Deuxième Guerre mondiale, a grandi de façon démesurée par rapport à la tête et surtout au cœur. Il y a eu au plan technique un développement inouï qui s'est appuyé surtout sur le progrès de la mathématique et des techniques quantitatives. Les sciences de l'homme, surtout par le behaviorisme, ont cru trouver leur voie en plagiant les techniques quantitatives des sciences de la nature. Elles enregistrent un constat de faillite et déjà, même en dehors des cercles de la sociologie dite critique, on parle de post-behaviorisme. Malheureusement, la politologie a peu à offrir aux hommes politiques qui sont à la recherche de formules et de moyens d'action. Je suis cependant convaincu que c'est du côté des sciences humaines d'abord et non du côté de la technologie que jaillira l'étincelle créatrice d'une transfiguration de la civilisation. Ceux qui aujourd'hui dénoncent les sciences de l'homme parce qu'elles les dérangent dans leurs habitudes font office d'éteignoirs et desservent les objectifs de développement qu'ils prétendent poursuivre. Ils sont hommes du passé, l'histoire les rejettera ou mourra avec eux.

c) *Les grands enjeux de l'ère post-industrielle* : Pour nous convaincre de la primauté des sciences de l'homme, énumérons quelques-uns des grands enjeux que pose l'ère dite « post-industrielle ». L'automation entraîne dans son sillage un cortège de transformations radicales dans le secteur [192] économique tout entier et, par-delà l'économie, notamment par suite des exigences de la planification, dans toutes les activités humaines. Il y a risque imminent de chômage massif chez une main-d'œuvre même très instruite : il y a aussi ce phénomène étrange d'une espèce de pauvreté des « riches », engagés dans une course effrénée pour accroître des revenus toujours plus rongés par les fardeaux fiscaux et par les exigences du niveau de vie qui leur est « imposé ». Que vont signifier le temps libéré par l'automation, la mise à la retraite hâtive, l'énorme accroissement de la proportion des personnes âgées ? Que fera-t-on quand les villes seront devenues inhabitables, quand on aura réussi à persuader les femmes qu'elles ne peuvent vivre équilibrées qu'en travaillant en dehors de leur foyer et qu'on ne pourra pas les employer utilement ? Quand les efforts encourus pour résorber la criminalité auront échoué parce qu'ils n'atteignent pas la racine du mal : le retard à remplacer les structures sociales protectrices érodées ? Quand il faudra bien admettre que la situation des régions sous-développées du monde se dégrade au lieu de s'améliorer ? Que les taxes prélevées sur les riches ne font que soulager temporairement la misère et n'agissent pas sur les causes qui produisent la misère ? Au-delà encore, se pose de façon particulièrement aiguë le problème des buts : pourquoi exister, étudier, travailler, vieillir ?

Il est remarquable que ceux-là même qui furent les artisans de la décennie qui s'achève parviennent mal à formuler ces problèmes d'une façon qui soit acceptable pour les jeunes. La raison en est imputable au fait que la jeunesse à travers le monde acquiert une conscience d'elle-même qui apparente sa situation à celle des travailleurs industriels de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle : elle a atteint par son nombre le niveau de masse critique et elle se maintiendra à ce niveau bien que la proportion des jeunes dans l'ensemble de la population décroîtra de façon importante dans quelques années ; elle est concentrée dans un même lieu de travail (les campus de collège et d'université que d'aucuns comparent à des ghettos) ; par suite de la prolongation indéfinie des études, elle devient une quasi-profession, elle se cherche

des formes d'organisation et des leaders ; elle s'est trouvée une explication de sa condition dans la doctrine de l'« unidimensionnel » laquelle, tout comme le marxisme par rapport au libéralisme, accepte les postulats des théoriciens de l'ère post-industrielle mais en les « explicitant » jusqu'à ce qu'ils éclatent.

[193]

Une fraction de jeunes, souvent parmi les plus intelligents, contestent radicalement l'ordre actuel des choses. À leurs yeux, les grandes réformes du gouvernement Lesage pèsent peu à côté du mal fondamental qu'ils situent au cœur même de la civilisation occidentale. Pareil état d'esprit chez des gens qui n'ont pas « terminé leurs études » exaspère ceux qui ont porté le poids du jour et contribué à modifier sensiblement l'ordre établi. On a tort de se fermer à ces jeunes qui, par leur agressivité même, manifestent qu'ils sont à la recherche d'un dialogue. Nous ne pouvons pas ne pas continuer à chercher à comprendre la jeunesse et à inventer avec elle les moyens de formuler ses aspirations et ses besoins en des termes susceptibles d'être traduits en formules d'action.

Ces problèmes, et d'autres de même nature, à la solution desquels nous devons nous attacher durant la prochaine décennie, ressortissent tous, sous des aspects essentiels, de la compétence des sciences de l'homme. Il s'agit essentiellement de mettre en question les organisations majeures de la société pour les aménager de façon à atténuer les profonds maux actuels.

4. LA CRISE ATTEINT LA POLITIQUE, LE REMÈDE RÉSIDE DANS LA PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

La crise étant générale, c'est d'abord en termes politiques qu'elle se présente et c'est au niveau politique que les réformes d'ensemble sont envisagées. Nous entrons dans une période de compénétration si intense du social et du politique que la notion même de politique doit être reconsidérée. Ainsi la réforme d'une organisation comme l'université par exemple ne peut se faire complètement sans une réforme concomitante du régime politique : les modes de conduites suscepti-

bles d'être créés au sein des organisations sociales ne produiront leurs pleins effets que si la politique donne le ton ou tout au moins évolue dans le même sens.

Si nous étions dans un âge religieux, nous verrions que la crise actuelle est d'essence spirituelle. Et nous aurions des chances alors de mieux comprendre la situation présente. Mais on ne peut plus, même au Québec, attendre des directives fermes du « pouvoir clérical », ce dernier subissant lui aussi les remous de la crise. Parce que notre époque est séculière jusqu'à la moelle nous disons que la crise est avant tout « économique », « sociale » et préférablement « politique ».

[194]

La politique aujourd'hui est totale. D'une façon ou d'une autre elle englobe l'homme. Et ce que nous demandons à la politique, c'est d'être le levain d'une civilisation rénovée, le moteur d'une mécanique socio-économique rajeunie. La difficulté du mandat ainsi confié à la politique n'a d'égale que l'ardeur de l'attente des collectivités. Se dérober dix ans, un an, un jour de plus, c'est, pour les hommes politiques – et avec eux pour tous les dirigeants sociaux – s'exposer à être traînés demain dans la rue.

Ce n'est d'ailleurs pas sous l'effet du hasard que le remède prescrit pour soulager toutes les organisations sociales du mal qui les étreint se présente sous l'étiquette « participation ». La politique est depuis longtemps le lieu privilégié d'expérimentation de la participation. Malheureusement, sauf dans certains cas mal connus et peut être inimitables comme la Chine continentale, l'URSS, Israël, la Yougoslavie, on s'en est pour l'ensemble tenu à des conduites participatoires plutôt élémentaires. Les régimes libéraux ont pratiqué une démocratie incomplète : on élit des gens – et dans ce domaine on a merveilleusement réussi à faire « participer » le peuple – et puis par la suite on réélit les mêmes personnes ou on les remplace. Ce simple geste, le vote, est loin d'être en soi méprisable puisqu'il signifie la maturité de l'homme lui qui, dans presque toute l'histoire jusqu'ici, n'a été que sujet. Mais la « démocratie de participation » à laquelle nous devons accéder doit être une démocratie franche. Elle doit dire à tous les citoyens : « la tâche du gouvernement, c'est votre tâche ». Et elle doit leur procurer les moyens d'action requis pour remplir leur redoutable mission. Si toutefois, les citoyens, faute de vouloir, ne répondent pas rapidement à

l'appel ou encore si, par suite de l'insuffisance des modes ou moyens d'action, il y a gaspillage de participation (gaspar !), on doit craindre le rejet même de la participation comme formule et on voit mal quelle autre formule on pourrait, à main levée, lui substituer.

Comme première indication, on peut définir la participation comme la somme des contributions de toute nature d'un individu à l'organisation à laquelle il appartient. On peut alors poser plusieurs questions : pourquoi de telles contributions, sous quelles formes et comment ? Quelles sont les réformes de mentalité et de structures requises pour permettre un degré optimal de participation ?

L'homme contemporain a besoin de s'intégrer plus qu'autrefois dans les mécanismes du gouvernement parce [195] qu'il ne peut plus comme jadis trouver les moyens de sa complète réalisation personnelle dans le labeur quotidien qui, dans la société traditionnelle, non seulement assurait sa subsistance, mais encore encadrait toute son existence. Les effets des décisions politiques le rejoignent maintenant dans sa vie de tous les jours, de sorte qu'il serait un véritable esclave s'il ne pouvait, d'une certaine manière, décider lui-même des actes qu'il doit poser. Mais la participation active des citoyens est également requise pour que le gouvernement d'aujourd'hui fonctionne démocratiquement et efficacement : en effet, comme dans toutes les grandes organisations, les résistances qui émanent du « facteur humain » sont au moins aussi dommageables pour la bonne marche des opérations que celles qui proviennent des machines.

On peut distinguer trois formes de participation politique : d'intégration, de représentation et d'engagement personnel. La *participation intégrative* procure à l'individu une existence politique minimale. Il suffit que les agents de socialisation politique transmettent les normes et les attitudes requises pour garantir la légitimité du régime politique et de ses dirigeants. Elle définit la condition du sujet.

Avec l'avènement de la *participation de représentation*, la communauté politique entière devient le véritable souverain. L'individu est promu citoyen. L'acte sublime du vote par lequel il choisit, selon des modalités propres à chaque pays, ceux qui gouverneront en son nom, constitue le mécanisme fondamental qui rend possible ce mode de participation. L'assemblée des députés procure au peuple la possibilité de se rassembler dans sa totalité sans que la présence physique de

chacun soit requise. Les partis politiques sont comme des églises où se pratique le culte de la participation de représentation.

Quant à la *participation d'engagement personnel*, elle n'est encore qu'en processus d'émergence : pour en parler, il faut se mettre au futur. Pour l'essentiel, elle conservera les acquis de la participation de représentation mais non sans obliger à un nouvel approfondissement des caractères et des possibilités que cette dernière n'a pas encore développés. Mais ses exigences seront beaucoup plus considérables. Elle requerra le plein épanouissement de la politique consultative, aujourd'hui trop souvent utilisée comme un simple sédatif ; elle signifiera en même temps que la réalité rejoigne la fiction dans le domaine des décisions. Le peuple souverain ne fera plus figure de roi fantoche ou fainéant. Cogestion, autogestion, [196]ce sont là des mots qui font peur parce que ceux qui les emploient trop souvent ignorent les principes élémentaires de la gestion elle-même. Les aspirations et les besoins que ces mots veulent signifier sont cependant trop impérieux pour être ignorés de ceux qui, par leur position, devraient être les accoucheurs du monde qui aspire à naître.

Tout comme l'avènement de la participation de représentation ne s'est pas produit à la faveur d'un approfondissement graduel de la participation d'intégration mais seulement après que de nombreuses vagues révolutionnaires se soient portées à l'assaut d'un monde verrouillé qui n'en finissait pas de mourir, de même le passage à la participation d'engagement personnel qui marquera l'avènement d'un régime de concertation par l'interaction dialectique de la base et du sommet par opposition au régime de concertation au sommet (technostructure), qui prévaut aujourd'hui va requérir des transformations radicales dans les esprits et les structures. J'évite à dessein l'emploi du terme « révolution » pour qualifier ces transformations requises parce que j'estime le moment venu d'aborder ces problèmes sans passion. Néanmoins, c'est réellement un monde nouveau, régénéré plutôt, qui va surgir de l'avènement de la participation d'engagement personnel.

Le passage à la participation d'engagement personnel exigera un homme différent de celui qu'on rencontre aujourd'hui dans la rue. Pas plus de cinq pour cent de la population sont actuellement très actifs dans la vie de leurs organisations, de 10 à 15 pour cent peuvent être considérés comme actifs, de 75 à 80 pour cent sont plus ou moins

inactifs. La création d'un homme qui se sente personnellement engagé dans les négociations et décisions qui concernent sa sphère d'activité propre et, au-delà, dans les questions pertinentes à toute la collectivité, exigera une période assez longue d'éducation intense et encore davantage une réforme de base des sociétés : tant que la moitié et plus de la population devra trimer du matin au soir pour se procurer le minimum requis pour une vie décente, il est illusoire de s'attendre à une poussée participationniste irrésistible de la masse.

Les mécanismes et les institutions politiques libérales devront être remplacés ou rajeunis. L'origine d'institutions comme les partis et les parlements sous leur forme moderne est liée à la mise en place de la mécanique de la participation de représentation. Il s'impose qu'elles soient rénovées de fond en comble. Saura-t-on y parvenir assez bien ? assez vite ? La tempête soulevée récemment à la Chambre des communes [197] d'Ottawa par un projet de réforme somme toute élémentaire de la procédure des débats nous incite à en douter. Mais c'est au diapason d'une société vouée à la planification, à l'interpénétration intime de toutes ses parties, en un mot à la concertation qu'il faut mettre les partis et les parlements. On n'a pas construit Manic 5 avec une paire de bœufs ! La fonction publique et le gouvernement lui-même doivent apprendre à travailler avec les outils propres à l'âge électronique. On doit en finir avec la paperasse et les chinoiserie au sujet du « secret administratif ». De meilleures relations entre les services administratifs et le gouvernement, d'une part, et avec leurs publics, d'autre part, doivent être établies.

Le problème se pose finalement au niveau de la décision. C'est sur cela qu'il faut surtout travailler. Comment, par des mécanismes consultatifs ou autrement, garantir à la fois le maximum d'efficacité et une participation d'adhésion optimale ? Comment concilier la nécessaire unité de direction avec la diversité requise de fonctionnement aux deux plans des secteurs et des religions ? Comment renouveler les finalités ? (En effet, un système peut fonctionner très bien et être quand même mauvais si ce bon fonctionnement résulte d'une carence dans les objectifs qu'il poursuit).

5. PORTRAIT DU CHEF FUTUR

[Retour à la table des matières](#)

Les brèves indications qui précèdent concernant les caractères et les exigences des temps qui viennent indiquent cependant quelques-unes des conditions dont devra tenir compte un parti perspicace qui veut se donner un chef à la hauteur des besoins de la prochaine décennie. Certes, il ne s'agit pas d'aller décrocher la lune. Le parti qui se choisit un chef ne peut ignorer certaines contraintes électorales ou autres. Il est légitime de souhaiter que l'homme (ou la femme !) que le Parti libéral du Québec se désignera pour chef soit, pour les années '70, ce que Jean Lesage fut pour la première moitié des années '60.

Les années '70 marqueront le véritable avènement du peuple souverain : c'est là le sens véritable de l'expression « démocratie de participation ». Si l'entreprise échoue, il pourra s'ensuivre de graves remous à travers tout le corps social. Le chef politique devra s'imposer et présider avec fermeté à la bonne marche des affaires politiques. Il aura à sa disposition une foule de machines qui lui procureront les données [198] techniques et humaines dont il devra tenir compte. Mais c'est surtout son aptitude à dialoguer avec les hommes – ses conseillers et collaborateurs, les représentants de groupes, le peuple entier – qui sera sa marque originale. Ce qui se passe dans presque toutes les grandes organisations est vrai également en politique : les individus veulent que dorénavant les chefs vivent parmi eux et non dans un lointain Olympe ou l'oligarchie est de règle. L'éclatement d'un si grand nombre d'associations volontaires constitue une première manifestation de cette volonté : il est plus facile de briser une association volontaire que de saborder un système politique. Mais si la pression devient trop forte, le régime politique aussi peut être renversé. Le chef d'un grand parti politique durant les années '70 associera un grand nombre de personnes aux décisions qu'il devra prendre. En même temps, par-delà les nécessaires transformations et les immanquables soubresauts et ratés, il assurera la légitimité du régime et la stabilité dans la concorde qui sont à la base de l'épanouissement de toute patrie.

[199]

Quatrième partie :
Vie politique: espoirs et déceptions

Chapitre 2

Un exemple de gouvernement selon le mode artisanal *

[Retour à la table des matières](#)

Le 23 octobre, le ministre Cardinal déposait à l'Assemblée nationale le projet de « Loi pour promouvoir l'enseignement de la langue française au Québec ». Le 21 novembre, après quinze longues séances de débats, l'Assemblée adoptait à la très grande majorité des voix la « Loi pour promouvoir la langue française au Québec ». Par les mouvements et les contre-mouvements qu'il a suscités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Assemblée, le projet de loi 63 rappelle l'extraordinaire aventure du Bill 60, déposé le 26 juin 1963, retiré le 8 juillet, déposé de nouveau avec amendements le 14 janvier 1964, adopté le 5 février et sanctionné le 19 mars de la même année. Mais que de différences entre ces deux cas dans la façon dont les jeux furent menés aussi bien que dans les résultats ! Je souhaite que, comme ce fut le cas

* Collaboration spéciale au *Devoir*, 24 novembre 1969.

pour le Bill 60, une étude approfondie soit un jour menée, pour notre propre édification, sur les enjeux du projet de loi 63 aussi bien que sur les conséquences qui en résultent pour la société québécoise. Mais, tous l'admettront, bien qu'une loi sur la langue française ait été adoptée, ce frêle instrument est loin de constituer un programme d'action convenable pour la promotion du français au Québec. L'épisode du projet de loi 63, si du moins il est bel et bien clos, n'est pas en lui-même une tragédie mais constitue un bon exemple de gouvernement selon la méthode artisanale. Avant de songer à une analyse poussée de la campagne du projet de loi 63, il faut poser les questions d'intérêt immédiat qui restent en suspens : où en sommes-nous ? Que devons-nous faire ?

Je continue à croire que le dépôt du projet de loi 63 fut une erreur, et cela à plusieurs titres : il se présentait comme une pièce détachée d'un ensemble certes beaucoup plus vaste ; il ne reposait sur aucune étude sérieuse de toute la situation ; il n'avait pas au préalable, sous la forme d'un Livre [200] blanc ou autrement, été communiqué aux individus et aux groupes pour examen et avis ; il constituait pour les enseignants, intellectuels et les étudiants qui se trouvaient particulièrement visés, une sorte de provocation qui risquait d'exacerber les sentiments et de susciter un climat d'hostilité guère favorable à la large collaboration requise pour la mise en œuvre de la loi. Quant à la forme, je dois dorénavant dans mon attitude tenir compte du fait que le projet de loi a été adopté après avoir été amendé, notamment par l'addition d'un article (article 4) sur la langue de travail.

Je n'ai jamais sérieusement pensé – même si j'ai pu le souhaiter – que le gouvernement retirerait le projet de loi. La technique d'action directe adoptée par certains opposants de l'extérieur, dans une très grande mesure par suite de la nécessité où le gouvernement les plaçait d'agir à toute vitesse, a eu pour effet d'inciter le premier ministre et la très grande majorité des députés à rester sur leurs positions. Il suffit de lire le Journal des Débats pour s'en convaincre : il ne fallait surtout pas céder à la « loi de la foule » ! Le refus de revenir sur la décision initiale ne tint pas, sans aucun doute, à cet argument qui servit plutôt de justification facile. L'épisode du projet de loi 63 confirme cependant une fois de plus que la simple agitation de masse ne peut pas être considérée comme un moyen ordinaire d'action sur les gouvernants et qu'elle peut même desservir les intérêts légitimes de ceux qui s'y li-

vrent. Par contraste avec la campagne du Bill 60 – officiellement ouverte le 16 juillet 1963 et close le 1^{er} septembre – au cours de laquelle des dizaines d'excellents mémoires furent adressés au premier ministre qui tint compte de plusieurs avis dans la rédaction du nouveau projet, l'épisode du projet de loi 63 ne semble pas avoir suscité à l'extérieur de l'Assemblée des mémoires d'individus ou d'associations directement adressés au gouvernement. Rarement des prises de positions fermes et positives de la part des individus et des groupes n'auront été aussi nécessaires que dans le cas présent ; rarement cependant auront-elles à ce point fait défaut. Est-ce là l'effet de la maladresse et de l'entêtement du premier ministre, de la faiblesse de l'opposition, du recours à la technique de l'action directe, de l'indolence des groupes d'intérêt, ou de toutes ces conditions à la fois ?

Entre la date de son dépôt et le moment de son adoption, le titre du projet de loi a été modifié. Quatre additions ont été apportées aux trois articles originaux et un nouvel article (article 4) a été ajouté chargeant l'Office de la Langue française [201] de conseiller le gouvernement en matière de politique linguistique et d'élaborer « de concert avec les entreprises (publiques et privées) des programmes pour faire en sorte que la langue française... soit la langue d'usage » au Québec.

Il est incontestable que ces changements auxquels ont contribué des députés de l'opposition, et notamment Jean-Paul Lefebvre et Jérôme Choquette, améliorent de façon substantielle le projet initial. Que le gouvernement ait accepté ces amendements est tout à son honneur mais cette attitude réceptive ne fait que confirmer les insuffisances du premier texte. En outre, il est difficile de croire que des députés, dans le climat de fièvre qui régnait à l'Assemblée, aient réussi le tour de force de produire un texte de loi parfaitement cohérent et valable.

Une lecture attentive des comptes rendus des débats révèle jusqu'à quel point les députés, y compris ceux de l'opposition dite circonstancielle, étaient privés de moyens sérieux de travail. Sauf exceptions, ils ont tiré le meilleur de leurs arguments dans les articles et les éditoriaux des journaux du jour. On comprend mal que, pour l'examen d'un projet de loi aussi fondamental, le gouvernement ait permis que les députés ne puissent s'inspirer d'aucun dossier préparé soigneusement à l'avance et contenant les principales données du problème à l'étude.

Plusieurs députés, et non des moindres, après avoir déclaré qu'ils voteraient pour le projet, ont affirmé n'être pas satisfaits de son contenu ou encore en ont déploré les faiblesses. Le chef de l'opposition, Jean Lesage, à la fin de sa dernière intervention majeure, a lancé une invitation pressante « aux groupements nationalistes » pour qu'ils tentent « un essai loyal du projet de loi ». Pareille déclaration ne révèle pas une confiance illimitée dans le bien-fondé du projet de loi !

Pour ma part, je me réserve d'apprécier à leur valeur les règlements qui pourraient découler de la loi. Il ne faudrait surtout pas que l'Office de la Langue française se mette à agir à l'aveuglette et de façon unilatérale. Je demeure cependant convaincu que, même sous sa version amendée, cette loi est mal venue et mal conçue.

J'ose espérer que lorsque nous aurons en main, grâce notamment aux analyses et aux recommandations de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et de la Commission Gendron, un programme, une stratégie et des moyens d'action, de même que des instruments cohérents de contrôle automatique, le premier ministre, les membres du gouvernement et les députés de tous les partis accepteront de [202] bon cœur de se remettre à la besogne et, le cas échéant, de réviser la présente « Loi pour promouvoir la langue française au Québec ». Par-dessus tout, je souhaite qu'à la prochaine reprise ils œuvrent de concert avec le peuple qui a un droit strict à être consulté pleinement sur cette question qui engage son présent et son avenir de façon si vitale. Mais le climat d'exaspération créé par la façon dont le projet de loi n° 63 a été présenté se serait-il entre temps suffisamment apaisé pour que nous puissions enfin nous livrer à un examen serein des documents de travail qui nous seront soumis ainsi que nous engager résolument dans les meilleurs délais à la tâche qui s'impose d'un redressement radical d'une condition intolérable ? Nous ne pouvons, à ce stade, qu'en formuler ardemment le vœu.

[202]

Quatrième partie :
Vie politique: espoirs et déceptions

Chapitre 3

Défi redoutable pour Robert Bourassa : édifier au Québec une société solide *

[Retour à la table des matières](#)

La décennie '70, tout comme la précédente, s'ouvre sur un magnifique sursaut populaire, caractéristique d'une collectivité foncièrement saine.

Aux élections du 19 avril 1970, comme celles du 22 juin 1960, les Québécois ont rejeté l'insignifiance. Dans les deux cas, un chef sympathique mais usé, à la tête de troupes indisciplinées et chétives, baisse pavillon devant un homme plus jeune, plus prometteur et qui, espère-t-on, se révélera meilleur meneur d'hommes. Dans les deux cas, ils ont exprimé leur mécontentement profond à l'égard d'un état de choses qui contrarie leurs besoins réels : besoin de sécurité, d'abord ; besoin d'une direction ferme, ensuite ; peut s'exprimer par l'idée du renouveau : sortir de l'ornière, aller de l'avant, construire une société solide. Voilà le sens de la volonté populaire aujourd'hui comme hier.

* Collaboration spéciale au *Devoir*, 1^{er} mai 1970.

Mais il ne suffit pas de relever les similitudes entre les deux dates. Durant la dernière décennie, le cours des événements a marqué les structures et les hommes à un tel point que les problèmes, les moyens d'action et les voies de solution diffèrent radicalement d'une situation à l'autre. Par suite des acquis des années '60, le nouveau gouvernement libéral n'aura pas besoin de l'allant frénétique des premières années du régime Lesage – allant qui s'était exprimé sous la forme d'une politique de grandeur à la fois envoûtante et ruineuse. Le regain de vie qui s'impose doit, plus que naguère, reposer sur une appréciation sobre des possibilités réelles. Par-dessus tout, bien plus que sous les belles années du régime Lesage, il faudra dorénavant compter avec le peuple entier. Le concours de ce dernier aux actes du pouvoir, selon des formules qu'il reste à inventer, est ici comme ailleurs obligatoirement requis si on veut éviter le naufrage de la société. Le défi à relever en 1960 consistait à établir des règles modernes de [204] gouvernement ; en 1970, il s'agit d'imaginer un style de gouvernement encore inédit dans le monde. La tâche prioritaire n'est plus le rattrapage ; elle consiste dans la participation aux efforts d'un monde aux abois en vue de l'instauration d'un ordre plus humain. Le nouveau défi est à la fois plus redoutable et plus exigeant puisqu'il invite les Québécois à continuer leur recherche d'une identité collective mais cela à l'occasion d'un examen de conscience qui se fait à l'échelle de l'humanité.

1. LA DÉFAITE DE L'U.N. : UN DÉSAVEU MÉRITÉ

[Retour à la table des matières](#)

En rejetant l'Union nationale de façon si péremptoire, les Québécois ont voulu se libérer d'un régime marqué au coin de la nullité. L'ampleur même du désaveu montre la profondeur de la lassitude parmi la population. De tous les vices qui rongent les gouvernements, l'inaction est le plus corrosif. Fruit de l'incapacité, de l'hésitation et de la division, l'inaction chez le gouvernement engendre au sein du corps social une paralysie qui devient graduellement générale. Cette paralysie, on la constatait partout, surtout depuis janvier 1969 : parmi les fonctionnaires dont les rangs, déjà bien peu fournis en hommes de première valeur, risquaient de se décimer ; chez les groupes sociaux et

les divers secteurs d'activité qui, désespérant d'un soutien de l'État qui se faisait de plus en plus mou, s'étiolaient ; chez les journalistes qui, devant le peu de « nouvelles » valables émanant du gouvernement, s'évertuaient à revêtir les inepties d'un peu de relief et succombaient au mirage des thèmes de la propagande officielle (thèmes d'ailleurs peu nombreux et axés sur des questions marginales ou d'intérêt surtout symbolique, comme le statut du Québec au sein de la francophonie) ou sombraient dans la somnolence ; chez les jeunes, enfin, qui, devant l'inertie du gouvernement, se trouvaient privés d'objets d'inspiration.

Mais la défaite de l'Union nationale ne dissipe pas d'elle-même les noirs nuages qui depuis trois ans surtout se sont accumulés dans le ciel québécois. Le fait que le mécontentement populaire ait choisi de s'exprimer, dans une large mesure, par le truchement d'un vote au Parti québécois et au Ralliement des créditistes constitue pour les libéraux un sévère avertissement. C'est ainsi que les sondages et autres indices montrent que l'aspiration souverainiste n'explique pas entièrement la ferveur manifestée à l'endroit du Parti québécois. En votant pour ce parti, nombre d'électeurs, surtout [205] parmi le fort contingent d'anciens unionistes, ont voulu exprimer leur dégoût vis-à-vis de la politique traditionnelle. René Lévesque a le rare mérite d'incarner davantage l'esprit des temps nouveaux aujourd'hui qu'il y a dix ans. Sans chercher à restreindre indûment la portée du sentiment séparatiste, ce serait cependant méconnaître une dimension capitale de la réalité politique contemporaine que d'attribuer le succès de René Lévesque exclusivement à ce sentiment. Par contre, c'est dans une large mesure grâce à René Lévesque que l'option séparatiste aura dorénavant la possibilité de s'exprimer à loisir au sein même de l'Assemblée nationale. Les élus de ce parti et leurs collaborateurs n'auront maintenant plus l'excuse d'un manque de moyens d'expression officiels pour ne point clarifier les aspects de l'option séparatiste qu'un grand nombre trouvent obscurs. Malgré l'absence personnelle de René Lévesque que tous vont déplorer, l'opposition péquiste, souhaitons-le, offrira des alternatives plus nettes et plus valables aux projets du nouveau gouvernement que ne le firent les députés libéraux sous le dernier gouvernement de l'Union nationale.

2. LES LIBÉRAUX AIDÉS PAR LES TIERS-PARTIS

[Retour à la table des matières](#)

C'est moins par les espoirs mis dans le Parti libéral que par les craintes qu'inspiraient la conjoncture et le Parti québécois que Robert Bourassa sort victorieux de la lutte. Grâce à la solidité de ses longues racines historiques, le Parti libéral a résisté à l'effritement. À la suite de cuisants déboires, la ferveur envers ce parti avait baissé à un point critique. Mais, après avoir atteint le creux de la vague (35 pour cent), la proportion de partisans semble être demeurée remarquablement stable. Même la désastreuse campagne pour la direction du parti ne l'avait pas affectée. Si le parti pouvait compter sur 35 pour cent d'électeurs fidèles quelles que fussent les circonstances, il lui était par contre plus difficile d'accroître ce pourcentage suffisamment pour reporter la victoire dans une lutte à deux. De la sorte, la présence de deux forts tiers partis lui a été profitable tandis qu'elle a été préjudiciable à l'Union nationale. Dans un régime de scrutin non proportionnel et à un seul tour comme le nôtre, le parti traditionnel le moins enraciné, l'Union nationale, est appelé à disparaître si le Parti québécois et le Parti créditiste continuent à polariser l'électorat. Seul, le maintien d'un mode de découpage des circonscriptions [206] électorales qui surreprésente les votes ruraux par rapport aux votes urbains peut faire reculer quelque temps l'échéance fatale. Sans aucun doute, les éléments les meilleurs parmi les rescapés de l'Union nationale, dont Marcel Masse, chercheront maintenant à joindre les rangs du Parti québécois. Cette éventualité pourrait entraîner à brève échéance l'éclatement de l'Union nationale.

Mais les avantages électoraux résultant du jeu de notre système et des circonstances n'expliquent pas entièrement la victoire libérale. Peu nombreux sont ceux qui, au départ de la course, misèrent sur Robert Bourassa. Le déclenchement précipité des élections paraissait porter un coup fatal aux chances de ce dernier. Désarçonné un court moment, certaines personnes prestigieuses lui refusant leur appui, Robert Bourassa a mené une campagne cohérente, pondérée et rassurante, terne et solide, axée sur un seul thème – le thème économique – qui

répondait plus que tout autre aux préoccupations immédiates des électeurs. Le slogan des 100 000 emplois nouveaux, comme tous les slogans, ne doit pas être pris au pied de la lettre. Mais il définit une orientation et fixe un état d'esprit. Tout comme un artisan qui frapperait obstinément sur une seule et même cheville, Robert Bourassa revient inlassablement sur le thème économique. Et de même que personne n'aura rien à reprocher au geste de l'artisan s'il empêche un bateau de couler ; de même on a su gré à Robert Bourassa de présenter la sécurité économique comme un objectif réalisable par le recours à des moyens familiers. Le succès lui sourit plus qu'il ne l'espérait sans doute lui-même au départ. Le chef libéral, voyant que sa stratégie était bonne, fila droit au but sans détour ni retours en arrière, se gagna la confiance de ses collaborateurs, le respect de ses adversaires et grandit en stature.

Robert Bourassa élu à la tête d'un parti largement majoritaire sera, demain, premier ministre. Comblera-t-il les espoirs que la société place aujourd'hui en lui ? L'homme lui-même est compétent et soucieux de bien faire. Maintenant qu'il est victorieux, les collaborations qui lui ont été refusées il y a deux mois lui seront acquises. Plus que les autres chefs de parti, il a la possibilité de réunir autour de lui une équipe enthousiaste, laborieuse et moderne d'esprit. Son principal ennemi sera son propre parti. Les libéraux, fédéraux ou provinciaux, ont le défaut des théoriciens sûrs de posséder la vérité : ils sont arrogants. Une fois au pouvoir, cette arrogance croît graduellement jusqu'à ce qu'elle devienne intolérable. [207] C'est ainsi que des gouvernements libéraux encore bons – du moins meilleurs que ceux qui les ont remplacés – ont été conduits à leur perte. Robert Bourassa, lui qui mise tellement sur l'intelligence, saura-t-il vaincre cette tendance fatale ? L'opposition faible et fractionnée qu'il rencontrera à l'Assemblée nationale saura-t-elle lui rappeler, si besoin en est, les contingences de la condition humaine de tous les jours ? Nous devons souhaiter qu'à la suite de la victoire trop écrasante qu'il vient de remporter il conserve la modestie dont il a fait preuve jusqu'ici. La tâche qui l'attend est en effet redoutable. Si, malgré tous les atouts dont il dispose, il faillit, les conséquences pour la société seront incalculables.

3. LES TÂCHES PRIORITAIRES DU NOUVEAU CHEF

[Retour à la table des matières](#)

Le redressement de l'économie que le candidat Bourassa a promis, il lui faut maintenant l'effectuer. De même, il lui faut moderniser l'appareil de l'administration et du gouvernement. Cependant, si l'insistance sur ces objectifs lui a suffi pour remporter une victoire électorale, ce serait se faire illusion de penser que, malgré leur importance intrinsèque, ces objectifs offrent la garantie que les Québécois seront bien gouvernés au cours des prochaines années.

Parmi les autres tâches que le gouvernement Bourassa devra bon gré mal gré poursuivre, je me bornerai à mentionner la recherche d'une meilleure formule d'intégration du Québec au Canada que ne le permettent le fédéralisme actuel de même que l'établissement d'un nouveau *modus vivendi* entre les deux principaux groupes linguistiques à l'intérieur du Québec. En particulier, même si les députés libéraux ont leur part de responsabilité dans l'élaboration et l'adoption du projet de loi n^o 63 sur la promotion de la langue française au Québec, cette loi devra être rappelée sans délai parce qu'elle est mal venue et que, sous un de ses aspects fondamentaux tout au moins – l'aspect qui concerne la langue du travail – aucun mécanisme ne permet de lui donner effet. Dans un domaine aussi vital pour la collectivité, tout attermoisement serait de mauvais augure. Il s'impose aussi qu'une des premières préoccupations du régime Bourassa soit la réforme de la carte électorale et de notre régime de scrutin qui, déjà mauvais dans une lutte à deux, devient scandaleusement erratique dans une course à plusieurs. Ces réformes pourraient faire partie du train imposant de changements requis [208] pour rendre notre vie politique conforme aux exigences contemporaines de la démocratie et de l'efficacité.

Même si les tâches seront nombreuses et difficiles, c'est surtout par le style qui sera mis en œuvre pour les mener à bien que le régime Bourassa sera jugé. Ce régime doit viser à l'efficacité et se vouloir en tout fonctionnel. Mais, si on n'y veille dès maintenant, le Québec pourrait devenir demain un paradis technocratique. Si l'on veut échapper au règne soporifique de la technocratie sans pour autant devenir le

jouet d'une contestation irraisonnable, c'est vers la concertation qu'il faut tenter d'orienter la société. C'est ainsi que, par ignorance et manque d'application, les gouvernants ont jusqu'ici empêché la mise en œuvre d'une politique consultative appliquée de façon méthodique dans tous les secteurs d'activités. Le régime Bourassa devra faire confiance au peuple et gouverner avec lui. Les Québécois ont été trop longtemps humiliés et bafoués par leurs gouvernants. S'il y a nombre d'étudiants cancre, de professeurs incompetents, de professionnels ignares et d'ouvriers et de fermiers sans cœur au ventre, ces tares ne sont pas innées à l'homme québécois ; elles sont imputables aux conditions dans lesquelles on le contraint de vivre.

C'est par une réforme de la mécanique politique propre à lui permettre de gouverner avec la collaboration active et quotidienne de toutes les parties du peuple que le régime Bourassa insufflera aux Québécois la confiance en eux-mêmes qui leur a fait, jusqu'ici, si tragiquement défaut comme collectivité et leur permettra de s'imposer aux yeux du monde. Si, en outre, les objectifs sont choisis avec soin et clairement définis, si les actes suivent les paroles et leur sont conformes, le régime Bourassa sera l'accoucheur d'une société solide.

[209]

Quatrième partie :
Vie politique: espoirs et déceptions

Chapitre 4

L'action politique et les partis *

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements passent ; les partis, d'ordinaire, demeurent. Ce qui suffit à les distinguer. Mais quand il s'agit d'apprécier la contribution, actuelle ou possible, des partis à l'action politique, des précisions s'imposent. En effet, nous entrons dans le domaine de la science politique sans contester le plus riche en confusions de toutes sortes. La tentation est grande de dire : « laissons les partis à leur « caisse électorale » et discutons d'autres moyens de favoriser l'action politique » position que semble justifier l'histoire passée de certains partis. Les rapports entre l'action politique et les partis me paraissent toutefois bien plus complexes qu'on ne l'imagine généralement. Par ailleurs, les partis, qu'on le veuille ou non, changent sous l'impact du nouvel environnement où ils évoluent. Il nous appartient de déceler si nous agissons sur les facteurs de ces changements. Il s'agit d'avoir le courage de le

* Texte de la conférence inaugurale du congrès tenu à Montréal du 11 au 13 septembre 1970 par le Parti libéral du Québec. Ce texte a été reproduit dans le journal *Le Devoir* les 12 et 14 septembre 1970.

vouloir avec ténacité et lucidité. Les problèmes qui s'imposent à notre attention sont graves et pour leur faire face nous n'avons absolument pas les moyens de nous passer des partis.

L'expression « action politique » renvoie à trois ordres différents du réel politique : d'abord à l'ensemble des actes (votes, appartenance à des groupements, contestation, rébellion) par lesquels individus et groupes font connaître leurs demandes et leurs soutiens politiques et cherchent à influencer les décisions politiques (input) ; ensuite à l'ensemble des projets, programmes, décisions par lesquels la puissance publique du corps social tout entier, appelée le gouvernement, se manifeste de façon impérative aux individus et aux groupes (output) ; enfin, aux moyens mis en œuvre pour prévoir et orienter les réactions du public aux décisions et actions politiques de même que, le cas échéant, pour rectifier les décisions et actions (feedback). Étendue dans ce triple sens, l'action [210] politique doit être considérée à la lumière des fins sociales qu'elle sert, elle doit être conçue comme un réseau d'interrelations des gouvernants et des gouvernés, et finalement, elle doit être appréciée en fonction des communications ou du dialogue qu'elle rend possible. Les partis, qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition, constituent manifestement un rouage, entre autres, de l'action politique ainsi comprise.

Gouverner n'a jamais été un art facile. Il est devenu d'une complication extrême. Les gouvernants d'aujourd'hui sont aussi bons et sans doute même meilleurs que ceux d'autrefois. La besogne qu'ils doivent abattre est toutefois plus exigeante. Circonstance aggravante : les conditions économiques, dans la plupart des pays, sont actuellement difficiles. Il serait insensé, à ce moment-ci, de demander aux gouvernants d'aller décrocher la lune. Aux gouvernements à panache des belles années '60 ont succédé des gouvernements à cisailles. Ce qu'il faut attendre d'eux dans l'immédiat c'est, d'une part, qu'ils colmatent les brèches et, d'autre part, qu'ils se préoccupent activement de l'avenir.

Il est utile de rappeler, comme Lord Keynes le faisait remarquer à propos de certains projets idéalistes de réforme de l'économie, qu'« à longue échéance nous serons tous morts ». Mais, en même temps, il semble que, plus que naguère, par suite de l'accélération du rythme de l'évolution et de la portée des décisions que nous prenons aujourd'hui dans certains domaines, la longue échéance s'infiltre dans la brève

échéance et que, comme le signalait déjà le père de la sociologie moderne, Auguste Comte, « le présent est gros de l'avenir ». Qu'il s'agisse des régions, des groupes sociaux ou des secteurs d'activité socio-économiques, les effets des tendances à longue échéance sous-tendent les problèmes qui s'imposent à notre attention immédiate. En s'attaquant à la recherche de solutions avec les seuls moyens du bord – en refusant le secours d'une expérience jugée dépassée ou d'une prospective considérée irréaliste – on risque d'accroître les difficultés en cours. Ce qui en définitive manque le plus pour s'engager dans une action politique éclairée, ce ne sont pas tant les théories – des théories, il y en a à profusion – qu'une bonne boussole et de solides garde-fous. C'est ce que j'essaierai de fournir ici.

Après de brèves considérations sur les modalités concrètes de l'action politique, je mettrai en lumière la contribution actuelle et possible des partis politiques à cette action.

[211]

1. MODALITÉS DE L'ACTION POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La politique est l'art à la fois de prendre les décisions nécessaires à la satisfaction des besoins humains et de rendre leur application possible, c'est-à-dire acceptable aux citoyens. Ce qui intrigue le plus dans les différends entre gouvernants et gouvernés, c'est, malgré de nombreux dispositifs de consultation et de négociation, la difficulté de parvenir à une entente. On a la nette impression que la logique politique se meut en cercle clos. Le gouvernement va d'un côté, le peuple pousse d'un autre côté ; malgré les nombreux messages qu'ils s'échangent, ils sont apparemment incapables de se comprendre. Comment rendre compte de cet inquiétant phénomène ? Comment en conjurer les causes ?

À mon avis, ce n'est pas la substance ni les structures de l'action politique qui doivent d'abord être mises en cause. Ce ne sont pas non plus les hommes. Ce sont plutôt les formes – ce qu'on pourrait appeler le style – de cette action qui avant tout paraissent déficientes. Ce style, issu comme il l'est des idées des philosophes du 18^e siècle et modelé

sur les pratiques du 19^e, ne convient plus aux exigences de notre époque. Deux simples illustrations suffiront à marquer la distance parcourue en moins de trois générations.

À la fin de siècle dernier, l'ensemble des dépenses publiques dans tous les pays s'établissait à une fraction insignifiante d'un revenu national brut dix fois moindre que celui d'aujourd'hui alors qu'elles s'élèvent maintenant entre 20 et 35 pour cent – et cela dans des régimes qui se disent toujours libéraux.

À la fin du siècle dernier, il suffisait de quelques lois annuellement pour gouverner les peuples ; aujourd'hui, dans nos sociétés dites de *Welfare*, le progrès du bien-être et le maintien de l'ordre social requièrent des milliers de lois, règlements et ordonnances.

Qui que nous soyons, quelle que soit notre profession, quelle que soit la région que nous habitons, la politique a envahi nos vies et il nous est virtuellement impossible d'échapper à son emprise. Cet envahissement de la vie quotidienne par la politique est un phénomène nouveau dans l'histoire. Qu'il s'agisse du statut des peuples, des guerres et des menaces de guerre, de la pollution, des inégalités socioéconomiques et régionales, de la criminalité urbaine, de l'équilibre de la croissance économique ou de l'agitation parmi les groupes sociaux, c'est toujours vers la politique [212] qu'on se tourne pour se guérir de maux qu'elle n'a pas toujours engendrés et c'est à elle, en premier lieu, qu'on s'en prend quand le salut se fait attendre. Or, pour l'essentiel, les méthodes traditionnelles de communication et de contrôle politiques sont toujours en vigueur : elles visent surtout l'activité parlementaire et, à un degré moindre, le travail du gouvernement. Et cependant, tout le monde le sait, les véritables leviers de commande de l'action politique (entendue dans le sens de l'output) sont pratiquement, aujourd'hui, aux mains de hauts fonctionnaires qui, eux, échappent à la volonté populaire et parfois dominant leurs maîtres en titre, les ministres.

Par exemple, à quoi sert au citoyen de discuter de ses problèmes avec son député quand les nouvelles règles du jeu, fondées sur la rationalité économique et la technicité, ont réduit celle-ci à l'impuissance ? On déplore l'effacement des Parlements qui se serait produit depuis 1940. Le problème est ailleurs. Il réside dans la difficulté croissante pour les parlementaires de s'acquitter convenablement de leur fonction principale qui est d'adopter les lois. Quand, en effet, des sec-

tions entières du peuple refusent de se reconnaître dans les actes de leurs représentants ; quand, en outre, la presque totalité des députés sur une question donnée adopte une position tandis que la fraction des citoyens la plus directement concernée adopte la position contraire, comme on l'a vu il y a peu de temps ici même au Québec, eh bien ! on doit conclure qu'il y a crise du pouvoir. Il est salubre de le rappeler : l'autorité n'est légitime que par le consentement du souverain, c'est-à-dire le peuple.

Or, ce ne sont pas de simples réformes du Parlement, ni même la rectification des rapports entre les ministres et les hauts fonctionnaires qui combleront le fossé qui se creuse entre les citoyens et les élus.

C'est aux méthodes même de l'action politique qu'il faut s'en prendre. Celles-ci sont restées ce qu'elles étaient à l'époque où le social et le politique étaient des réalités distinctes : elles se fondent sur le postulat d'intérêts conflictuels. Pour les citoyens d'aujourd'hui, comme pour leurs pères, l'État c'est l'autre, le toujours étranger et le presque ennemi alors que, de fait, la politique s'est incrustée en eux, qu'ils en vivent à tous les instants. Le malheur, c'est qu'ils le réalisent très mal. Par ailleurs, les gouvernants se représentent encore trop souvent les citoyens comme des enfants intraitables qu'il faut cajoler ou tancer selon les circonstances et les dispositions [213] du moment. S'implante lentement dans nos régimes une techno-démagogie qui serait comme l'apothéose d'une époque qui s'est donné des instruments d'action tellement complexes que seul un petit nombre d'initiés peuvent les manier et qui, en même temps, concentre vers une seule personne, un chef charismatique d'un genre inédit, l'immense soif de vie instinctive qui se manifeste présentement par des accents tantôt de supplication, tantôt de colère.

C'est vers la concertation de toutes les parties du corps social et plus particulièrement de ce qu'on peut considérer comme les quatre moteurs majeurs de l'action politique – le gouvernement, l'entreprise, les associations professionnelles et les universités – qu'il faut tenter d'orienter les rapports sociopolitiques. Si on refuse de s'engager dans cette voie ou si on échoue, il se peut que le peuple refuse de vivre dans la cage dorée que les experts de tout genre lui préparent. Déjà, au sein des groupes sociaux les plus divers, en particulier parmi les jeunes, les résidents des régions excentriques et des quartiers pauvres des

grandes villes se manifestent un désengagement notable à l'égard des modes traditionnels d'action politique et même d'inquiétantes tendances anarchiques. Or, l'anarchie, c'est beaucoup plus que la désobéissance civile. C'est le refus de la politique et des mécanismes par lesquels elle s'effectue.

À un système jugé lourd et oppressif, on oppose des modes d'action communautaires ou même on préconise un retour vers la nature. Les vagues de contestations sous la forme de mouvements spontanés, de fronts ou de para-partis sont-elles un signe avant-coureur d'un remous qui bouleversera le monde, ou, au contraire, comme tant d'autres secousses historiques, s'apaiseront-elles sans laisser de traces apparentes de leur passage ?

Faut-il rappeler qu'il n'y a rien en soi de ridicule dans l'idée d'auto-gouvernement puisque c'est au nom de cette idée que les peuples ont déclenché les grandes révolutions démocratiques. Ce qui est ridicule, c'est l'affirmation que les citoyens peuvent gérer leurs propres affaires seuls, sans le concours de délégués et de fonctionnaires. Nous débouchons ainsi sur l'antique question – comment le peuple peut-il se gouverner ? – que se sont posés, entre bien d'autres, Platon, Jean-Jacques Rousseau et John Stuart Mill. Cependant, il faut admettre que les modes de représentation et de gestion que ces penseurs ont préconisés ne suffisent plus à rendre compte des conditions d'aujourd'hui. Les voies de la concertation [214] vont requérir des rapports bien plus intimes que naguère entre gouvernants et gouvernés de même qu'une participation plus directe et plus intégrale des individus et des groupes à l'action politique, et cela aux quatre plans de l'initiative, de la programmation, de la décision et de l'exécution. Ce n'est pas, on le voit, d'une simple participation, entendue dans le sens de contributions (sous forme de souhaits et d'avis) à des décisions imposées par d'autres dont il doit s'agir, mais d'une prise en charge de leurs propres problèmes par les intéressés eux-mêmes de concert, bien sûr, avec ceux à qui ils ont confié la tâche de vaquer pour un temps, en leur nom, à l'administration des choses et au gouvernement des hommes.

L'objectif ne consiste pas à supprimer les tensions qui résultent de la nécessité d'organiser d'une façon ou d'une autre l'action des hommes et de répartir entre eux les fruits du labeur collectif. Il consiste, d'une part, à susciter de nouvelles attitudes devant les sources de ten-

sions et, d'autre part, à mettre en œuvre des méthodes propres à les prévenir et à les canaliser. Parmi ces méthodes, mentionnons la création de mécanismes consultatifs fermement greffés sur les centres de décisions, une déconcentration administrative et une décentralisation politique visant à rejoindre les individus et les groupes dans leurs milieux particuliers et à favoriser leur pleine participation aux activités qui les concernent. La mise en œuvre de ces méthodes de gouvernement va exiger une réforme radicale à la fois des mentalités, tant chez les individus et les groupes que chez les gouvernants, et des cadres de l'action politique elle-même. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les partis peuvent être des agents, entre autres, de si vastes mouvements.

2. CONTRIBUTION DES PARTIS À L'ACTION POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les sociétés modernes se sont donné deux mécanismes majeurs de conversion des questions sociales en problèmes politiques : les groupes d'intérêt et les partis politiques. Associations, unions et syndicats procurent une voix à une fraction considérable de la population – une voix que les gouvernants n'aiment pas toujours entendre mais qui est essentielle à la bonne marche de la démocratie. Mais nos régimes prêtent à bon droit aux partis une importance particulière. Leur contribution à l'action politique est, ou pourrait être, d'autant plus insigne qu'on les retrouve aux trois [215] moments de cette action, c'est-à-dire au moment de la formulation des demandes à l'endroit du système politique, au moment de la prise des décisions par les agents du système politique et, finalement, à celui du contrôle du résultat des décisions politiques. Si donc, on vise à l'examen ou à la réforme des moyens de l'action politique vers la concertation, il est impossible d'éviter de mettre les partis en cause.

On peut assigner aux partis une triple activité : électorale, gouvernementale et de médiation ou de relais. Leur activité électorale, qui est la plus connue, est aussi celle dont ils s'acquittent le mieux, la seule peut-être qu'ils remplissent d'une manière convenable comme semble l'indiquer la facilité avec laquelle ils s'effacent au lendemain des cam-

pagnes électorales. Mais on connaît moins leur activité gouvernementale et leur activité médiatrice et, en négligeant de s'en préoccuper, il est possible qu'on les ait empêchés d'atteindre la stature à laquelle ils étaient destinés.

L'activité gouvernementale des partis est manifeste. Mais pour la bien saisir, il s'impose de distinguer entre deux niveaux d'existence d'un parti, soit le parti à l'intérieur du système politique et le parti à l'extérieur du système politique. Dans le premier cas, le parti s'intègre fermement aux composantes du système politique, particulièrement à l'Assemblée législative et, le cas échéant, au gouvernement mais aussi, quoique de façon moins précise et trop souvent perverse, à l'administration et même à la magistrature ; dans le second cas, il jouit d'une existence autonome en tant qu'organisation et remplit des fonctions propres. C'est ainsi que le parti comme méthode d'encadrement des députés à l'Assemblée n'est pas la même réalité que le parti comme machine électorale ou comme mécanisme de médiation entre gouvernants et gouvernés. Toutefois, les lignes de démarcation entre les deux niveaux de parti sont en pratique plus ou moins brouillées, des considérations électorales étant souvent sous-jacentes aux préoccupations des parlementaires et des rapports souvent étroits se nouant entre parlementaires et dirigeants de l'appareil du parti.

Il y a donc des liens obligés et utiles entre les deux niveaux du parti. Mais la bonne santé des sociétés exige que la dualité fonctionnelle soit maintenue. Cette exigence s'impose avec une force particulière au parti qui assume la responsabilité de la gérance du gouvernement.

Comme le rappelait en 1946 Clement Attlee, depuis peu élu premier ministre de la Grande-Bretagne sous les bannières [216] du Parti travailliste, au philosophe Harold Laski alors président du Conseil exécutif national du parti, du moment que le chef d'un parti a été investi chef du gouvernement, il doit définir sa ligne de conduite exclusivement d'après sa conception de l'intérêt général de la nation et non pas d'après les directives de son parti. Bien entendu, avant d'adopter une position, lui auquel on demande de tenir compte des avis des groupes d'intérêt et même de ceux des autres partis, on ne peut lui refuser le droit de prêter une oreille attentive aux vœux des membres de son propre parti. S'il est requis que le parti « à l'intérieur du système politique », dans le contexte général du programme politique grâce

auquel il a été porté au pouvoir ou encore a fait élire des candidats, ne soit mû que par le souci du bien de la société entière et, qu'à vrai dire, il s'efface ainsi comme parti pour céder le pas aux parlementaires, au chef de l'opposition, au premier ministre, il est également normal, obligatoire même, qu'« à l'extérieur du système politique », il se préoccupe de ses objectifs particuliers, de sa clientèle, de la « machine » électorale, bref, qu'il maintienne une vie partisane aussi intense que possible.

Il est bien certain, par ailleurs, que, pour être en mesure de remplir toutes ses tâches de façon adéquate, un parti doit maintenir un haut degré de cohésion interne. Une opposition permanente entre les dirigeants non parlementaires sur les principes de base de même que des conflits majeurs d'autorité entre les dirigeants des deux niveaux du parti suscitent forcément une crise qui risque de réduire dangereusement l'efficacité de ce dernier ou même de provoquer son éclatement. On ne saurait tolérer sans dommage grave qu'il y ait « un parti au sein même du parti » ou encore que le parti soit « divisé contre lui-même ».

Par contre, il est normal que les différences dans les positions respectives des dirigeants non parlementaires se traduisent par des différences d'optique ou d'accent dans la façon d'aborder et de résoudre les problèmes. L'unité de décision étant sauve et le principe de la suprématie finale des parlementaires étant acquis en ce qui concerne les décisions politiques, il est sain qu'une dialectique se crée entre les deux niveaux du parti, pourvu que cette dialectique en soit une de dialogue et non de conflit. Ces tensions créatrices empêchent le parti de s'enliser dans la routine, de se laisser éblouir par les succès d'un jour ou, au contraire, de se laisser paralyser par les déboires. Elles constituent un gage de perpétuelle jeunesse et de renouvellement constant.

[217]

Le dialogue entre les deux niveaux de parti sera d'autant plus riche et profitable qu'il se poursuivra sous les auspices d'une division du travail. S'il est des rôles que les dirigeants de l'organisation ne peuvent légitimement remplir, notamment ceux de la législation et du gouvernement, de même existe-t-il des tâches qui conviennent parfaitement à l'organisation et auxquelles les parlementaires ne peuvent s'adonner sans une certaine gêne.

On sait, par exemple, que députés et ministres, dont le mandat est d'une brève durée, répugnent d'instinct à fixer leur attention sur les questions dont l'urgence ne se fera sentir que dans plusieurs années. Ils sont par définition des hommes de l'immédiat. C'est même à ce fait qu'on doit, dans une bonne mesure, attribuer la difficulté de légiférer sur des questions pourtant de portée majeure et qui, depuis longtemps, se posent comme questions sociales. En effet, il faut un laps de temps fort long – entre 25 et 75 ans – avant qu'une question sociale devienne problème politique et fasse l'objet d'un projet de loi. Or, malheureusement, la plupart du temps on ne tire pas profit de ce long intervalle. On fait plutôt l'autruche et on va même jusqu'à nier l'existence des problèmes. Quand enfin les gouvernants se décident à procéder à des consultations et à des négociations, c'est sous la menace d'un Livre blanc ou d'un projet de loi que les individus et les groupes sont invités à faire connaître leur point de vue. Dans ces conditions, il devient impossible de procéder à l'examen de ces questions « à froid » ; il faut agir « à chaud », c'est-à-dire à un moment où le déferlement des passions et l'urgence de la situation ne permettent plus un consensus sur la nature de l'intérêt public ni une action réfléchie.

Sous cet aspect, les partis ont l'avantage de ne pas être tournés vers des questions particulières, touchant à un secteur restreint de la société, comme le sont pour ainsi dire congénitalement les groupes d'intérêt, mais plutôt vers de grands problèmes s'étendant à la société entière : les charges qui leur incombent par ailleurs en tant que rouages du gouvernement les y contraignent. Pourquoi donc, eux qui se doivent de survivre aux accidents de la vie politique, ne s'inquiètent-ils pas pour procéder à l'examen de ces problèmes vitaux à longue échéance et auxquels il faudra tôt ou tard trouver des solutions, comme l'avenir du fédéralisme canadien, les inégalités socio-économiques et régionales, la pollution, les problèmes ethniques et linguistiques, le statut des universités, la carte et le régime électoraux et ainsi de suite ?

[218]

Les conclusions de ces discussions ne lieraient pas les parlementaires membres du parti mais ceux-ci y trouveraient une ample matière à la réflexion ainsi que les bases d'une action éventuelle. De tels débats favoriseraient la valorisation du rôle du député, aujourd'hui plus ou moins à la marge du processus législatif surtout parce qu'il ne sait pas

poser correctement les questions qui l'intéressent ou encore parce qu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour se former une opinion personnelle sur les sujets qui font l'objet de projets de loi.

Mais c'est en mettant en relief leur activité médiatrice, d'ailleurs complémentaire de la précédente, que les partis pourraient le plus contribuer à l'orientation de la société vers la concertation : ils sont splendidement équipés pour engager le dialogue avec le peuple et leurs succès électoraux prouvent qu'ils sont capables de susciter de vastes mouvements. Mais encore faudrait-il que les parlementaires s'intéressent autant à l'action politique qu'à leur propre réélection et que le parti ne soit pas contraint, comme c'est trop souvent le cas, à n'être qu'une simple machine à recueillir les votes.

On a pris l'habitude de s'interroger sur cet aspect de la vie des partis en opposant les partis de masses aux partis de cadres. Les premiers, qui ont beaucoup d'adhérents généralement issus des mêmes couches sociales, seraient plus idéologiques et davantage soucieux de la formation politique de leurs membres que les seconds qui se fieraient surtout à des promesses de dernière heure et au « patronage » pour faire élire leurs candidats. Il semble que cette distinction soit devenue trop simple. Depuis quinze ans, les partis de masses ont vu le nombre de leurs membres se réduire sérieusement, leur doctrine s'affadir et l'arrière-goût de victoires ou de défaites antérieures les inciter à adopter les techniques mêmes qui réussissent si bien aux partis de cadres. Il serait dommage que, finalement, seuls les partis qui n'ont pas de vocation gouvernementale se préoccupent de la formation des citoyens.

On assiste présentement à l'éclosion de partis – dont L'U.d.r. en France, le Crédit social et le Parti québécois ici représentent peut-être des anticipations – qui ne sont ni de masses ni de cadres et qui grâce à l'avènement des relations publiques, de la télévision et de la mise au point de nouvelles techniques de propagande, allient l'aptitude des partis de masses traditionnels à former les citoyens et l'habileté des partis de cadres à rejoindre directement les électeurs. En [219] même temps, par certains signes, on décèle chez les partis traditionnels, de cadres et de masses, les débuts d'une mutation susceptible de les conduire à accorder beaucoup plus d'importance à leur activité médiatrice. C'est ainsi qu'ils se préoccupent moins du nombre de leurs effectifs que de leur action sur l'ensemble de la population. Ce qu'ils re-

cherchent avant tout, c'est de pouvoir compter sur un certain nombre de militants actifs qui, bien répartis dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions, ne sont plus perçus simplement comme des organisateurs d'élections mais comme des animateurs.

Cette activité médiatrice ou ce trait d'union entre les gouvernements et le peuple qu'effectuent les partis prend plusieurs formes fort différentes. En tant qu'instruments de socialisation, ils procurent aux citoyens les moyens de comprendre ou de juger les intentions et les actes des gouvernants. Les partis contribuent ainsi à la clarification des opinions publiques dont l'inconstance et les contradictions sont parfois si pénibles et si déroutantes pour les gouvernants. Il n'est pas souhaitable, par ailleurs, que les gouvernants utilisent les partis comme mécanismes consultatifs ou comme véhicules de concentration administrative. Les risques de favoritisme ou de corruption sont trop considérables. Pour la poursuite de ces objectifs majeurs, ils doivent faire appel aux groupes d'intérêt et aux fonctionnaires régionaux. Toutefois, les gouvernements se doivent de favoriser les formes légitimes de l'activité médiatrice des partis. Ainsi, ils devraient étudier la possibilité de mettre à la disposition des partis, sous certaines conditions, des sommes puisées à même les fonds publics pour les aider à défrayer les coûts, qui risquent d'être élevés, de cette activité.

Mais il ne faut pas se faire illusion : nous sommes encore loin des partis-relais ou des partis d'animateurs dont Daniel Johnson, pour un temps, s'est fait ici le champion et que, pour ma part, eu égard à leur double nature, je désigne sous le terme de partis de stratèges-animateurs. De vieux ancrages historiques devront être levés, d'anciennes habitudes devront être mises au rancart. Mais, plus encore que des considérations d'intérêt public, le souci du rendement électoral pousse inéluctablement les partis dans cette direction.

Par-dessus tout reste à définir les conditions d'une saine dialectique entre le parti comme rouage du gouvernement et le parti comme organisation. L'usage de la situation oblige à procéder sans délai à la recherche de cette définition.

[220]

De la sorte, si ceux qui ont le pouvoir de décision le veulent, les partis, sans renoncer à leur activité électorale pour laquelle ils existent au premier chef, cesseront, comme ils l'ont fait jusqu'ici trop souvent,

d'esquiver les vrais problèmes et deviendront un puissant instrument de rapprochement si nécessaire entre « instituants » et « institués ». Ils entreprendront des missions d'information et d'animation, tiendront des colloques, procéderont à des enquêtes, prendront le pouls de l'opinion et contribueront à sa formation. Plus encore, ils solliciteront l'avis des individus et des groupes sur diverses questions, se mueront en forum de discussion publique et deviendront le lieu qu'individus et groupes choisiront spontanément et librement quand ils voudront discuter de leurs propres affaires.

Le grand nombre de cercles d'études, de clubs de discussion et d'action et de comités de citoyens qui foisonnent à l'heure actuelle témoigne de la grande faim de « politique » qu'individus et groupes ressentent et, en même temps, ils manifestent l'incapacité des groupes d'intérêt et des partis de remplir convenablement un aspect majeur de leur rôle : être un relai permanent entre gouvernants et gouvernés.

En ce qui concerne les partis tout au moins, un sérieux et courageux effort de ressaisissement est requis de leur part pour qu'ils deviennent enfin un instrument d'action politique de première grandeur. S'ils réussissent, conformément à leur nature bien sûr, à créer et à maintenir en permanence un dialogue entre les gouvernants et le peuple, ils aideront grandement les hommes à conjurer la menace d'éclatement qui pèse sur la civilisation.

[221]

Quatrième partie :
Vie politique: espoirs et déceptions

Chapitre 5

Vers de nouveaux modes d'action politique *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une dizaine d'années seulement, dans la plupart des sociétés libérales d'Occident, l'euphorie était à l'ordre du jour : l'homme, disait-on, était enfin sur le point de conquérir la maîtrise complète et définitive des organisations sociales et, au prochain tournant, ce devait être l'opulence. Car, croyait-on la pleine maîtrise des organisations et l'opulence permettaient à une partie de l'humanité d'accéder, au bout d'un long chemin, aux portes du paradis terrestre dont elle allait faciliter l'accès à l'autre partie, celle du tiers-monde, moins favorisée. Les objectifs des penseurs les plus radicaux du passé ayant été vraisemblablement atteints ou même dépassés, d'aucuns proclamaient l'imminence d'un apaisement des conflits et d'un déclin des idéologies.

Toutes ces anticipations grandioses ou naïves, selon les points de vue, se sont ces dernières années effondrées comme des châteaux de cartes devant les assauts répétés des mouvements de contestation radi-

* Collaboration spéciale au supplément du *Devoir* à l'occasion de son soixantième anniversaire de 30 décembre 1970 sous le titre : « Une tâche première : revaloriser l'appareil politique ». Reproduit sous ce titre dans *Le Québec qui se fait*, éditions Hurtubise UMH, 1971.

cale des sociétés. Et c'est précisément cet ordre social au sein duquel les idéologies devaient s'assoupir que la contestation vise en plein cœur. Au « règne des machines », au poids du « système », à l'emprise des concepts « opératoires », on oppose une société plus humaine, l'abolition des privilèges de castes, la promotion sociale des catégories défavorisées ainsi que la participation de tous à la gestion des affaires publiques. Sous la poussée contestatrice, déjà les cadres sociaux se disloquent et la mécanique sociopolitique tout entière risque de se détraquer étudiants, déshérités des régions excentriques et des villes, groupes sociaux et ethniques, collectivités marginales de toutes sortes se mettent en travers de la route et, se réclamant de l'égalité, de la justice, de la liberté, se portent à l'assaut [222] des pouvoirs dont naguère on vantait pourtant la nature bienveillante et les effets bénéfiques. Les supports sociaux de ces mouvements émergents sont pour l'instant divers et diffus. Ils prennent la forme de comités de citoyens, de groupements de noirs, d'étudiants, de travailleurs industriels et agricoles, de déshérités sociaux, de minorités ethniques ou nationales. Les « pouvoirs » qu'ils représentent sont distincts et parfois antagonistes mais il n'est pas exclu qu'à la faveur des circonstances ils effectuent éventuellement une jonction. La rapidité et la facilité croissantes avec lesquelles des « fronts communs » se constituent laissent présager des alliances plus durables et des unions plus intimes.

La crise, d'essence culturelle et sociale, se cristallise finalement au niveau politique. Si la critique de la « société de consommation » vise en plein cœur l'ordre social tout entier, c'est toutefois le système politique qui constitue la cible de premier choix. Les raisons qui expliquent ce fait sont sans doute nombreuses mais deux surtout retiennent l'attention. D'une part, en effet, par suite de l'expansion du *Welfare State*, il est bien peu de domaines d'action collective qui échappent aujourd'hui à la surveillance de l'État : qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, du bien-être, du développement social et économique, des conventions collectives dans le domaine public ou para-public ou des entreprises publiques, les gouvernements assument à l'endroit des individus et des groupes des responsabilités sans cesse croissantes. D'autre part, on préconise en plusieurs milieux un nouveau style d'action politique axé sur l'animation et une large participation populaire. Dans le contexte des sociétés libérales, proclamer l'avènement d'une « démocratie de participation », comme le fit en 1960 ce grand fabri-

cant de formules politiques que fut John F. Kennedy et comme le firent après lui tant d'hommes politiques, dont Charles De Gaulle et Pierre Elliott Trudeau, c'était engager les sociétés dans une voie pleine de promesses mais parsemée d'écueils. En effet, l'analyse des comportements politiques concrets contredit de façon brutale les représentations conventionnelles du citoyen, comme individu rationnel, éclairé et engagé, courantes dans les sociétés démocratiques de style libéral. Deux à trois pour cent des citoyens tiennent les leviers de commande politique. Dix à vingt pour cent concourent de diverses façons à leur pouvoir tandis que quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent croupissent dans l'apathie et sont plus ou moins laissés pour compte.

[223]

Cette double évolution vers un gouvernement de plus en plus interventionniste et vers une participation politique des groupes de plus en plus poussée a vite provoqué la surchauffe des rouages politiques qui, eux, sont demeurés substantiellement inchangés. Ces groupes ne parviennent pas à canaliser avec une rapidité suffisante et comme il convient les demandes d'action politique qui se font de plus en plus nombreuses et pressantes. D'où la création de mécanismes non officiels pour permettre la formulation de ces demandes et la radicalisation croissante des esprits parmi d'importants segments de la population.

L'incapacité apparente des sociétés libérales de répondre convenablement à ces revendications pressantes et même de les comprendre laisse présager pour les années qui viennent des affrontements d'une extrême violence et susceptibles même de déclencher une révolution intégrale d'une portée historique comparable à la révolution française. Le heurt des nouveaux projets de civilisation et des valeurs libérales crée un climat propice à la résurgence des idéologies. D'origine souvent non occidentale, une fois transplantées en Europe et en Amérique, ces idéologies sont susceptibles de prendre des formes insolites, sinon monstrueuses. Le maoïsme devient terrorisme pur ; le communalisme se mue en anarchisme à vide.

Signalés d'abord aux États-Unis, le pays le plus « avancé » au monde, les signes de révoltes se propagèrent partout – au Japon, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie – avec la rapidité de l'éclair. La contagion générale n'a pas épargné le Québec où exis-

tent des conditions particulièrement favorables à la contestation. Depuis trois ans, avec une gravité sans cesse croissante et à des intervalles de plus en plus rapprochés, les conflits succèdent aux conflits, les manifestations de colère aux manifestations de colère. Le Québec risque de se réveiller demain dans un état généralisé et permanent de crise.

Devant la tournure des événements, les peuples, inquiets, s'interrogent. Est-il encore possible de redresser la situation ? Doit-on persister dans l'orientation esquissée au cours de la dernière décennie ou, au contraire, faut-il tenter de rebrousser chemin et restaurer le règne moins exaltant mais aussi moins turbulent de la démocratie sans le peuple ? Dans la mesure où le choix de solutions reste possible, trois voies s'offrent théoriquement : l'instauration d'une techno-démagogie qui soulagerait les individus et les groupes de toute obligation particulière vis-à-vis de la collectivité et instaurerait pour tous [224] un paradis soporifique ; l'abolition de la primauté du politique par une nouvelle proclamation du caractère bénéfique de la spontanéité du social et de la démocratie purement juridique ou encore par suite du triomphe de l'anarchie ; et, finalement, la poursuite sérieuse du projet de la démocratie de participation par l'examen des conditions propres à la rendre possible et notamment, par la réforme du fonctionnement de l'appareil sociopolitique. Il s'impose surtout de se refuser dorénavant aux formules ronflantes et ambiguës qui peuvent rapporter des dividendes dans les périodes électorales mais qui sont susceptibles de susciter des espoirs tout à fait disproportionnés par rapport aux dispositions réelles des gouvernants, aux possibilités socio-économiques concrètes ou aux contraintes inhérentes à la bonne marche des organisations. C'est par l'accumulation imprudente des frustrations parmi le peuple qu'on prépare le lit des révolutions.

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, les confrontations qui finalement décideront des grandes tendances évolutives vont se produire ailleurs qu'au Québec. Mais s'il est vrai, comme l'affirme Jean-François Revel dans un ouvrage récent, que la révolution qui dénouera la crise présente se produira aux États-Unis, il se peut que ce soit le Québec qui serve de détonateur.

De toutes les sociétés occidentales, c'est sans doute au Québec que, depuis 1960, toutes proportions gardées, le rythme d'accroissement

des tâches du gouvernement a été le plus rapide et qu'on a davantage animé la population en vue de l'inciter à prendre une part active à son propre développement. C'est aussi au Québec, tard venu à la modernité, que l'appareil politique est demeuré le plus déficient. Le problème ne se situe pas d'abord au niveau des hommes qui, dans plusieurs cas, notamment parmi les fonctionnaires, se sont améliorés. Il se situe au premier chef au plan des rouages sociaux et politiques qui, pour l'essentiel, sont demeurés inchangés et dont les modes de fonctionnement sont de plus en plus inadéquats. Depuis six ou sept ans, le fossé entre dirigeants et dirigés dans toutes les sphères d'activité ne cesse de s'élargir. Étudiants et intellectuels que la question du statut politique du Québec et celle de l'avenir de la langue française ont déjà fortement touchés, se retrouvent tous graduellement dans les rangs d'une opposition qui ne s'est pas encore trouvé de nom, ni de chef, ni de programme mais qui, demain, pourrait rallier les éléments aliénés et déshérités de la population.

[225]

Devant pareil état de choses, le risque est grand pour les dirigeants de se raidir, de tenter de contrarier le vaste mouvement d'animation qu'ils ont eux-mêmes naguère favorisé, sinon suscité, et de chercher refuge dans une conception abstraite de leur légitimité. Le risque est également grand pour les responsables de l'animation de tourner le dos aux canaux ordinaires d'interaction sociopolitique que sont les groupes d'intérêt et les partis, de faire abstraction dans la formulation de leurs demandes des possibilités économiques et politiques nécessairement limitées, de refuser aux gouvernants la responsabilité finale de la prise des décisions et, au nom d'une certaine justice et de la spontanéité du social, de chercher à s'émanciper de toute contrainte d'ordre juridique et administratif. De la sorte, les premiers deviendraient toujours plus enclins à agir selon une représentation réactionnaire de l'ordre social et de la sécurité collective tandis que les seconds seraient toujours plus vulnérables aux sollicitations du radicalisme. C'est ainsi que le cercle infernal de la répression et de la violence se referme lentement sur la société.

Un redressement s'impose. Les dirigeants devraient pouvoir élaborer des projets, faire des lois, promulguer des ordonnances, préparer et mettre en œuvre des mesures d'ordre administratif sans risquer, à tout

moment, pour être devenu sourds aux revendications des secteurs les plus directement impliqués ou pour n'avoir pu se faire convenablement comprendre d'eux, de susciter d'incontrôlables remous.

Cette opération de redressement va requérir l'action concertée de toutes les catégories de la société et plus particulièrement de l'entreprise, des unions ouvrières, de l'université et des agents politiques. Sans doute le conflit étant inhérent à une organisation sociale de type libéral, chaque catégorie d'agents se doit de maintenir une position de force dans les inévitables affrontements qui résultent du recours aux règles de jeu libérales. Mais quand tout l'ordre social risque de se disloquer sous la poussée croissante des mouvements contestateurs, et quand la sauvegarde même des libertés individuelles et collectives l'exige comme c'est le cas présentement, chacun a l'obligation de s'interroger sur la nature des finalités sociales et sur les conditions du fonctionnement de l'appareil sociopolitique. Les grands moteurs du développement social et économique tournent souvent à petite vitesse et sans synchronisation. Chefs d'entreprise, syndicalistes, universitaires, cultivateurs, hommes politiques, tous [226] sont également concernés par les événements et chacun, dans les conditions particulières qui sont les siennes, doit s'interroger sur ses responsabilités face à une société à reformer et, sous certains aspects, à rebâtir.

La réforme qui s'impose depuis longtemps, c'est au gouvernement qu'il revient de prendre l'initiative de l'entreprendre. Il se doit de passer sans tarder à l'action. D'abord, parce qu'il est responsable devant tout le peuple de l'ordre social et du progrès collectif. Ensuite, parce que les modes de fonctionnement de l'appareil politique sont particulièrement déficients. Dans l'ordre actuel des choses, c'est finalement la capacité du système politique de produire des décisions qui détermine le rythme de l'action collective. Or, au Québec encore plus que dans les autres sociétés libérales, ce rythme continue à être déterminé par une mécanique dont les rouages essentiels sont vieux d'un siècle et auquel on a ajouté de façon tout empirique et pour parer au plus pressé un lourd attirail de pièces disparates et non rodées. La lourdeur et la lenteur du système ont accumulé des retards qui, dans certains secteurs, sont effarants. Les déficiences des mécanismes sociopolitiques sont devenues si graves qu'il est pratiquement impossible dans les secteurs les plus stratégiques d'œuvrer « à froid ». Si on ne répare pas la machine, le peuple, un jour, s'en emparera et la mettra au rancart.

Le gouvernement doit se déterminer à prendre les moyens propres à recréer un climat de confiance parmi la population. Il ne doit pas hésiter, s'il le faut, à bousculer les vieilles orthodoxies parlementaires et administratives qui paralysent l'esprit de réforme. L'objectif général de la réforme doit être le suivant : aviser aux moyens de permettre l'intégration politique des forces vives de la nation, y compris celles que canalisent aujourd'hui des organisations comme les comités de citoyens, le FRAP, etc. L'examen de cet objectif fera porter l'attention sur les canaux qui relient les individus et les groupes aux processus décisionnels et, de façon particulière, sur les modes de leur participation à la définition des problèmes socio-économiques et au choix des fins collectives. Trop souvent, le refus de participation et la contestation elle-même résultent de l'insuffisance des cadres d'action disponibles. Les préoccupations se situent donc au plan des instrumentalités de la traduction des volontés sociales en possibilités et actions politiques.

Les voies de la démocratie sont plus difficiles que naguère. Nous entrons dans une ère d'interrogations profondes [227] et intégrales. Mais le défi qui est posé à tous les Québécois, par son ampleur même, doit les inciter à la réflexion et à l'action constructive. Dans un contexte bien différent de celui du début de la précédente décennie, il leur faut retrouver le bel élan de ces années qui furent parmi les plus exaltantes de leur courte histoire.

[228]

[229]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

CINQUIÈME PARTIE

MODES ET MOYENS D'ACTION : VIOLENCE ET RÉPRESSION

[Retour à la table des matières](#)

Malgré les assauts de toutes sortes qu'elles ont subis notamment deux grandes guerres et de graves crises économiques – les sociétés libérales à économies industrielles avancées ont non seulement survécu mais encore elles ont acquis un degré de stabilité telle qu'elles peuvent paraître douées de permanence. C'est pourtant là une dangereuse illusion. Depuis dix ans surtout, et semble-t-il de façon régulièrement croissante depuis lors, la plupart des sociétés libérales sont aux prises avec des difficultés internes qui ont l'ampleur d'une crise. S'agit-il seulement des malaises passagers ou au contraire des premiers ébranlements d'une prochaine révolution ?

Les sociétés libérales sont fondées sur la reconnaissance du pluralisme des valeurs et des intérêts de même que sur celle de la pluralité des mouvements et des groupes. Les régimes politiques libéraux se rangent parmi les plus tolérants de l'histoire et parmi ceux dont la faculté d'assimiler les idées et les groupements dissidents est la plus grande. Malgré tout, on assiste présentement à la formation de groupements d'opposition d'aspect non-organiques – c'est-à-dire qui ne reconnaissent pas la légitimité des régimes libéraux et qui cherchent à les saborder et qui sont perçus comme tels par les dirigeants politiques – et qui empruntent des modes d'action divisifs plutôt qu'intégratifs – c'est-à-dire qui ont recours à l'action directe, au terrorisme, à la guérilla, ainsi de suite, plutôt qu'à la règle de majorité et à des manifestations banales (pétitions, marches, etc.)

Ces mouvements se prétendent les porte-parole de minorités souvent laissées pour compte ou qui ont le sentiment d'être injustement traitées : minorités ethniques, [230] religieuses, linguistiques, catégories défavorisées des villes et des régions excentriques, fractions importantes de jeunes, etc. Nombre de ces mouvements paraissent capables de « bloquer », pour un temps tout au moins, le fonctionnement des sociétés. Face à ces nouvelles tendances, les régimes libéraux se trouvent désarçonnés et, abandonnant leur esprit de tolérance, deviennent répressifs.

[231]

Cinquième partie :
Modes et moyens d'action : violence et répression

Chapitre 1

Réflexions sur la doctrine unidimensionnelle *

[Retour à la table des matières](#)

Les mouvements qui en 1968 ont secoué dans leurs assises mêmes plusieurs pays – dont la France, l'Italie, la Tchécoslovaquie –, qui se sont infiltrés ailleurs, notamment en Amérique latine, aux États-Unis et qui n'ont pas épargné le Québec, expriment la nausée ressentie à l'égard des structures globales des sociétés contemporaines considérées comme asphyxiantes. Ces mouvements expriment la ferme intention d'aller au-delà des revendications et des pressions à l'intérieur du « système » existant. Ils se présentent comme l'aube d'une révolution intégrale.

Ces mouvements, désignés sous le terme de « contestation », n'épargnent aucun groupe ni aucune institution. Ce n'est toutefois pas par l'effet du hasard que ce soient les universités qui, depuis les incidents de Berkeley en 1964, ont subi les assauts les plus redoutables. Dans la contestation étudiante il faut distinguer plusieurs aspects qui

* Texte publié dans *Le Devoir*, au lendemain d'un teach-in-radio sur l'« Université utopique », le 4 juin 1969 (version abrégée).

ne découlent pas tous de la même cause mais qui conjuguent néanmoins leurs effets : d'abord un problème élémentaire de discipline dû au fait qu'on accède plus jeune à l'université ; un malaise résultant de l'accroissement du nombre des étudiants, de la plus grande polyvalence de formation préparatoire et de la dépersonnalisation progressive de la vie académique ; la mise en question des méthodes pédagogiques et de l'appareil administratif de ces institutions au nom d'une idéologie cogestionnaire ; enfin et surtout, le refus de l'institution universitaire elle-même en tant que symbole, complice et instrument d'une société « répressive ». La responsabilité de l'université serait même première du fait que c'est dans son giron que se fabriquent, se sanctionnent et se propagent les concepts « aliénants » et que se forment les technocrates, ces agents de l'organisation sociale « aliénante ». L'objectif visé par la contestation étudiante consiste à convertir l'université d'instrument [232] de *statu quo* en agent d'une révolution libératrice. Sous certaines de ces manifestations, la contestation juge même inutile ou naïf tout effort de reconstruire l'université sous quelque forme que ce soit une fois qu'elle aura été détruite parce que l'université en soi aurait perdu toute raison d'être.

Le mouvement contestataire s'est trouvé un certain nombre de porte-parole qui s'en disent à titre divers les prophètes, les interprètes ou les guides. Ces porte-parole souvent détestent voir leurs noms accolés les uns aux autres : une orientation de pensée néo-marxiste souvent jointe à des sympathies freudiennes les rapproche mais le « monopole » que certains d'entre eux cherchent à obtenir sur la clientèle des contestataires les éloigne les uns des autres. Les philosophes de la contestation – Herbert Marcuse, Henri Lefebvre, Louis Althusser et autres – s'entendent pourtant fort bien pour formuler sur la société libérale contemporaine un diagnostic tellement sévère que, s'il est sans faille et ne comporte pas d'alternative, on doit conclure que la civilisation occidentale est atteinte d'un mal incurable.

1. DÉNONCIATION DU TOTALITARISME « UNIDIMENSIONNEL »

[Retour à la table des matières](#)

Selon la vision tragique de cette philosophie, les sociétés libérales contemporaines assument spontanément et presque joyeusement les formes d'un totalitarisme intégral au profit du petit nombre de ceux qui monopolisent les ressources de l'argent et du savoir et qui utilisent l'État, l'entreprise, l'université, les médias de communication de masse comme instruments d'oppression. Cette forme du totalitarisme, je vais la désigner par un terme devenu populaire emprunté à Marcuse : l'« unidimensionnel ». L'« unidimensionnel » comporterait plusieurs incarnations, la plus apparente se situant au plan du travail.

La société industrielle contemporaine a déjà satisfait pour un grand nombre les besoins physiques et culturels à l'origine du projet occidental de liberté et d'égalité et, ce faisant, elle a vidé ces notions de contenu concret. La société industrielle produit et met virtuellement à la portée de tous une telle quantité de biens et de services que les anticipations marxistes ont perdu leur attrait même parmi les couches défavorisées. Tout comme la démocratie « libérale » procure le contenu des libertés individuelles sans qu'ait été conquise la [233] liberté elle-même, la société industrielle, parvenue au stade de l'« affluence », réalise Marx sans le marxisme, c'est-à-dire sans qu'ait été surmontée l'aliénation des travailleurs dans le processus de production. La forme capitaliste de production n'a pas seulement survécu, elle s'est trouvée consolidée par ses extraordinaires succès. Or, ceux-ci reposent finalement sur une aliénation du travailleur d'autant plus pernicieuse qu'elle s'étend maintenant au travailleur intellectuel et qu'elle est devenue librement consentie, sinon désirée.

Dans le cours de l'évolution qui conduit de l'artisanat à la manufacture et de celle-ci à l'automation, l'homme s'est trouvé converti de bête à production en bête à consommation. L'acte producteur socialement utile absorbe une fraction de moins en moins considérable de la vie du travailleur. Les besoins matériels élémentaires, tels que se nourrir, se vêtir et se loger, sont vite satisfaits. Cependant, par la création, la stimulation et le renouvellement constant par la publicité de besoins fac-

tices, la société industrielle contraint les individus à consacrer une part considérable de leur énergie à la production de biens dont l'utilité est faible pour la collectivité. La part de temps libéré grâce à l'accroissement de la productivité est absorbée en entier par la consommation de biens ainsi produits. Et comme ces biens périssent dans le processus de leur consommation, ils doivent être sans cesse renouvelés d'où l'éternel recommencement du circuit production-consommation. Un tel cercle enferme toute l'activité de l'homme.

Par la conversion des « loisirs » en actes « économiques », la société de consommation empêche l'individu d'accéder à des seuils plus élevés d'aspirations personnelles et s'oppose à l'émergence de l'ordre supérieur de civilisation que l'accroissement de la productivité du travail a rendu possible. En même temps, le caractère aliénant du travail s'est encore aggravé. Car, aux conditions et aux modes erronés du travail sous le régime capitaliste, s'ajoute la perte de toute finalité authentique du travail industriel et intellectuel lui-même, quel que soit par ailleurs le régime de production.

Bref, les sociétés à économies industrielles avancées sont ainsi aménagées que, par de savants artifices, elles maintiennent les individus fermement cloués à un niveau de préoccupations qui conserve toute l'apparence des soucis élémentaires d'antan et qui exerce sur eux des contraintes analogues. Un réseau serré de structures enferme l'homme dans l'horizon clos de besoins factices et souvent autodestructeurs [234] qui le sollicitent constamment à produire des objets de peu d'utilité réelle et dont la valeur s'épuise rapidement après leur production.

En effet, et c'est là le second niveau de la critique « unidimensionnelle », les rouages créateurs et consolidateurs d'une organisation sociale tout orientée vers la consommation ne se concentrent pas dans un secteur spécifique de la population. Ils s'étendent à toutes les parties du corps social. Ils investissent tout particulièrement dans les institutions responsables de la socialisation de l'homme, la famille, l'école, les associations volontaires, les partis et les médias d'information. Ce phénomène constituerait l'aspect le plus grave de la situation présente. Comment réorienter les sociétés quand les individus ont été préalablement façonnés pour se sentir à l'aise au sein de structures essentiellement aliénantes ? D'après cette manière de voir, le drame de

la société contemporaine ne résiderait pas dans la disparition des groupes médiateurs. Au contraire, ils foisonneraient aujourd'hui plus que jamais et l'emprise de certains d'entre eux sur les individus se serait même accrue. Le drame résulterait plutôt du fait que, par leurs caractères et leurs buts, les groupes sont « intégrateurs », c'est-à-dire qu'ils sanctionnent et favorisent les modes de vie aliénants en préparant de longue main l'homme à se conformer aux types d'attitudes et de conduites requis pour le maintien de la société de consommation. En devenant ainsi des mécanismes de conformisme intégral, les groupes médiateurs trahiraient leur vocation qui consiste à favoriser le développement des facultés critiques et créatrices chez leurs membres par la conscience qu'ils sont censés leur communiquer de leur identité sociale propre au sein de la collectivité entière et en les engageant dans la réalisation de projets concrets liés à une profession, à une classe ou à une nation.

Autre aspect de la critique, l'induration des sociétés se produit à un moment où survient, grâce surtout au progrès dans le domaine de l'électronique, un essor technologique sans précédent. Captif de structures figées, le génie inventeur risque à son tour de contribuer par des réalisations au rétrécissement de l'homme. De nombreux essais d'anticipation du monde de demain d'après une prospective technologique font voir un univers où calculateurs, ordinateurs, lasers, holographes et autres « machines » dont on connaît mal la nature et les possibilités ont anéanti toute vie privée et même dépassé les facultés critiques de l'individu. Le projet millénaire [235] de l'homme d'acquérir la maîtrise sur la nature et sur la société aurait donc lamentablement échoué. Dans notre monde déjà si complexe et qui le deviendra chaque jour davantage, la maîtrise n'appartient pas à l'individu en chair et en os mais aux détenteurs de la rationalité scientifique : les technocrates. Nées religieuses, les sociétés finissent bureaucratiques.

La technocratie devient une réalité à partir du moment où le pouvoir politique de fait passe aux mains des détenteurs de la rationalité scientifique. Selon le point de vue « unidimensionnel », l'avènement de la technocratie se traduit par l'érection d'un mur épais entre l'homme et les centres de décision qui pourtant décident de sa vie quotidienne. Du coup, les possibilités pour l'homme d'accéder à l'air et à la lumière deviennent encore plus restreintes et l'atmosphère de sa prison encore plus soporifique. La société se transforme en une organisation

géante parfaitement planifiée jusque dans ses moindres ramifications. Individus et groupes ne servent des fins utiles que dans la mesure où ils se comportent conformément à des directives dictées d'en haut. Pour masquer cette aliénation par rapport aux décisions qui pourtant engagent les individus au plus profond d'eux-mêmes et à chaque moment de leur vie, les institutions traditionnelles sont en apparence maintenues et les sollicitations pour une participation populaire accrue aux actes accomplis au sein de ces institutions se font de plus en plus pressantes. Les maîtres de l'heure n'ont rien à craindre d'ailleurs de ce côté : le pouvoir réel, qu'ils maîtrisent, est ailleurs.

Toujours selon les philosophes de l'« unidimensionnel », le pouvoir technocratique consacre une autre forme d'aliénation grâce à laquelle il se serait d'ailleurs édifié à l'origine : l'aliénation par les symboles, les termes, les concepts mêmes dont l'homme se sert pour communiquer ses sentiments et ses idées et pour construire en esprit le monde où il vit. Des symboles comme ceux de drapeau, couronne, présidence, constitution, des termes comme ceux de groupe, classe, nation, raison, égalité, liberté, des concepts comme ceux d'organisation, structure, système, n'expriment pas ce que laisse entendre le langage. Ils constituent un écran entre ce que les individus croient voir et les choses elles-mêmes. Plus grave encore, ils se substituent dans la conscience à la réalité ; de fait, on leur prête souvent plus d'excellence ontologique qu'aux individus comme lorsque l'on demande à ceux-ci de se « sacrifier » pour la « patrie » présentée sous les traits d'une personne [236] collective qui transcenderait infiniment les personnes individuelles concrètes.

Ce transfert d'attributs humains à des symboles ou concepts est de soi une conséquence plus ou moins obligée du processus de traduction du concret à l'abstrait que représente toute démarche philosophique ou scientifique. Les efforts récents de théorisation dans le domaine des sciences de l'homme auraient toutefois procuré à ce phénomène beaucoup plus d'ampleur. Les préoccupations se tournent vers l'élaboration de « systèmes » et de « modèles » et obligent à la formulation de concepts dits « opérationnels », c'est-à-dire de concepts dont la signification se confond avec les opérations sur la réalité d'où ils tirent leur contenu. L'accomplissement des opérations qui « réalisent » le concept constitue en même temps l'élaboration et la validation du « système » ou du « modèle ». Pour le théoricien, le réel consiste dans

le résultat des opérations prévues par le concept ou, plutôt, le réel se confond avec le « donné » du concept ; les idéaux, les aspirations, les besoins de l'homme sont transposés en éléments du « système » et en composantes du « modèle ». L'individu dans le groupe est perçu comme une unité dans une distribution statistique, un numéro dans une série. L'homme devient une machine à comportements, tous quantifiables, tous mesurables. La réification est ici totale.

En outre, les « opérations » excluent par définition la question de « ce qui doit être ». Ce genre de préoccupation est d'ailleurs fort justement condamné – étant donné l'optique par rapport à laquelle on se situe – comme l'orientation « anti-systémique » ou « anti-modèle ». Tout au plus peut-on soulever de telles questions dans les recherches sur les attitudes. On interprétera forcément les résultats, dans la mesure où ils indiqueront l'existence de tendances négatives par rapport à ce qui est comme des dysfonctions qu'il faut résorber ou corriger plutôt que comme des données en bonne et due forme du réel. Mais, par cette démarche, l'analyste confond de fait la réalité existante avec la norme ou plutôt il se trouve à prêter à la réalité existante la valeur d'une norme absolue. Qu'il le veuille ou non, du moment qu'il construit des modèles destinés à procurer une vision scientifique de la réalité, il penche de tout son poids du côté du *statu quo*, il devient un allié des pouvoirs de fait. Il sera même d'autant plus protagoniste de conservatisme social et politique qu'il sera meilleur analyste.

[237]

Pour Marcuse, seul le passage d'une sociologie analytique à une sociologie critique s'appuyant sur des concepts « transitifs » permettra d'échapper à ce piège. Par concepts « transitifs », il entend des outils d'analyse construits à partir d'une vision d'un monde qui a surmonté l'aliénation et qui englobe le réel sous tous ses aspects, ceux qui s'inspirent du non-conformisme aussi bien que ceux qui correspondent aux conditions existantes. Dans la pensée de Marcuse, de tels concepts affranchiront la science des horizons bornés des « structures », des « modèles » et des « systèmes » – ces succédanés rationalistes du réel – pour la faire accéder aux vastes espaces du Réel total aux dimensions d'une pensée inspiratrice d'actes humains affranchis. Seule une sociologie critique portée par une praxis nouvelle serait susceptible de

restituer à l'homme les puissances d'imagination et de création qu'il serait en train de perdre.

2. UN MOUVEMENT INSPIRÉ PAR UN HUMANISME SANS ISSUE

[Retour à la table des matières](#)

Critiques aigus et éloquents de la société contemporaine, les philosophes de l'« unidimensionnel » deviennent cependant extrêmement vagues du moment qu'ils s'essaient à décrire la physionomie d'une société non oppressive.

Le refus des modes d'organisation qui encadrent les rouages sociaux d'aujourd'hui – refus qui s'étend aux hommes qui les animent, aux concepts qui les décrivent et parfois aux machines qui les concrétisent – se réclame d'un humanisme noble et intransigeant comme il convient de le concevoir dans l'idéal mais irréel quand on l'envisage d'après les exigences pratiques d'action dans le contexte de tout projet d'aménagement de société jusqu'ici formulé, qu'il soit d'inspiration libérale, socialiste ou communautaire.

Un tel humanisme se nourrit aux sources d'un romantisme qui l'apparente à la philosophie socialiste utopiste de la première moitié du dix-neuvième siècle – cet utopisme même que Marx s'était évertué à dénoncer. La part de rêve qui entre dans cet humanisme permet d'allier une nostalgie non avouée à l'égard de formes très anciennes de civilisation et une vision du monde fortement influencée par une prospective technicienne.

Ainsi la volonté de procurer à l'homme la maîtrise sur les connaissances et sur la mécanique des sociétés peut conduire [238] au rejet pratique de connaissances et de mécanismes jugés trop complexes pour être placés sous le contrôle direct et immédiat de l'individu. La dénonciation de modes de participation fondés sur la représentation et délégation peut mener à un projet de fractionnement quantitatif et qualitatif des sociétés qui risque de les paralyser du moment que le plan de réforme se réclame de normes inspirées de la démocratie directe. La révolte contre les « grands » groupes, les « grandes » associations, en allant bien au-delà de l'opposition aux oligarchies régnautes et en

centrant le débat sur le phénomène de l'autorité, peut mener à la recherche exclusive de cadres de vie propres à restituer la chaleur protectrice primitive des petits groupes où tous, égaux et frères, vivent selon des modes communautaires. La dénonciation de la rationalité technicienne au nom de la primauté de la rêverie, du sens commun, de l'érotisme et des réalités simples de la vie quotidienne peut conduire à l'invention de normes franchement téléologiques d'action et d'organisation.

Dans son fond sinon dans sa forme, la philosophie « unidimensionnelle » débouche sur un anarchisme et un nihilisme pratiques qui ont déjà trouvé dans la formule : « destruction créatrice » une première expression. Ces orientations sont à ce point tournées contre les principes essentiels et les réalisations les plus spectaculaires de la civilisation contemporaine qu'on peut penser qu'elles s'inspirent plus ou moins confusément d'un désir de régression vers la barbarie.

Ce jugement peut paraître excessif, il est pourtant l'aboutissement logique de la doctrine « unidimensionnelle ». Celle-ci ne représente en définitive que l'effort de traduction le plus récent des motivations obscures qui tiennent sans doute à des impulsions suicidaires innées chez l'homme.

Dans toutes les civilisations et à bien des reprises, des hommes ont cherché dans un retour radical aux sources – la nature, la contre-culture, l'inconscient – le moyen de sauver l'homme de ses propres créations perçues comme oppressives et monstrueuses. La crise que nous traversons aujourd'hui marquerait la recrudescence d'un mal dont les premières manifestations remontent à très loin, au moins à la recherche de l'exotisme parmi les Européens du seizième siècle et dont on peut constater la progression dans les siècles suivants : crise de la conscience au dix-septième ; désir d'un retour à l'état de nature au dix-huitième ; exercices utopiques au dix-neuvième ; pour aboutir aux tentatives déjà nombreuses et souvent démoniaques d'instaurer un ordre nouveau au vingtième [239] siècle. Jusqu'ici, toutes les constructions, tous les efforts de critique radicale de la civilisation occidentale sont venus se perdre sur le rivage de l'impuissance ou ont abouti à un nouvel enserrement de l'homme dans le gant de fer des « restaurations » dictatoriales.

Rien n'indique que le présent mouvement contestataire, qui trouve son expression dans la philosophie de l'« unidimensionnel », aboutira à son tour à autre chose qu'à la frustration ou à la révolte – frustration dont on ne saurait dire où elle conduira ses fidèles ou révoltes que les « forces de l'ordre » chercheront à réprimer par tous les moyens.

Car ce mouvement et cette philosophie, sous les formes qu'ils revêtent, ne peuvent qu'éloigner d'eux les réformistes et liguer contre eux les conservatistes. Plus encore, ils risquent, par les excès de toute nature qui se produisent en leur nom, de détourner une fraction considérable de la population de la recherche et de la mise en œuvre de réformes pourtant essentielles à la bonne marche de nos sociétés. Le vocabulaire qu'emploie la contestation, dans la mesure où on le comprend, paraît inutilement provocateur ; les actes qui se réclament d'elle sont inutilement destructeurs. La contestation débouchera sur un grand soir prélude à un ordre nouveau ou se perdra dans les brumes de la nuit. La lumière du jour l'aveugle.

3. LES ASPECTS POSITIFS DE LA CONTESTATION

[Retour à la table des matières](#)

Et pourtant, ces paroles, ces gestes, ces actes traduisent d'une manière incohérente et souvent disgracieuse les problèmes réels d'une société dont les dirigeants, bien repus, sont trop souvent devenus incapables à s'autocritiquer. Ils constituent en quelque sorte des signaux d'alarme à l'égard des écueils inhérents à la modernité. Le bris d'un ordinateur, c'est une façon bien maladroitement d'exprimer une angoisse identique à celle qui poussait les paysans du quinzième siècle à se livrer à des Jacqueries et les travailleurs du dix-neuvième à briser les premières machines industrielles.

Dans la mesure où la contestation est globale et s'étend à toute la société, elle est d'essence révolutionnaire. Il est inutile de chercher dans des réformes, même importantes, les moyens de lui donner satisfaction. Cependant, quand elle accepte de s'attaquer à des secteurs spécifiques, elle peut agir comme un signal d'alarme et prévenir la détérioration de [240] conditions déjà franchement mauvaises. Par

exemple, si les critiques qu'adressent les contestataires aux cégeps et aux universités sont souvent mal formulées. Il n'en reste pas moins que de profondes réformes s'imposent d'urgence au sein de ces institutions. Étudiants, professeurs, administrateurs vivent présentement des heures difficiles et il faut comprendre l'anxiété qui se manifeste chez tous. Pour ma part, je suis déçu de constater que l'université est en train de perdre la confiance du public par son incapacité à apaiser la contestation. N'oublions pas, toutefois, que les étudiants qu'elle reçoit ont entre 17 à 20 ans, et que, pour des raisons inhérentes à notre monde – familles, églises, écoles, cégeps, médias d'information – ils se trouvent déjà profondément désaxés. L'université sert de bouc émissaire. Il n'en reste pas moins que l'occupation de la « tour » en octobre dernier à l'université Laval symbolise la solitude intellectuelle et personnelle que créent les conditions actuelles de la vie étudiante sur tous les plans – académiques, spirituels et humains – de même que l'absence criante de communications entre les parties constituantes de l'institution universitaire d'aujourd'hui.

Certes, le mouvement contestataire groupe nombre de jeunes qui, pour une raison ou pour une autre, ne devraient pas être à l'université. Il faudra créer un mécanisme pour détecter aussitôt que possible ces cas de façon à les orienter dans des voies où ils seront plus à l'aise. Mais il recrute aussi nombre d'étudiants parmi ceux qui sont les plus sensibles et les plus intelligents. Il faut considérer cette situation comme une tragédie et chercher à fournir à ces jeunes une autre soupape à leur anxiété que la contestation.

Il n'y a pas lieu de se surprendre du fait que la contestation sévit surtout parmi les facultés des sciences humaines et tout particulièrement chez les étudiants de sociologie et de science politique. C'est là un signe supplémentaire du caractère critique de ces disciplines. Mais identifier celles-ci avec la contestation comme on le fait présentement dans certains secteurs de la population au Québec, c'est commettre une grossière erreur.

Contre les dénonciations mensongères de ceux qui profitent de la contestation pour tenter une fois de plus de réduire au silence la pensée créatrice, il faut opposer la contribution insigne des sciences humaines au développement social et économique au cours des dernières années. Ironie des choses, ces nouveaux détracteurs se rangent à leur insu du même côté que les contestateurs qui, précisément, s'en pren-

nent [241] avec virulence à la sociologie analytique qu'ils considèrent comme complice de la consolidation d'un ordre social « oppressif ». Je revendique le droit à l'existence pour une sociologie critique dans nos universités. Mais il doit aussi continuer à y avoir place pour une sociologie analytique. Or, la part de cette dernière est aujourd'hui encore prépondérante dans les programmes d'étude et est considérée, non sans une certaine suffisance, comme la seule sociologie digne de ce nom par la grande majorité des professeurs et des étudiants.

[242]

Cinquième partie :
Modes et moyens d'action : violence et répression

Chapitre 2

Au lendemain d'une enquête du coroner *

[Retour à la table des matières](#)

Durant des mois un mouvement terroriste avait tenté de répandre la panique parmi la population. Se livrant à des actes de sabotage dont chacun constituait, par ses conséquences possibles, un attentat à la propriété et à la vie humaine, distribuant à gauche et à droite des lettres de menaces, faisant parvenir aux journaux des déclarations et des manifestes empreints d'arrogance et de fanatisme et allant jusqu'à annoncer la création d'un « tribunal révolutionnaire », ce mouvement suscitait la réprobation générale. On entendait partout : « pourquoi la police n'agit-elle pas ? Pourquoi n'arrête-t-elle pas les coupables ? Pourquoi est-elle si impuissante ? »

La police a agi... le coroner a agi... Car un homme était mort à la suite d'un acte de sabotage (un autre fut mutilé à vie en tentant de désamorcer une des bombes qui avaient été déposées dans des boîtes postales le long d'un trottoir d'une rue achalandée).

* Extrait d'un texte publié dans *Le Devoir* le 21 juin 1963.

Mais la mémoire de l'homme est courte, ou plutôt ses sentiments à l'égard des événements changent selon les facettes qu'ils présentent à son imagination au gré des circonstances.

La semaine dernière, l'opinion s'est attendrie sur les présumés membres de ce même mouvement terroriste alors qu'ils se trouvaient devant leurs juges pour être mis en accusation ou être disculpés.

La première réaction à l'annonce des noms des suspects fut la suivante : « La terreur, c'était donc ça ! » Oui, puisque plusieurs d'entre eux l'ont avoué, c'était ça, la terreur, cette vingtaine de jeunes gens, presque des adolescents, à l'apparence bien inoffensive. L'appareil policier qui avait été créé pour les démasquer et pour procéder à leur arrestation et à leur surveillance, hier encore ridiculisé comme inepte, maintenant [243] paraissait d'une puissance et d'une rigueur disproportionnées. Les juges et les avocats prenaient presque figure de bourreaux et donnèrent à plusieurs l'impression de se comporter comme tels.

Ce soudain renversement des sympathies s'explique de plusieurs manières.

Le terrorisme, tant qu'il demeure un phénomène abstrait, anonyme et inconnu, fait horreur précisément parce qu'il paraît aveugle, insolite et incontrôlable. Le terrorisme s'apparente en ceci aux puissances de la nature qui, comme le tonnerre par exemple, se déchaînant contre les bêtes et les hommes, paraissent n'en frapper quelques-uns que dans le dessein de répandre la panique chez tous. Mais le terrorisme perd tous ses attributs magiques dès qu'il prend un visage humain, surtout si ce visage est familier. Il cesse de faire horreur dans la mesure même où on l'apprivoise. Le bras qui frappe de son long couteau, on apprend qu'un « but », qu'un « noble idéal » le guident ; vulnérable, il est donc courageux. Aux images abstraites qu'on se faisait du terrorisme et qui répugnaient se substituent des impressions qui nous rendent le phénomène beaucoup moins redoutable. C'est ainsi que tous les peuples réprouvent la terreur en soi mais tous en viennent à admirer les terroristes de « chez eux » parce que la notion de terrorisme finit par se confondre, dans leur esprit, avec les formes spécifiques d'humanisme qui leur sont chères.

Il était facile de laisser libre cours à son indignation morale tant et aussi longtemps qu'on pouvait penser que les actes de terrorisme per-

pétrés à Montréal pouvaient être le fait de « communistes », de « durs à cuire de l'O.A.S. », d'« agents provocateurs » et d'« étrangers » du même acabit. Maintenant que nous savons qu'il s'agissait pour la plupart de jeunes Canadiens français, membres de nos familles et qui fréquentaient nos écoles, nous ne pouvons plus nourrir à leur endroit la même réprobation parce que, pour une part, ainsi que des parents envers leurs fils délinquants, la voix du cœur est plus forte que celle de la raison, et parce que, pour une autre part, nous sommes naturellement enclins à « oublier » leur culpabilité afin d'alléger le fardeau de notre propre responsabilité à leur endroit. « Ça aurait pu être mon enfant ! ». Ce seul cri d'une mère dans une lettre aux journaux traduit bien notre état d'esprit à tous.

Mais, peut-on demander aujourd'hui, pourquoi les saboteurs se seraient-ils recrutés parmi les membres de la pègre, les agents provocateurs, etc. ? Évidemment, dans un tel [244] cas, la liquidation du F.L.Q. aurait pu se faire dans les règles et nous en aurions moins ressenti les pénibles à-coups. Et surtout, nous aurions pu continuer à jouer avec le terrorisme comme une abstraction qui n'a pas de prise « ici ».

C'est pourtant une bonne règle de méthode qu'avant de considérer un phénomène comme une exception il faut faire la preuve qu'il ne suit pas les règles générales. Or partout, et surtout dans l'histoire récente, les mouvements terroristes constituent des sous-produits idéologiques qui recrutent leurs membres surtout chez ceux que la propagande est susceptible de rendre fanatiques, c'est-à-dire les jeunes. Pourquoi y aurait-il eu exception pour nous ? Plusieurs, en effet, craignaient qu'il en fût ainsi, mais tous, par délicatesse et discrétion, se sont abstenus d'avouer publiquement leurs appréhensions. Et la gravité du choc que provoque aujourd'hui dans nos cœurs et nos esprits la révélation du fait que les terroristes paraissent avoir été pour la plupart de jeunes Canadiens français se mesure par ce silence même que nous avons maintenu jusqu'à la fin sur leur identité possible. Si quelqu'un avait osé rompre ce silence, il aurait probablement vu se retourner contre lui un flot de dénégations indignées.

Nous voici placés devant le fait brutal : les terroristes, c'étaient eux. Parce qu'ils sont des jeunes gens de « chez nous », ils auraient pu être nos propres enfants. Et demain, qui sait... Déjà, tout en n'admet-

tant pas leur conduite, on souffre pour eux, avec eux ; on sympathise, c'est-à-dire on cherche à comprendre. Le terrorisme devient en quelque sorte un produit de notre chair et de notre sang. Même monstrueux, ce produit, il nous faut bien admettre que nous l'avons conçu et mis au monde. Certains parents, à force de larmes et de sollicitude, finissent par en aimer davantage leurs enfants infirmes. Non pas tant pour les excuser que pour étouffer la voix de notre propre conscience coupable, nous allons imputer à d'autres la responsabilité première des actes que ces jeunes ont posés. Et parce que ces actes ont une portée collective, l'« autre » ne peut être que la collectivité anglophone. Comme on le dit déjà un peu partout : « ces jeunes ont fait preuve d'un courage que nous-mêmes, les aînés nous n'avons jamais eu ». Même si on déplore le caractère des actes que leur a inspiré leur « idéal », on ressent à leur endroit de la « fierté » et de l'« envie ». C'est ainsi que par un aveuglement bien humain, les parents, en fermant les yeux sur les faiblesses de leurs enfants et en trouvant des excuses à leurs freddaines, [245] les sollicitent, sans s'en rendre compte, à des errements toujours plus répréhensibles.

Le blâme que l'on aurait malgré tout adressé aux jeunes suspects de terrorisme est resté figé sur nos lèvres du fait même de l'appesantissement sur eux du lourd appareil judiciaire. On vient de répéter ici l'erreur initiale qui ailleurs conduisit insensiblement un si grand nombre de gens, à commencer par les pacifistes résolus, à créer un climat d'opinion favorable aux terroristes. Ici encore des mécanismes psychologiques élémentaires entrent en action. Il est bien connu que dans les procès pour crimes la sympathie du public se porte souvent vers les accusés. Dans les cas de répression terroriste, ces mécanismes finissent par agir à fond.

Les caractères spécifiques à ces genres de délits : « opérations » à responsabilité collective, organisées par des sociétés secrètes, elles-mêmes proto-policières et paramilitaires, comptant au surplus sur des « conspirations extérieures » aux tentacules virtuellement d'autant plus nombreuses que les objectifs dont elles se réclament sont considérés comme valables par un grand nombre – bref, devant une inconnue dont ils ne connaîtront la nature exacte qu'une fois l'opération terminée, tous les corps policiers du monde ont tendance à perdre la tête. Le public, au surplus, les poussant à l'action, les gouvernants réclamant des « coupables » pour prévenir la perte de prestige de leur pays

à l'extérieur – tout cela ajoute encore à l'affolement des policiers. Ridiculisés, pressés de tous côtés vers l'action rapide et définitive, leurs enquêtes prennent le caractère de vastes inquisitions qui n'épargnent personne ; leurs coups de filet, par crainte de voir se perdre le butin recherché, retiennent tout ce qu'ils recueillent (les documents anodins pourront toujours être retournés à leurs propriétaires et les innocents disculpés...) leurs procédés sont d'autant plus brutaux qu'ils sont les premiers à craindre (pour en être des victimes de choix) les organisations terroristes.

Dans les circonstances, si l'action policière réussit, il y a de bonnes chances pour que le public se retourne contre ceux dont il réclamait naguère « la plus extrême vigilance afin que nous, les honnêtes citoyens, puissions vivre en paix ». Une fois mis sous arrêts, les suspects terroristes voient se déclencher en leur faveur le mécanisme psychologique qui porte les hommes à s'apitoyer sur tous les accusés lorsqu'ils ne sont plus en position d'attenter à la propriété et à la vie des personnes.

[246]

Il en va de même de la récente enquête du coroner qui, nous rapporte-t-on de plusieurs sources, a été menée dans le plus grand dédain des droits civils et humains dont les accusés pouvaient se réclamer. Encore ici, nous n'aurons pas échappé à la règle commune. Il n'y a rien de plus pénible à lire que les comptes rendus des procès à incidences « politiques » (surtout si le chef d'accusation peut être le meurtre). L'appareil judiciaire monté à l'avance dans le but de mettre à la raison ce qui est effectivement une organisation clandestine et subversive, se révèle d'une dimension et d'une sévérité disproportionnées à l'aspect que présentent les ex-terroristes qui reprennent leur pauvre condition humaine en devenant des accusés. Il y a là le pénible spectacle d'une espèce de terrorisme inversé (l'application de la violence pour surmonter sa propre peur et pour s'empêcher de reconnaître sa propre culpabilité) dont les procès soviétiques des années '30 constituent le prototype et dont, plus près de nous, Joe McCarthy a fait faire aux Américains une expérience, espérons-le, salutaire.

La vague de protestations que l'application vengeresse et arbitraire de la justice a suscitée dans le cas présent, dans la mesure où elle vise à la rectification des torts qui ont pu être par là infligés aux inculpés,

est tout à fait légitime et je m'associe aux protestataires. Toutefois, il importe de sérier les questions. Le fait demeure que plusieurs des inculpés se sont, de leur propre aveu, livrés à des actes de sabotage. Si nous allions, dans notre zèle à accabler la justice, la discréditer auprès de l'opinion, les conséquences de notre aveuglement seraient lourdes.

L'Allemagne de Weimar a sombré dans la dictature précisément parce qu'à la suite des premiers procès des jeunes terroristes nazis, les juges, par crainte des réactions du public et pour protéger leurs biens et leur personne, n'osaient plus appliquer la justice conformément à des lois pourtant empreintes d'un profond esprit libéral. Il en fut ainsi du gouvernement lui-même qui, après avoir sévi avec vigueur contre les bandes de jeunes nazis, finit, aux applaudissements d'une bonne partie de la population, par « légitimer » leurs actes en considérant ces bandes, pour toute fin pratique, comme une force policière d'un caractère particulier...

À moins que nous n'y prenions garde, cette première enquête du coroner, parce qu'elle aura prêté à de regrettables abus, loin de mettre fin à la violence chez nous, engendrera [247] de nouveaux actes de terrorisme car elle les aura, en quelque sorte, moralement justifiés à l'avance.

On me permettra de revenir brièvement sur l'extrême jeunesse et l'origine ethnique des inculpés puisque, j'en suis convaincu, ce sont surtout ces traits qui ont fait perdre de vue à plusieurs le fait qu'ils étaient malgré tout suspects d'actes de sabotage. Je tiens à souligner que s'ils ont suscité tant de sympathie autour d'eux, ce n'est pas toutefois simplement parce qu'ils étaient jeunes et Canadiens français. C'est aussi et surtout parce que, sous la surveillance de policiers qui avaient deux fois leur taille et leur poids, ils ne faisaient plus peur.

N'allons pas commettre l'erreur de minimiser le F.L.Q. parce qu'il était composé de jeunes. Tout en n'oubliant pas qu'ils ont droit, en tant qu'inculpés, au traitement humain et équitable qu'ils n'auraient peut-être pas accordé à leurs propres juges si les rôles avaient été inversés et que les éventuelles sanctions devront être dosées à la mesure de leur responsabilité réelle, nous aurions bien tort de nous attendrir sur leur jeunesse et surtout sur le fait qu'ils sont Canadiens français. Au contraire, toute question de punition mise à part, nous devrions, devant les événements en cours, manifester une inquiétude d'autant plus

grande que, précisément, il s'agit de jeunes et de Canadiens français. Notre premier et suprême devoir est bien celui de protéger nos enfants du mal.

Car c'est bien du sort des jeunes qu'il s'agit dorénavant. Hommes publics, éducateurs, journalistes, parents – tous, nous devons prendre pleinement conscience de nos responsabilités vis-à-vis de la collectivité tout entière et, plus particulièrement, vis-à-vis des jeunes. Dans la période difficile qui s'ouvre devant nous, nous devons faire preuve de plus de modération dans l'expression de nos idées, surtout quand il s'agit d'idées controversées ou susceptibles de déclencher des réactions passionnelles. Nous devons faire montre de plus d'audace et d'imagination dans la recherche de solutions constructives à nos problèmes. Hommes publics, éducateurs, journalistes, parents, qui que nous soyons, nous ne pouvons plus nous permettre de jouer avec les idées comme si elles étaient inoffensives, comme si, manipulées d'une certaine manière, elles ne contenaient pas une charge explosive aussi destructive pour l'esprit que mille bâtons de dynamite pour la propriété et la vie.

L'enquête du coroner à la suite de la mort d'un homme est close. Nous déplorons à juste titre la façon arbitraire dont [248] elle paraît avoir été menée. Mais, dans un mouvement d'inconscience collective, n'allons pas créer un climat psychologique qui ferait des jeunes inculpés des semblants de héros ou de martyrs. Nous verrions alors, par la suppression progressive des résistances que pose, contre la violence, la conscience morale, se resserrer autour de nos libertés le cercle infernal des activités terroristes et des répressions policières.

[249]

Cinquième partie :
Modes et moyens d'action : violence et répression

Chapitre 3

L'épisode du bill 63 : escalade vers l'anarchie ? *

[Retour à la table des matières](#)

L'humanité s'est toujours bien curieusement menée mais plus curieusement à certaines époques qu'à d'autres.

Le climat d'agitation créé autour du Bill 63 ne constitue pas un cas unique dû à des circonstances d'une gravité exceptionnelle. Il paraît au contraire marquer l'aggravation d'une tendance que nous avons eu maintes fois l'occasion de constater au Québec, comme ailleurs, depuis quelques années. L'évolution, à la fois rapide et radicale, des états d'esprit parmi les couches importantes de la population contraints à se demander si l'échelle des valeurs individuelles et collectives qui, depuis les révolutions anglaises de 1648 et de 1688 et la Révolution française de 1789, a réglé les actes publics dans les démocraties libérales n'est pas en train d'être renversée. Et s'il est vrai que nous soyons

* Texte paru dans *Le Devoir* le 1^{er} novembre 1969, reproduit dans *Communauté chrétienne*, n° 49, *l'idéologie du changement*, janvier-février 1970.

parvenus à la fin d'une ère, est-il possible de discerner les traits du monde qui est en train de naître ?

Que des transformations brutales se produisent actuellement dans les modes d'aménagement et de gouvernement des sociétés, cela est pour moi un fait acquis. Mes interrogations se portent plutôt sur la direction de ces transformations. Nous avons, pour quelque temps encore, le choix entre deux destinations possibles : la concertation de toutes les parties du corps social dans la programmation et l'accomplissement des tâches communes ou l'anarchie. Des indices nombreux portent à penser que la société québécoise risque de s'engager sur la voie de l'anarchie. Et cela, non pas par suite de la nature des objectifs poursuivis par les uns ou par les autres mais par suite des modes d'action employés. Très bientôt, nous risquons tous d'être engloutis dans l'abîme sans fond de l'irraison – produit fatal de l'affrontement de deux fanatismes – qui est précisément au principe du renversement des valeurs. [250] L'irraison, quand elle impose sa règle à un peuple, convertit l'amitié fraternelle en haine fratricide, le vice en vertu, le mensonge en vérité, le crime en acte d'héroïsme. La raison elle-même, si elle s'efforce de s'exprimer, du point de vue de l'un ou de l'autre camp sinon de tous les camps à la fois, revêt les traits de la trahison. Il est certes temps encore, pour ceux qui se refusent à voir dans l'anarchie une solution aux enjeux que la condition des Québécois et le rythme des événements suscitent, de réviser leurs techniques d'action. Mais il s'impose d'agir avec diligence et clairvoyance pendant que la réflexion est encore possible.

La première tâche qui incombe à la réflexion consiste dans l'identification des moteurs sociopolitiques et psychologiques de l'évolution en cours. On ne saurait en effet remédier à un mal si on n'en connaît pas les causes. Je vais m'attaquer de façon bien préliminaire à cette tâche.

L'agitation qu'a soulevée le Bill 63, devenu la Loi pour promouvoir l'usage du français au Québec, manifeste une fois de plus que la mécanique de la société libérale et démocratique risque de se détraquer. Ce nouvel épisode de notre temps agité met en relief deux aspects majeurs de ce détraquement : en premier lieu, l'inquiétant fossé qui se creuse entre le gouvernement et les élus du peuple, d'une part, et une partie du plus en plus considérable de la population, d'autre part ; en

second lieu, la substitution, dans l'expression d'une opposition à une décision politique ou à un projet de loi, de l'action populaire directe à celle d'associations d'intérêt organisées.

Selon le scénario libéral traditionnel, l'opposition au sein du peuple à un projet de loi devrait se polariser autour des positions des principaux partis présents à l'Assemblée nationale. Quand cette polarité de vues entre fractions du peuple et fractions des élus ne se manifeste pas, il y a risque plus ou moins imminent de crise nationale, comme ce fut le cas au Canada au moment de la « crise de la conscription », alors que la très grande majorité de la population francophone du Québec se trouva pour ainsi dire sans porte-parole à la Chambre des communes. Dans le cas du Bill 63, la fraction qui, à tort ou à raison, dénonce le projet de loi comme un acte de condamnation à mort à plus ou moins brève échéance de la langue française en Amérique, n'a pas non plus d'audience auprès des députés des deux principaux partis présents à l'Assemblée nationale, la plupart de ces derniers en effet considérant plutôt le projet de loi comme un [251] immense pas vers la promotion de la langue française au Québec. Comment expliquer semblable contraste dans les points de vue ?

Par suite de l'interdépendance croissante du social et du politique, les actes et les décisions du gouvernement rejoignent toujours davantage les citoyens jusque dans leur vie quotidienne. Un projet de loi sur les langues touche directement professeurs, étudiants et intellectuels en général dans un domaine jugé par eux vital. Il eut été normal qu'ils fussent consultés dans la préparation du projet de loi. Le gouvernement lui-même a reconnu ce droit en février 1969, lorsqu'il a retiré le projet de loi n° 85 qui portait, lui aussi, sur la promotion du français comme langue d'enseignement. Il a créé une Commission – la Commission Gendron – précisément pour permettre aux individus et aux groupes, désireux de faire connaître leur opinion, de la formuler dans des mémoires adressés à cette Commission. Malheureusement, pour une raison ou pour une autre, plusieurs, parmi les francophones, ont refusé ce moyen d'action que le premier ministre leur avait fourni. Ils ont boudé la Commission Gendron ou encore ils l'ont dénoncée comme constituant une échappatoire, une voie d'évitement et ainsi de suite... Par ailleurs, surtout après « l'affaire de Saint-Léonard », un courant important de l'opinion réclamait du gouvernement une action claire et rapide dans le domaine des langues. En outre, il y avait risque

réel pour le gouvernement d'être pris de vitesse par les tenants de l'unilinguisme français au Québec, dont la propagande se faisait de plus en plus incisive.

Dans ces conditions, le premier ministre a estimé de son devoir de présenter un projet de loi qui, à son avis, stabiliserait la situation. Ce dessein fut contrarié par l'opposition bruyante et radicale d'un grand nombre de professeurs et d'étudiants qui voyaient dans le projet de loi une menace pour la survivance de français au Québec. Cette réaction prit le gouvernement au dépourvu : d'une part, le projet de loi ne s'inspirait d'aucun programme d'ensemble et ne reposait sur aucun dossier soigneusement préparé à l'avance ; d'autre part, il devint vite évident qu'il devait être amendé de façon substantielle avec les moyens du bord, c'est-à-dire le bon sens des simples députés. La loi qui fut adoptée à la très grande majorité des voix après quinze longues séances de débats est considérée par la plupart des députés eux-mêmes comme imparfaite et, pour atteindre les objectifs souhaités, elle devra sans aucun doute être substantiellement corrigée.

[252]

Ce malheureux épisode est instructif surtout en ce qu'il fournit un exemple flagrant de la distance physique et psychologique qui existe entre le gouvernement et une fraction importante du peuple. Le dialogue, qui eût été si nécessaire, n'a pas eu lieu. Individus et groupes, d'une part, gouvernement, d'autre part, ont mené une action parallèle. Ils ne se sont pas rejoints. Dans la cacophonie des vociférations et des dénonciations, ils ne se sont pas parlé.

Au fossé qui semble s'être creusé entre les élus et le peuple, s'ajoute le recours à des modes inédits, depuis le début de l'ère libérale, de pression sur le gouvernement. Les sociétés libérales en effet, outre les partis politiques, se sont donné un mécanisme particulier pour permettre aux citoyens de manifester leur mécontentement contre le gouvernement. Ce mécanisme s'appelle l'association volontaire ou le groupe d'intérêt. Malheureusement, ce mécanisme est trop souvent devenu l'instrument de dirigeants qui s'en servent pour promouvoir leurs propres intérêts plutôt que ceux de leurs membres. Les efforts actuels pour mettre un terme au règne des oligarchies aboutissent souvent à la dissolution ou à la rupture de l'association elle-même. Ainsi, l'immense monde étudiant dans le Québec ne dispose plus d'associations pour

le représenter. D'où le recours à l'action directe comme technique de pression.

Le réveil soudain de cette masse étudiante si longtemps apathique nous émerveille et nous effraie tout à la fois. Il émerveille parce qu'il porte en lui le germe d'un nouvel humanisme axé sur l'engagement personnel et l'idéal communautaire. Il effraie parce qu'il suppose dans la pratique une maturité qui, de toute évidence, n'existe encore que chez un tout petit nombre. Les *teach-in* et autres manifestations pacifiques organisés contre le Bill 63 étaient parfaitement légitimes puisqu'ils découlaient de droits acquis à la suite des révolutions démocratiques. Mais ces techniques de pression sont loin d'avoir la qualité de la pression politique par le truchement des groupes d'intérêt. Outils redoutables quand il s'agit d'agir sur un point précis, *teach-in* et manifestations sont inefficaces comme modes d'action ordinaires. Ils ne conviennent qu'à des situations d'urgence. Les groupes s'assoupissent pendant de longues périodes, sont incapables de prévenir le développement de conditions préjudiciables à leurs intérêts et ne se raniment que lorsque la situation s'est envenimée jusqu'à l'état de crise. Les sociétés risquent ainsi de se voir ballottées de crise en crise, impuissantes qu'elles [253] pourraient devenir à les prévenir. Si l'action directe devient la principale technique employée contre les pouvoirs, il est certain que le fossé entre dirigeants et dirigés s'accroîtra jusqu'au point de rupture. Par ailleurs, surgiront des professionnels de l'agitation permanente qui maintiendront les groupes dans l'état requis de galvanisation et qui rendront toute vie sociale organisée impossible.

L'épisode du Bill 63 marque l'aggravation d'un tel processus au Québec. Autant il faut déplorer le dépôt du projet de loi, autant il faut regretter qu'il n'y ait pas eu d'organisations capables de canaliser vers le gouvernement et vers l'opposition officielle le mécontentement des groupes de même que les suggestions positives qu'ils auraient jugées utiles. Un pas de plus a été franchi dans la voie sans retour du pouvoir de la foule. Le fait même que certains motifs d'opposition soient fondés a permis de faire ce pas. Cette fois-ci, la contestation prend l'aspect d'une révolte qui gagne la majorité des intellectuels et qui vise non pas telle ou telle personne mais la légitimité du pouvoir. La foudroyante efficacité de ces mouvements de foule – qui rappellent les Jacqueries du XVI^e siècle ou la résistance des populations occupées – risque de paralyser le gouvernement et la société tout entière, amor-

çant ainsi le cercle infernal des capitulations du pouvoir et des assauts de fractions du peuple contre le pouvoir.

Le renversement des valeurs individuelles et collectives va de pair avec le détraquement de la mécanique sociopolitique. L'épisode du Bill 63 manifeste que ce renversement est bel et bien en cours. Je passe sous silence les slogans malheureusement trop connus qui font appel aux passions et sont susceptibles d'engendrer la violence : intimidations, menaces de « faire sauter des High Schools à la dynamite, au plastic, à toutes sortes de choses ». Je me bornerai à ne mentionner que deux exemples beaucoup plus significatifs, du renversement des valeurs.

Dans une pétition adressée au gouvernement, cinq membres du *Conseil international de la langue française* déclarent : « Le salut du français au Québec exige, comme dans les situations d'urgence, que les droits collectifs passent avant les droits individuels ». Certes, dans le cours ordinaire des choses et non seulement dans les « situations d'urgence », l'individu est souvent et à juste titre appelé à sacrifier son bien propre immédiat au profit de l'intérêt de la collectivité. Mais deux mille ans de pensée humaniste et chrétienne ont conduit graduellement à l'affirmation de la suprématie absolue de la [254] personne humaine individuelle, dans son intégrité essentielle, sur tout collectif organisé, quelque noble qu'en soit la raison d'être. Sans doute, dans les situations concrètes, on doit fréquemment s'en tenir à des jugements prudents qui sont loin d'avoir la valeur d'un énoncé de principe. C'est ainsi que dans le cas présent, une loi qui, par exemple, décréterait l'unilinguisme français au Québec pourrait, sous certaines conditions, ne pas léser les droits individuels d'aucun citoyen du Québec. On ne saurait toutefois se réclamer *a priori* du principe de la « suprématie des droits collectifs » ou au contraire du « caractère inviolable des droits individuels » pour justifier son option personnelle pour l'unilinguisme français ou le bilinguisme au Québec. La valeur humaniste de ces principes ne peut être dans ce cas que relative et doit être examinée à la lumière de conditions historiquement et sociologiquement définies.

Un second exemple du renversement des valeurs auquel nous assistons présentement nous est donné par le grand nombre de ceux qui, au cours d'assemblées publiques, se sont demandé qui, dans l'enjeu du

Bill 63, des élus siégeant à l'Assemblée nationale ou du public, représentait vraiment le peuple. Je concède qu'au moment où parlaient les conférenciers, l'Assemblée nationale, aux prises avec les maquignonnages qui lui sont coutumiers, n'offrait pas une image tellement exemplaire d'elle-même : on ne décelait guère chez les députés la conscience d'une « urgence nationale » par contre si aiguë parmi les jeunes auditeurs des conférenciers. Il n'en reste pas moins que le principe sous-jacent à l'interrogation va à l'encontre des valeurs démocratiques laborieusement conquises au cours des deux derniers siècles. Ce que représente le public d'un conférencier ne peut être rien d'autre qu'un groupe de pression d'un caractère particulier. Laisser entendre qu'il peut être une sorte d'Assemblée nationale parce que, en cet instant précis, il pourrait mieux exprimer la volonté profonde de la nation, c'est non seulement s'arroger le droit – que l'on ne saurait revendiquer que dans des situations extrêmes – d'assumer soi-même pour le bien du peuple entier la légitimité que l'on refuse à un pouvoir de fait jugé étranger ou despotique ; c'est également se « plébisciter soi-même, c'est-à-dire reproduire – je le veux bien de façon purement symbolique et inconsciente, mais reproduire tout de même – le geste qui marque l'avènement des tyrans.

[255]

Cinquième partie :
Modes et moyens d'action : violence et répression

Chapitre 4

Au lendemain d'un douloureux réveil *

[Retour à la table des matières](#)

On voudrait que ce fût un mauvais rêve et que rien de tout cela ne se soit vraiment passé. Impossible cependant d'abolir la triste réalité : des terroristes ont enlevé deux hommes et ont assassiné l'un d'eux. Cet affreux drame s'incruste en nous comme une donnée essentielle de notre conscience individuelle et collective. Qui que nous soyons, quelles que soient nos convictions, nous ne nous percevons désormais plus tout à fait de la même façon. Comment allons-nous relever le terrible défi que le sort nous lance aujourd'hui ? Le creuset de l'épreuve nous aura-t-il mûris ou, au contraire, simplement durcis ?

Comment notre pauvre sagesse humaine peut-elle espérer trouver un sens à ce qui apparaît comme une totale absurdité ? La tentation est grande de céder aux justifications faciles et de refouler les interrogations qui assaillent l'esprit. L'équilibre de l'individu et de la collectivité exige cependant que nous nous expliquions à nous-mêmes notre situa-

* Texte paru dans *Le Devoir* le 21 octobre 1970.

tion nouvelle. Les leçons que nous tirerons du cauchemar dont nous émergeons avec tant de peine influenceront forcément nos attitudes et nos conduites dans plusieurs secteurs de notre vie collective. Il nous incombe que ces leçons soient bien inspirées.

L'entrée en scène de commandos de la terreur n'est pas un phénomène fortuit, sans signification sociale. Il marque au contraire le début d'une nouvelle étape de la destinée tragique des Canadiens français. Il se trouve que les premiers efforts cohérents des Québécois pour s'affirmer comme collectivité originale coïncident avec une recrudescence de la violence à travers le monde. Eux qui prennent de façon si aiguë conscience de la pauvreté de leur culture et de la faiblesse de leurs cadres de vie, ils ressentent les mêmes impulsions d'impatience et de colère qui secouent les peuples plus [256]intégrés et mieux équipés qui les entourent. Et c'est ainsi que leurs réactions s'apparentent à celles des fractions les plus démunies parmi ces peuples.

Nous ne pouvons plus nous le cacher : la violence s'est incrustée dans nos mœurs collectives. Les éclats de bombe qui en juin 1963 tuèrent un homme ne parvinrent pas à nous éveiller à la nouvelle et terrible réalité. Depuis sept ans, les manifestations violentes n'ont cessé de se multiplier et de gagner en intensité. Nous nous sommes obstinément refusés à scruter la signification profonde de tant d'avertissements pourtant non équivoques. Allons-nous encore chercher des excuses faciles pour les horribles crimes que constituent les enlèvements de James Richard Cross et de Pierre Laporte et le lâche assassinat de ce dernier ? Si oui, jusqu'à quelles dépravations faudra-t-il que l'escalade de la violence nous entraîne pour que nous réalisions enfin sur quelle pente fatale nous sommes en train de glisser ?

Puisqu'il a fallu qu'une vie humaine soit sacrifiée pour que ne soient pas bafoués les principes de l'ordre démocratique, qu'au moins cette mort confirme notre foi en la démocratie.

Qu'elle chasse la tentation de vengeance chez les gouvernants. Que ceux-ci soient pleinement conscients du risque clair et présent d'abus que comportent les mesures d'exception qu'ils se sont crus contraints d'adopter. Qu'ils se souviennent que s'il est parfois requis pour des motifs d'une extrême gravité de suspendre certains droits collectifs et personnels, cette abrogation doit être aussi limitée dans ses effets, aus-

si brève dans le temps, aussi humaine dans son application que possible.

Qu'elle serve aussi d'avertissement à ceux qui pourraient être éventuellement tentés de suivre les traces des ravisseurs de James Richard Cross et de Pierre Laporte. Qu'ils sachent qu'ici on ne cède pas aux ignobles chantages que peut inspirer une imagination diabolique au service du fanatisme et que la pauvre satisfaction sadique d'avoir à infliger inutilement la mort à d'innocentes victimes sera le seul gain qu'ils tireront de leurs infâmes machinations. Qu'elle étouffe à jamais l'esprit de violence chez ceux que les injustices de notre monde indignent à juste titre, qu'ils se convainquent que la promotion d'une cause à leurs yeux bien-fondée, ne justifie pas, dans un milieu comme le nôtre, le recours à des modes d'action dépravés.

Dans notre cas, étant donné les caractéristiques de notre personnalité collective et de notre environnement, la violence [257] est une voie sans issue. Elle ne peut que nous conduire à des auto-accusations stériles et à notre autodestruction. Le fait que la première victime délibérément immolée ait été un Canadien français revêt la valeur d'un symbole.

La violence engendre la terreur, cette peur irrationnelle qui étreint les individus et cette panique effroyable qui s'empare des collectivités. Comment ne pas voir que, dans la situation qui est la nôtre, la terreur ne peut avoir d'autre aboutissement que le suicide collectif ?

C'est sur les causes de la violence qu'il faut agir. On l'a assez répété ces derniers temps : ce sont les injustices que l'ordre établi engendre et sanctionne qui provoquent la violence. C'est ici que nous nous sentons le plus impuissants. À mesure que les impatiences des jeunes et des catégories sociales les plus démunies gagnent en ampleur, les dirigeants prennent de plus en plus conscience de la difficulté, étant donné la complexité infinie des structures et la division profonde des esprits, d'effectuer des réformes, même de portée restreinte. Comment réduire l'écart entre les attentes des uns et les possibilités apparentes d'action des autres ? Peut-on encore espérer qu'un dialogue véritable s'établisse entre eux ? Existe-t-il un moyen d'instaurer le climat de confiance qui rendrait possible ce dialogue ?

La difficulté de la tâche ne doit pas nous paralyser. Elle doit au contraire nous inciter à redoubler d'ardeur pour que soient enfin inven-

tés de nouveaux modes d'action sociopolitiques susceptibles de jeter les ponts qui font si terriblement défaut à l'heure actuelle entre les générations et les groupes. C'est seulement en plaçant entre les mains des individus et des groupes des moyens d'action qui leur permettraient de se faire entendre de façon utile par les gouvernants que la tentation de recourir à la violence sera écartée.

Toutes ces crises aiguës et fréquentes qui ébranlent la société dans ses assises mêmes nous font prendre conscience du prix inestimable de la liberté en même temps que de l'extrême fragilité de ce bien qu'on mérite de conserver seulement si on sait bien en user.

Les Canadiens ont joui jusqu'ici d'une liberté personnelle presque unique au monde et qui, sous certains aspects, par son ampleur même, paraît anachronique. Or, cette liberté, nous n'avons pas nous-mêmes dû combattre pour elle. Nous l'avons héritée d'autres peuples qui, eux, ont payé le prix du sang pour la conquérir. La terrible tragédie qui s'est abattue sur nous a sans conteste changé les conditions d'exercice de [258] la liberté : l'aberration de quelques-uns, l'imprudence d'un plus grand nombre, nous obligeront dorénavant à nous soumettre à certaines contraintes auxquelles la plupart des peuples sont depuis longtemps habitués. Mais ces contraintes elles-mêmes nous feront estimer mieux encore la valeur de la liberté et nous convaincront, enfin, de la nécessité d'éviter les excès qui la tuent.

La crise que nous traversons en incite plusieurs à réclamer, au nom de la sécurité des personnes et des biens, l'instauration d'un ordre social incompatible avec le maintien des libertés intangibles de la personne humaine. On comprend les motifs qui les inspirent, mais on doit leur rappeler qu'ils s'engagent à leur tour sur une piste funeste. Dans une société devenue aussi complexe que la nôtre, toute tentative d'imposer un consensus intégral quel qu'il soit ne pourrait qu'aboutir à la dictature et à une recrudescence de violence. Renonçant à établir de faux conformismes, il faudra s'accommoder des divisions sociales et idéologiques qu'imposent le pluralisme des objectifs et la multiplicité des projets collectifs. C'est ainsi, par exemple, qu'il serait funeste de chercher à étouffer le séparatisme québécois tant que ce dernier, pour se manifester, consent à recourir à des modes d'action licites.

L'exercice de la liberté n'est possible que dans la mesure. Il appartient à tous, jeunes et vieux, gouvernants et gouvernés, de s'en convaincre pendant qu'il est temps encore.

[259]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

SIXIÈME PARTIE

LE RÈGNE DES FINS : AUTORITÉ, CHANGEMENT, PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

Il est des sociétés qui en toute apparence « fonctionnent » bien et qui pourtant devraient être considérées comme bien mai en point. Il s'agit de ces sociétés qui négligent ou sont incapables de s'attaquer à la solution de problèmes pourtant criants qui se posent à elles. On songe à l'Afrique du Sud qui ne doit la stabilité qui la caractérise qu'au fait que ses dirigeants refusent de mettre un terme à l'apartheid et que les collectivités assujetties ne disposent pas des moyens de se révolter. Des conditions analogues prévalent dans toutes les sociétés. Le Québec ne fait pas exception à la règle. Ici comme ailleurs il arrive que l'autorité manque de clairvoyance, se fasse oppressive ou encore qu'elle soit mise en question et bafouée. Plusieurs sont saisis d'angoisse

devant la perspective du changement ou encore font montre d'un état d'esprit parfaitement saugrenu. Et le débat, souvent acrimonieux et qui risque de devenir fastidieux, sur la participation risque de ne déboucher nulle part.

Le problème des fins est sans aucun doute au cœur de la crise des sociétés libérales. Elles qui, pourtant, se sont édifiées sur la promesse d'une plus grande liberté et d'une plus grande égalité pour tous s'enlisent comme à plaisir dans des bourbiers insondables. En posant le problème des fins individuelles et collectives, c'est aux pauvres affamés de nourriture spirituelle que sont les contemporains qu'il faut d'abord songer.

[260]

Sixième partie :
Le règne des fins : autorité, changement, participation

Chapitre 1

Vers une conscience autodéterministe *

[Retour à la table des matières](#)

Le nombre et l'ampleur des brisures qui se produisent dans le tissu de nos sociétés rendent chaque jour plus incongrues les explications qui tentent d'en rendre compte. Il n'est plus possible de les attribuer simplement à l'incompétence ou à la méchanceté des hommes ou encore aux défaillances passagères des organisations. C'est bien plutôt d'une profonde mutation des structures et des esprits qu'il s'agit. Le crépuscule descend sur un ordre social dont les principaux piliers furent posés au dix-neuvième siècle. Déjà se discernent avec une netteté croissante les signes de l'aube d'un nouvel ordre de civilisation. L'avènement de la télévision et la mise au point des premiers ordinateurs vers 1950 furent des événements comparables dans leurs conséquences à l'invention de la typographie vers 1450. Tout comme la fin du quinzième siècle, la seconde moitié du vingtième marque les débuts

* Texte paru sous le titre : « Vers une conscience autodéterminée » dans la *Revue de l'Association canadienne d'éducation de langue française, Pour un Canada français autodéterminé*, Vol. 1, n° 1, décembre 1971, 4-11.

d'une révolution culturelle radicale qui, en démythifiant les orthodoxies séculaires, bouleverse les rapports des hommes entre eux et avec leur milieu. Les idées, les organisations, les objets, les hommes eux-mêmes, tout change ou se remplace aujourd'hui si rapidement qu'il n'existe pour ainsi dire plus de points de repère stables. La seule forme d'adaptation qui soit dorénavant possible est l'adaptation permanente.

Le choc, sur les hommes, de la révolution en cours est d'une violence si extrême que plusieurs ne peuvent le supporter. Chaque changement dans la nature des connaissances utiles et dans les caractères du processus de décision pose aux dirigeants dans toutes les sphères d'activité des défis souvent difficiles à relever. Le défi initial ne vient pas des machines, ni même des organisations, mais des hommes eux-mêmes. [261] Les uns, le plus grand nombre sans doute, dans une ultime tentative pour arrêter le mouvement, se réfugient dans le conservatisme ou deviennent, parfois sous le manteau du libéralisme, franchement réactionnaires. Les autres, tout au contraire, veulent que « cela bouge » et préconisent des réformes radicales des structures et des règles de jeu. Les dirigeants, aux prises avec ces revendications opposées, hésitent, cherchent une voie moyenne et, faute de la trouver, prennent des positions ambiguës ou contradictoires qui contribuent à envenimer davantage la situation. Impuissants à déchiffrer convenablement les messages de détresse émanant des uns et des autres qui, tous, craignent de se briser l'échine sur les écueils d'un changement non apprivoisé, les dirigeants se font de la sorte, sans le vouloir, complices et de la réaction et du radicalisme.

Il importe, certes, dans les projets d'action et les décisions, de tenir compte de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, voudraient arrêter l'évolution ou du moins en ralentir le cours : il faut connaître leurs motifs, les soulager de leur anxiété. Mais il importe davantage de connaître les dispositions de ceux qui ont à se plaindre de la façon dont la société les traite et dont les dirigeants orientent la société. Il est possible que leurs aspirations correspondent au mouvement de l'histoire. Or, nombre d'entre eux se présentent eux-mêmes comme des « contestataires » et on les perçoit souvent comme des révolutionnaires. Que représentent donc ces regroupements de toutes sortes (de jeunes, d'étudiants, d'intellectuels, de minorités diverses, d'habitants des quartiers pauvres des villes et de régions défavorisées, etc.) qui

foisonnent aujourd'hui dans nos sociétés ? Quels reproches adressent-ils aux organisations officielles – la famille, l'école, l'église, les unions ouvrières, les entreprises industrielles, les médias de communication, les partis, le régime judiciaire et pénitentiaire, le gouvernement ? Il s'impose en toute urgence de réexaminer ces mouvements de contestation selon des prémisses différentes de celles qu'on a jusqu'ici généralement mises de l'avant. Au même titre que la nouvelle technologie sinon davantage, ces mouvements contraignent les organisations à des réalignements majeurs auxquels elles ne peuvent plus longtemps se dérober impunément. Ils ne constituent pas des « aberrations », ni de simples « dysfonctions systémiques ». Bien au contraire, ils dévoilent de façon imparfaite et imprécise sans doute mais néanmoins significative certains traits du monde de demain.

[262]

Le Québec contemporain, par les contradictions multiples qui le divisent et les remous, parfois tragiques, qui le secouent, constitue un cas exemplaire de ce monde en pleine transformation. Nulle part ailleurs peut-être le nouveau n'a bousculé l'ancien de façon si soudaine et avec si peu de ménagement. Nulle part ailleurs peut-être les cadres sociaux susceptibles d'endiguer le changement social ne sont si déficients. Peu de sociétés ont connu des mutations aussi profondes en dix ans que le Québec au cours de la dernière décennie : qu'il s'agisse de la démographie, de l'éducation, du sentiment religieux, de la culture politique, les changements survenus en si peu de temps revêtent l'ampleur d'une révolution. La démythification des valeurs traditionnelles, le dessaisissement des élites, la mise en question des dirigeants ont procédé à une allure vertigineuse. Hier encore, les églises, ces remparts apparemment inexpugnables de toute une civilisation, se dressaient fièrement au centre de villages souvent fondés pour des raisons en partie religieuses ou, encore, constituaient un des points de ralliement les plus vivants des quartiers des villes. Aujourd'hui, nombre de ces temples, abandonnés, sont à vendre ou c'est à force d'ajustements de toute nature dans les pratiques religieuses qu'on parvient à retenir les fidèles.

En rompant les amarres qui les rattachaient solidement à un monde si familier, les Québécois se voient soudainement coupés des anciennes certitudes devenues caduques et, pour la première fois, ils éprou-

vent les tiraillements de l'insécurité personnelle, prix de la liberté existentielle. Des hommes et des femmes, qu'avaient longtemps tenus les tabous du passé (traditions, vieilles recettes en tous domaines) et les mirages de l'avenir (joies du ciel, promesses électorales) prennent brutalement contact, et sans guide sûr, avec le présent, un présent qui, en raison même de l'obligation où ils se trouvent de le construire, les oblige à devenir créateurs de leur vie et cela dans des conditions économiques et sociales particulièrement difficiles.

C'est ainsi que nombre de Québécois, même parmi les catégories sociales les plus démunies, se sont éveillés à une nouvelle conscience d'eux-mêmes et de leur destin. Que l'on considère les comités de citoyens en milieu urbain ou diverses manifestations comme les « Opérations-dignité » en milieu rural, on se trouve en présence d'individus qui, nonobstant leur dénuement matériel et intellectuel, se résolvent à agir sur leur situation présente et cherchent à modeler elles-mêmes [263] et dès maintenant le cours des choses en ce qui les concerne. On s'est jusqu'ici borné à juger, souvent avec une légèreté déconcertante, ces mouvements selon des critères qui sont étrangers à ceux qui les animent. Il importe de cerner les formes de la nouvelle conscience collective de même que de s'interroger sur les réformes requises pour que cette nouvelle conscience imprègne aussi profondément que possible la culture globale de la société.

1. LES FORMES DE LA NOUVELLE CONSCIENCE COLLECTIVE

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à ces dernières années, c'était le paternalisme des dirigeants et des élites qui, avant tout, déterminait les formes de la conscience populaire. Crédulité, servilité, dépendance – mais également confiance, stabilité, sécurité – telles étaient les caractéristiques fondamentales de cette conscience. Les « révoltes » de certains contre leur curé ou leur député ne représentaient que l'envers du respect filial que nourrissait le grand nombre. Ces velléités d'émancipation revêtaient des traits enfantins et c'est d'ailleurs ainsi que les dirigeants les percevaient. Ils les maintenaient aisément sous contrôle. Des signes non équivoques montrent que la belle époque du paternalisme est aujourd'hui révolue.

L'apathie et le retrait de toute forme d'engagement collectif, ces manifestations si décevantes de notre temps, révèlent une insensibilité croissante à l'égard des anciennes croyances qui, naguère encore, animaient le peuple et des anciennes stimulations qui les faisaient agir dans le sens voulu par les notables.

C'est généralement grâce à l'animation et à des leaders d'un type particulier que ces personnes – un petit nombre, constituant toutefois une minorité fort active – se sont récemment éveillées aux réalités nouvelles. Il est difficile d'analyser de façon rigoureuse ce phénomène de conscientisation. Les occasions qui le manifestent sont multiples, les expériences qui le révèlent, parcellaires. En outre, il évolue rapidement avec le temps. Ainsi, dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, est grande la distance qui sépare le BAEQ (1963-1966) de l'« Opération-dignité » (1970-1971). Cependant, malgré leur existence souvent éphémère ou en raison même de celle-ci, les « Fronts », les « Comités de citoyens », les « Maisons de chômeurs », les mouvements terroristes eux-mêmes, témoignent d'une insuffisance des structures officielles, d'une crise [264] au sein des centres de direction et de contrôle ainsi que de réalignements idéologiques parmi les groupes et les individus. Certains traits de la nouvelle mentalité se discernent toutefois avec netteté.

Un premier trait fondamental : ceux qui acquièrent la nouvelle conscience refusent le paternalisme qui leur garantissait la sécurité et un certain bonheur mais qui leur refusait la justice. Ils ne se reconnaissent pas dans les rouages et les hommes politiques en place. Ils ont dissipé les mirages (sublimité et transcendance de l'autorité, dons spéciaux des dirigeants, etc.) qui masquaient les lacunes des gouvernements et les faiblesses des hommes. Ils commencent à se libérer de la « foi du charbonnier » et de l'« esprit de parti » qui faisaient d'eux des instruments dociles des pouvoirs. Ils mettent en question les médiations, jugées par eux lointaines, des grands groupes d'intérêt et des partis politiques. De plus en plus, pour les représenter, ils s'en remettent à des personnes choisies par eux et qu'ils savent être bien disposées à leur endroit. Les rapports qu'ils entretiennent avec ces personnes ne s'inspirent pas de sentiments filiaux mais dépendent plutôt de l'aptitude de ces dernières à formuler correctement leurs objectifs. Cette personnalisation des pouvoirs a deux effets : d'une part, une indifférence croissante de la population à l'endroit des interdictions reli-

gieuses et des luttes partisans dont elle voit de plus en plus qu'elle fait les frais, et, d'autre part, une vulnérabilité accrue des dirigeants par rapport à elle. L'idée qui traduit le mieux ces nouveaux états de conscience est celle de participation. Bien que politiciens et intellectuels aient scandaleusement galvaudé cette grande idée de la participation, on ne parviendra pas à s'en défaire de sitôt parce qu'elle a pris profondément racine dans l'esprit de la fraction la plus consciente du peuple.

La nouvelle conscience collective – et c'est là un second trait – est prisonnière du cercle des attentes croissantes et des frustrations montantes dont il est difficile d'imaginer comment on parviendra à l'en libérer. Depuis quelque temps, en effet, l'ampleur des demandes croît plus rapidement que les réponses qui paraissent lentes à venir. Les réformes sont insuffisantes et, dès lors, sont non perçues comme telles. Le caractère de plus en plus pressant des demandes indique qu'entre-temps les conditions se sont détériorées. La contestation radicale du « système » n'est plus seulement le fait des jeunes et de certaines catégories d'intellectuels. Elle gagne les habitants des quartiers pauvres des villes et des régions [265] défavorisées. Et parce qu'elle se nourrit de la noire misère existentielle dans laquelle ces derniers crouissent, elle promet d'être plus dure parmi eux que chez les premiers.

Une troisième caractéristique de la nouvelle conscience collective, consiste dans la façon originale dont elle conçoit la rationalité. À la conception abstraite de la rationalité propre aux savants et aux technocrates, elle oppose une conception vivante et humaine. Au lieu de s'inspirer de critères dérivés des lois « objectives » de la nature, du rendement des techniques et des machines, des caractéristiques biologiques et psychologiques des hommes, du fonctionnement des systèmes, elle se déduit de l'examen des mobiles qui animent les hommes et des idéaux qui sous-tendent les objectifs que ces derniers poursuivent. Dans l'optique de cette rationalité qu'on peut appeler « sociale », les valeurs, au lieu de se ramener à des données dont il convient de tenir compte dans la mesure où des critères « objectifs » le permettent comme le fait la rationalité scientifique et technocratique, deviennent des composantes essentielles de la rationalité elle-même. C'est ainsi qu'alors que pour la rationalité scientifique et technocratique la valeur de participation ne saurait représenter qu'une aspiration légitime qu'il convient d'incorporer dans la mesure du possible à des programmes

d'action inspirés de critères « objectifs », pour la rationalité sociale, cette valeur détermine les demandes mêmes de l'action au même titre que les critères « objectifs ». Dans le premier cas, on établit que, pour mener une vie décente, il suffit d'avoir une certaine instruction, un certain niveau de vie, etc., sans que le degré d'implication des individus dans les activités qui les concernent ne soit au premier chef pris en considération, tandis que, dans le second cas, c'est le degré même de la participation qui, plus que tout autre facteur, détermine la qualité de la vie.

À la limite, ces deux conceptions sont aux antipodes l'une de l'autre. L'une des tâches les plus urgentes de l'heure consiste précisément dans la découverte des cheminements dialectiques qui aboutiraient à leur réconciliation. Il convient de rappeler aux protagonistes de la rationalité sociale que c'est à la rationalité abstraite que l'on doit la science, la technologie, l'innovation et, finalement, la prospérité économique. Inversement, les progrès mêmes de l'économie, de la psychologie et de la sociologie comme disciplines scientifiques témoignent chaque jour davantage du fait que la rationalité abstraite ne convient pas à l'organisation concrète des sociétés. Que de plans, excellents sur papier, se [266] révèlent inapplicables dans la réalité ! Quand on l'applique à la connaissance et au contrôle du comportement des hommes, la rationalité abstraite risque de prendre la forme d'une manipulation brutale et de provoquer la révolte ou une abjecte apathie. Comme le montre l'examen des organisations, ce ne sont pas les défauts des machines qui causent les problèmes les plus aigus mais les résistances qu'offrent les hommes à une rationalité imposée de l'extérieur.

Ce qui cependant caractérise le mieux cette nouvelle conscience, c'est qu'elle est motivée par un désir, puissant, encore que non toujours clairement ressenti, d'autodétermination. De façon souvent maladroite mais non équivoque, on se décide à sortir de la condition de mineur ou de sujet qui depuis toujours fut le lot de la grande majorité. Un peuple qui a longtemps courbé l'échine relève la tête et apprend à marcher droit. On accepte de moins en moins de se faire dicter sa conduite de l'extérieur. On s'insurge contre les promesses non tenues et les hésitations des dirigeants. On dénonce un état de choses qui contraint à la mendicité. On veut gagner sa vie par le travail et respirer au rythme du vingtième siècle. On veut que « cela change » et que

cela commence à changer tout de suite. Las des requêtes au gouvernement laissées sans réponse ou des réponses jugées non recevables ou trop tardives, sous l'instigation de leaders d'un type nouveau, on décide de prendre l'initiative de l'action, de formuler soi-même ses propres projets, quitte à s'en remettre à des spécialistes et à faire appel au gouvernement pour la réalisation concrète des programmes. Bref, on mise sur l'Homme plutôt que sur les Bureaux. On opte pour la vie. Telle est la philosophie sous-jacente aux comités de citoyens et aux « Opérations-dignité ».

Rien peut-être ne manifeste mieux la nature de la conscience visant à l'autodétermination ou autodéterministe que les modes d'action auxquels les catégories défavorisées commencent à recourir pour faire connaître leurs revendications et pour amener les dirigeants à leur donner justice. Chaque époque et chaque société comportent un réservoir ou une banque de modes d'action auxquels individus et groupes puisent selon les conditions particulières qui les confrontent. Le fait qu'à tel moment des groupes utilisent telle catégorie de modes plutôt que telle autre constitue une indication précieuse sur l'état de la société à ce moment. Si nous disons avec raison que la violence caractérise notre époque et notre société, ce n'est pas surtout en raison de l'orientation des [267] groupes puissants qui, aujourd'hui comme autrefois, cherchent par tous les moyens à avoir gain de cause mais qui, pour l'ensemble, en vertu de leur situation privilégiée, peuvent se borner à l'utilisation de procédés non fracassants. Notre époque et notre société sont violentes surtout parce que des catégories sociales défavorisées ou éloignées des pouvoirs se sont résolues à se faire entendre et à faire peur, s'il le faut, pour qu'on les entende ! Les soulèvements des paysans, les guérillas urbaines, la « destruction créatrice » des étudiants, le terrorisme, à plus d'un titre, rappellent les Jacqueries du quinzième siècle. Leur foudroyante efficacité d'un jour ne doit pas faire oublier qu'à moins de se muer en mouvements révolutionnaires organisés, ces manifestations sont vouées à de cuisants échecs. Elle devrait cependant – ce qui ne se produit pas chez les seigneurs du quinzième siècle – convaincre les dirigeants de la nécessité de mettre en œuvre des réformes radicales.

De plus en plus, les catégories aliénées ou défavorisées réalisent que la politique constitue une épreuve de force entre individus et groupes dans la lutte pour le pouvoir. Elles se rendent compte que

dans les sociétés libérales le conflit règne très souvent en maître, et elles constatent que les efforts visant à la résorption des causes de conflit sont timides et qu'on s'attache surtout à trouver des techniques plus efficaces d'endiguer leurs effets. Par ailleurs, elles se butent à la flagrante inégalité des moyens mis à la disposition des uns et des autres. Leur recours, de plus en plus fréquent, à des modes d'action violents n'est pas le signe d'un tempérament emporté. Si, à l'instar d'autres groupes prompts à l'indignation morale devant leurs agissements, elles avaient l'oreille des dirigeants, elles non plus n'élèveraient pas la voix. Leur recours à des modes violents témoigne du piètre dialogue qui s'établit entre elles et les gouvernants ainsi que de la carence des circuits médiateurs. Si elles se livrent à des manifestations publiques, à de l'obstruction systématique, si elles peuvent aller jusqu'à détruire même les outils ou les ressources qui les font vivre, c'est qu'elles veulent attirer l'attention sur leur situation et obtenir qu'on améliore leur sort. L'arme des faibles ne peut être que fracassante. Tandis que les catégories favorisées ont le choix entre de nombreux moyens « pacifiques » (argent, connaissances spécialisées, information, cohésion interne, puissance de marchandage, chantage, corruption, etc.), les couches défavorisées ne disposent que de l'atout de leurs nombres et de la peur que le [268] maniement avisé de cet atout est susceptible d'inspirer. Et qui peut les blâmer d'utiliser au meilleur de leur connaissance la seule carte dont ils disposent ? N'adhèrent-ils pas, en le faisant, aux mêmes règles de jeu – fondées sur le conflit et la loi du plus fort – qui détermine les rapports entre les catégories favorisées (professionnels, hommes d'affaires, etc.) et les dirigeants politiques ? Manifestations, émeutes, représentent des armes – le plus souvent tenues en réserve – que les couches défavorisées se résolvent, dans les circonstances actuelles, à brandir afin d'être prises au sérieux.

Ce serait certes une faute grave que d'assimiler la conscience autodéterministe avec les moyens souvent violents que, sous le coup de la nécessité, elle prend pour se faire connaître. Que veulent en effet les couches défavorisées sinon les mêmes objectifs que poursuivent les catégories favorisées : se gagner un accès auprès des dirigeants afin de se faire entendre ; attirer l'attention des dirigeants sur leurs problèmes ; obtenir que des programmes d'action précis conformes à leurs intérêts soient conçus et exécutés dans les plus brefs délais ; s'assurer

d'un contrôle sur les règles de jeu de l'action politique ; et, finalement, prendre une part active à la prise des décisions qui les concernent ?

Le recours à des modes d'action percutants éclaire donc des aspects fondamentaux de la situation des couches défavorisées. Condamner de façon péremptoire le recours à ces modes serait faire montre d'une déplorable myopie. Tant en effet que les finalités sociales et les règles du jeu n'aient pas été changées, c'est faire du don-quichottisme que de condamner les hommes, particulièrement si cette condamnation ne s'étend qu'aux défavorisés et aux laissés pour compte et si on ferme les yeux sur les manèges, souvent scandaleux, auxquels les biens nantis se livrent. Ce sont, en définitive, les voix contestatrices qui, en persuadant les dirigeants de procéder à temps aux réformes nécessaires, infusent une dose de progressisme dans les régimes libéraux et, de la sorte, préviennent les affrontements révolutionnaires.

2. CONDITIONS DE L'AUTODÉTERMINATION

[Retour à la table des matières](#)

La conscience autodéterministe représente sans aucun doute la forme de conscience la plus authentique de notre temps. Pourtant, même si les rapides progrès de la démocratisation favorisent le plein épanouissement de cette conscience, [269] de nombreux obstacles y font présentement entrave. Pour ceux qui ont appris à traiter avec les hommes d'après les recettes bien éprouvées du paternalisme, elle leur apparaît insolite et intraitable ; pour les pouvoirs, elle constitue une présence gênante. Elle heurte de front les croyances et les pratiques familières qui garantissaient la pérennité des institutions. On comprend dès lors que les nouvelles aspirations laissent souvent les dirigeants sourds, muets ou désemparés. Toutefois la direction des facteurs de base qui la favorisent paraît irréversible. On doit donc s'attendre à de graves remous si les structures et les conditions concrètes ne suivent pas le mouvement de la conscience.

C'est avec raison qu'on met en cause les rouages (partis, groupes d'intérêt, administrations, parlements, gouvernements). Il importe cependant de s'adresser également aux hommes puisque ce sont eux qui disposent des rouages et qui, en dernier ressort, ont la possibilité de

les changer s'ils sont inadéquats. Les hommes, ce sont, bien entendu, ceux-là mêmes qui s'éveillent à la conscience autodéterministe ; ce sont aussi leurs leaders et, de façon toute particulière, les dirigeants parce que ces derniers détiennent les grands leviers de commande.

Sans en aucune manière brimer les aspirations vers le degré le plus élevé possible d'autodétermination, il s'impose de bien faire voir les nécessaires contraintes qui vont émousser les meilleurs élans. Ce serait une malencontreuse illusion de la part des couches défavorisées que de s'imaginer qu'elles vont trouver par elles-mêmes et sans le concours de l'extérieur des solutions valables à leurs nombreux problèmes. En général, cependant, ces personnes ne requièrent guère qu'on leur rappelle qu'elles sont impuissantes à agir seules. Elles tendent plutôt à se sous-estimer, tendance qui constitue même une des principales causes de leur dénuement. Elles se savent ignorantes et concluent, à tort, qu'il leur est impossible de surmonter ce handicap. Heureusement, les cours pratiques que nombre d'entre elles suivent sous l'égide d'un service gouvernement (le plus souvent le ministère du Bien-être ou de l'Éducation), outre la foule de connaissances utiles qu'elles en tirent, leur révèlent leurs possibilités aussi bien que leurs limites. Elles savent que pour aménager les cadres de leur vie elles ont besoin de spécialistes. Elles ne sont pas naturellement enclines ni à la subversion, ni à la révolution. Si elles se révoltent un jour, ce sera sous le coup de la nécessité et parce qu'on les aura dupées.

[270]

Pour formuler leurs aspirations et donner une certaine cohérence à leurs projets, ces personnes s'en remettent à des leaders qui voient « clair » et qui ont des « contacts ». Ces leaders, c'est dans leur milieu qu'elles les choisissent. Il s'agit d'un curé, d'un député, d'un notaire, d'un ingénieur forestier, d'un président d'association, d'un directeur de station de radio, etc. À voir les choses superficiellement, on pourrait croire au rétablissement, sous de nouveaux prétextes, des anciennes élites dans leurs prérogatives traditionnelles. Rien cependant ne serait plus contraire à la réalité. C'est précisément au sein de ceux chez qui germe l'aspiration autodéterministe que l'autorité des anciens notables est le plus souvent battue en brèche. Les nouveaux leaders sont des éveilleurs, des animateurs, des guides et plus souvent des catalyseurs. Ils sont les premiers agents de l'extraordinaire transformation qui

s'opère au sein du peuple. C'est parce qu'ils jouent un rôle essentiel dans la maturation de soi et dans l'aménagement des cadres sociaux qu'on fait appel à eux. On les accepte mais on leur refuse, en principe tout au moins, le droit de dominer. La mission des nouveaux leaders, c'est d'être les accoucheurs d'une nouvelle humanité qui, dans les campus de nos collèges et de nos universités, dans les ruelles de Saint-Henri ou de Saint-Roch et dans les boisés de Sainte-Paula ou de Saint-Esprit, est en train de naître.

Plus que les nouveaux leaders ne veulent cependant l'admettre, ceux qui aspirent à l'autodétermination dépendent d'eux pour le choix des objectifs et la recherche des moyens. Il y a là pour eux la source d'une tentation permanente. Les intentions qui animent leur action sont trop louables pour qu'on retienne les accusations qu'on leur adresse parfois d'être des charlatans, des démagogues ou des agitateurs. Ils connaissent leurs limites et ils sont les premiers à réclamer le support de spécialistes et le concours des dirigeants. Sans aucun doute, ils ne sont pas à l'abri des faiblesses humaines et le rôle qu'ils remplissent dans le mouvement de renouveau les rend particulièrement vulnérables aux pressions populaires. Pour se tenir à la hauteur de leur réputation ou par fidélité à la logique de leur action, ils risquent d'outrepasser leurs propres limites et d'exploiter indûment la crédulité encore grande de ceux qui leur font confiance. Ils sont également en butte aux sollicitations de ceux qui, dans les moments difficiles, leur demandent de prendre sur eux le poids des décisions. Ces sollicitations révèlent que l'aspiration vers l'autodétermination n'est qu'en processus d'émergence. [271] En retrouvant cependant la fierté, on rejetterait les leaders qui, reprenant les anciens plis, auraient joué au bon maître ou au bon père. Les nouveaux leaders savent et doivent savoir que si, pour une raison ou pour une autre, ils échouent dans leur noble dessein de contribuer à la promotion du peuple, ils seront les premiers à essuyer la colère qui servira d'exutoire aux frustrations exacerbées. Ce ne seraient pourtant pas eux les grands responsables.

C'est aux dirigeants dans toutes les sphères d'activité – au sein des gouvernements, dans les universités, les entreprises, les unions ouvrières – qu'il incombe au premier chef de comprendre le sens du réveil qui se produit aujourd'hui parmi les étudiants, les jeunes, les populations des quartiers pauvres des villes et des régions défavorisées. Ce sont avant tout eux qui, pendant si longtemps et jusque durant les an-

nées '50, ont construit des digues dans le but de bloquer le libre cours des idées nouvelles. Par suite d'un brusque réaligement, ils ont favorisé l'expression des nouvelles aspirations et ils ont même, de plusieurs façons, stimulé le mouvement d'émancipation en cours. Au lieu de faire l'autruche ou de se livrer à la répression, ils se doivent de canaliser le mouvement et d'apprendre de nouveaux rôles en tant que ministres, députés, curés, recteurs, directeurs de centres de recherches, etc.

Personne ne nie, ou en tout cas ne devrait nier, la nécessité d'une certaine forme de gouvernement. La complexité même des problèmes à résoudre rend plus nécessaire que jamais l'existence d'une organisation capable de regrouper les compétences, de leur fournir les moyens d'action et de prendre les décisions. C'est devenu une formule à la mode que de dire que le peuple doit s'emparer des partis et des gouvernements de façon à faire en sorte que ceux-ci comprennent et servent ses objectifs. Dans la mesure où on veut signifier par là qu'il n'est plus possible de concevoir un bon gouvernement sans le peuple, il s'agit d'une idée fort juste. Les programmes gouvernementaux n'ont de chance d'aboutir que s'ils coïncident avec les vues des groupes impliqués, et cette coïncidence suppose que ces groupes ont été impliqués dans tout le processus de décision, depuis les débuts de la conception du projet jusqu'à son exécution. Il faut viser à ce qu'un programme donné soit véritablement la « chose » de la population concernée et non une trouvaille de bureaucrates. C'est ce qu'a compris fort bien le Fonds de recherches forestières de l'Université Laval sous la direction d'André Lafond dans le support constant qu'il a apporté aux diverses étapes de la [272] création des fermes forestières à l'instigation des « Opérations-dignité ». C'est là tout le sens de la démocratie de participation. Si les dirigeants refusent les nouvelles règles de jeu, les groupes se passeront d'eux et agiront par eux-mêmes. Semblable orientation, dont les dirigeants seraient les premiers responsables, aboutirait à la constitution de sociétés parallèles, à la frustration, au chaos, et, finalement, à l'apathie la plus abjecte ou au contraire à la révolte.

Les obstacles que la nature, les techniques, les organisations et les hommes dressent à l'aménagement des sociétés sont en effet si nombreux et si considérables qu'il est impensable de concevoir que les gens puissent se débrouiller seuls, sans l'aide de coordonnateurs et de

pourvoyeurs de ressources de toutes sortes et sans que cette aide soit systématique et cohérente. Malgré l'étonnante créativité, malheureusement trop peu souvent mise en œuvre, dont font preuve les individus agissant isolément et les groupes restreints, il n'en reste pas moins que les grandes organisations ont acquis un quasi-monopole de l'innovation technique. Et dans l'état actuel des choses tout au moins, ce sont les fonctionnaires du gouvernement qui préparent la plupart des projets de loi et des programmes politiques. Une concertation organique entre les grandes organisations publiques et privées est requise pour le contrôle de nombre de facteurs, parmi les plus importants, qui déterminent finalement si un projet conçu et appliqué à l'échelle des secteurs ou des régions sera un succès ou une fumisterie. De multiples et complexes opérations sont exigées pour permettre, par exemple, la création d'emplois stables (mise en valeur, gestion, animation, mise en marché, rentabilité économique à moyen et long terme, etc.).

Les voies de la conscience autodéterministe passent obligatoirement par la société globale. Elles mettent en cause dirigeants aussi bien et encore plus que leaders immédiats.

Aspirer à s'autodéterminer, ce n'est pas se poser en champion solitaire d'une cause isolée. C'est conquérir la possibilité de réaliser pleinement ses possibilités personnelles tout en étant solidaire de la grande aventure humaine. Ceux qui ont décidé de devenir maîtres de leur environnement aussi bien que leurs leaders immédiats savent que leurs projets n'ont de chances d'aboutir que si, étant pleinement assumés par les dirigeants, ils cessent d'être de simples aventures de petits groupes isolés pour devenir le point d'amorce de grandes entreprises collectives. Si toutefois les dirigeants [273] déçoivent leurs attentes, eux et leurs leaders se sont résolus à œuvrer seuls quelles que puissent être les conséquences immédiates et lointaines de leurs actes. C'est là une donnée nouvelle de la situation que les dirigeants ne peuvent plus ignorer impunément.

Individus et groupes feront peu de cas d'un programme d'aménagement global qui ne tient pas compte de leur situation particulière telle qu'ils la perçoivent. Mais ils comprennent fort bien que le développement cohérent et optimal d'un secteur d'activité ou d'une région passe obligatoirement par la planification des ressources et des énergies à l'échelle de toute la société. Ils comprennent également que,

sans un encadrement adéquat, les meilleures énergies se dissipent en vain ou tout au moins sont mal utilisées. Il s'agit de faire en sorte que les projets de solution d'ensemble rendent compte de toutes les préoccupations sectorielles et régionales et que tous, chacun à son niveau et conformément à ses possibilités, collaborent à la solution des problèmes qui se posent. Le caractère parcellaire de projets récents d'aménagement régional, encore qu'ils aient parfois la caution d'Instituts de recherches réputés et qu'ils reçoivent des subventions gouvernementales, pose de façon aiguë la question de savoir comment on peut passer de la conscience locale à la conscience régionale et de la conscience régionale à la conscience nationale sans étouffer les aspirations à l'autodétermination mais sans non plus encourager les collectivités à s'engager dans des aventures sans autre issue prévisible que l'échec et la frustration. La situation ne se serait pas détériorée à ce point si les responsables avaient su accomplir les actes requis en temps opportun.

Les questions que soulèvent les conditions nouvelles de l'action collective sont nombreuses et importantes. Elles concernent toutes d'une manière ou d'une autre le problème central du réaménagement de la société – réaménagement qui doit être fondamental et radical. Comment créer des communications entre individus, groupes et dirigeants qui laissent circuler toutes les informations requises afin que chacun puisse s'acquitter adéquatement de ses nouvelles responsabilités ? Comment réorienter les rouages médiateurs (groupes d'intérêt, partis, conseils consultatifs médias de communication) de façon à éviter que la société ne soit éventuellement bloquée ? Comment canaliser vers l'action politique l'élan des mouvements populaires sans les freiner et sans étouffer le dynamisme des nouveaux leaders ? Comment faire en sorte [274] qu'un souffle de renouveau pénètre les gouvernements, que les superbureaucraties, hautaines et arrogantes, et les anachroniques hiérarchies soient abolies sans que l'accomplissement des tâches collectives essentielles ne s'en trouve entravé ? Bref, comment permettre que les nécessaires remises en question bouleversent les vétustes structures au profit des hommes sans détruire la société elle-même ? Certes, tôt ou tard, sous la poussée implacable du changement, les vieux ancrages seront levés. Est-ce trop espérer des dirigeants qu'ils ne se laisseront pas flotter comme des épaves ? Ceux qui aujourd'hui veulent s'autodéterminer ne le leur pardonneraient pas.

La conscience autodéterministe doit apprendre les nécessaires patiences. On ne peut réparer en un jour tant d'années de vie au ralenti. Pour leur part, les dirigeants doivent préparer les voies à un monde plus accueillant et plus juste. La justice intégrale, certes, est une utopie. Telle est cependant l'objectif vers lequel, à travers leurs multiples tribulations, tendent inlassablement les hommes.

[275]

Sixième partie :
Le règne des fins : autorité, changement, participation

Chapitre 2

Le droit et la société *

[Retour à la table des matières](#)

Selon l'optique dans laquelle se place le professeur Stone pour examiner les questions relatives au droit, à la société et à la justice sociale – c'est-à-dire l'optique libérale – on ne peut qu'être d'accord avec ses exposés en ce qui touche les individus : il a soulevé la plupart des questions pertinentes ; il les a examinées avec minutie et à la lumière de sa connaissance approfondie des fondements du droit libéral ; il reconnaît les problèmes que soulèvent nombre d'aspects de l'évolution sociale contemporaine et il leur apporte des solutions plausibles.

* Commentaires sur la conférence du professeur Julius Stone : « Law Society and Social Justice » prononcée lors de la Conférence nationale sur le Droit, Ottawa, 2 février 1972. Texte inédit.

Sans aucun doute, les droits personnels risquent aujourd'hui comme hier d'être piégés et les querelles judiciaires témoignent de la pérennité de la distance entre les principes explicités dans les codes et les faits concrets. Notre droit comporte encore d'importants résidus de la « wehrgeld » de l'ancien droit germanique – c'est-à-dire les sanctions des délits tiennent encore souvent compte du statut personnel des individus, le riche s'en tire avec une amende tandis que le pauvre prend le chemin de la prison, les moyens électroniques dont dispose l'appareil policier constituent une nouvelle invasion du droit à la vie privée, et ainsi de suite. On doit cependant admettre que les principes de notre droit permettent de s'attaquer à ces problèmes et, en supposant un peu plus de rigueur et de fermeté dans le contrôle des appareils policier et judiciaire, de prévoir la possibilité de parvenir à en atténuer sensiblement la portée au niveau même de la réalité quotidienne.

Il serait inutile de reprendre les vues que le professeur Stone a exposées avec maîtrise. Je vais m'attacher plutôt à les prolonger et, jusqu'à un certain point sans aucun doute, à les rectifier en abordant les questions cruciales de l'obligation politique et du droit à la dissidence et la question fondamentale [276] de la protection des collectivités minoritaires, non conformistes aussi bien que conformistes. Mais avant de procéder dans mon sujet, il s'impose de faire des distinctions élémentaires mais qu'on omet trop souvent dans les discussions de ce genre : distinctions entre la tradition humaniste occidentale enracinée dans la pensée gréco-romaine et judéo-chrétienne, prolongée par les apports de deux mille ans de réflexions et d'expériences de toutes sortes et qui représente sans aucun doute une des plus magnifiques contributions à la civilisation humaine ; le régime et le droit libéraux qui constituent un mode particulier – mais non le seul – de syncrétisme juridico-philosophique qui se réclame de la civilisation humaniste occidentale ; les lois votées par une Assemblée législative et qui sont censées se conformer aux préceptes libéraux sur des questions particulières ; l'ordre sociopolitique, enfin, que sanctionnent les lois, ordonnances et règlements gouvernementaux. Or, il va de soi qu'entre l'ordre sociopolitique et les principes de la tradition humaniste il se produit un phénomène d'entropie, un changement de grandeur qui, dans les faits, marquent une perte notable de valeur. Il y a souvent une véritable fraude intellectuelle et politique à justifier un aspect particulier

de l'ordre sociopolitique, une loi, ou encore un élément donné du régime et du droit libéraux en les identifiant à la tradition humaniste occidentale – dont la valeur propre n'est elle-même, à l'échelle de la totalité de l'Histoire, que relative. La suite de mon exposé montrera combien il importe d'attribuer aux organisations sociopolitiques et aux valeurs dont ces dernières se réclament la portée qui est effectivement la leur et qui ne peut être que limitée.

La question de la protection des droits des minorités, et des droits collectifs en général représente une dimension que les juristes libéraux ont longtemps négligée et qui, encore aujourd'hui, reçoit souvent une attention trop peu soutenue de leur part. Cette question des droits collectifs minoritaires pose des problèmes presque insurmontables aux principes de notre droit libéral qui se fonde, en ce qui concerne les collectivités tout comme les individus, sur deux hypothèses fort discutables : celle de leur rationalité et celle de leur égalité fondamentale.

Dans la pratique, ce qui est déclaré raisonnable par la loi favorise les uns plus que les autres et l'égalité de tous devant la loi sert les intérêts des collectivités socialement les plus élevées et les mieux intégrées politiquement. Malgré les correctifs [277] que le *Welfare State* a apportés, nos structures sociales demeurent foncièrement irrationnelles et inégalitaires. Les principes libéraux originels supposaient un grand nombre de petites organisations sociales et économiques de même qu'un gouvernement faible : il en était quand même résulté un état de dépendance intolérable de la grande masse vis-à-vis d'un petit nombre. Il ne semble pas que la croissance des organisations et des gouvernements ait sensiblement rectifié cette situation. L'état de dépendance du grand nombre a changé de nature, mais il subsiste. Le droit, comme l'économie, est un produit de la rareté : rareté des biens matériels et des valeurs elles-mêmes. Les grands problèmes qui confrontent notre droit, aujourd'hui comme autrefois, résultent de la pauvreté, de l'ignorance, de la maladie et autres sources d'inégalité : des sexes, des âges, des groupes ethniques et ainsi de suite.

Au cours du dix-neuvième siècle et du siècle présent, la plupart du temps à la suite de luttes chaudement menées, les principes du droit libéral furent étendus à des modes d'organisations des conduites collectives propres à favoriser la rationalité et l'égalité parmi les différentes couches sociales. C'est ainsi que le droit d'association et le droit

d'opposition politique furent octroyés : notamment la légitimation des unions ouvrières et des partis politiques, pendant longtemps tenus pour honteux et suspects, en tant que rouages organiques des régimes libéraux, a marqué, pour la poursuite des objectifs collectifs, un énorme pas en avant vers la justice sociale et la liberté. Jamais, sans aucun doute, dans l'Histoire, malgré tous les avatars et les accidents de parcours, le rôle libérateur de la loi n'est devenu si évident. Jamais, sans aucun doute, nonobstant tous les accrocs pénibles et scandaleux dont je ferai état dans un moment, il a paru si manifeste que, règle générale, « entre le fort et le faible, c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime ».

Les sociétés les plus progressives depuis un siècle furent celles où les droits d'association et d'opposition politique n'ont pas comporté de restrictions tracassières. Règle générale, une société se porte mieux quand les conflits émanant des structures sociales et de l'Histoire ont le loisir de s'exprimer librement. Constitués en associations rivales qui œuvrent au grand jour, les belligérants sont davantage incités à livrer une lutte loyale et ont plus de chances de parvenir à des compromis. Une société qui restreint le droit d'association et le droit d'opposition politique tend généralement à nier l'existence des conflits entre groupes sociaux ou encore s'efforce [278] de les refouler par des mesures coercitives et s'expose par là, à plus ou moins brève échéance, à des remous d'autant plus périlleux qu'ils ont été plus longtemps empêchés de se manifester.

Dans la théorie comme dans la pratique, toutefois, même dans les sociétés libérales, les droits d'association et d'opposition politique n'ont pu être exercés jusqu'ici que dans des limites assez étroites. Au Canada comme ailleurs, les situations sont devenues toujours plus complexes et il est de plus en plus difficile pour les gouvernements de faire les lois et surtout d'être justes et équitables dans la sélection des domaines législatifs et dans l'application des lois. Plus souvent qu'on ne le souhaiterait, les gouvernements, au Canada, ont légiféré de façon à ce que des groupes puissants briment le grand nombre et ont eux-mêmes, à plusieurs reprises et au grand jour, arbitrairement bafoué par la manipulation, la propagande et la répression, les droits des minorités ethniques, idéologiques, religieuses ou linguistiques. Grâce à la connivence d'un système judiciaire politisé, les Provinces, de qui relèvent au Canada la plupart des questions relatives aux droits collectifs,

ont à plusieurs reprises légiféré de façon à restreindre ou à supprimer les droits civils ou même politiques des minorités : loi contre les Canado-japonais de Colombie-Britannique durant la deuxième grande guerre, loi du Cadenas au Québec en 1944 contre les Témoins de Jéhovah, lois contre les droits linguistiques des minorités francophones et, demain, peut-être, contre la minorité anglophone au Québec, les nombreuses lois et ordonnances pour briser les grèves, de la grève générale de Winnipeg en 1919 en passant par la grève de General Motors à Oshawa en 1939 et la grève de l'amiante au Québec en 1949, au cours de laquelle l'actuel premier ministre du Canada fut arrêté au nom de la loi, jusqu'à la grève des travailleurs forestiers à Terre-Neuve en 1959, bref, de graves accrocs à la liberté d'association et d'opposition politique jalonnent l'histoire politique canadienne. Par ailleurs, quelles que puissent être nos opinions sur le sujet, il est bien certain qu'au Canada on ne peut plus parler aujourd'hui des droits civils et des droits politiques comme si les événements d'octobre 1970 n'avaient pas eu lieu et comme si le gouvernement fédéral n'avait pas eu recours à la loi des mesures de guerre pour mater le terrorisme au Québec.

Le problème fondamental que posent le droit d'association et le droit d'opposition politique est le suivant : doit-on assigner des limites à ces droits et, si oui, où tracer ces [279] limites ? On sait combien sont subjectifs les tests proposés par les juristes à ce sujet : qu'il s'agisse du test du « danger clair et présent » ou de celui du caractère « subversif » d'un mouvement ou d'une idéologie. On dit de nos sociétés qu'elles sont pluralistes. Plus fondamentalement, elles se caractérisent par cette forme particulière de manichéisme que constitue la polarisation des idéologies et des attitudes à propos de chaque enjeu. Les jugements, en effet, sont susceptibles de varier considérablement selon qu'ils sont portés par un individu ou un groupe réactionnaire ou encore par un individu ou un groupe révolutionnaire, par un juge conservateur ou par un juge progressiste, par un membre de l'Ordre d'Orange ou par un membre du F.L.Q. S'en remettre aux élus du peuple, c'est, bien sûr, procurer la légitimité aux lois, mais c'est aussi, en même temps, reporter simplement le problème de la valeur intrinsèque des lois sur un autre plan. Les élus du peuple ne sont pas meilleurs ni pires que le peuple lui-même. Le fondement du devoir fait au citoyen d'obéir aux lois repose finalement sur la très pratique raison de la né-

cessité d'un ordre public pour l'action collective et non pas d'abord sur les vertus présumées des lois elles-mêmes.

Notons deux types de contraintes particulières qui infléchissent les actions et les décisions des gouvernements en ce qui concerne les droits des minorités non conformistes, particulièrement dans les moments de crise. En premier lieu, le haut niveau d'intolérance parmi les populations que révèlent les sondages américains, européens et canadiens. Parmi toutes les catégories sociales, mais à des degrés divers, on favorise des mesures restrictives à l'endroit des « déviants », c'est-à-dire ceux qui ne partagent pas les idéologies et les formes d'organisation dominantes. L'intolérance s'étend également à ceux qui ne partagent pas les idéologies auxquelles on adhère soi-même : les capitalistes à l'endroit des socialistes et inversement, et ainsi de suite. Le moins qu'on puisse dire c'est que, dans toutes les sociétés, la tolérance est une denrée fort rare. D'où les demandes, heureusement souvent contradictoires, faites aux gouvernements de légiférer afin que soient bannis les tendances et les mouvements qu'on juge nocifs. D'où, également, le fort pourcentage d'approbation que reçoivent généralement les gouvernements à la suite de l'application de mesures coercitives contre les tendances et les mouvements tenus comme suspects par la majorité.

[280]

En second lieu – autre type de contrainte qui s'impose aux gouvernements en ce qui concerne les collectivités et mouvements non conformistes – les gouvernements sont responsables devant la société du maintien de l'ordre public et, lorsqu'ils répriment les modes, tendances et mouvements considérés comme subversifs, ils ne font que s'acquitter de leur mandat. Aucun ordre social, aucun régime politique ne sauraient se maintenir longtemps sans un appareil policier et militaire prêt à l'action chaque fois que le besoin se fait sentir. Cette condition inexorable nous rappelle fort à propos qu'au-delà des valeurs dont se réclament et que servent plus ou moins les divers régimes politiques, ce qui distingue fondamentalement les gouvernements d'autres types d'organisation c'est que les premiers disposent d'un monopole légal de la force. Qu'il s'agisse de l'Allemagne sous Hitler, de l'U.R.S.S. sous Staline, des États-Unis sous Nixon, de l'Inde sous Nehru, de la France sous De Gaulle et Pompidou ou du Canada sous

Trudeau – le fait suivant demeure entier et fondamental : toute société politique constitue une organisation particulière de la violence que, seule, la loi permet de légitimer. L'effort doit précisément consister à rendre cette loi « civilisée », c'est-à-dire juste et humaine. Or, les faits eux-mêmes se chargent de nous enseigner l'humilité en ce qui concerne le degré de justice et d'humanité que même les sociétés libérales ont atteint : quel que soit l'angle sous lequel nous nous plaçons, il nous faut admettre que nos sociétés sont toujours répressives et que la tyrannie de la majorité ou plus précisément des minorités dominantes – pour plus subtiles et moins barbares que soient les formes sous lesquelles elle s'exerce dans les régimes libéraux – n'en est pas moins répréhensible que la tyrannie des cliques détenant le pouvoir dans les régimes dictatoriaux.

Ce qui est grave dans la répression civile et politique des collectivités et mouvements non conformistes, y compris ceux qui prêchent la désobéissance civile ou qui pratiquent le terrorisme, c'est qu'elle enferme les sociétés dans le cercle clos et apparemment indestructible, d'une part, de l'obligation faite aux gouvernements de défendre l'ordre social attaqué et de protéger les biens et les personnes, et, d'autre part, des conséquences non admissibles de l'action gouvernementale : la brimade des libertés individuelles et collectives et l'extension constante de la répression à des collectivités autres que celles qui sont directement visées et qui, tout en étant officiellement considérées comme légitimes, professent des vues non conformistes [281] à propos, soit des idéologies, soit du régime lui-même. Ce phénomène, on a pu l'observer au Canada lors des événements d'octobre 1970. Inutile d'insister là-dessus.

Le problème des droits des collectivités et mouvements non conformistes se pose d'une façon beaucoup plus cruciale pour les régimes libéraux que pour les régimes dictatoriaux : en effet, comment les régimes libéraux peuvent-ils, sans renoncer aux principes libéraux eux-mêmes, c'est-à-dire sans mauvaise conscience, se défendre contre ceux qui recourent à la force pour les détruire ? Prisonnière de ce dilemme, la République fort libérale de Weimar, dont les assises étaient par ailleurs chancelantes, a préféré se laisser saborder par les nazis plutôt que de leur imposer systématiquement la force légale. Les sociétés libérales contemporaines, y compris le Canada, aux prises avec une crise qui, dans ses ramifications, vise le système sociopolitique en

plein cœur, paraissent prêtes, quant à elles, à réduire le champ des libertés civiles et politiques si le salut de l'ordre public paraît l'exiger.

Le jugement que l'on peut porter sur tel ou tel geste des gouvernements ne peut être que partiel et conditionnel. Mais il est un fait fondamental qu'il s'impose de soulever au niveau même des principes. Si les gouvernements choisissent de s'opposer par la force aux tendances et mouvements considérés comme subversifs, ils se trouvent en quelque sorte à ériger en absolu un ordre social et politique donné. Or, le fait que cet ordre social et politique se réclame des valeurs libérales et, finalement, de la tradition humaniste occidentale justifie-t-il pareille orientation ? Ne convient-il pas de rappeler que c'est le propre de tous les régimes politiques de considérer ainsi l'ordre social et politique qu'ils fondent comme un absolu ? Ne convient-il pas également de rappeler que nous nous disons héritiers de nombre de mouvements historiques qui ont précisément emprunté les voies de la désobéissance civile, du terrorisme et de la révolution armée contre des Régimes que nous jugeons aujourd'hui comme ayant été anachroniques ou tyranniques et que les assises des principes libéraux eux-mêmes se trouvent dans le sang versé au cours de luttes contre des régimes qui refusaient d'en reconnaître la légitimité et la valeur ? Nous honorons les résistants hollandais, belges et français qui ont pratiqué le sabotage, l'assassinat, etc., contre les occupants nazis. Nous déplorons que les Allemands ne se soient pas rebellés contre le régime hitlérien, les Russes contre le régime stalinien. Posons brutalement la question : quels principes supérieurs le gouvernement [282] canadien a-t-il servis en réprimant le F.L.Q. en octobre 1970 ? L'ordre social et politique libéral serait-il devenu si parfait qu'il ne peut plus être fondamentalement mis en question et éventuellement remplacé par d'autres modes d'organisation ? Les principes libéraux sont-ils si purs qu'on ne puisse plus imaginer qu'il soit possible d'en formuler de meilleurs ? L'ordre sociopolitique et les principes libéraux ne sont-ils pas historiquement et sociologiquement situés et conditionnés et, à ce titre, ne sont-ils pas relatifs et appelés à être dépassés ? Ne doit-on pas appliquer aux idées que préconise le F.L.Q., comme à toute autre idéologie, le jugement très libéral que formule John Stuart Mill dans son essai classique : *On Liberty* : « If any opinion is compelled to silence, that opinion may, for aught we can certainly know, be true. To deny this is to assume our infallibility ».

Il doit être entendu que nous reconnaissons à tout gouvernement le droit et même le devoir de réprimer la violence par la violence. Mais j'estime qu'il faut distinguer soigneusement la répression politique d'avec les valeurs invoquées pour la justifier. Et quand il s'agit de violence, il ne faut pas oublier non plus que l'organisation la plus violente qui soit dans une société est précisément l'État que dans le droit public français on désigne communément par le terme de Pouvoir. Le tout se ramène finalement à un rapport de forces, et il n'existe aucune garantie que le vainqueur assure le triomphe de valeurs individuelles et collectives supérieures à celles que préconise le vaincu.

Si on admet la relativité du régime sociopolitique et du droit libéraux, si on admet, au surplus, qu'il est légitime à la fois de chercher à les dépasser et de vouloir les défendre, la question dès lors se pose de savoir où tracer les limites de ce qui est recevable et de ce qui est irrecevable dans les positions et moyens d'action des divers protagonistes dans des cas particuliers. Et une fois ces limites tracées, qui va trancher les litiges et comment ?

D'aucuns estiment que la solution consiste dans une charte des droits personnels, civiques et politiques de l'homme. C'est ainsi qu'on déplore que la charte canadienne de 1960, qui n'est qu'un simple statut du Parlement fédéral, ne lie pas les Provinces dont la juridiction s'étend pourtant à la plupart des domaines concernant les droits personnels et civils. De ce fait, cette charte est pour ainsi dire inapplicable. Dans les termes de Peter C. Newman : « The Diefenbaker Bill of Rights provides protection to all Canadians, just as long as [283] they don't live in any of the Provinces ». On a bien vu l'inefficience de cette charte quand le gouvernement canadien a pu, sans avoir à se soumettre à aucun test judiciaire, avoir recours aux mesures de guerre en octobre 1970, la section V de l'article V de la Charte spécifiant que tout acte fait ou autorisé en vertu des mesures de guerre ne constitue pas une abrogation ou une entorse aux droits et libertés reconnus dans la Charte des Droits canadiens ! D'où plusieurs, dont le premier ministre Trudeau, voudraient que la Constitution canadienne soit modifiée de façon à inclure une Charte des Droits de l'Homme. De la sorte, les individus et les groupes recevraient en principe une protection adéquate même contre les abus de leur propre gouvernement. L'exemple des États-Unis, où existe semblable Charte constitutionnelle et où de nombreuses minorités idéologiques, religieuses ou raciales ont été

longtemps et sont encore soumises à d'humiliantes vexations, devrait toutefois nous inciter à ne pas attendre d'une Charte, même constitutionnelle, des Droits de l'Homme une solution complète au problème de l'intolérance des majorités et à celui de l'injustice faite aux collectivités défavorisées – problèmes qui se posent aujourd'hui avec acuité au Canada comme ailleurs.

D'autres font confiance à l'incontestable aptitude des systèmes libéraux à absorber les opposants, leurs idées et leurs mouvements, à convertir les moyens illégaux en moyens légaux, de même qu'à évoluer à un rythme suffisant pour résorber ou même supprimer, au moment voulu, les sources des conflits sociaux. Et certes, par comparaison à la plupart des régimes politiques historiques, le bilan des régimes libéraux permet un certain optimisme à cet égard : la légitimation des partis politiques et des unions ouvrières a marqué une grande étape dans la lutte pour le triomphe des libertés collectives et de la justice sociale. La conversion de la grève en moyen licite de règlement des conflits industriels, en supprimant les raisons d'être des grèves sauvages, a rendu possible la mise en train de procédures pacifiques de négociation collective, et ainsi de suite. Et c'est finalement le seul argument objectivement valable que nous pouvons évoquer pour justifier notre réprobation des agissements du F.L.Q. : au Canada, toute minorité a la possibilité de faire valoir ses vues sans avoir recours au terrorisme, à l'enlèvement, à l'assassinat. Mais le bref rappel que je viens de faire du comportement de nos gouvernements à l'endroit des minorités non conformistes nous autorise-t-il à nous en remettre à cet argument [284] en toute bonne conscience ? En outre, avons-nous l'assurance que, devant la montée des attentes et des frustrations parmi les couches et les régions défavorisées de notre société, le système politique pourra indéfiniment réussir à absorber les oppositions de plus en plus radicales qu'il suscite et qui se réclament de la justice sociale, et à faire en sorte que soient canalisées par l'intermédiaire des rouages organiques tels que les partis politiques et les groupes d'intérêt les demandes de plus en plus exigeantes qui lui sont adressées ? N'est-on pas sur le point d'atteindre ici et là des points de rupture qui pourraient être irréparables ?

La redéfinition des objectifs collectifs et la réforme du fonctionnement des rouages sociopolitiques dans le but d'atteindre à une plus grande justice et à une plus grande liberté pour tous, offrent sans au-

cun doute la meilleure garantie que nos sociétés pourront éviter une révolution intégrale. Mais cette redéfinition des objectifs et cette réforme des rouages devront être radicales et poursuivies avec célérité. Par exemple, en ce qui concerne le Canada, ce pays qui s'est trouvé assez libéral pour concéder la légitimité du séparatisme et le droit d'association en vue de la promotion de cet objectif, pourquoi refuser de rassurer la population quant à l'étendue de ses droits politiques et de proclamer le droit, sous certaines conditions, à l'autodétermination politique pour les Québécois et pour les citoyens de toute autre Province qui voudraient s'en prévaloir - geste qui ne préjugerait aucunement en faveur du séparatisme mais qui indiquerait qu'on adhère à la simple logique des principes libéraux eux-mêmes ? Poser cette question, et combien d'autres semblables qu'on pourrait formuler à propos de l'organisation économique, de la condition de la femme, des privilèges des professions, etc., sans pouvoir y répondre de façon certaine, c'est peut-être présenter la meilleure preuve de l'hypocrisie plus ou moins camouflée de notre adhésion, aujourd'hui comme hier, aux principes de l'humanisme occidental.

Peut-être en dernière analyse, la seule garantie d'un monde au sein duquel régneraient la liberté et la justice intégrales réside dans la solution du problème immémorial de la rareté des biens et des valeurs que les possibilités techniques et intellectuelles actuelles permettent d'envisager, sinon pour aujourd'hui, du moins pour demain. Qu'on me permette de terminer sur une vision utopique de l'avenir de notre monde (ne sont-ce pas les utopies, elles qui sourdent de l'imagination créatrice, qui font évoluer les sociétés ?). Le droit revendique [285] un rôle formateur des hommes. Et, en effet, le retard tant de fois mentionné et à juste titre du droit sur les structures et les mentalités constitue un cliché qui s'applique bien au cas de nos sociétés occidentales gavées de privilèges et de droits acquis mais non pas aux sociétés en voie de développement où le Droit, au contraire, constitue un puissant levier de changement et d'éducation des hommes. Il s'impose dorénavant dans nos sociétés en pleine mutation de revendiquer pour le droit un rôle vraiment révolutionnaire. Les professionnels du droit libéral peuvent-ils toutefois s'attaquer sérieusement à cette tâche d'éducation quand on sait que ce sont précisément les imperfections des hommes tout autant que la rareté des biens et des valeurs que ce droit accepte et

sanctionne qui de plus en plus paraît justifier l'existence du droit libéral lui-même ?

L'exercice jamais interrompu depuis les débuts de la civilisation humaine en vue de substituer la loi librement consentie à la force brutale dans les relations entre les individus et les collectivités va se continuer sans doute encore pendant longtemps. Le chemin déjà parcouru nous laisse bien loin du but.

[286]

Sixième partie :
Le règne des fins : autorité, changement, participation

Chapitre 3

Le défi du changement *

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelque temps, les analystes font état d'un « choc » du futur et d'une « crise » imputables au changement. Il semble qu'il ne s'agisse pas là d'une autre mode littéraire mais bien d'un problème majeur de notre temps. Il est superflu d'énumérer les malaises associés au changement, tant ils sont évidents. On a proposé nombre de qualificatifs pour définir ce malaise. Je le caractériserai d'abord par l'incertitude. Les hommes paraissent ne plus savoir à quoi s'en tenir, ni quelles attitudes et quelles conduites adopter. Je le caractériserai ensuite par la déception. Déception de constater que le changement ne signifie pas toujours progrès, qu'au contraire bien des changements sont rétrogradants. À l'incertitude et à la déception s'ajoutent la peur et l'anxiété face à un monde qui se tient au seuil d'une autre grande révolution technologique. Certes les réactions devant le changement actuel ou

* Conférence prononcée devant les membres de l'Association des administrateurs d'hôpitaux de la province de Québec, le 5 mai 1972 publié dans *L'hôpital d'aujourd'hui*, vol. 18, n° 8, 1972, 9-19.

anticipé varient selon les tempéraments et les circonstances de la vie : les uns non seulement s'y adaptent facilement mais encore s'efforcent de l'accélérer et de l'orienter. Les autres, au contraire, voudraient le bloquer ou tout au moins le maintenir dans des voies familières. Mais même ceux qui se targuent de progressisme et de modernisme se montrent réticents à l'égard de certaines des manifestations du changement tant elles paraissent insatisfaisantes de même que devant certaines possibilités actuelles de changement tant elles semblent aléatoires. Nous réagissons tous à un moment ou l'autre comme les anges conservateurs – dont parle Monsieur de Méré – qui avec des larmes dans les yeux dirent à Dieu au moment où il s'apprêtait à créer le Monde : « Seigneur ne détruisez pas le chaos » !

Par suite de la nouvelle importance qu'il revêt aujourd'hui pour les individus et les collectivités, le phénomène du changement est souvent abordé avec passion ou encore d'une [287] manière naïve et superficielle. On risque dès lors de confondre les véritables coordonnées du changement avec les signes extérieurs qui le révèlent ou les agents qui l'engendrent de même que de restreindre les conséquences du changement à certaines de ses manifestations immédiates les plus voyantes. Il s'impose de mettre le plus de rigueur possible dans l'examen d'un sujet qui se prête à tant de formules à sensation, erronées ou partielles. Dans cette optique, je soulèverai quatre types différents de questions : la nature du changement, les cadres sociaux du changement, les conséquences du changement et, finalement, les réorientations requises pour permettre l'émergence de formes souhaitables de changement et pour tenir ces dernières à la mesure de l'homme.

1. LA NATURE DU CHANGEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Changement signifie rupture de la continuité. Tenter d'énumérer toutes les formes et les manifestations du changement obligerait à épuiser le répertoire des qualificatifs. La notion connote un processus lent ou rapide, continu ou sporadique, régulier ou intermittent, soudain ou graduel, radical ou superficiel, irréversible ou réversible, prévisible ou imprévisible, quantitatif ou qualitatif, à court, moyen ou long terme, etc. Le changement est à la fois adaptation et croissance (ou dé-

générescence). Il représente la résultante d'un double processus – que Jean Piaget a mis en lumière – le processus d'assimilation (au cours duquel l'agent modifie son environnement) et le processus d'adaptation (au cours duquel l'agent se modifie lui-même de façon à s'ajuster à son nouvel environnement). Ce double processus implique pour l'agent la recherche d'un équilibre, un équilibre qui, forcément, du moins jusqu'à la mort, est appelé à être constamment détruit et qui, par conséquent, doit être dynamique et ne peut être qu'instable, puisqu'il est sans cesse repris dans des conditions toujours différentes. Le changement se produit dans le temps dont il est une des fonctions majeures. Envisagé dans sa portée sur l'individu et le groupe, il est adaptations successives à des situations provisoires.

Le changement constitue une manifestation à la fois de la conscience et du monde extérieur. Et bien loin de se trouver indépendants l'un de l'autre, ces deux modes d'être du changement s'interpellent dans un incessant mouvement [288] dialectique. Et c'est dans la saisie de cette tension créatrice entre l'homme et son milieu qu'il convient d'analyser le changement. Le changement est affaire d'état de conscience, c'est-à-dire d'intelligence et d'affectivité, tout autant que de matière et d'énergie physique ou biologique.

Certains changements résultent donc de l'action sociale de l'homme, d'autres des processus biologiques ou physiques. Ces derniers, tout en étant élémentaires, sont sans aucun doute les plus fondamentaux. Naissance, croissance, maturité, décrépitude et mort – autant de phases majeures auquel tout ce qui existe est assujéti selon des lois que nous connaissons à des degrés divers et sur lesquelles nous pouvons plus ou moins agir. Malgré l'importance apparemment croissante pour l'homme des changements résultant d'actes volontaires, individuels ou collectifs, aujourd'hui' comme hier, il n'y a pas pour lui de plus grands chocs que ceux qu'entraînent la naissance, la découverte de la puberté, l'apparition des premiers symptômes de vieillissement et l'approche de la mort. C'est toutefois l'homme lui-même, par son activité individuelle ou collective, qui est généralement au principe des changements les plus décisifs, en ce qui concerne tout au moins l'organisation des sociétés. Il s'impose cependant de voir, qu'en transformant son environnement par son travail, l'homme se trouve à produire de nouvelles conditions d'existence qui le contraignent à d'autres ajustements. Il en résulte de nouveaux états de conscience (refus du chan-

gement, adaptation au changement, volonté de maîtriser le changement) qui se manifestent dans des dispositions plus ou moins favorables vis-à-vis du nouvel ordre de choses de même qu'à l'égard des possibilités inédites d'action qui s'offrent à lui.

Si nous connaissons assez bien les processus psychosociologiques du changement, il n'en va pas de même des ressorts psychologiques qui le déclenchent. L'expérience de tous les jours montre que la recherche du changement n'est généralement pas le propre de l'homme. Elle montre au contraire que l'homme refuse le changement aussi longtemps qu'il n'est pas en quelque façon contraint de s'y soumettre (ainsi, le refus de la machine par les ouvriers au début de la révolution industrielle, des nouvelles techniques agraires par les paysans, des nouvelles méthodes pédagogiques par les professeurs, de nouveaux modes d'action par les politiciens, etc.). À le considérer de près, on constate que dans ses racines profondes, le changement vient de partout et de nulle [289] part, que s'il est véhiculé et institutionnalisé par une foule de facteurs et d'agents, il n'y a personne qui l'ait expressément voulu, qu'il se présente plutôt comme le fruit d'une nécessité objective qu'aucune main visible n'a guidée, qu'il est comme induit par une sorte d'inconscient collectif, dépôt accumulé de contributions involontaires d'une foule d'individus et de groupes les plus divers. N'est-il pas juste de dire qu'on ne prépare pas vraiment le changement, qu'on le subit plutôt comme une fatalité ? On s'y adapte, on l'apprivoise, on finit par l'accepter. Mais lorsqu'on en parle, il est déjà là, il s'impose déjà comme un fait social contraignant et inéluctable. Ceux qui s'ajustent le plus rapidement et avec le moins de peine, en étant les premiers à le souhaiter, peuvent donner l'impression de l'avoir suscité. N'est-on pas justifié à considérer la planification comme, au fond, un effort d'adaptation rationnelle à un changement que personne n'a expressément recherché ?

On comprend mieux comment le changement finit malgré tout par entraîner l'adhésion des individus et des groupes quand on le considère selon la façon dont le besoin – le besoin physique ou psychologique – affecte l'homme. Le besoin résulte de la rareté des ressources matérielles (biens et services) ou spirituelles (valeurs). Le besoin ne déclenche le changement que s'il est ressenti comme un manque qui requiert d'être immédiatement satisfait. Un besoin qui ne serait que latent ou encore qui ne solliciterait pas une réponse de façon pressante

n'engendre pas le désir de le surmonter. La conscience du besoin produit un état de déséquilibre psychologique et de tension propre à inciter l'homme à agir sur son environnement de façon à apaiser le sentiment de manque qui l'étreint. Le besoin fait sa jonction avec les forces de changement social quand, conformément au mode de rationalité et aux instruments d'action existants, il pousse les hommes à concevoir des objectifs de caractère collectif, à s'unir en vue de la poursuite de ces objectifs selon des configurations d'intérêt précis de façon à réaliser leurs fins, même face à un environnement hostile ³² Le changement social apparaît ainsi comme le résultat largement non anticipé et non consciemment voulu de l'action humaine sous l'emprise du besoin.

[290]

Qu'il résulte d'impulsions physiques ou biologiques ou encore qu'il soit le fruit de l'action collective, le changement apparaît souvent insolite et cela pour la double raison que les facteurs (structuraux et conjoncturels) de changement sont d'ordinaire complexes et que les accidents les plus divers (dus aux réactions capricieuses des êtres et des choses et à l'intervention de facteurs méconnus) perturbent le cours des choses. Malgré le sérieux des prévisions que l'avancement des connaissances et de la rationalité scientifique rend aujourd'hui possible, la part d'ignorance qui subsiste fait que les résultats diffèrent toujours fréquemment des attentes. À l'âge de l'ordinateur comme à l'âge de la pierre, le trait le plus remarquable du changement – celui

³² Envisagé sous cet angle, l'intérêt représente davantage que la simple somme des enjeux matériels (stakes) dans l'action. Il constitue en tout premier lieu un centre d'identification et de rassemblement et, par voie de conséquence, de division des hommes en groupes distincts ou même opposés conformément aux sympathies et aux antagonismes qu'il suscite. Dans les termes de Manfred Stanley : « Interests are not only material stakes but also complex patterns of identification and symbolism which people tend to take literally and view from limited perspectives in the heat of day-to-day conflicts ». Dans : « Nature, Culture and Scarcity. Foreword To A Theoretical Synthesis », *American Sociological Review*, vol. 33, n° 6, 1968, 855-870. Le principal problème ici consiste à se demander comment les configurations d'intérêt se modifient conformément aux changements survenus dans les agrégats de rareté et dans les demandes qui s'expriment à leur sujet et comment les modifications survenues dans les configurations d'intérêt font surgir de nouvelles conditions de solidarité et de conflit.

qui comporte les conséquences les plus considérables pour l'homme – demeure son caractère essentiellement aléatoire. Quand il s'agit de changement, rien ne saurait être considéré comme certain ou définitif. C'est ainsi que le changement, plutôt que d'anéantir les valeurs, ne fait que les refouler. Ces dernières, à la faveur des circonstances, réapparaissent sous des formes imprévisibles, manifestant de la sorte les liens que la conscience conserve avec un passé plus ou moins lointain, plus ou moins oublié.

L'adage selon lequel « les mêmes causes produisent les mêmes effets » s'applique à des degrés divers dans le monde de la nature physique mais il se vérifie assez mal dans la vie sociale puisque dans ce dernier cas les causes sont rarement les mêmes d'un événement à l'autre. Sans aucun doute, les nouvelles possibilités de prospective aujourd'hui à la portée de l'homme de même que l'érosion partielle des contraintes objectives sous l'effet de l'action volontaire de l'homme, malgré la marge d'imperfection ou d'imprévisibilité qu'elles conservent, permettent de prévoir jusqu'à un certain point l'évolution de la conjoncture, du moins dans les limites d'un événement particulier. Mais les données et les facteurs – même les facteurs dits déterminants – qui entrent en ligne de [291] compte dans la production d'un événement sont trop complexes et trop aléatoires dans leurs effets pour que l'on puisse escompter qu'ils se reproduiront plusieurs fois exactement de la même manière, d'où le caractère réputé « unique » de chaque événement.

Les esquisses de l'avenir reposent généralement sur l'extrapolation de nos connaissances des possibilités présentement ouvertes d'évolution. Elles s'effectuent donc par référence à un contexte déjà familier de changement. Pareil procédé comporte bien des lacunes. Tout effort de prévision suppose la connaissance non seulement de l'évolution technologique mais aussi de l'évolution culturelle. Il suppose en outre qu'on tente de pondérer tous les facteurs du changement et qu'on évalue la chance qu'ont les possibilités technologiques et culturelles présentes d'être mises en œuvre. On doit enfin tenter d'évaluer l'évolution de la science et de la technologie. Verra-t-on, sous l'impulsion de découvertes scientifiques inopinées, l'émergence de nouvelles technologies permettant de sauter des étapes ou, au contraire, des résistances d'ordre culturel bloqueront-elles le cours prévisible des choses ? L'impossibilité de prévisions sérieuses tient non seulement à l'ignorance

des moyens qui seront dans l'avenir utilisés pour effectuer le changement mais également au fait que les buts mêmes de l'évolution sont mobiles, donc incertains.

D'où l'impossibilité de prévoir l'avenir de façon certaine. En 1900, personne n'a pu prédire la réalité de 1933, ni en 1933, celle d'aujourd'hui. Les descriptions de l'an 2000 risquent d'être bien peu fidèles. Les extrapolations quantitatives, même si elles se révélaient exactes, laisseront toujours s'échapper l'essentiel : « La signification des faits et des chiffres dans le contexte d'un lendemain différent ³³ ».

2. LES CADRES SOCIAUX DU CHANGEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Contrairement à ce qu'on affirme parfois, le changement ne constitue pas un phénomène exclusif à notre temps. D'autres civilisations ont connu des rythmes rapides de changement et ont atteint à de hauts niveaux de développement. Même les époques réputées de grande stagnation [292] comme le haut Moyen Âge ne furent pas imperméables au changement. Celui-ci s'effectuant sur une plus longue durée était moins perceptible, mais surtout il survenait sans qu'on l'eût consciemment préparé ni même souhaité. La marque distinctive de l'Occident moderne ne semble pas non plus résider dans l'importance des lois du monde physique et social que l'homme, par les progrès de la science, a découvertes ni non plus dans la portée des applications qu'il en a tirées. D'autres civilisations ont atteint à de très hauts niveaux de connaissances scientifiques et ont excellé dans plusieurs secteurs de la technologie. Ce qui paraît propre à l'Occident moderne, c'est la ferveur avec laquelle on y a pratiqué le culte de la science et surtout la remarquable aptitude à convertir la science en technologies nouvelles : c'est cette volonté persistante et cet art exceptionnel de faire servir la science à la maîtrise systématique des processus physiques, biologiques et sociaux de façon à diriger le changement. C'est le fait que les manifestations et les possibilités du changement ne soient plus

³³ Peter DRUCKER, *La grande mutation vers une nouvelle société*, Les Éditions d'Organisation, Paris, 1970, 12.

abandonnées au hasard de la nécessité comme il semble qu'elles aient été dans d'autres périodes historiques, ni le résultat du jeu des intérêts et des ambitions des puissants, tels les rois et les prêtres, mais bien le produit de l'activité organisée de collectivités, dont c'est précisément un des rôles majeurs de les planifier et de les réaliser. C'est peut-être surtout le fait que le changement implique, généralement cependant à leur insu, un nombre de plus en plus considérable d'individus soit à titre d'agents contributeurs soit à titre de bénéficiaires directs (ou de victimes).

On fait souvent état de l'accélération continue du rythme du changement depuis quatre siècles de même que de l'ampleur des changements survenus depuis cinquante ans. Deux points, cependant, souvent passés sous silence, méritent d'être soulignés. D'une part, bien qu'il s'étende à travers tout le corps social, le changement n'en affecte pas également toutes les parties : il imprime sa marque tantôt de façon diffuse et tantôt d'une façon concentrée, tantôt dans le sens d'une croissance et tantôt dans celui d'une dégénérescence. D'autre part, malgré des impressions très fortes, imputables à la tendance à prêter la permanence aux réalités qui durent un certain temps, ni l'intensité ni l'orientation des changements les plus visibles de notre temps ne sont sous contrôle ni, par conséquent, irréversibles. Poser ces deux questions, c'est soulever le problème des cadres sociaux du changement. [293] C'est se demander quels sont les lieux et quels sont les agents du changement.

Le changement s'étend à tous les paliers de la société : l'écologie (accentuation du mouvement de la campagne à la ville, création concomitante d'un problème rural par suite du refus de mobilité de la part des populations rurales, et même d'un contre-mouvement de « retour à la terre » dans une tentative pour échapper à la congestion urbaine et au déracinement, mégapole, pollution, perfectionnement des techniques d'extraction des ressources terrestres et marines) ; la démographie (baisse des taux de natalité et de mortalité, allongement continu de l'expectation de vie, égalisation des sexes, affrontements prévisibles entre les groupes ethniques et entre les races, croissance et vieillissement des populations) ; la technologie (passage de l'énergie hydroélectrique à l'énergie nucléaire, du travail à la chaîne à l'automatisation, développement des ordinateurs, nouvelles applications de l'électronique, approfondissement de la biologie moléculaire, épanouis-

ment de l'aérodynamique et de l'informatique) ; l'économie (poursuite de la révolution agraire, plafonnement de la croissance de certains types d'établissements manufacturiers (sidérurgie, automobile) et obsolescence d'autres types (cuir, textile, pulpe et papier) ; essor de nouveaux secteurs (industrie pétrochimique et pharmacologique, prolifération de nouveaux produits synthétiques comme le plastic, le papier synthétique, etc. dont la mise au point pose et posera de redoutables défis à tout le secteur primaire de l'économie), nouvelles règles de compétition, élargissement des marchés économiques, révolution dans les méthodes de comptabilité et de gestion, accroissement des niveaux de vie, nouveaux rapports entre le capital et le travail, accroissement du chômage et réduction de nouvelles catégories sociales (diplômés, techniciens) au chômage, inflation permanente, réduction des heures de travail et de la vie active) ; la stratification sociale (diminution des cols bleus, nouvelles catégories de cols blancs (opérateurs, etc.), changements dans la condition des travailleurs dus à l'allongement et à l'uniformisation de l'apprentissage, au besoin périodique de recyclage, à l'avancement de l'âge de la retraite, apparition de nouvelles hiérarchies fondées sur le savoir, substitution des rôles exercés dans le travail au statut comme supports de l'autorité) ; la politique (création de nouvelles communautés politiques et ruptures parmi les plus anciennes, apparition de nouvelles idéologies, déchéance croissante des Assemblées populaires au profit [294] des bureaucraties, réorganisation des exécutifs et particulièrement des services rattachés au chef du gouvernement selon de nouveaux principes de gestion mettant l'accent sur la mobilité et la souplesse, sclérose des partis et adoption de nouveaux objectifs et de nouveaux modes et moyens d'action par les groupes d'intérêt, intensification des politiques de bien-être, de planification et de développement national et régional, néo-pluralisme et décentralisation, prolifération des « normes » gouvernementales, exigences accrues de participation de la part de la population) ; la culture, enfin (émergence d'un nouveau type de conscience visant à l'autodétermination collective et personnelle, nouvelles manifestations du mouvement hippie et du « dropping out », substitution de valeurs intériorisées aux valeurs téléologiques (d'où l'apparence provisoire de nihilisme) et de nouveaux modes de rapports entre l'universel et le particulier, tension entre le « savoir » abstrait (rationalité technocratique) et le « savoir » fondé sur l'expérience pratique (rationalité sociale), la démocratisation et la prolongation de l'éducation, l'importance accrue

de collectivités partielles dans l'émergence et la consolidation des éléments de culture de même que dans les représentations de la culture comme totalité vécue).

Par suite du fait qu'ils sont particulièrement massifs et visibles, surtout en raison de l'accroissement constant de la productivité industrielle, beaucoup estiment que les changements les plus impressionnants depuis cinquante ans sont survenus aux niveaux de la technologie et de l'économie. Or, à ces niveaux, si les accroissements d'ordre quantitatif ont été impressionnants, les changements qualitatifs durant cette période ont été plutôt mineurs. Comme le dit Peter Drucker, « nous vivons encore dans le sillon de la technologie de la fin du dix-neuvième siècle ». Malgré les apparences, notre époque ne se caractérise pas par de grands bouleversements technoéconomiques mais plutôt par une décevante continuité à ces niveaux. La plupart des grandes entreprises d'aujourd'hui dominant dans leur secteur particulier depuis des années ³⁴, la [295] structure de la géographie économique a peu changé depuis cinquante ans, mêmes économies nationales dominantes, mêmes économies satellites, mêmes économies colonisées ; la technologie économique contemporaine pour l'ensemble nous est familière, l'agriculture étant le secteur que la révolution industrielle a le plus atteint et qui a connu l'accroissement le plus spectaculaire de productivité, cependant que les secteurs industriels de l'aciérie et de l'automobile n'évoluaient guère et que le poids des nouvelles technologies dans le domaine de l'aviation, des ordinateurs, de l'industrie pharmacologique et des produits synthétiques ne fait que commencer à devenir perceptible. Le siècle des grandes transformations technologiques fut le dix-neuvième siècle, non le vingtième. La vraie révolution technologique que les progrès scientifiques de la première moitié du vingtième siècle rendent possible est du futur, non du présent. Depuis vingt ans, la capacité d'innovation ne s'est guère exercée au ni-

³⁴ Toutefois, comme le dit également Peter Drucker, le rythme de remplacement des grandes entreprises considérées dans leur ensemble est élevé. Seulement cinquante des cent plus grandes entreprises aujourd'hui aux États-Unis étaient sur la liste il y a trente ans. Un certain nombre sont disparues, d'autres ont perdu de l'importance. Elles ont été remplacées par des entreprises qui, il y a seulement trente ans, n'existaient pas ou encore étaient insignifiantes. Ces changements ne sont pas dus à des manipulations financières mais au jeu de la nouvelle technologie, c'est-à-dire à l'innovation.

veau de la technologie et de l'économie, sauf dans certains domaines particuliers, comme les satellites et l'exploration de l'espace. Au contraire, de nombreux secteurs économiques, particulièrement aux niveaux primaire et secondaire, ont atteint la maturité, d'autres l'obsolescence et, dans nombre de cas, les entreprises ne réussissent à se maintenir que grâce à l'aide directe ou indirecte de l'État (aide consentie par ce dernier pour des raisons reliées au maintien de l'emploi et de la cohésion du complexe militaire et industriel).

On ne peut non plus guère faire état de changements qualitatifs spectaculaires au niveau de la stratification sociale et encore moins à celui de la politique. Les changements dans la stratification sociale concernent surtout des ajustements consécutifs à la croissance quantitative des secteurs industriels traditionnels, bien que les premiers effets de la technologie des ordinateurs et de l'informatique aient fait apparaître de nouvelles catégories sociales, notamment les « opérateurs », ce prolétariat de la troisième révolution technologique. Mais, pour l'ensemble, les anciens alignements de classes sociales subsistent, et bien que les niveaux de consommation se soient considérablement élevés parmi les couches inférieures de la population, les contrôles des moyens de production demeurent essentiellement dans les mêmes mains et les écarts dans les revenus et les chances de vie n'ont pas été substantiellement réduits. Quant à la politique, les institutions et rouages déjà familiers au début du siècle sont toujours en place, les ajustements effectués et les nouveaux rouages imaginés [296] depuis lors ayant eu surtout pour but de dégorger l'appareil étatique de plus en plus empêtré dans les multiples rôles compensateurs qu'il assume à un rythme toujours croissant dans tous les secteurs d'activité par suite de la défaillance des appareils sociaux et économiques ou encore des ambitions technocratiques.

C'est au palier culturel que sont survenues, pour reprendre une expression de Peter Drucker, les grandes ruptures. L'homme des sociétés contemporaines industrialisées a la possibilité d'échapper à l'ignorance qui fut, jusqu'ici dans l'histoire, le lot obligé de l'humanité presque entière. L'électronique a rendu possible un nouveau type de communication, les télécommunications qui créent de nouvelles solidarités – ou télé-relations – entre les hommes et qui accroissent infiniment la qualité et la quantité des informations en circulation. Grâce à la radio et à la télévision, la planète entière devient un « grand village ». De quel-

que coin du monde qu'elles émanent, les informations sont réinterprétées par les hommes selon les schémas de valeurs et d'explication qui leur sont familiers et conformément aux conditions de leur vie quotidienne. L'ordinateur permet de traiter simultanément une multitude de données, d'effectuer en quelques instants des calculs que les plus rapides arithméticiens mettraient une vie à compléter et il constitue une mémoire infailible. Le haut savoir dans tous les domaines s'accroît à un rythme accéléré et les possibilités technologiques qu'il ouvre défient l'imagination la plus fertile. En deçà et au-delà de ces développements plus apparents, se produisent des soubresauts de toutes sortes à travers le tissu culturel : soubresauts dans les valeurs et les finalités, dans les représentations de la situation, dans les styles de vie et les aspirations, dans les modes et les moyens de l'action collective. Ces soubresauts, dont la nature et la gravité sont inconnues, surviennent sans avertissement et laissent individus et collectivités désarmés. Ils n'épargnent aucun peuple du monde et, bien qu'ils revêtent des formes différentes selon les régimes et les milieux, ils paraissent être des manifestations d'une seule et même révolution culturelle planétaire. La révolution en cours n'atteint pas seulement le contenu matériel et les formes symboliques de la culture, elle s'étend à la conscience elle-même (mouvement de la conscience du type sujet, au type citoyen et de là, et c'est là le sens de la révolution culturelle en cours, au type autodéterministe).

[297]

Le changement requiert des individus, élites et groupes novateurs. Ces derniers, à leur tour, agissent par le truchement de supports institutionnels que l'on peut considérer comme les véritables moteurs du changement.

C'est probablement l'entreprise, particulièrement celle qui œuvre dans les secteurs dits de pointe, qui constitue le principal moteur du changement social. Elle représente plus que le cadre matériel de la société post-industrielle. La grande entreprise, qui est la plupart du temps plurinationale, constitue un centre privilégié sinon de création du moins d'exploitation et de polarisation des valeurs. L'émergence de l'économie industrielle a mis fin aux valeurs unanimes telles que le voulaient les conditions de la société traditionnelle. La société moderne ne possède plus la transcendance que présentait la société tradi-

tionnelle. L'effort d'ajustement à des situations empiriques (effort qu'on qualifie souvent de planification) trahit la déchéance de la coutume et du sacré comme supports de l'autorité. De plus en plus, le monde dans lequel vivent les hommes, les sentiments qui les meuvent, les idées qui les motivent, les outils qu'ils utilisent sont le fait de la grande entreprise. Grâce aux puissants moyens de contrôle que lui procurent le capital, les connaissances spécialisées, l'information et la publicité, la grande entreprise a de nos jours supplanté les Églises comme institution sociale dominante. C'est la grande entreprise qui a procuré aux sociétés modernes les normes majeures qui régissent leur organisation. Elle a remodelé les sociétés selon une logique autre mais tout aussi contraignante que celle de l'Église au Moyen Âge. Ce fut là, en effet, la nature profonde de la « grande transformation » : la grande entreprise incarne le pouvoir « spirituel » des temps modernes. Son évangile est celui de la richesse qui a trouvé son apothéose dans les principes d'intendance (stewardship) et de curatelle (trusteeship). L'hérésie moderne, c'est le refus de la légitimité de la grande corporation. Et tout comme jadis l'Église imposait ses valeurs et ses intérêts à toute la société et dominait fréquemment son rival, le pouvoir séculier, de même, les valeurs et les intérêts dominants qui ont activé la dynamique des sociétés modernes et l'on aiguillée vers le système politique ont souvent émané de la grande entreprise. Toutefois, plus récemment, il semble que le dynamisme de la grande entreprise a marqué une régression en ce sens qu'il ne se manifeste plus avec la même vigueur que naguère aux plans de l'innovation et de la technologie. Mais la grande [298] entreprise continue à influencer profondément sur l'état des institutions sociales et surtout sur l'évolution de la culture.

Avec l'entreprise, les principaux supports des individus ou groupes novateurs sont les instituts scientifiques, les universités et les gouvernements. La puissance de changement de chacune de ces organisations, considérée indépendamment ou agissant de concert, est manifeste. Aux instituts scientifiques et aux universités reviennent la grande part des recherches fondamentales et certains types de recherches appliquées ; aux services de recherche des entreprises économiques, particulièrement parmi celles qui sont précisément fondées sur le savoir scientifique, prolongeant ces recherches dans des directions déterminées, revient la production des grandes technologies nouvelles tandis que les gouvernements, par le recours à la planification et à di-

vers contrôles (dont le *Planning Programming - Budgeting System* (P.P.B.S.) représente la forme la plus récente et dont on ne sait pas encore s'il constitue un progrès ou une fumisterie), s'efforcent de créer et de maintenir les conditions générales d'un rythme optimal de changement et par la poursuite de recherches particulières, notamment dans le domaine socio-économique, de concevoir et de mettre en œuvre des technologies particulières. C'est au sein de ces organisations que se recrutent aujourd'hui la plupart des savants et des technologistes et que sont formulées hypothèses et théories scientifiques, conçu le savoir-faire et prises les décisions de modifier les technologies. Et si l'ampleur des changements qualitatifs dans le domaine de la technologie et de l'économie ne nous paraît pas correspondre aux possibilités d'innovation découlant des développements scientifiques de la première moitié du vingtième siècle, c'est à ces organisations qu'il faut en premier lieu en imputer la responsabilité.

Outre les instituts scientifiques, les universités, l'entreprise et les gouvernements qui constituent les principaux moteurs du changement, les sociétés comportent nombre d'autres organisations qui, tout en étant moins bien équipées sur le plan scientifique, contrôlent à des degrés divers des ressources nécessaires au changement, notamment les hommes : unions ouvrières, associations d'affaires, autres types d'associations volontaires, comme les organisations communautaires et tout l'ensemble du réseau de formation et d'encadrement des jeunes : famille, école, églises et mouvements de jeunesse. À titres divers, ces collectivités influent sur les dispositions vis-à-vis de la science, de la technologie, de [299] même que sur les retombées de la technologie en innovations et sur le changement en tant que tel. Eu égard à l'importance croissante des changements dans le domaine de la culture qui relèvent dans une grande mesure de ces collectivités, ces dernières deviennent chaque jour davantage les lieux sinon toujours les agents de changements considérables.

3. LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT

[Retour à la table des matières](#)

L'homme maîtrise mieux les manifestations du changement aujourd'hui qu'hier dans la mesure où il les planifie davantage. Il est douteux cependant qu'il prévienne mieux qu'autrefois les conséquences du changement sur les organisations et sur les esprits. Certes, notre époque, comme toutes celles qui l'ont précédée, comporte des agents de sélection, d'assimilation et de contrôle du changement. Ces agents agissent à la fois comme catalyseurs du changement et comme mobilisateurs en vue du changement. Il leur incombe en outre de faciliter les nécessaires ajustements requis pour la quiétude des individus et des collectivités. Parents, maîtres, prêtres, notables, compagnons de jeu et de travail, relations de voisinage, classes sociales, organisations communautaires, associations volontaires, services publics, revues et livres, télémedia, autant de tamis et de soupapes susceptibles de socialiser les individus à l'égard du changement, d'absorber les plus durs chocs du changement, de l'apprivoiser de façon à ce qu'il se présente sous des formes inoffensives lorsqu'il atteint les individus et les collectivités de même que d'exclure les aspects du changement susceptibles de produire des perturbations majeures dans l'environnement. Malgré tout, aujourd'hui comme hier, le changement, sous certains aspects, demeure indésirable et, sous d'autres, reste inexplicable et insolite. En outre, subsistent les craintes liées au futur ; tous ces changements possibles, dont on ne connaît ni le rythme ni la nature paraissent effrayants. Sans aucun doute, l'homme moderne, concernant nombre de phénomènes élémentaires de la nature et de la vie, peut-il compter sur des explications plus adéquates que ses ancêtres. Sans doute également les dispositifs de prévision et de sécurité récemment mis en place offrent-ils une meilleure protection physique et psychologique contre les risques de l'inconnu et de l'insolite. Aussi bien la frontière de la peur – du moins de la peur irraisonnée – a-t-elle sensiblement reculé. Les incertitudes et les ignorances [300] quant au présent et à l'avenir du monde et de la vie demeurent toutefois nombreuses et l'homme entretient envers elles le même sentiment que ses ancê-

tres face aux phénomènes élémentaires inexplicables : l'angoisse, cette peur qui est d'autant plus incontrôlable qu'elle est sans objet précis.

Dans les attitudes des contemporains vis-à-vis du changement, il s'impose de faire intervenir une dimension supplémentaire. Le changement a cessé d'être associé intimement à l'idée de progrès comme ce fut le cas parmi les esprits éclairés des générations antérieures. La prise de conscience du fait que changement ne signifie pas progrès, qu'au contraire il entraîne dans son sillage dégradation tout autant que mutation vers des formes supérieures, voilà le véritable choc de notre temps. Certes tous les changements récents, en cours ou prévisibles ne sont pas jugés nocifs et certains sont mêmes souhaités ardemment et recherchés avec fièvre. Toutefois, la pollution, la congestion urbaine, la fermeture d'usines, le chômage, le pourrissement politique, le phénomène des « drop outs » chez les jeunes et les moins jeunes, la crise des valeurs, la capacité que l'humanité a récemment acquise de provoquer son autodestruction instantanée, et autres retombées néfastes semblables du changement s'imposent aujourd'hui avec autant sinon plus de force que les aspects positifs du changement (amélioration de l'environnement et de la condition humaine, etc.) qui, pour plusieurs raisons tenant en bonne partie à l'affadissement des technologies actuelles, semblent moins considérables ou en tous cas moins impressionnants aujourd'hui que naguère. L'admiration générale que suscitent les premiers succès dans le domaine de l'exploration spatiale compense mal les déceptions résultant du faible rythme d'expansion dans les technologies industrielles et dans les contrôles sociopolitiques arbitrairement empêchés, semble-t-il, d'accroître la productivité économique et la qualité des relations humaines de façon à réduire les inégalités aujourd'hui bien plus qu'hier injustifiables entre les hommes. D'où une désillusion et une désaffection croissantes parmi toutes les catégories sociales vis-à-vis de la science et de la technologie. La conscience que des intérêts acquis et des structures désuètes font obstacle aux grands changements dans tous les domaines que les développements scientifiques des cinquante dernières années rendent possibles dans l'immédiat ou dans un avenir rapproché, loin de compenser pour l'insatisfaction présente, aggrave encore la situation. Elle provoque une réaction [301] ambivalente : d'un côté, le ressentiment contre les responsables de la stagnation actuelle mais, d'un autre côté, cet ensemble de réactions malades à des conditions nouvelles et cette

crainte d'un inconnu encore sans visage, qu'Alvin Tofler a appelé le « choc du futur ».

Il résulte de ces conditions que ce sont souvent les aspects défavorables ou problématiques du changement qui affectent aujourd'hui davantage les consciences. Bien que la crise universelle de la culture qui étreint tout à la fois les organisations et les individus et les groupes doive être imputée à de nombreuses causes, cet ensemble de réactions de fuite sinon d'hostilité devant le changement en fournit sans aucun doute une explication valable.

Ce sont précisément les agents institutionnels du changement qui sont en butte aux plus grands malaises internes et qui sont la cible des contestations les plus radicales. L'école représente un bon exemple de cette situation. La démocratisation de l'enseignement de même que l'allongement de la scolarisation ont produit la « révolution de l'éducation » qui a entraîné à sa suite toute une série de conséquences mal assimilées : la greffe du savoir sur toutes les structures (sociales, économiques, politiques) et toutes les activités de l'homme ; le renversement des valeurs dont témoignent les hippies (ces descendants des premiers moines du Moyen Âge et des goliards de la Renaissance), les « drop outs » et les adeptes de nouvelles formes de religiosité ; la croissance physique et démographique des institutions d'enseignement, de l'élémentaire à l'université, avec toute la kyrielle de problèmes qu'elle entraîne sur le plan financier, de la gestion, des programmes d'étude, de la finalité de l'enseignement, de la qualité de vie (comme on s'ennuie aujourd'hui comme hier à l'école, à l'université ! D'autant plus qu'on ne va plus à l'école pour échapper au pire, c'est-à-dire au travail au pic et à la pioche, l'accroissement de la productivité rendant possibles d'autres choix très attrayants). Des conditions équivalentes prévalent au sein de toutes les organisations : l'entreprise, les gouvernements, les unions ouvrières et toutes les grandes administrations. On reproche à ces organisations leur irresponsabilité (elles s'adonnent avec frénésie à des changements à la miette sans en établir la valeur ni en contrôler les modalités d'émergence et d'implantation non plus que les effets), leur mépris de l'homme (l'obstination à régler les conduites et les cas – même individuels – en fonction de normes abstraites générales qui font violence à la dignité et [302] au désir d'autonomie des individus et des groupes), leur anonymité (due à leur masse et à leur complexité qui tuent la spontanéité et le caractère per-

sonnel des relations humaines et qui introduisent des hiérarchies lourdes et routinières) et, finalement, leur conservatisme. Ce dernier reproche paraît étrange puisqu'il s'adresse aux organisations mêmes qui sont responsables du changement et que ceux qui le formulent font souvent montre de réticence devant le changement. On reproche à ces organisations d'engendrer elles-mêmes les problèmes qu'elles s'efforcent de résoudre, d'être incapables de réagir contre l'obsolescence, de ne pouvoir se départir de services improductifs, ou abandonner des activités devenues inutiles ou même nuisibles et surtout de pratiquer une socialisation purement intégrative des individus et de n'engendrer que les formes de changements qui sont compatibles avec le système dominant. Dans leur dénonciation de la façon dont les organisations s'y prennent pour produire le changement, les hommes finissent par mettre en cause leur légitimité même.

Les retombées du changement n'épargnent personne. Elles atteignent toutes les catégories sociales. Ce serait cependant une erreur de croire que le changement affecte tous et chacun de la même manière. D'une part, individus et groupes sont bien inégalement préparés à le recevoir : ils le perçoivent et le digèrent de bien différentes manières ; d'autre part, dans nombre de cas, tandis qu'il agit dans un sens favorable sur la situation des uns, il est source de frustrations pour les autres. Les grandes attitudes devant le changement : le traditionalisme qui valorise les aspects du changement qui ont trait au passé, le conservatisme, ceux qui le rattachent au présent et le progressisme, ceux qui sont tournés vers l'avenir, sont les résultantes des positions sociales tout autant que des tempéraments. Il va de soi que les dispositions à accepter le changement parmi les membres d'une classe sociale ne sont pas les mêmes selon qu'il affecte favorablement ou non le devenir de cette classe.

La capacité de l'homme à subir le changement dépend finalement de son aptitude à maintenir son équilibre psychologique ou à le restaurer quand il a été détruit. Les changements n'atteignent vraiment l'homme que dans la mesure où ils perturbent cet équilibre mais ils ne sont bien assimilés par ce dernier que s'il réussit à effectuer un nouvel ajustement personnel. De là l'effort incessant de l'homme pour contrôler son environnement d'où surviennent la [303] majorité des changements susceptibles de le désarçonner. C'est ici qu'interviennent les agents de sélection, d'assimilation et de contrôle du changement dont

nous avons déjà parlé. Or, ces agents se recrutent généralement parmi les classes supérieures et ces dernières tirent de leur rôle protecteur des avantages inestimables. C'est dans une large mesure de ce rôle protecteur que découle leur autorité sur l'ensemble de la population. Contrôler le changement, c'est gouverner. C'est en même temps pour les dirigeants se donner la garantie de la permanence de leur domination puisqu'ils détiennent par là la maîtrise des conditions qui fondent les hiérarchies sociales et perpétuent les inégalités entre les classes. La démocratisation des sociétés au cours des dernières décennies s'est accompagnée de l'érosion de la capacité des classes dominantes de contrôler le changement. Cette érosion a eu plusieurs résultats positifs (dont l'accroissement de l'imagination créatrice et de la volonté d'autonomie parmi les catégories sociales inférieures) mais elle comporte également, du moins à courte échéance, des conséquences négatives dont la crise d'autorité que nous connaissons présentement et, par voie de conséquence, la terrible insécurité qui étreint individus et groupes du fait qu'il n'y a plus d'agents protecteurs pour les prémunir contre la soudaineté, l'imprévisibilité et les caprices du changement. Circonstance aggravante : la levée des digues survient à un moment où les premiers effets de l'automation bouleversent les conditions de travail et où le savoir commence à pénétrer profondément les technologies, intensifiant de la sorte le rythme du vieillissement des connaissances et créant par là le besoin pour les individus de recyclages périodiques et même d'éducation permanente.

Le nouveau contexte du changement affecte toutes les catégories sociales. Il explique à la fois les manifestations d'impatience et la volonté d'émancipation parmi la multitude des déshérités des villes et des régions excentriques, le désarroi des dirigeants dans toutes les sphères d'activité déchus de leurs statuts traditionnels et qui doivent leur autorité non plus à leur contrôle sur les valeurs traditionnelles qui sont maintenant contestées ou qui ont été mises au rancart mais à l'excellence (toujours problématique) de l'exercice de leurs rôles fonctionnels, et, chez les jeunes, la « déviance » et une contestation apparemment globale de la société, se traduisant tantôt par l'apathie et tantôt par la révolte. Dans ces conditions, les moteurs du changement risquent d'être sabordés et les agents institutionnels de changement neutralisés.

Quel peut être l'aboutissement de ces tendances ? Il existe deux façons bien différentes de l'imaginer. Pour les uns, ces tendances résultent de difficultés temporaires parmi les individus et les groupes à trouver les bons ajustements aux conditions nouvelles qui les confrontent et tout rentrera éventuellement dans l'ordre. Ainsi, si les jeunes contestent la société comme ils le font aujourd'hui c'est tout autant parce qu'ils sont empêchés de contribuer comme ils le souhaiteraient à son aménagement et à son fonctionnement que parce qu'elle leur paraît mauvaise et irrécupérable. Les rôles sociaux alloués aux étudiants sont en effet bien insignifiants par rapport aux tâches que, eu égard à leur maturité et à leurs aspirations, ils pourraient remplir. Le même raisonnement vaudrait également pour les couches sociales défavorisées. Il s'agirait moins, par conséquent, d'après ce raisonnement, pour les déshérités et les jeunes, de détruire l'ordre social que de l'investir et de le récupérer pour eux-mêmes. Quant aux dirigeants, après une période de flottement, ils réassumeraient leur autorité sous des formes inédites. Pour d'autres, les développements actuels marquent une rupture profonde dans le cours de l'évolution. Après un millénaire au cours duquel la volonté d'intervention sur la nature, sur la vie et sur la société était demeurée assoupie, l'esprit humain, à partir du seizième siècle, se mit à valoriser le changement et cela jusqu'à faire de ce dernier l'objet d'un culte, le culte du progrès. Mais, après quatre siècles marqués du signe du « développement » industriel et social, on constate l'apparition de tendances antagonistes aux finalités du changement que l'Occident moderne a privilégiées (intellectualité, science, technologie industrielle) taxées sur une rationalité technicienne et abstraite au profit de nouvelles finalités (bien-être, jouissance, mysticisme, qualité de la vie, promotion collective) relevant d'une rationalité sociale. Et si en effet ces tendances devaient déborder les cercles plutôt étroits au sein desquels elles se sont jusqu'ici affirmées et allaient s'emparer des esprits jusqu'au point de devenir dominantes, l'Occident se tiendrait au seuil d'un nouveau cycle de civilisation, marqué par une certaine tiédeur envers la science et la technologie industrielle et par un regain de la vie communautaire et du sentiment religieux. Ainsi donc, une fois de plus, le cours de la civilisation obligerait les hommes à réapprendre le caractère relatif de toutes choses, même de celles qui, pendant longtemps, ont paru dotées de permanence.

[305]

4. LES RÉORIENTATIONS NÉCESSAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Il se peut que la civilisation soit parvenue à une croisée de chemins. Ou les hommes vont s'entêter à continuer tant bien que mal dans la voie du changement débridé suivie depuis quatre siècles et alors les meilleures énergies finiront par être employées à colmater les nombreuses brèches qui s'ouvrent continuellement dans les flancs de nos sociétés (mécontentement parmi les couches défavorisées, désaffection des jeunes, impuissance des dirigeants) avec comme toile de fond la détérioration du milieu, un développement inadéquat et anarchique de même que le déferlement croissant de la violence et de la répression rendant ainsi plus intolérable la situation pour un nombre sans cesse croissant d'individus, ou ils apprendront à restaurer à la société mais sur des bases nouvelles la capacité de changement qu'elle possédait au dix-neuvième siècle. Sans aucun doute, comme l'a écrit René Dubois : « Tendance ne veut pas dire destin ». Mais comment faire en sorte que le flot de l'évolution soit réorienté et son rythme accéléré sans que le fil de la civilisation ne risque d'être rompu ? Deux ordres différents de questions se trouvent de la sorte soulevés.

Le premier ordre de questions concerne l'apparente incapacité de nos sociétés à réaliser les énormes promesses de changement associées à l'électronique, la cybernétique, l'automation, etc., que contient le développement scientifique de la première moitié du vingtième siècle. Comment se fait-il que les principaux moteurs de changement – les instituts scientifiques, les universités, les entreprises économiques, les gouvernements, les unions ouvrières, les grandes administrations – marquent le pas, se satisfont d'apporter des améliorations de détails à des technologies issues de la science de la dernière moitié du dix-neuvième siècle et ne parviennent pas à mettre en œuvre des technologies nouvelles ? Qu'on se tienne au seuil d'une troisième révolution technologique, voilà ce qu'on ne cesse de répéter de tous côtés. Et pourtant, les efforts, au sein des universités, des entreprises et des gouvernements, continuent à se concentrer sur l'augmentation marginale de la productivité en vue de la consommation immédiate, provo-

quant graduellement parmi les secteurs les plus favorisés de la population une satiété qui risque de les figer dans la décadence et chez des moins bien nantis, une hostilité vis-à-vis de l'ordre social dominant qui menace de se reporter contre la science et la technologie. Or on soupçonne [306] que ceux qui font obstacle à l'essor technologique que l'état actuel de la science permet d'entrevoir sont les agents institutionnels de changement eux-mêmes. Ils agiraient ainsi par vénalité et par crainte, poussés à la fois par le motif de tirer le maximum de profit des établissements industriels, administratifs, éducationnels en place, même s'ils sont anachroniques et par la peur de ne pouvoir contrôler les facteurs et les effets de la nouvelle technologie.

Un deuxième ordre de questions vise les valeurs engagées dans le changement. Il n'est plus possible de ramener les buts du changement à la simple progression de la prospérité matérielle (niveaux de vie toujours plus élevés, etc.) ni même à l'avancement continu des connaissances parmi les jeunes et les diverses catégories sociales et encore moins à la poursuite d'objectifs reliés aux intérêts de certains groupes favorisés ou aux préoccupations d'hégémonie politique ou militaire. Il s'impose dorénavant de s'interroger sur le pourquoi de l'expansion matérielle, de l'avancement et de la dissémination des connaissances, etc., de même que sur les coûts collectifs de ces « progrès ». Il ne s'agit pas de préconiser l'abandon des efforts de développement économique. Mais il faut se rendre compte que, pour être au service de l'homme, le changement, tout en tendant à l'accroissement du bien-être physique, doit favoriser la paix de l'esprit. Il faut également se rendre compte qu'à partir tout au moins d'un certain seuil – que les sociétés occidentales « avancées » ont maintenant atteint – la poursuite du développement industriel, s'il n'est pas mis au service d'objectifs collectifs, joue contre l'homme. Il faut savoir que si les buts du changement doivent s'axer sur la dignité humaine, s'ils doivent tendre à l'accroissement du bonheur, de la justice et de l'égalité, il s'impose de libérer ces idéaux de la gangue d'individualisme dans laquelle ils ont été enfermés depuis deux siècles et de comprendre que, dans le contexte d'aujourd'hui, pour le plus grand nombre, la promotion personnelle passe obligatoirement par les collectivités qui les enserrent et dont ils sont solidaires. La technologie ne doit plus être avant tout ordonnée à la production de biens et de services mis à la disposition de ceux qui peuvent se les « payer », mais elle doit être surtout centrée

sur la satisfaction des besoins collectifs de la société : rénovation de l'environnement, vie urbaine, pauvreté, santé, éducation, loisirs. Ce n'est pas en produisant plus de « gadgets » qu'on satisfera aux besoins fondamentaux d'aujourd'hui. C'est en renforçant les [307] équipements collectifs, c'est-à-dire en aménageant plus de parcs publics, en construisant plus de logements à prix modiques, et ainsi de suite.

Dans l'état présent de l'évolution, il convient de rappeler que les systèmes sont faits pour les hommes et non pas les hommes pour les systèmes. Le monde tourne aujourd'hui à l'envers du bon sens. C'est ainsi qu'on voit les institutions majeures du changement (gouvernements, entreprises économiques, universités, organisations diverses) consacrer une bonne part de leurs efforts, non pas à l'amélioration de la situation de l'homme, mais à trouver les moyens de conformer l'homme à des systèmes qu'elles ont elles-mêmes mis en place pièce à pièce et sans tenir compte des conditions réelles (recherche d'un « milieu » scolaire adapté au système scolaire, etc.). Cet état de choses, absurde en lui-même, ne peut être corrigé que si, au lieu de se fermer sur elles-mêmes par suffisance technocratique ou par crainte des milieux populaires, les institutions du changement se soudent pour ainsi dire aux collectivités réelles, permettant dès lors à ces dernières de se donner le goût et la capacité de choisir elles-mêmes, avec l'aide de spécialistes, leurs voies propres de développement et de collaborer activement à la mise en œuvre des programmes d'action (ce qui est bien autre chose que la formule rituelle de la « démocratie de participation » selon laquelle il faut chercher à impliquer le peuple dans l'élaboration des programmes qui le concernent). Jusqu'ici les dirigeants ont surtout tendu leurs efforts à créer et à maintenir des systèmes qui ne furent pas pensés d'abord en vue du bien-être collectif mais dans le dessein de maintenir un certain ordre social (qui est précisément celui qui assure leur domination). Or, par leur jeu même, ces systèmes à la longue détournent des dirigeants ceux-là mêmes qu'ils sont censés encadrer (étudiants, milieux populaires, etc.). Il importe qu'à l'avenir les dirigeants acceptent de briser eux-mêmes les organisations dont ils ont la charge de façon à les plier aux exigences d'une société devenue très complexe et très hétérogène dans ses aspirations comme dans ses idéologies. La démultiplication des bureaux et la mise en place d'unités mobiles et temporaires (adhocraties) corrigeront le gigantisme et la raideur qui empêchent aujourd'hui les organisations

de s'acquitter convenablement de leurs tâches. Les réformes de structures ne suffiront toutefois pas à elles seules à garantir le redressement de la situation. En même temps, les dirigeants doivent modifier leur façon de concevoir leurs rôles [308] et d'assumer leurs responsabilités. S'ils sont incapables de trouver les moyens de rejoindre les individus et les groupes et de travailler en collaboration constante avec eux, ces derniers, en cherchant à se libérer des systèmes oppressifs, se retourneront tôt ou tard contre eux.

S'il s'impose de réorienter radicalement l'esprit et l'action des agents institutionnels du changement ou encore de leur substituer d'autres agents, il importe également de concevoir le changement comme un ensemble, et donc d'imaginer une politique – une planification – du changement. Cette politique du changement – axée, répétons-le, sur la satisfaction des besoins collectifs – devra tenir compte de toutes les possibilités intellectuelles et technologiques et s'inspirera constamment de la dialectique qui noue les collectivités à leur environnement. Le gouvernement a sans aucun doute un rôle central à exercer dans la détermination d'une politique du changement. Mais il n'est pas seul en cause. C'est ainsi que nombre de lois et d'ordonnances gouvernementales qui viennent modifier l'ordre des choses dans un secteur d'activité donné ne représentent en définitive que des réponses plus ou moins bonnes à des demandes formulées depuis parfois fort longtemps par des agents sociaux ou encore ne font que prolonger de façon plus ou moins heureuse l'action d'autres agents. Pendant très longtemps, ce sont les entreprises industrielles qui ont assuré les changements les plus spectaculaires.

Il est toutefois généralement admis que, dans le contexte d'aujourd'hui, c'est au gouvernement qu'il revient au premier chef de mettre en œuvre une politique du changement. C'est d'ailleurs parce qu'ils ont commencé d'assumer cette responsabilité que les gouvernements sont devenus omniprésents sinon omnipotents. Seuls les gouvernements disposent des ressources (argent, informations, compétences, capacité de décision) requises de celui qui doit agir comme principal agent de contrôle du changement. Le gouvernement en plus d'être lui-même un novateur de premier rang doit également agir comme catalyseur et stimulateur vis-à-vis des autres agents de changement (instituts scientifiques, universités, entreprises économiques, unions ouvrières, organisations communautaires, etc.). Il ne doit plus se confiner à remplir

des « rôles supplétifs » – par exemple en cas de défaillance de l'entreprise industrielle – mais il doit intervenir hardiment lui-même à titre de seul garant de l'intérêt public général. Pour que le gouvernement soit à même de s'acquitter convenablement [309] de cette tâche, il faut toutefois qu'il échappe à la tutelle d'intérêts privés puissants et qu'il s'abstienne d'agir par esprit de vengeance ou sous le coup de la peur. Il est également requis que s'effectue sous son égide une concertation organique entre tous les agents de changement. C'est au gouvernement que revient en tout premier lieu la tâche de concevoir le changement comme un tout et de l'insérer dans une conception globale valable de la société. À l'heure actuelle, les gouvernements sont l'objet de critiques sévères formulées de tous côtés – par les comités de citoyens aussi bien que par les grandes organisations privées, par les groupes d'affaires tout autant que par les unions ouvrières. Il est clair que toute entreprise de redressement de la situation doit commencer par la réforme – une réforme qui doit être radicale – des rouages et des méthodes d'action politiques. Si cette réforme tardait à s'effectuer, il se pourrait que le peuple, las d'être berné et abusé, se révolte contre la machine et la brise.

Poser de la sorte la question du défi du changement, c'est s'interroger sur les conditions d'ensemble d'aménagement de la société et de la sorte déboucher sur les grands enjeux qui confrontent la civilisation. Le changement certes met en cause les motivations individuelles mais on ne saurait agir sur celles-ci sans faire intervenir les collectivités et les organisations qui engendrent et filtrent le changement. Nous voici parvenus au cœur du problème : l'épanouissement des collectivités suppose certes la concertation des efforts des agents de changement mais, surtout par la défaillance des rouages politiques, elles se voient présentement acculées à la confrontation, voire à la contestation. Les remous qui secouent les sociétés et les efforts de restructuration parallèle parmi les collectivités de base que constituent les comités de citoyens, les « Opérations-dignité », les cliniques légales ou médicales populaires, etc., manifestent à la fois l'inaptitude des organisations officielles à contenir ou à canaliser les forces de changement et l'émergence de nouvelles formes de pluralisme requérant l'établissement de rapports inédits entre les grands agents institutionnels de changement et les collectivités. Pour que toutes les forces de changement puissent se faire valoir sans entraves, il faut certes faire en sorte

que le nouveau pluralisme s'exprime par la concertation. Mais il faut bien se rendre compte que tant que les rapports sociaux resteront fondamentalement inégalitaires, la recherche de la concertation [310] s'enlisera dans la poursuite d'un impossible dialogue et les formes aujourd'hui les plus prometteuses de changement, faute d'agents institutionnels adéquats, seront empêchées de s'épanouir.

[312]

Sixième partie :
Le règne des fins : autorité, changement, participation

Chapitre 4

Dénouer les contradictions*

[Retour à la table des matières](#)

Être à la fois, comme c'est mon cas, contre le recours à la grève (au sens conventionnel du terme) dans le secteur public et parapublic (parce que ce type de grève touche immédiatement, directement et durement des personnes - patients, étudiants, etc. - qui ne sont pas partie du litige) et contre le recours à l'injonction judiciaire et à des lois permettant au gouvernement de régler les conflits par simple décret (parce que l'État employeur, dans pareille situation, appelle à son secours l'État législateur et l'État judiciaire, créant ainsi, entre les parties, une situation d'inégalité flagrante qui équivaut pratiquement à la suppression du droit de grève), voilà se placer dans une position contradictoire. Ce qu'il s'impose de souligner à ce propos c'est que cette contradiction n'est pas une simple vue de l'esprit mais qu'elle sourd de la réalité elle-même. En outre, cette contradiction, exploitée comme à plaisir par les chefs du Front commun syndical et les négociateurs du gouvernement, ne constitue qu'un exemple de trop nom-

* Texte paru dans *Le Devoir*, le 15 mai 1972.

breuses contradictions semblables (au sujet de la question constitutionnelle, de la question linguistique, de la question sociale) qui ont éclaté au grand jour au Québec depuis quelques années pour qu'on puisse la considérer comme une simple erreur de jugement à propos d'une question particulière. Au contraire, on doit la considérer comme une manifestation supplémentaire d'une situation générale truffée de contradictions. Identifier certaines des causes de ces contradictions et indiquer les moyens propres, sinon à les extirper, tout au moins à les atténuer, tels sont les objectifs du présent exposé.

1. LES CAUSES DES CONTRADICTIONS SOCIALES

[Retour à la table des matières](#)

Le présent conflit manifeste une fois de plus le cheminement divergent de deux logiques différentes : celle du [312] gouvernement (ou du système politique) et celle de la société (concrétisée cette fois par le Front commun syndical). D'une part, le Front commun syndical, se réclamant d'une conception « sociale » de l'égalité et de la justice, cherche manifestement à embarrasser l'État employeur en tirant, dans un premier temps, le maximum d'avantages pour lui-même des lois en vigueur concernant les négociations du travail dans le secteur public et parapublic. D'autre part, l'État législateur, se faisant fort du fait qu'il soit le seul agent autorisé à prendre position au nom de l'ensemble de la société, ne peut accepter qu'une simple partie du corps social remette unilatéralement en cause le « contrat social », comme l'affirmait non sans exagération l'ancien ministre de la Fonction publique, Jean-Paul L'Allier. Par le mouvement de sa logique propre, le Front commun syndical est conduit à déclencher une grève dans le secteur public et parapublic et à inviter ses membres à ne pas se soumettre à l'ordre d'injonction demandé par l'État législateur au nom du bien public. Suivant à son tour sa propre logique, l'État, par son appareil judiciaire, qui a le devoir de punir ceux qui enfreignent la loi, traduit les délinquants devant les tribunaux et, ensuite, par l'Assemblée nationale, adopte une loi (la loi n° 19) qui permet à l'État employeur de fixer après deux mois, par décret, les conditions de travail de ses employés si, dans l'entretemps, les négociations n'aboutissent pas. Et nous voilà

une fois de plus enfermés dans le cercle clos, qui nous est maintenant devenu familier, d'une fraction importante de la société qui, au nom d'une morale se voulant supérieure, se place volontairement dans l'il-légalité et d'un gouvernement qui se croit tenu de restreindre certaines libertés d'action (et parfois même d'expression) au nom de l'« ordre public » et de l'« intérêt général » ou encore de la « volonté de la grande majorité de la population ».

Voilà, réduit à sa plus simple expression, le scénario qui a conduit à l'impasse présente. Ce scénario, pour une part, avait été minutieusement préparé par les deux parties (chacune conformément à ses visées propres) mais, pour une autre part, des éléments imprévus et très importants vinrent s'y ajouter en cours de route (par exemple la grande impopularité de la grève, la résurgence concomitante de graves difficultés dans les relations fédérales-provinciales, les remous et la polarisation des vues consécutives à la condamnation et à l'incarcération des trois chefs syndicaux à la suite d'un jugement qui fut juste si on se situe dans la logique de [313] l'appareil judiciaire mais qui parut à plusieurs inutilement vengeur et hâtif, et ainsi de suite). Il en résulte que chaque nouveau geste que pose l'une des deux parties les enferme l'une et l'autre dans une position toujours plus objectivement intenable et contribue à resserrer le nœud des contradictions fondamentales dans lesquelles la société se débat.

Mon propos ne consiste pas à faire des suggestions concernant la façon de dissiper cette impasse ; de toute manière, celle-ci sera surmontée d'une façon ou d'une autre. Il concerne les fondements profonds de cette impasse laquelle, encore une fois, ne constitue qu'un exemple du blocage devenu presque chronique du fonctionnement régulier des principaux appareils sociopolitiques dès que des questions fondamentales sont en cause. Ces appareils paraissent incapables de dénouer les contradictions avec lesquelles ils se trouvent confrontés à un rythme de plus en plus accéléré. Il ne s'agit pas de distribuer les mérites et les torts, ce qui m'engagerait dans une voie fort subjective et, en fin de compte, sans véritable issue. Il s'agit plutôt de fixer une situation.

L'explication la plus courante des confrontations présentes au sein de la société se réclame de la théorie du passage de la société traditionnelle à la société moderne. Il me semble que c'est dans les années

'60 que le Québec a connu les plus durs à-coups de cette transition. Le gouvernement du Québec avait d'ailleurs, à l'époque, été un agent de changement social majeur et c'est dans une grande mesure grâce à lui que le passage de la tradition à la modernité s'est effectué dans plusieurs secteurs (ainsi la valorisation de la fonction publique, la création de sociétés publiques industrielles et financières et la réforme de l'éducation). Sans aucun doute, de nombreux secteurs de la société demeurent encore traditionalistes et les hommes politiques, bien plus que les intellectuels, connaissent la force et l'importance que conservent encore ces secteurs sur lesquels, d'ailleurs, ils savent fort bien s'appuyer chaque fois qu'ils en trouvent leur profit. Sans aucun doute, la crise de la « modernisation » n'est pas définitivement et partout surmontée, pas plus au Québec qu'ailleurs. Il me semble toutefois que la problématique essentielle des principaux débats ne se situe plus aujourd'hui dans le prolongement des grands enjeux de la Révolution tranquille.

L'année 1968 marque pour le Québec le début d'une nouvelle époque – que j'ai déjà caractérisée d'après-Révolution tranquille. Dans l'après-Révolution tranquille, l'enjeu essentiel n'est plus la modernité à laquelle la plupart des collectivités et des [314] individus adhèrent à des degrés divers. L'enjeu véritable de la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés depuis quatre ans concerne la direction qu'il est désirable de donner à la société ; il concerne à la fois les systèmes de valeurs et les modes d'organisation sociale. Du côté des objectifs, le gouvernement, malgré l'adoption de mesures très importantes dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale, continue à adhérer à une rationalité qui finalement porte préjudice à la collectivité au profit de certaines catégories sociales privilégiées et, aux yeux de plusieurs, il n'apparaît plus comme un agent de changement mais plutôt une force d'inertie alors que, du sein de la société, sous la poussée de collectivités nouvelles ou devenues plus actives, s'accrédite de plus en plus l'idée selon laquelle, pour le plus grand nombre, la liberté et la justice passent obligatoirement par les collectivités qui les encadrent et dont ils sont solidaires. C'est là la position tenue par les comités de citoyens, les comités d'action politique, les « Opérations-dignité » et, plus récemment, par les unions de travailleurs qui s'étaient fait une solide réputation de clubs réservés à une « aristocratie » de syndiqués et d'être dangereusement débordés sur leur gauche au sein de leurs

propres rangs. Du côté des modèles de l'organisation sociale, le gouvernement a toujours partie liée avec le système économique dominant, le « capitalisme » que quarante ans de *Welfare state* a amadoué et plutôt renforcé (par l'effet de ses mesures sociales mêmes) que mis au pas, particulièrement au Québec où les entreprises plurinationales échappent virtuellement au contrôle mis en vigueur ailleurs. Mais, à l'opposé, un nombre de plus en plus élevé de groupes sociaux se réclament du socialisme, ou tout au moins d'un « socialisme d'ici », qui créerait ou sanctionnerait de nouvelles et meilleures conditions de vie pour le plus grand nombre. À ces oppositions de fond, se greffent et se conjuguent d'autres motifs de divergences non moins profondes et souvent plus anciennes qui mettent en présence la plupart du temps les mêmes protagonistes – divergences au sujet de la promotion de l'instruction, de la langue française, de la question constitutionnelle, et ainsi de suite.

Les remous politiques qui secouent le Québec à intervalles semblent-il de plus en plus rapprochés ne sont en réalité que les épiphénomènes de ces visées contradictoires. Comprendre les raisons de ces dernières permet de mieux identifier les ressorts sociopolitiques de la violence. Selon l'explication courante, la violence politique contemporaine serait [315] déclenchée par la conscience chez les individus et les groupes d'un écart trop considérable entre les attentes sociales et les actions politiques. Il s'ensuivrait des frustrations montantes s'exprimant sous la forme de la colère, d'un dévouement de rancœur et d'actes fracassants déclenchant à leur tour l'intervention de l'appareil policier et judiciaire et du gouvernement dans un effort pour restaurer l'ordre social. La répression politique, à son tour, ne ferait qu'accroître les exaspérations et engendrerait d'autres flambées de colère et d'actes fracassants, et ainsi de suite... Sans mettre aucunement en cause la validité de cette interprétation, il me semble toutefois qu'elle n'explique pas entièrement le cercle clos de la violence et de la répression et qu'elle laisse même échapper au moins un aspect essentiel de ce processus circulaire. Ce qui me paraît le propre de la violence contemporaine, c'est qu'elle se présente comme une réaction spontanée à des actes spécifiques d'agression (ou perçus comme tels). Cette façon de voir présente un double intérêt : d'une part, celui de dégager l'importance de l'acte précipitateur de la violence et, d'autre part, celui de

rendre compte de l'indignation morale, réelle ou feinte, chez les agressés.

La notion d'acte spécifique d'agression permet d'expliquer pourquoi telle ou telle manifestation de violence se produit à tel moment plutôt qu'à tel autre (pourquoi « après deux siècles de patience » et non pas après un ou trois siècles ou jamais ?). Elle rend également compte de certains états d'esprit violents qui peuvent difficilement s'expliquer par la simple frustration (par exemple chez les jeunes). Elle permet en outre de mieux démêler l'écheveau souvent embrouillé des provocations réciproques des deux parties en cause (ainsi nombre d'incidents raciaux aux États-Unis semblent avoir été délibérément provoqués par les Blancs « in order to keep the Negroes in their place »). Elle explique également pourquoi la violence et la répression qu'elle entraîne aboutissent généralement ou à la marginalisation ou même à la mise au ban du groupe qui en paraît l'instigateur ou encore à l'érosion du fondement de l'autorité politique. Dans la mesure où l'acte précipitateur de la violence est imputable au gouvernement, ce dernier apparaît aux yeux des agressés et souvent à ceux d'autres fractions de la population comme un violateur de règles morales supérieures. Dès lors, à leurs yeux, la désobéissance civile n'est pas seulement permise mais peut même devenir un devoir. Pareil état d'esprit explique jusqu'à un certain point – car bien d'autres motifs directement rattachés [316] à l'épreuve de force dans laquelle ils étaient impliqués entraient également en ligne de compte – l'ordre donné par les chefs syndicaux à leurs membres de ne pas se soumettre à l'injonction judiciaire. Il rend également partiellement compte de la demande faite en certains milieux d'une « amnistie » ou d'une suspension de sentence pour les trois chefs syndicaux emprisonnés. Rappelons que Rousseau a dit de la loi qu'elle était « le droit plus la force ». Quand certains en sont rendus à ne plus voir dans la loi que la force, on ne peut rester indifférent aux conditions responsables de pareil état de choses. Et c'est également Rousseau qui a servi l'avertissement suivant : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir... Sitôt qu'on peut désobéir impunément, on le peut légitimement ». C'est précisément là le dilemme de l'État : ne pas abuser de la force que lui procure le monopole qu'il détient de légiférer (ou pour le judiciaire de punir) pour écraser ceux qui, usant à l'origine de moyens légaux, s'opposent à lui par le

recours à des moyens divisifs supérieurs. Il risque de ne plus parvenir à transformer sa « force en droit » en ce qui touche un nombre de plus en plus élevé de groupes et d'individus et par là, finalement, à justifier en quelque sorte la désobéissance par l'impossibilité où il s'accuserait de la punir (à moins d'amplifier démesurément l'appareil policier et de saborder complètement l'appareil judiciaire).

Sans aucun doute, on n'en est pas encore au point, au Québec, où une fraction prépondérante de la population met en cause la légitimité de l'autorité politique. Un petit nombre seulement considère apparemment la désobéissance civile comme une obligation morale. Mais, lorsque les dirigeants de mouvements aussi habituellement organiques en même temps qu'aussi essentiels pour la société que les unions de travailleurs, à l'occasion d'un enjeu précis, se placent volontairement dans l'illégalité afin, de toute apparence, de forcer l'appareil judiciaire à les punir, il faut s'interroger sur la signification réelle de leur action. Leurs paroles dépassent sans aucun doute leur pensée quand ils disent qu'il faut « casser le système ». Il n'en reste pas moins qu'ils sont de plus en plus nombreux ceux qui affirment que le gouvernement est au service de la seule classe capitaliste et que les meilleurs intérêts de la classe des travailleurs exigent une réforme radicale du régime politique en vigueur. Derrière leur geste, il y a un message – qu'à la suite du manifeste du F.L.Q., de celui des vingt curés de la Gaspésie, de certaines lettres de l'Assemblée des [317] évêques – qu'ils s'efforcent de livrer à la population : il y a des droits – comme celui du droit de grève reconnu depuis plus de cent ans dans les sociétés libérales – il y a des principes supérieurs – comme celui de la justice sociale – que l'État ne peut indéfiniment bafouer ou méconnaître sans susciter contre lui des adversaires qui, en suivant la dictée de leur conscience, en viendront à ne plus reconnaître la légitimité de lois qui ne seraient plus, à leurs yeux, qu'abus de force. C'est ainsi que la désobéissance civile et la violence elle-même deviennent comme une réponse rationnelle à certaines formes d'action politique.

2. LES VOIES DE L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

Dévoiler les contradictions qui sous-tendent une crise comme celle qui a déclenché le conflit entre le Front commun syndical et le gouvernement permet en même temps de découvrir les moyens de les résoudre.

Un point majeur : de prime abord, on pourrait croire que les positions respectives du Front commun syndical et du gouvernement sont irréconciliables, tant elles paraissent éloignées l'une de l'autre. Et, en effet, plusieurs estiment qu'il en est ainsi. C'est là, à mon avis, une vision myopique de la situation réelle. Par-delà le litige en cours et qui finira bien par se résorber d'une manière ou de l'autre, ce qui est en cause, c'est la reconstruction de la société sur de nouvelles bases et, à ce niveau supérieur de la dialectique sociopolitique, dirigeants syndicaux et gouvernants sont, quoi qu'on dise, bien moins éloignés les uns des autres que d'aucuns ne l'estiment. N'oublions pas qu'au plus fort de la crise française en mai-juin 1968, c'est la C.G.T., pourtant communiste, qui, plus que tout autre organisation, par un ordre de retour général au travail, a sauvé le gouvernement, non par amour ou par crainte de De Gaulle, mais en se laissant guider par la ligne de ses meilleurs intérêts. De la même manière, n'oublions pas que le radicalisme sociopolitique constitue pour la C.S.N. et surtout pour la F.T.Q. un phénomène tout récent. Après quelques poussées de fièvre, ces mouvements en viendront sans aucun doute à des vues plus adaptées à la situation du Québec et à leur propre position au sein de la société québécoise que celles qu'ils ont tenues ces derniers temps.

Nous devons nous réjouir du fait qu'un nombre de plus en plus considérable d'organisations sociales se muent en [318] agents actifs de changement social. Ce n'est plus uniquement par le sommet (les dirigeants, les notables) que, dorénavant, on construira la société, ni non plus d'ailleurs uniquement par la base, comme certains l'estiment. La vigueur d'une société tient à la solidarité de ses cadres secondaires. C'est peut-être là l'aspect majeur et le plus positif du changement en cours : des collectivités, les unes nouvelles, les autres régénérées, deviennent agissantes et contribuent à procurer enfin au Québec l'arma-

ture sociale qui lui a fait si longtemps défaut. Manifestes et projets de manifestes – qu'ils soient bien ou mal inspirés, c'est là une autre question – montrent le sérieux avec lequel elles s'interrogent sur elles-mêmes et sur la société dans son ensemble. Ces efforts de définition et de recherche au sein des collectivités, pour valables et nécessaires qu'ils soient, n'excluent pas, loin de là, l'obligation faite aux dirigeants, dans tous les secteurs d'activité, de procéder à une sévère autocritique de leurs responsabilités propres dans l'établissement de bases sociales conformes aux besoins et aux aspirations d'aujourd'hui. Pour ma part, je continue à croire que les dirigeants, aujourd'hui comme hier, ont un rôle essentiel à remplir. S'ils parviennent à saisir le sens du mouvement en cours, ils redeviendront les agents de changement qu'ils furent naguère. Leur action sera même beaucoup plus marquante qu'autrefois parce qu'ils peuvent désormais compter sur le support d'une société plus exigeante et mieux disposée envers le nouveau social que par le passé. Mais ils devront apprendre de nouveaux rôles. Plutôt que des maîtres et des juges, ils seront des catalyseurs et des guides. Ils devront surtout accepter que ce ne sont plus eux seulement mais les diverses collectivités dans leur incessant dialogue qui, avec eux, sont les inventeurs des finalités sociales et les créateurs de toute culture politique véritable.

Comment, à travers ses tribulations multiples, la société québécoise mènera-t-elle à terme l'approfondissement des valeurs auquel elle se livre avec tant de sérieux et parviendra-t-elle à se doter de rouages sociopolitiques propres à faire accéder la conscience renouvelée des valeurs à l'existence sociale ? Il est impossible de le prévoir. Ceci cependant est certain : il est urgent de changer les règles du jeu et de modifier les rouages politiques si on veut empêcher la rupture qui devient chaque jour moins invraisemblable entre les groupes sociaux les plus progressistes et le gouvernement. Ces évolutions s'effectueront-elles graduellement, exigeront-elles l'émergence de sociétés parallèles comme le furent à leur [319] début les monastères au sein de l'Église du Moyen Âge, ou encore requerront-elles une révolution radicale comme le furent la Révolution française de 1789, la Révolution russe de 1919 et la toute récente Révolution chinoise ? Là-dessus les opinions diffèrent et il est bon qu'il en soit ainsi. Il faut, à ce moment-ci, laisser à chacun et à chaque collectivité la chance de préconiser et les formules et les objectifs de leur choix. La voie finalement suivie se

présentera probablement sous la forme de compromis obligés entre projets au départ divergents.

À ce moment-ci, ce dont la société a surtout besoin, c'est d'analyses rigoureuses de la situation. Nous avons trop tendance, il est vrai ardemment sollicités que nous sommes par des crises comme celle que nous traversons présentement, à nous livrer à des interprétations, trop générales et trop subjectives pour qu'elles puissent correspondre vraiment aux conditions réelles des différentes collectivités et pour rejoindre les espoirs et les craintes des individus. C'est par la conjonction de ces conditions diverses, de ces espoirs et de ces craintes qui ne se rejoignent pas toujours que s'estomperont finalement les contradictions et que se décideront les projets concrets de reconstruction sociale. C'est dans cet esprit que, pour ma part, en collaboration avec des collègues des universités Laval, du Québec, de McGill et de Montréal, j'ai décidé de me mettre à l'écoute des collectivités québécoises, de travailler près d'elles et avec elles et de leur donner la parole afin qu'elles aient la chance de découvrir elles-mêmes leur propre culture politique.

[320]

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

SEPTIÈME PARTIE

LA PROCHAINE RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

L'expression « prochaine révolution » veut exprimer le sens des processus sociopolitiques en cours. On voudrait pouvoir rassurer, réconforter. La suite des multiples crises avec lesquelles le Québec, à l'instar de la plupart des sociétés libérales de l'Occident, s'est trouvé confronté depuis dix ans oblige cependant à déboucher sur une vision troublante de l'avenir. Certes, le simple fait de la multiplication des incidents sociopolitiques graves n'autorise pas à conclure à une rupture brutale et définitive de la continuité historique. La crise marque un point culminant d'un malaise, elle constitue un avertissement : ou l'organisme malade va revenir à son état normal ou il va mourir.

Un facteur susceptible d'influencer la tournure des événements est précisément le diagnostic porté sur la nature du mal. Toutes mes ana-

lyses de la situation occidentale actuelle ³⁵ et, notamment au Québec, me conduisent à la conclusion que ce n'est pas simplement une série de malaises irritants mais passagers qui confrontent les sociétés libérales à économies industrielles avancées mais bien plutôt un mal profond, généralisé et peut-être irrémédiable. Les symptômes se discernent aux niveaux de l'économie et de la culture ; au niveau de la politique ils deviennent irrécusables. C'est la raison pour laquelle il est utile de mettre la politique au centre de l'analyse quitte, en cours d'analyse, à remonter aux sources.

En réalité, les symptômes de la crise sont tellement nombreux et graves qu'il est probable que c'est uniquement par manque de prévoyance que la révolution apparaît aux contemporains comme un événement improbable ou encore à venir [321] plutôt que déjà en cours. C'est parce que la conscience de sa nature véritable demeure pour l'instant floue et que les voies qu'elle est susceptible de prendre au cours des années qui viennent restent incertaines que, malgré tout, pour en traiter, il convient si l'on veut traduire en une image la portée des événements en cours de parler de « prochaine révolution ».

Nombreux déjà sont les prophètes de la prochaine révolution. Non moins nombreux sont les dieux au nom desquels elle est censée s'accomplir. Elle n'a cependant pas encore trouvé son langage. Il semble qu'à l'instar de certains grands dérangements historiques comme la Révolution française, la Révolution russe et la Révolution chinoise, elle doive être intégrale. Contrairement à ces dernières, il se peut qu'elle ne soit pas sanglante, encore que la possibilité de guerres civiles dans certaines sociétés ne doive pas être écartée. Ses agents propulseurs se recrutent parmi les catégories sociales les plus diverses mais on ignore quels groupes sociaux en seront les bénéficiaires. Si on discerne les contours généraux de la prochaine révolution, les directions qu'elle suit restent embrouillées. Les jeux ne sont pas encore faits.

Il ne paraît guère plus possible aux peuples d'empêcher qu'elle ait lieu. Il leur est cependant encore loisible d'en orienter le cours.

³⁵ Voir sur le sujet mon ouvrage : *Société et politique, la vie des groupes*. Tome premier : *Fondements de la société libérale* ; tome second : *dynamique de la société libérale*. Presses universitaires de Laval, 1971-1972.

La prochaine révolution est d'envergure universelle, tout au moins occidentale. Elle se déroule suivant des schémas comparables au sein des sociétés les plus diverses. En relevant le pari de la modernité, le Québec s'est inoculé le virus révolutionnaire. Partis fort tard et de très loin dans leur entreprise de « rattrapage », les Québécois en un tour de main se sont délestés d'un certain nombre de vestiges de l'Ancien régime français transplantés en terre d'Amérique et qu'ils s'étaient transmis virtuellement intacts durant des générations. Les traits ancestraux que les Québécois ont conservés, en se greffant sur le nouveau visage qu'ils sont en train de se donner, se présentent sous un jour bien différent : par exemple, la langue, la religion et le mode de vie rural.

Parler comme je l'ai fait en 1961 de l'aube d'un Nouveau Régime pour le Québec, c'était déjà pressentir l'amorce du processus révolutionnaire. Dire, comme le veut une mode récente, de la « Révolution tranquille » qu'elle ne fut qu'une accumulation de slogans creux, c'est se fermer les yeux sur les réussites comme sur les ratés de la première moitié des années '60. En un rien de temps, au moins les élites, sinon le peuple entier, firent comme peau neuve. Des rêves depuis longtemps [322] caressés et prudemment refoulés parurent, pour un temps, à portée de la main. Ces grandes mutations cependant sonnèrent le glas des antiques solidarités. Bien entendu, toutes les pièces de la société moderne étaient sur l'échiquier québécois depuis longtemps – peut-être depuis 1920, tout au moins depuis 1940 – mais, sous le pluralisme des rôles sociaux et de la polarité des idéologies propres au monde moderne, l'âme ancestrale respirait encore. On réalise aujourd'hui que c'est par une sorte de prémonition que le peuple québécois maintint Duplessis en selle jusqu'à sa mort. Ce n'est pas dans une belle unanimité ni de gaieté de cœur – les résultats de l'élection de 1960 le montrent sans l'ombre d'un doute – qu'après la mort de Duplessis le peuple s'accepta comme adulte et qu'il consentit à faire enfin face à son destin sans le secours de la poigne du « Chef ». Ironie du sort, les circonstances voulurent que le long répit qu'il s'était donné, au lieu de servir sa cause, rendit son adaptation au style du monde moderne encore plus difficile. Depuis quelques années, en effet, les sociétés occidentales se trouvaient aux prises avec des difficultés croissantes qu'elles ne parvenaient pas à résoudre et l'accumulation de ces difficultés non résolues a déclenché une suite de crises graves qui n'ont pas encore été surmontées et qui, quels que puissent en être les aboutissements,

compteront sans aucun doute parmi les plus graves de l'Histoire. Tant attendre pour se retrouver si mal en point après avoir osé agir !

La mise en question de la civilisation occidentale – car c'est bien de cela que finalement il s'agit – bien entendu assume au Québec des traits spécifiques et survient au surplus à un moment où la question depuis longtemps posée, mais jamais résolue, par les Québécois de leur identité nationale revêt un caractère d'urgence jusqu'ici inégalé. Il en résulte une seconde crise qui se superpose à la première et même, en raison de son aspect dramatique, tend à occuper le premier rang dans leur esprit et à rejeter dans l'ombre l'autre crise – la crise sociale – pourtant plus fondamentale. On doit toutefois comprendre que cette orientation des Québécois ne tient pas de l'ignorance ni d'aucune tare congénitale ou vice acquis. Elle découle tout naturellement de la conscience que la question nationale leur étant propre, c'est à eux qu'il revient de la poser et de la résoudre. Ce faisant, ils risquent toutefois de laisser dans l'ombre des problèmes culturels, sociaux, économiques et politiques pourtant criants [323] mais c'est là une donnée essentielle de leur situation, un état de fait accroché à leur destin collectif.

En mettant ainsi l'accent sur la double crise qui confronte la société québécoise, il faut toutefois se garder de laisser croire que rien ne va plus, que les gouvernants sont inactifs, que les dirigeants dans toutes les sphères de la société sont ineptes, et ainsi de suite. Il s'impose également d'éviter qu'on ne tourne à la complaisance malade. Sous bien des aspects, nos sociétés atteignent des sommets encore inégalés dans l'Histoire et c'est précisément en raison de ces excellences qu'il convient de s'attaquer à l'examen des maux qui, néanmoins, et peut-être à cause de cela, les rongent en profondeur. Si, toutefois, comme c'est incontestablement le cas aujourd'hui pour les sociétés libérales de l'Occident, les sources de malaise se font nombreuses et profondes et si, au surplus, il se trouve que par ignorance ou mauvaise foi l'on refuse ou l'on retarde indûment de s'attaquer sérieusement à leur suppression, en taisant ses appréhensions, on se fait complice de l'inaction.

Le diagnostic est le suivant : sous l'aspect de la technologie et sous celui de la capacité de production matérielle, les sociétés libérales de l'Occident ont énormément grandi tandis que leur degré d'organisation sociopolitique, malgré certaines apparences, n'a guère changé depuis le début du dix-neuvième siècle, sinon depuis les anciens Grecs. Il

s'ensuit qu'elles sont parvenues à un stade de leur évolution où toutes sortes de distorsions et de contradictions se produisent et deviennent rapidement insupportables pour des catégories de plus en plus nombreuses de gens : mauvaise distribution des biens et des services parmi les populations, la lutte contre la misère continuant à s'inspirer de la tradition de la charité, les gouvernants s'étant simplement substitués aux institutions privées de bienfaisance comme dispensateurs d'aumônes ; incapacité de procurer aux individus et aux collectivités le sens de la dignité qu'ils réclament et qu'ils acquerraient si on leur permettait de gagner leur vie par leur travail et de participer activement au contrôle de leur environnement ; impuissance à formuler des objectifs collectifs propres à susciter un vaste courant de confiance et de loyauté envers les grandes organisations de gestion, les Églises, les gouvernements, les institutions d'enseignement, les entreprises économiques, les professions, les unions de travailleurs ; impuissance à effectuer au sein de ces vastes organisations les redressements qui leur permettraient de [324] répondre aux besoins et aux aspirations des individus et des collectivités ; et ainsi de suite. Les conditions ne peuvent guère empirer sans qu'une fissure irréparable ne se produise en un point quelconque du tissu social.

Les différents aspects de la double crise québécoise ont fait l'objet d'un examen fouillé tout au long du présent ouvrage. Il est utile, en conclusion, d'en reprendre fort brièvement les principales dimensions de même que de rappeler les issues qui paraissent plausibles.

[324]

Septième partie :
La prochaine révolution

Chapitre 1

Crise de la communauté politique (ou du système politique)

[Retour à la table des matières](#)

De toutes les sociétés libérales de l'Ouest, c'est le Canada qui est le plus menacé d'éclatement par le jeu de contradictions internes qu'il ne parvient pas à résoudre. La « théorie » ou la « thèse » des « deux nations » exprime de façon exemplaire la nature de même que la profondeur de ces contradictions. Quand un francophone québécois dit du Canada qu'il se compose de deux nations, il veut signifier que ce pays comprend deux sociétés distinctes, l'une francophone, l'autre anglophone, que ces deux sociétés sont qualitativement égales sous tous les aspects et que la constitution canadienne devrait reconnaître ce fait par l'octroi d'un statut particulier aux francophones au sein des institutions politiques fédérales et au Québec en tant que cadre politique puisque, dans son immense majorité, ce dernier est constitué de francophones. Je n'ai à peu près jamais rencontré d'anglophones qui conçoivent la théorie des deux nations de cette manière. Ceux, parmi les anglophones, qui endossent la thèse des deux nations entendent par là que le

Canada comprend deux groupes linguistiques et culturels principaux, que le groupe francophone se concentre majoritairement au Québec et qu'il convient dès lors de garantir à tous les francophones du pays les droits et les conditions assurant leur survie et d'aménager le système politique canadien de façon à ce que le Québec puisse se voir attribuer une bonne marge d'autonomie culturelle. La différence entre ces deux conceptions est radicale : les francophones partent d'une conception dualiste du système politique canadien lequel, dans leur esprit, comprend d'un côté le Québec et de l'autre le reste du pays, tandis que les anglophones, en dépit de toute leur bonne volonté, restent captifs d'une vision unitaire selon laquelle le territoire canadien s'étend de l'Atlantique au Pacifique et comprend une [326] enclave particulière qui s'appelle le Québec ³⁶. Ces deux visions sont irréconciliables et il est bien certain que tant que l'un ou l'autre des deux partenaires n'aura pas adopté le point de vue de l'autre, aucun réaménagement substantiel de l'ordre politique canadien n'est possible. Les tentatives infructueuses de Jean Lesage, de Daniel Johnson, de Robert Bourassa et de Claude Castonguay d'en arriver à des compromis pratiques dans le sens de l'optique québécoise confirment cette conclusion d'éloquente manière.

Un certain nombre estiment que c'est par l'adoption d'une orientation pragmatique que le Québec retirerait le plus d'avantages dans le domaine des affaires fédérales-provinciales (que par un éloquent eu-

³⁶ Des deux principales catégories transcendantales de l'esprit, l'espace et le temps, les anglophones privilégient l'espace, les francophones, le temps. En ceci les premiers se montrent typiquement nord-américains. Leur patriotisme, qui est discret mais plus profond que les francophones ne l'estiment, se fonde sur la grandeur, les « grands espaces » et la beauté sauvage du territoire. Nombre d'entre eux, d'aussi loin que des Prairies et de la Colombie-Britannique, déclarent avec fierté que le Québec constitue le plus « beau joyau » de ce vaste pays. C'est précisément sur ce rêve d'un « grand et beau Canada » que Pierre Elliot Trudeau, à l'instar de beaucoup d'hommes politiques canadiens avant lui, s'efforce d'asseoir l'unité du pays. Les Canadiens français, eux, se perçoivent d'emblée en fonction du temps. Ils continuent toujours à vivre les conséquences d'un événement traumatisant survenu dans leur enfance comme peuple : la conquête. S'il y a un « peuple sans histoire » au Canada, ce sont bien les Canadiens anglais. Les Canadiens français, plus riches en temps, n'ont guère tiré profit des énormes possibilités de l'espace. Plus de 80 pour cent d'entre eux se blottissent frileusement, craintivement et amoureuxment contre les rives du Saint-Laurent.

phémisme on désigne depuis quelque temps sous le nom d'affaires intergouvernementales). Et en effet, aussi longtemps que les questions sont d'ordre strictement pratique, j'estime que le Québec pourrait fort bien s'en tenir à la formule polyarchique. Cette formule, on le sait, suppose un système qui, dans le règlement des questions particulières, n'institue ni majorité ni minorité permanentes et qui, par conséquent, permet à chaque agent, s'il est fin joueur, par d'heureuses coalitions, d'être très fréquemment du côté de la majorité, ce qui implique néanmoins, en cas de manque de savoir-faire momentané ou même en dépit des plus méritoires acrobaties, la possibilité de se retrouver parmi les minoritaires.

On pourrait citer de forts nombreux cas montrant que le système politique canadien, qui comprend onze membres, [327] s'est comporté et se comporte encore à la façon d'une polyarchie. Selon la conjoncture, cette formule favorise tantôt le gouvernement central, tantôt les provinces. Le premier domine depuis plusieurs années mais il se pourrait que le résultat des élections d'octobre 1972 accentue le mouvement vers une ère de suprématie des provinces qui semblait depuis quelque temps se dessiner. On constate que le gouvernement du Québec cherche à créer et à exploiter ces tendances qui procureraient un sens concret à ses slogans autonomistes.

L'observation montre toutefois, quelles que soient par ailleurs les circonstances, que, dans le grand jeu de la polyarchie, le Québec ne peut déployer tout l'art dont il est techniquement capable parce qu'il lui faut préalablement dépenser une somme considérable d'énergie à scruter chaque question particulière afin de déceler si cette dernière ne met pas en cause un principe considéré essentiel pour la langue et la culture françaises car, dans pareil cas, il ne peut en principe accepter d'avance de se soumettre à une décision où il risque de se trouver dans le camp des minoritaires. D'où il s'ensuit que la formule polyarchique, comme système dominant ne convient pas au Canada. C'est là un état de fait que l'on peut déplorer mais c'est un état de fait néanmoins irréductible. Que d'exemples de culs-de-sac dans les négociations fédérales-provinciales, ou, à un degré moindre, interprovinciales, imputables à cette condition fondamentale de la situation canadienne ne pourrait-on pas citer ?

C'est dans une autre direction qu'il faut chercher les remèdes de la crise du système politique canadien. Il se peut que ma propre *Société canadienne de science politique* et la *Canadian Political Science Association* illustrent ce que pourrait être un Canada acceptable par tous parce que toutes les parties se sentiraient à l'aise dans le système de relations qui les reliait les unes aux autres. La *Société canadienne de science politique*, organisation officiellement unilingue française, est statutairement rigoureusement indépendante de son association sœur, la *Canadian Political Science Association* qui, elle, est pratiquement et sera sans doute prochainement officiellement unilingue anglaise. Une revue commune, dirigée selon le principe de la plus parfaite égalité entre les partenaires, des colloques bilingues au cours desquels chacun s'exprime dans sa langue maternelle sans avoir à se contraindre et à risquer de gêner tout le monde, une foule d'autres activités communes gérées par un comité conjoint composé [328] en nombres égaux de représentants, bref, il existe entre ces deux organisations parallèles ou autonomes un climat propice à la réalisation de tous les objectifs qui peuvent rassembler des personnes engagées dans la poursuite des mêmes tâches. Un des aspects les plus remarquables de cet arrangement constitutionnel consiste en ce que les membres de l'organisation francophone, dont un bon nombre sont séparatistes sur le plan politique, non seulement ne manifestent aucune réticence à poser des ponts et à maintenir des contacts avec l'organisation anglophone, mais au contraire prennent souvent l'initiative et se montrent toujours désireux d'intensifier les liens entre les deux organisations. De leur côté, les membres de l'organisation anglophone ne demandent rien d'autre que d'agir dans le même sens, tellement ils sont heureux, pour une fois, d'œuvrer de concert avec leurs collègues francophones sans avoir à s'en remettre à des porte-parole francophones « de service » et donc à s'exposer à oublier ou méconnaître le point de vue de leurs collègues francophones, à devoir mettre des « gants blancs » pour traiter avec eux, ou encore à entendre, à la fin d'un long débat, quelqu'un dire : « mais nous avons oublié les francophones, y a-t-il quelqu'un ici qui soit capable de nous dire comment ils vont réagir devant la question à l'ordre du jour ? », etc.

Quels enseignements pour le système politique canadien peut-on tirer de ce simple exemple de relations organiquement harmonieuses entre francophones et anglophones ? Je sais bien qu'il faut faire la part

des choses : nous avons ici affaire à deux associations volontaires de dimensions relativement modestes, poursuivant au surplus des objectifs restreints et assez précis. Il sera bien entendu plus difficile de mettre au point une formule correspondante dans le domaine beaucoup plus étendu, plus complexe et plus vital des relations intergouvernementales. Néanmoins, j'estime que l'on peut tirer de ce simple exemple les principes de base d'un possible réaménagement concret du système politique canadien : dans l'établissement d'une formule de renouvellement de la Confédération canadienne, il s'agit avant tout et en tout premier lieu de procurer au Québec, en tant qu'entité politique, un cadre institutionnel protecteur adéquat. Le reste, la distribution des compétences spécifiques entre les niveaux de gouvernement, etc., viendra par surcroît.

Conscients de l'éclatement des digues protectrices de leur langue et de leur culture que constituaient le cadre rural de vie traditionnelle et leur ignorance, les Québécois francophones [329] d'aujourd'hui sentent le besoin de nouvelles structures protectrices et ils attendent d'une nouvelle constitution, d'une constitution renouvelée ou encore d'un Québec souverain, qu'elle les leur procure. Le jour où ils ne sentiraient plus planer sur eux comme une menace permanente le danger d'une assimilation au monde anglophone, leur réticence instinctive à entretenir avec ce dernier les contacts qu'exige la vie moderne s'évanouirait comme par enchantement. Tel est précisément le principal ressort du mouvement séparatiste québécois : en l'absence d'une révision constitutionnelle majeure, offrir la promesse d'un cadre institutionnel protecteur. Une fois bien à l'abri de frontières politiques qui seraient pleinement sous leur contrôle, ce serait sans répugnance aucune, au contraire, ce serait dans l'enthousiasme que les Québécois renoueraient des contacts avec leur environnement anglophone.

S'affirmer comme peuple distinct au sein d'une Confédération nouvelle ou par la séparation politique ou, encore, disparaître inévitablement en tant que collectivité originale : tels sont les choix que perçoivent de plus en plus les Québécois francophones. La crise de la communauté politique canadienne réside précisément dans le fait que les Québécois paraissent incapables de trancher le litige qu'ils débattent entre eux depuis si longtemps. Posons la question : qu'est-ce qui empêche les Québécois d'opter pour la séparation ? Les réformes qui seraient en cours sur le plan fédéral ? Une meilleure position récemment

acquise par le Québec au sein de la Confédération ? Allons donc ! Qu'il s'agisse de la proportion des francophones ou du statut de la langue française dans la fonction publique fédérale, de l'incidence culturelle des lois et des politiques gouvernementales fédérales ou des relations intergouvernementales, rien n'a réellement changé depuis dix ans. Les décrets du gouvernement Pearson en 1965 pour promouvoir le bilinguisme au sein de la fonction publique fédérale et la Loi de 1970 sur les langues officielles ne suscitent à bon escient que de l'indifférence chez les Québécois. C'est bien inutilement que ces efforts sincères mais mal inspirés taxent la bonne volonté des anglophones puisqu'ils sont de toute manière, pour des raisons d'ordre structural, inaptes à améliorer sensiblement la situation précaire des francophones dans le contexte canadien. Et tout ce qu'on peut prévoir à ce plan dans un proche avenir, c'est que la machine fédérale fera marche arrière ! Déjà, sans qu'on ose le dire publiquement et malgré les belles phrases du discours du [330] trône du 3 janvier 1973 les mots d'ordre vont dans ce sens : conséquences logiques des données décevantes du recensement de 1971 et des résultats éloquentes des élections fédérales d'octobre 1972 ! Et quant à une nouvelle tentative d'affirmation du pouvoir politique québécois au sein de la Confédération actuelle, le premier ministre Bourassa a beaucoup de pain sur la planche s'il veut aller au-delà des simples slogans d'ici les prochaines élections provinciales. Pour que s'effectue un véritable redressement de la situation canadienne – c'est-à-dire un redressement qui institue enfin les cadres protecteurs qui procureraient aux Québécois la garantie d'une sécurité institutionnelle permanente – il faudrait l'avènement sur la scène fédérale d'un grand chef politique – ce chef devrait forcément être anglophone – qui reprenne l'œuvre amorcée avec beaucoup de cœur mais trop de timidité par Lester B. Pearson et qui impose son projet à la majorité anglophone de toutes les régions du pays. Face à la stagnation des derniers dix ans au cours desquels le Canada était pourtant censé mettre en œuvre des programmes hardis selon le principe de « l'égalité entre les deux peuples fondateurs », est-il raisonnable de placer ses espoirs dans la venue d'un sage ? C'est, malgré tout, une possibilité qu'on ne peut exclure.

Pour que cette possibilité se concrétise, il faudrait toutefois que les Canadiens anglais aient au préalable subi un choc profond – suffisamment profond pour les amener à prendre conscience de la gravité

de la situation. C'est pareil choc que la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a voulu provoquer par la publication dès 1965, à la suite d'une série de rencontres régionales à travers le pays, d'un Rapport préliminaire révélant l'ampleur de la « crise canadienne ». On sait qu'à l'époque les Canadiens anglais avaient trouvé le Rapport « exagérément alarmiste » et que les Québécois – à qui d'ailleurs ce message n'était pas d'abord destiné – avaient conclu que le document ne comprenait rien qu'ils ne savaient pas déjà. C'est peut-être un choc de même nature que Jean Marchand a voulu déclencher à l'occasion de son discours du 12 janvier 1973 à la Chambre des Communes dans lequel il sert un sévère avertissement – ce qui pourrait être considéré comme l'avertissement de la « dernière des dernières chances » – à ceux qui s'obstinent à agiter des épouvantails à corneilles à travers le pays au sujet du « French Power » et qui s'acharnent à soulever une partie du pays contre l'autre. Si le débat sur les volontés du Québec contemporain [331] était porté avec sérieux et compétence à la Chambre des Communes, il pourrait en résulter de salutaires commotions à travers le pays et les anglophones pourraient enfin être amenés à reconnaître la gravité de la crise canadienne. Il est possible que ce soit là le véritable service que Gérard Pelletier, Jean Marchand et Pierre Elliot Trudeau qui, dans les années '50, avaient été parmi ceux qui avaient le plus contribué à secouer le Québec de sa torpeur, pourraient rendre au Canada dans les années '70. J'ai toutefois l'impression qu'il faudrait plus que des discours, même prononcés à la Chambre des Communes par des ministres fédéraux prestigieux, pour qu'enfin les anglophones prennent conscience de l'issue de moins en moins invraisemblablement fatale où leur incorrigible surdité risque d'aboutir : l'éclatement du Canada. Semblables discours, venant de la tribune politique la plus élevée qui puisse être, pourraient cependant être le point d'amorce d'une action salvatrice.

Dans ce contexte, qu'attendent donc les Québécois pour s'engager sur la voie de la séparation politique ? Il faut comprendre qu'il n'est pas facile de se décider à rompre des liens semblables à ceux qui les unissent à leurs compatriotes des autres provinces, qu'on ne brise pas un système politique d'une si solide texture que le système canadien avec la même facilité qu'on fait ou défait les frontières politiques de peuples qui n'ont jamais eu de pays à eux, comme les peuples africains. Il faut comprendre également que les Québécois, malgré ce

qu'ils disent d'eux-mêmes, sont comme collectivité économiquement prospères, qu'ils disposent déjà d'un réseau d'institutions sociales et culturelles florissantes et que, par conséquent, les contrepoids à la séparation pèsent bien lourd dans la balance. Il faut aussi tenir compte des apparentes largesses du gouvernement fédéral à l'endroit des individus et des collectivités de même que du chantage peu subtil auquel se livrent nombre d'entreprises et de bailleurs de fonds anglo-américains et européens. Il résulte de tout cela des hésitations, des craintes bien compréhensibles, d'autant plus qu'il n'est pas dans les habitudes du grand nombre de s'alarmer à propos de questions linguistiques ou d'identité culturelle et nationale.

Il serait beaucoup plus facile à un parti au pouvoir, devenu las de se heurter à un mur d'incompréhension dans ses relations avec le gouvernement fédéral et les autres provinces sur des questions jugées par lui essentielles, d'annoncer son intention de séparer le Québec du reste du pays, [332] de déclencher des élections sur cette question et d'être reporté au pouvoir par l'électorat que ce ne le sera pour un parti politique venu de loin et encore trop sous la domination des intellectuels et des ex-technocrates comme le Parti québécois qui a, et aura, contre lui le handicap d'avoir à se gagner l'appui d'une fraction des couches populaires de l'électorat suffisamment importante pour lui permettre non seulement de prendre le pouvoir mais encore de se voir investir d'un mandat assez clair pour engager effectivement le Québec sur la voie de la séparation. Dans son ardeur autonomiste toute nouvelle, Robert Bourassa sera-t-il finalement conduit à poser un tel geste qu'avant lui Jean Lesage et surtout Daniel Johnson avaient pour un temps songé à accomplir ? Il faudrait bien entendu que les relations intergouvernementales se dégradent et, par-dessus tout, il en faudrait, au premier ministre, du courage !

Le poids de pareil geste serait bien plus considérable encore s'il s'accompagnait d'une sortie fracassante de la Chambre des Communes des ministres et députés fédéraux du Québec que la conscience de l'éclatement de ce noble rêve qu'est le projet d'un grand Canada uni par-delà ses multiples régionalismes aurait déçus et aigris. De tels gestes, peut-être, réveilleraient enfin les anglophones à la réalité qu'ils se sont refusé jusqu'ici, pour s'éviter de pénibles efforts, à reconnaître. Car, d'une manière ou de l'autre, il leur faudra bien un jour comprendre ce que veut le Québec !

L'impasse nationale se dénouera-t-elle ? Si oui, quand ? Comment ? Par qui ? Tout retard à résorber d'une manière ou d'une autre la crise nationale constitue une source de risques clairs et présents d'affrontements violents.

[333]

Septième partie :
La prochaine révolution

Chapitre 2

Crise du régime

[Retour à la table des matières](#)

Les Québécois se sont joué un vilain tour quand, à la suite de la victoire de Jean Lesage aux élections de 1960, ils ont adhéré pleinement au projet libéral. On peut leur reprocher aujourd'hui leur manque de discernement mais les circonstances bien particulières où ils se trouvaient en 1960 expliquent bien pourquoi ils n'ont pas alors songé à séparer l'ivraie du bon grain. Il n'en reste pas moins qu'en se lançant à fond de train comme ils l'ont fait dans la poursuite du projet libéral, ils couraient à leur insu au-devant de graves difficultés qu'avec un peu plus de sagacité ils auraient pu esquiver. Au même moment, en effet, dans les sociétés qui adhéraient depuis longtemps au projet libéral, des critiques se faisant chaque année de plus en plus dures visaient plusieurs aspects de ce projet. Ironie du sort, au moment où ici le projet libéral connaît ses heures de plus grande gloire, soit en 1963-1964, ailleurs, notamment aux États-Unis, il commence à être très sérieusement battu en brèche. Aujourd'hui il est indiscutable que le régime libéral est à peu près partout aux prises avec une crise profonde et le Québec ne fait pas exception à la règle.

L'Occident libéral revendique parfois l'honneur d'avoir édifié l'ordre de civilisation le plus élevé de l'Histoire. C'est là une prétention difficile à confirmer ou à infirmer en bloc. En sériant les questions il est possible de faire la part du pour et du contre.

Sans aucun doute, on doit considérer comme une succession de pas en avant les passages de l'esclavage au servage, du féodalisme à l'absolutisme et de ce dernier à la démocratie libérale. Mais celle-ci est-elle vraiment qualitativement supérieure à la démocratie directe des anciens Grecs ou encore au communalisme des belles années de la Rome républicaine ? Aux regards de l'Histoire, l'engouement des politologues américains pour les « stables démocraties » contemporaines – les États-Unis servant bien entendu de prototype, bien qu'une étude récente menée à partir d'indices [334] quantitatifs et qualitatifs en arrive à la conclusion que ce pays n'occupe que le seizième rang dans l'échelle des sociétés démocratiques ! – paraît bien naïf. Les sociétés libérales les plus anciennes n'ont guère plus de cent cinquante ans. Un simple instant par comparaison à l'humanité millénaire !

Et pourtant les titres sur lesquels repose la grandeur des régimes libéraux sont réels et nombreux : adhésion à de nouvelles valeurs humanistes axées sur l'affirmation de la primauté de l'individu comme citoyen ; suprématie des droits individuels sur les droits corporatifs des Anciens Régimes qui brimaient l'individu et paralysaient le développement social et économique ; tolérance vis-à-vis des idées et des mouvements non conformistes ; aptitude à absorber les demandes même les plus revendicatrices ; souplesse dans les négociations des conflits interindividuels et intergroupes. Ces caractéristiques des régimes libéraux, et d'autres semblables, se ramènent à l'affirmation de la liberté personnelle et d'association souvent concrétisée dans des lois ou même dans des chartes des droits de l'homme et du citoyen, à la reconnaissance du pluralisme des valeurs, de la pluralité des groupements sociaux et du droit à l'opposition politique, pourvu qu'elle soit loyale, c'est-à-dire qu'elle respecte le credo libéral et qu'elle s'exprime par le truchement de canaux institués à cette fin.

Le libéralisme originel fut le levain du mouvement de révolte contre l'absolutisme étatique et précéda de peu la révolution industrielle, cette « grande transformation » d'où émergea le monde moder-

ne ³⁷. Il s'implanta fermement d'abord en Grande-Bretagne puis aux États-Unis et en France et, à un degré moindre et beaucoup plus tard, en Allemagne et en Italie. L'idéologie libérale affirme son but avec netteté : ce but, c'est l'individu comme agent libre et responsable. Mais elle supposait que la liberté et l'égalité individuelles résulteraient du libre jeu des rapports économiques qui étaient censés produire et maintenir, comme par automatisme, l'harmonie sociale. Les théoriciens libéraux avaient une telle confiance dans ces automatismes économiques qu'ils n'avaient pas prévu de contrôles politiques et qu'ils estimaient que moins le gouvernement interviendrait dans les processus sociaux-économiques, meilleur il serait. Aussi tard qu'en 1890, le vieil Herbert Spencer espérait encore que sous l'égide de la doctrine [335] libérale le gouvernement des hommes, devenu inutile, disparaîtrait laissant seulement subsister des organisations spécifiques non autoritaires pour l'administration des choses. Et pourtant, depuis longtemps déjà, les hypothèses libérales, sous le coup du grand bouleversement industriel, sont soumises à rude épreuve. Les « effets compensateurs », pour reprendre l'expression que Jean Lhomme utilise dans *La grande bourgeoisie au pouvoir*, que les régimes libéraux mettent en œuvre (régime électoral censitaire en France, Cour Suprême aux États-Unis) n'agissent que pour un temps et même la remise en place des politiques du *Welfare State*, si elle a compensé un moment les déficiences chroniques du régime libéral en soulageant la misère des laissés pour compte parmi les couches sociales inférieures et dans les régions excentriques, s'est trouvée impuissante, en dépit de la bonne volonté des gouvernants, à agir sur les causes profondes de la misère. La prospérité des années 50 a pu laisser croire que le *Welfare State* avait effectué un réajustement qui garantissait un répit assez prolongé. Dans l'euphorie de l'heure, on s'est même surpris à proclamer l'imminence d'un déclin des conflits et d'un apaisement des idéologies. Tous ces beaux espoirs se sont dissipés devant la montée de la contestation radicale des sociétés libérales depuis six ou sept ans. Signalée d'abord aux États-Unis, le pays le plus avancé au monde, la révolte se propagea partout, au Japon, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie et gagna virtuellement tous les groupes sociaux tout en étant

³⁷ Pour un exposé du devenir de l'idéologie libérale voir mon ouvrage *Société et politique ; la vie des groupes*, Tome second : *Dynamique de la société libérale*, Presses de l'Université Laval, 1972, 459-474.

particulièrement intense chez les jeunes et certaines catégories de démunis.

Ce qui est inquiétant dans la critique du régime libéral, ce n'est pas tant la crise que cette critique entraîne que la résignation sinon la complaisance dont on fait preuve à son égard. Pareil état d'esprit est malsain. Comme l'écrit Michel Crozier :

« Le risque est grand malheureusement de se laisser aller à croire que la crise c'est la vérité et que le fonctionnement « régulier » de la société n'était jusque-là qu'un long cauchemar. Beaucoup se bercent de cette illusion quelques semaines ou quelques mois. Certains militants qui y consacrent leur vie, y trouvent des ressources que la foi religieuse n'offre plus. Mais l'analyste qui s'y abandonne est comme un psychiatre qui prendrait à la lettre les affirmations de ses patients ³⁸ ».

[336]

La crise n'a de sens que si elle est perçue comme un état temporaire qu'il faut surmonter d'une manière ou de l'autre. Sa raison d'être, c'est de provoquer un soubresaut d'énergie réformiste ou révolutionnaire, livrant accès à de nouvelles formes de rapports humains et à de nouveaux modes d'organisation collective.

Au Québec la crise du régime libéral se présente de façon assez particulière. Le Québec a connu bon nombre d'hommes d'affaires, de professionnels et d'hommes politiques qui ont adhéré au credo libéral mais il ne s'est jamais offert le luxe d'un penseur libéral original ou même d'un bon épigone ou commentateur de la pensée des maîtres libéraux. En 1942, c'est-à-dire en pleine guerre contre les fascismes, les orateurs à qui les responsables des *Semaines sociales du Canada* confièrent le soin d'aborder le thème de la démocratie s'évertuaient encore en bon nombre, peut-être par conviction personnelle, peut-être pour rester dans les bonnes grâces du Cardinal Villeneuve, à dénoncer le libéralisme au nom des valeurs de l'Ancien Régime et de la doctrine sociale de l'Église et, apparemment oublieux des événements tragiques qui se déroulaient en Europe au même moment ou encore ayant opté pour le camp de Vichy, certains allaient même jusqu'à proposer

³⁸ Michel CROZIER, *La société bloquée*, Éditions du Seuil, Paris, 1970, 165.

d'asseoir les bases de la démocratie d'« ici » sur les préceptes du corporatisme.

Ce n'est qu'à partir de 1959 que le régime libéral a pu s'implanter fermement au Québec en politique comme dans toutes les sphères d'activité. C'est donc dire que les libéraux québécois n'auront tenu les rênes du pouvoir dans la tranquillité que durant dix ans à peine puisque, à compter de 1968, le projet libéral est battu en brèche ici comme ailleurs. On peut se demander si, même en raison de la faiblesse de ses racines au Québec, le régime libéral n'aurait pas été mis en question deux ou trois ans plus tôt que dans les sociétés où il s'était trouvé implanté depuis beaucoup plus longtemps. Héraut du progressisme en 1960, Jean Lesage annonçait dès 1965 qu'il fallait ralentir le mouvement en avant, sinon faire marche arrière, afin de maintenir le rythme du changement au diapason des possibilités de la population. Ou bien est-ce lui qui, en bon notable traditionnel, aurait pris peur devant les changements qui s'étaient opérés en cinq ans sous son égide ?

Il se pourrait donc que la crise du régime soit plus profonde au Québec qu'ailleurs, d'une part, en raison même du fait que le régime libéral n'a pénétré que de fraîche date dans [337] le système politique dont les agents peuvent dès lors se livrer à des mesures répressives avec moins de mauvaise conscience que s'ils étaient des libéraux mieux enracinés et, d'autre part, en raison d'un réveil toujours possible de l'idéologie corporatiste dont on perçoit ici et là le souvenir nostalgique et dont on décèle certains résidus non ambigus comme, par exemple, l'absence d'inhibition avec laquelle hommes d'affaires, syndicalistes, prêtres, politiciens, intellectuels parlent de « corps intermédiaires » quand ils réfèrent aux organisations secondaires de la société.

[338]

Septième partie :
La prochaine révolution

Chapitre 3

Crise des rouages

[Retour à la table des matières](#)

La crise des régimes libéraux s'étend également aux rouages qui en constituent le prolongement concret. Tout au long du présent ouvrage, les déficiences au niveau des rouages se sont révélées graves et nombreuses. Ces déficiences sont particulièrement visibles au Québec par suite, d'une part, du caractère archaïque de l'appareil politique et, d'autre part, de la faiblesse de la plupart des cadres sociaux.

Il n'y a pas lieu de refaire le procès de nos partis politiques, de notre Assemblée nationale, de nos institutions judiciaires et policières et de notre gouvernement : sous la plupart des aspects qui concernent plus particulièrement la bonne marche de la société moderne, ce qui a été dit dans le corps du présent ouvrage les montre inadéquats, voire à certains égards, ineptes. Quant à la fonction publique du Québec, elle n'est pourtant pas chargée d'âge mais elle montre à des degrés divers les mêmes signes de lourdeur et les tares de la technocratie, propres aux bureaucraties plus anciennes. La machine ne parvient pas à fournir aux demandes qui se font plus discordantes et plus pressantes ni à s'attaquer aux problèmes qui chaque jour deviennent plus complexes

et plus nombreux. Il y a risque chronique d'engorgement et de surchauffe ou, pour reprendre l'expression de Michel Crozier, de blocage.

L'entreprise, particulièrement la grande entreprise, s'intègre mal aux institutions de la société québécoise, leur dynamisme étant moindre ici qu'ailleurs et la plus-value qu'elles produisent n'étant pas suffisamment réinvestie dans des établissements québécois ni suffisamment ordonnée au service des objectifs sociaux d'ici. Encore plus qu'ailleurs, la grande entreprise au Québec échappe aux contrôles politiques et c'est presque allégrement qu'elle se soustrait à l'emprise des programmes publics de développement social et économique et d'aménagement régional. La fraction des ressources disponibles qu'elle détourne des réseaux communautaires est plus considérable au Québec qu'ailleurs, son mépris de l'environnement et des hommes paraît encore plus [339] effronté, d'où une plus grande pénurie ici qu'ailleurs de biens et de services publics essentiels : parcs publics, hôpitaux, transports communautaires, logements à prix vraiment modique, et ainsi de suite. Dans les circonstances, le peu d'enthousiasme manifesté au Québec à l'endroit de la grande entreprise ne surprend guère.

Nos universités et nos centres de recherches, eux, sont bien du Québec mais, alors qu'ils ne sont pas encore parvenus au bout de leur grand effort de « rattrapage », on les soumet déjà à un régime d'austérité et on parle même de leur couper les vivres. On semble oublier qu'il n'y a pas pire forme de colonialisme que le colonialisme de l'esprit. Si la science, la technologie et l'innovation qui rendent possible nos villes et nos industries et modernisent nos cadres sociaux viennent d'ailleurs, à quoi donc alors peut bien servir un ministère des Affaires culturelles sinon à poser quelques gestes somptuaires et vains et à permettre la conservation de traditions folkloriques et de lieux « historiques » (et n'est-ce pas là une bonne description des tâches que ce ministère a jusqu'ici remplies ?). Ce n'est pas parce que notre réforme de l'enseignement, à certains égards, a été mal aiguillée et qu'elle coûte très cher que nous sommes justifiés de réduire l'effort entrepris depuis douze ans en vue de procurer aux Québécois la formation qu'ils doivent acquérir pour être socialement utiles. Les résultats déjà atteints, bien que fort appréciables, sont encore très en deçà des objectifs poursuivis, c'est-à-dire un minimum de douze années de scolarisation moyenne.

La suite d'incidents dont les unions ouvrières furent le centre au cours de 1972 fournit une illustration exemplaire de la crise dans laquelle se débattent les organisations secondaires québécoises. Les unions ouvrières sont depuis longtemps des supports organiques essentiels aux régimes libéraux. C'est ainsi que c'est grâce à l'action pacificatrice de la C.G.T., pourtant communiste, que le président de Gaulle a pu finalement maîtriser le mouvement de grèves et de subversion en France en mai 1968. Or, par la production de manifestes hostiles au « système » et par des gestes frisant la désobéissance civile à la suite de l'ordre d'injonction judiciaire émis après le déclenchement de grèves dans le secteur public et parapublic en mai 1972, les chefs syndicaux québécois adoptèrent une orientation franchement non organique vis-à-vis le régime politique en vigueur. Si pareille orientation devait s'accréditer, il s'ensuivrait ou la marginalisation politique des travailleurs syndiqués ou encore le sabordement [340] du régime politique. Et ce serait faire preuve d'une dangereuse myopie que de se réjouir des scissions survenues depuis lors au sein de la C.S.N. de même que de la guerre intestine que se livrent les unions de travailleurs naguère unies dans un même front commun. Le monde de l'entreprise comme les gouvernements ont besoin d'un vis-à-vis syndical fort. L'émiettement du syndicalisme conduirait à l'anarchie dans le domaine crucial du monde du travail.

Il n'existe pas de panacée pour la crise qui étreint présentement les grands rouages sociopolitiques. Comment mettre au pas l'arrogante et puissante technostucture sans briser l'élan économique ? Comment permettre aux universités et aux centres de recherches d'intensifier leurs efforts tout en garantissant qu'ils poursuivent des fins sociales utiles et qu'ils ne taxent pas de façon démesurée les ressources de la collectivité ? Comment faire pour que les unions de travailleurs puissent poursuivre, selon leur logique propre, leur examen des aspects sociaux du travail, des modalités, d'une répartition plus équitable des biens et des services parmi les diverses catégories de la population, des conditions d'une dignité humaine par le travail et d'un contrôle de leur environnement de la part des travailleurs sans qu'elles se trouvent en cours de route conduites à s'insurger radicalement contre l'ordre sociopolitique existant ? C'est au gouvernement qu'incombe de façon plus ou moins directe, la responsabilité ultime de réformes qui s'imposent dans les divers secteurs. Il est évident cependant que le gouver-

nement ne saurait se charger à lui seul de toute l'entreprise de redressement qui est requise. Une action concertée des grands rouages sociopolitiques et qui engage tout le peuple est requise. Une première tâche doit toutefois être menée à bien : émanciper le gouvernement lui-même du contrôle de la technostructure. Hormis cette émancipation, comment pourrait-il répartir les biens et les services selon les besoins du public et non plus selon les demandes de grands intérêts privés ? Mais comment rendre possible cette émancipation sinon en réinvestissant les élus du peuple dans leurs prérogatives législatives, eux qui représentent le seul et unique souverain légitime, le peuple ? Mais comment le peuple peut-il se donner des représentants capables d'assumer une si lourde responsabilité ? On le voit, de question en question, même quand on s'efforce de trouver le point d'amorce qui permettrait peut-être de résorber la crise des rouages, les diverses facettes de cette crise, comme dans un [341] jeu de marionnettes, passent et repassent à tour de rôle sous nos yeux sans que nous puissions avoir l'assurance d'en diriger le mouvement.

[342]

Septième partie :
La prochaine révolution

Chapitre 4

Crise des valeurs

[Retour à la table des matières](#)

S'il s'impose de travailler à la remise en état ou au remplacement des rouages de l'action sociopolitique, cet effort lui-même serait bien insuffisant si on négligeait de s'attaquer en même temps à la question des valeurs, car c'est bien jusque-là que les ramifications de la crise s'étendent. Ainsi que je l'ai déjà écrit ailleurs : « Ce qui est aujourd'hui mis en question, ce ne sont pas certains dysfonctionnements, somme toute aisément réparables, du système social et du système politique. La crise s'étend à la légitimité des organisations et des dirigeants, à l'intégration des membres au système politique, à l'implication des membres dans la vie des organisations, aux règles et aux processus qui déterminent la répartition des biens et des services entre individus et collectivités. Bref, elle met en cause les finalités mêmes de l'homme et de la société. Le défi se pose au niveau même des valeurs, de leur nature, de leur institutionnalisation et de leur intériorisation. Ce que la contestation exprime de façon souvent maladroite et brutale, ce sont les angoisses individuelles et collectives face à un monde devenu insolite et effrayant. C'est également un désir de libération, de purifica-

tion et de création ; c'est en définitive l'aspiration vers un nouvel humanisme. Le hippie, l'adepte de la drogue, le jeune qui abandonne de lui-même l'école, l'homme d'âge mûr qui délaisse une carrière pleine de succès, autant de symptômes du désarroi d'un monde en train de perdre son âme. La révolte, dans les universités américaines, contre le behaviorisme et les méthodes quantitatives et la récente popularité, parmi les étudiants, des cours de religion de même que le grand intérêt manifesté à l'endroit des religions anciennes et exotiques, la pratique de l'ascétisme le plus sévère et les expériences mystiques de toutes sortes dans les milieux officiellement considérés comme dissolus et, à l'inverse, la montée subite et apparemment irréversible des impulsions réactionnaires et répressives chez ceux-là même qui, hier encore, étaient les principaux protagonistes de valeurs [343] libérales – autant de signes indiscutables à la fois de la profondeur de la crise et du dénouement fatal auquel elle risque d'aboutir ³⁹ ».

On traite souvent les valeurs avec une légèreté qui ne sied guère à un sujet si fondamental. On parle de valeurs « désuètes », de valeurs « périmées », de « mise au rancart d'anciennes valeurs » et de « mise en place de valeurs nouvelles » un peu comme si on changeait de valeurs comme on troque sa vieille Ford contre une voiture neuve... En réalité, les valeurs qui aujourd'hui préoccupent le plus les hommes sont essentiellement les mêmes que celles qui ont présidé à l'émergence de la civilisation. Il s'agit de la liberté, de la justice, de l'égalité, de la vérité, de la piété... Ce qui cependant est périodiquement mis en cause, ce sont les contenus spécifiques des valeurs qui, eux, se rattachent intimement à des états particuliers de société. Sans aucun doute les hommes peuvent se donner de nouveaux standards d'excellence, imaginer de nouveaux étalons de mesure. Pour l'essentiel toutefois, c'est d'un approfondissement plutôt que d'un renouvellement des valeurs qu'il s'agit. On dit parfois de cette recherche sur les valeurs - de cette méditation à propos des valeurs - qu'elle exprime un état de « crise de conscience ». Cet état de conscience survient au cours de périodes de profonds bouleversements dans les structures et les esprits. Nous vivons aujourd'hui l'une des époques les plus tourmentées,

³⁹ *Société et politique : la vie des groupes*, tome second : *dynamique de la société libérale*, Presses de l'Université Laval, 1972, 469-470.

sinon la plus tourmentée, de l'Histoire. Doit-on se surprendre des inquiétudes qui étreignent les contemporains à propos des valeurs ?

C'est par l'examen des grandes finalités sociopolitiques – l'autorité, le changement, la participation – que l'on peut espérer cerner les dimensions véritables de la crise contemporaine des valeurs. La portée centrale de ces trois thèmes pour l'examen des valeurs a été mise en relief dans les sections précédentes. Chacune, en effet, fait état de l'un ou de l'autre d'entre eux, soit à titre de discours principal ou soit encore en tant qu'élément d'une interrogation à propos de la culture, du sens de l'identité nationale, de l'économie, de la politique ou des modes ou moyens d'action. Il conviendrait sans aucun doute, en conclusion, de revenir sur chacun de ces thèmes. Je me bornerai toutefois à souligner quelques aspects particulièrement pertinents de la notion d'autorité – [344] notion devenue si cruciale pour comprendre les visions du monde et de la vie des contemporains.

Deux mille cinq cents ans d'application apparemment studieuse du génie humain pour rendre les sociétés plus gouvernables – pour s'en tenir au seul cas de la civilisation occidentale – n'ont pas empêché la tentation du *non serviam* d'assaillir individus et collectivités. Tenu assoupi durant de longues périodes, l'esprit de rébellion, pour des raisons souvent restées obscures, s'est réveillé en d'autres temps et il est même arrivé que ce ne soit qu'à la suite de graves remous sociaux qu'il se soit apaisé. Notre époque se caractérise précisément par une remise en question radicale des traditionnels supports de l'autorité : le sacré et la tradition. L'affaissement du sentiment religieux et des modes de vie traditionnels survenu au Québec depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale a mis à nu et asséché les racines millénaires de l'autorité : la crédulité et le sentiment de révérence. La crise contemporaine de l'autorité au Québec – et à des degrés divers dans d'autres sociétés occidentales – s'explique en bonne partie par le fait que les dirigeants dans nombre de sphères d'activité, et notamment en religion et en politique, n'ont pas pu ou n'ont pas voulu reconnaître assez tôt cette évolution dans les situations et les esprits. S'ils avaient été plus alertes, ils auraient peut-être permis à de nouveaux fondements de l'autorité de se substituer graduellement et sans heurt aux antiques justifications. Ces omissions, on les paie aujourd'hui fort cher.

Il ne suffit pas de dire avec Max Weber que, dans les sociétés modernes, il s'effectue un transfert du fondement de l'autorité de telle sorte que la loi (ou le type rationnel-légal) remplace la tradition ou le charisme du chef. Au-delà des idéologies et des procédures, il s'est produit un remplacement des symboles d'autorité. La magie du pouvoir légal ne repose pas sur des signes ni sur des rites semblables à ceux du pouvoir traditionnel ou du pouvoir charismatique. Ce n'est plus en effet l'association à la divinité ou le halo de prestige résultant pour la personne instituée en autorité du fait qu'elle assume le statut de père, de prêtre, de chef politique, qui désormais fonde l'autorité, mais bien plutôt la pertinence de la tâche et la qualité de la performance des rôles sociaux.

Quand on dit qu'en démocratie c'est le peuple, en tant que souverain, qui légitime les lois adoptées par ses représentants élus, il importe de se garder contre de nouveaux mythes qui consisteraient à se faire une représentation tout abstraite [345] et fictive du peuple : « volonté générale », « bien commun », « intérêt public » – tous ces termes, nobles en eux-mêmes, peuvent fort aisément servir de postiches à des positions prises par les dirigeants dans leur propre intérêt personnel ou encore pour le compte d'intérêts privés privilégiés. Le véritable critère de la légitimité des décisions et des actions politiques dans les sociétés démocratiques ne peut être que l'accord des esprits, cette seule manifestation authentique du consentement des citoyens. Et le consentement des citoyens ne peut être éclairé que s'il se conforme aux trois principes suivants : le principe du choix personnel ou de la participation ; le principe de la compétence ou de la pleine connaissance de tous les éléments pertinents ; le principe, enfin, de l'économie ou l'aptitude à évaluer les coûts et les avantages de tous les choix possibles. C'est précisément par l'application de ces trois principes que l'on peut juger de la maturité politique d'un peuple. Où en sont les Québécois aujourd'hui ? Si on devait les juger déficients d'après l'un ou l'autre ou même d'après l'ensemble de ces principes, qui serait responsable de pareil état de choses ?

Si, à la suite de discussions et de négociations au grand jour, une certaine unanimité ne se fait pas au sujet des tâches politiques, c'est la légitimité même de la loi et des gouvernements qui se trouve mise en question. Dans le monde complexe et pluraliste d'aujourd'hui, sur quelles bases le degré requis d'unanimité peut-il bien reposer ? Il faut

voir que derrière les affrontements qui ont pour cible apparente les « pouvoirs », au-delà des remises en question des autorités, se déroule une lutte à propos de contenus culturels différents et s'affrontent deux conceptions opposées de la rationalité, l'une axée sur des critères économiques, et l'autre, dérivée de motifs sociaux. Les manifestations diverses des « contrecultures », le nouveau cinéma québécois y compris les films érotiques, les gags sociopolitiques des diseurs et des chansonniers, le développement d'une langue « québécoise », les nouvelles formes de vie religieuses – représentent autant de manifestations collectives qui, de façon plus ou moins immédiate et directe, mettent en cause la conception traditionnelle de l'autorité et témoignent de l'impuissance des dirigeants à fonder leurs actes sur des assises assez profondes et enracinées dans le milieu pour qu'ils agrément à l'ensemble de la population, et plus particulièrement aux marginaux et aux laissés pour compte d'aujourd'hui. Quand la logique de la société représentée par une fraction articulée de [346] la population entre en contradiction avec la logique politique, c'est aux gouvernants qu'il faut imputer avant tout la responsabilité de pareille condition tragique et c'est d'eux qu'il faut attendre un redressement de la situation qui ne se borne pas simplement au recours aux instruments de répression au nom de la loi et de l'ordre mais qui s'exprime également et surtout par une contribution au réexamen des valeurs auquel se livrent avec tant de sérieux bon nombre de collectivités au Québec.

Sans aucun doute, individus et collectivités sont moins tolérants aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1960. La tolérance est pourtant la vertu libérale par excellence. Les radicaux, eux, font généralement fort peu de cas de cette « vertu » dont ils disent qu'elle ne peut être l'apanage que de ceux qui n'ont guère de foi dans leurs projets et leurs objectifs. Tandis que les gens à convictions libérales estiment qu'il est normal qu'existent des divergences de vues au sein de la société sur les fins et les moyens et que les confrontations sur la place publique sont saines dans la mesure où tous se rallient finalement à l'opinion majoritaire, les radicaux, eux, estiment qu'ils ont beaucoup à perdre si leurs vues sont écartées. D'où, pour eux, la tolérance est un luxe qu'ils ne peuvent pas s'offrir.

La polarisation des vues qui va toujours s'intensifiant au Québec à propos des questions nationales entre fédéralistes et séparatistes de même qu'au sujet des questions sociales entre conservatistes et radi-

caux, en contribuant à dresser toujours davantage les uns contre les autres individus et collectivités, ne fait pas qu'abolir les anciennes solidarités. Elle prévient l'établissement d'une base de discussion suffisamment large pour permettre la création d'un nouveau consensus. La polarisation croissante des opinions n'est elle-même qu'un autre symptôme – mais un symptôme particulièrement grave puisqu'il se situe au niveau des valeurs – de la crise qui étreint le Québec.

Notre époque est exigeante : elle demande une nouvelle réconciliation de deux aspirations longtemps tenues pour antinomiques : la sécurité et la liberté. Aucun peuple ne peut être fort et stable s'il ne sait garantir la sécurité des personnes et des biens. Mais en même temps, tout au moins dans les sociétés qui adhèrent au projet de la démocratie libérale, on vise à la plus grande liberté d'expression et de mouvement pour les individus et les collectivités. Dans nos sociétés pluralistes, estime-t-on, ce n'est que par la franche confrontation des fins et des moyens qu'on peut espérer que les voies [347] finalement choisies seront les meilleures et qu'elles rallieront les citoyens.

La rapidité et l'ampleur des transformations technologiques ont ébranlé les sociétés dans leurs assises mêmes : en même temps qu'elles aggravaient les causes de conflit, elles érodaient les traditions protectrices. Jusqu'à récemment, on considérait le Québec comme une oasis de paix dans un monde agité. Il est vrai que cette paix avait pour prix une démocratie en sommeil et un rythme lent de croissance sociale, économique et scientifique. La « Révolution tranquille » nous a brusquement réveillés à la triste réalité : dans un monde qui accédait à l'époque post-industrielle, le Québec s'empêtrait dans un amalgame de traditions d'une qualité fort diverse et de traits modernes assimilés en cachette et sans discernement.

On s'est mis au travail. On a aboli les cadres protecteurs. On s'est libéré de la tutelle des anciennes hiérarchies. On a suscité des aspirations nouvelles parmi diverses couches de la population. Les transformations dans certains ordres de la pensée et du comportement furent radicales. Songeons au taux de natalité qui, il y a moins de dix ans était l'un des plus élevés parmi les peuples occidentaux et qui aujourd'hui est devenu l'un des plus bas (passant de 29-30 par mille entre 1950-60 à 16.3 en 1968).

Les cadres sociaux (famille, églises, élites), jusqu'à ces toutes dernières années solides et stables, ont longtemps protégé les individus. Ils leur ont donné la sécurité. Ils étaient autoritaires mais le paternalisme et le fait que les élites, fraîchement sorties du rang, se tenaient près du peuple tempéraient l'exercice de l'autorité. Les Québécois étaient dociles et doux comme le mouton qu'ils s'étaient donné comme symbole. Du haut de la chaire, dans le cabinet du médecin, dans l'étude du notaire comme à l'Assemblée nationale et à l'école, on formait le peuple au respect des personnes fondées en autorité. La démocratie, sauf au niveau local et dans certaines grandes organisations secondaires, était une réalité abstraite ; la liberté d'action était en pratique assez grande parce que l'autorité était peu interventionniste et que les assujettis ne songeaient guère à s'y soustraire.

La mort de Duplessis en septembre 1959 et la victoire libérale en juin 1960 marquent en politique la fin de l'Ancien Régime et l'aube d'un Nouveau Régime. Avec hésitation d'abord et bientôt avec précipitation on abolit les cadres protecteurs, on proclame la démocratie avec le peuple et on fait sauter les barrages qui retenaient le libre cours des aspirations [348] libertaires qui s'étaient exprimées au sein de certaines organisations secondaires, revues et mouvements sociaux durant les années '50. Le point culminant de cette « révolution » fut la création du ministère de l'Éducation en mars 1964 qui donna le coup de grâce à la domination de l'Église au Québec et provoqua le vaste courant de démocratisation de l'enseignement ⁴⁰.

Le mouvement libertaire s'est fait partout sentir et nulle part on y a résisté. Les cadres familiaux eux-mêmes ont cédé. Au sein de l'université, des groupes d'intérêt, des médias et télémedia de communication – partout et très rapidement une liberté à peu près sans frein a succédé à des contrôles bienveillants mais rigides. Le mouvement laïc de langue française s'évanouit de lui-même faute de véritable combat à mener. Et c'est dans ce climat d'euphorie libertaire que le séparatisme québécois se constitua en mouvement organisé (1961-1963). En d'autres temps, en d'autres pays, on aurait sans conteste imposé des bornes à ce mouvement qui, sans vergogne, se donnait comme mission de

⁴⁰ Sur l'extraordinaire débat qu'a suscité cette loi, voir mon ouvrage : *Le Bill 60 et la société québécoise*, H.M.H., Montréal, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

faire éclater le système politique canadien. Mais, dans les circonstances propres au Québec ébloui et sûr de lui d'alors, il fut considéré comme licite et le gouvernement québécois flirta même parfois avec l'idée du séparatisme entre 1962 et 1964 et entre 1966 et 1969.

La décennie '70, par contraste avec la précédente où tous les espoirs étaient permis, s'écoule sous un ciel bas et chargé d'orages. D'une part, le rythme de croissance dans certains secteurs a été décevant ces dernières années, d'autant plus que la conjoncture internationale est loin d'être favorable. D'autre part, les aspirations n'ont cessé de croître parmi la population. Il s'ensuit un écart croissant entre les possibilités réelles d'action et les attentes des individus et des groupes

Pareil écart est de soi une source de difficultés pour les gouvernants. Mais le climat social qui prévaut actuellement rend la situation infiniment plus précaire.

La liberté dont jouissent les Québécois est fort jeune et a été conquise avec la plus grande facilité. Brusque coup de balancier de l'Histoire, elle risque d'être facilement débridée. D'autres peuples ont gagné leur liberté de haute lutte. Ils en apprécient mieux que nous le prix et peut-être savent-ils mieux que nous se contenir afin de la protéger.

[349]

Circonstance aggravante : le mouvement libertaire québécois a coïncidé avec une recrudescence de la violence à travers le monde. La technologie post-industrielle, l'horreur des guerres modernes, l'avènement des ordinateurs et des télémedia et l'accroissement de l'instruction ont accru les impulsions à la violence chez les peuples, les collectivités, les individus et cela a un point tel qu'on se demande si les systèmes politiques les plus résistants au stress pourront les contenir. Le seuil de tolérance de la violence pourrait être atteint bien avant que les collectivités non organiques aient mis en œuvre tous les modes et moyens de violence susceptibles d'être utilisés. Dans tous les pays, une foule de modes d'action autrefois considérés illicites sont aujourd'hui employés impunément.

Les peuples sont en train de vivre une révolution culturelle dont les deux principaux volets sont les suivants : 1) Ce sont les « systèmes », les « mandarins », les « establishments » qui sont considérés comme la

cause véritable de la violence ; 2) contre les pouvoirs « répressifs » on affirme qu'il est normal et moral pour les individus et les collectivités de recourir à la violence morale et physique et même à la terreur. Et pour les jeunes qui sont socialisés dans un tel climat, la lutte par tous les moyens contre les « systèmes » et contre les « establishments » est considérée comme allant de soi. Ils acquièrent une culture politique qui effectivement accepte la violence comme une valeur positive.

Les événements tragiques d'octobre 1970 et l'écrasement de la velléité de révolte des unions de travailleurs en mai 1972 risquent de traumatiser les Québécois au point de les rendre parfaitement apathiques ou, au contraire, révoltés. Il s'impose de surmonter ses craintes et ses hésitations et de revendiquer pour tous le droit à la liberté dans l'espoir que tous sauront en user avec le même discernement qu'on doit attendre des gouvernants dans l'usage qu'ils font de leur pouvoir de contraindre.

[350]

Septième partie :
La prochaine révolution

Chapitre 5

Tendances évolutives

[Retour à la table des matières](#)

Le diagnostic est le suivant : le Québec est aux prises avec une crise grave – crise du système, crise du régime, crise des rouages, crise des valeurs enfin. Comme la crise ne peut définir qu'un état passager, qu'elle est appelée à se résorber ou au contraire à conduire le patient à sa fin, est-il possible de prévoir les grandes lignes de l'évolution de la situation au Québec, et si oui, quelles sont-elles ?

Bien entendu, nous ne pouvons connaître l'évolution de la conjoncture tant interne qu'externe. C'est ainsi, par exemple, qu'un exercice qui consisterait à tenter de mesurer toutes les conséquences sur le plan de la culture, de l'économie et de la politique de la transformation du Québec en État distinct serait assez vain en ce moment-ci si on bornait l'examen à des extrapolations à partir de la situation présente. Mais comment prévoir les caractères exacts des handicaps de même que les effets d'entraînement positifs résultant d'une séparation éventuelle du Québec du reste du Canada ? Et comment évaluer les effets sur le Québec de la troisième révolution technologique dont on ne connaît

aujourd'hui que les premières manifestations ⁴¹ ? Selon quelles modalités, dans des contextes [351] différents, se présenteront les contraintes objectives comme le climat, l'environnement linguistique et culturel et ainsi de suite ? Comment, dans les conditions qui seront alors les leurs, se comporteront les interprètes de la situation, les élites tant traditionnelles que nouvelles, les masses ? Quelles seront les convictions qui se propageront parmi les collectivités diverses, les objets des affrontements à venir, les facteurs de mobilisation, les stratégies d'action, les mécanismes de contrôle social ?

Toutes ces questions – et combien d'autres de même nature – peuvent finalement se ramener à l'interrogation suivante : quelles sont les formes les plus plausibles de compénétration du politique et du social dans l'avenir ? En considérant cette dernière question comme centrale, je sais que je m'expose à l'accusation de conférer à la politique une importance qu'elle n'a pas dans la marche actuelle de la société et qu'elle n'aura probablement pas non plus dans l'avenir. J'estime en effet que les élites intellectuelles québécoises font souvent la part bien trop large à la politique. Elles attendent d'elle qu'elle soit à la fois le cerveau et le cœur de la société alors qu'elle agit le plus souvent comme catalyseur et comme inspiratrice d'action. Ce qui, en effet,

⁴¹ Si on en juge toutefois par ces premières manifestations, les effets risquent d'être plutôt défavorables pour le Québec, comme d'ailleurs pour le reste du pays. Sur le plan des ressources : passage au second rang d'importance de l'énergie hydro-électrique (qui depuis quatre-vingts ans fut pour le Canada le principal facteur de l'attraction que ce pays a exercée sur les promoteurs industriels) au profit de l'énergie atomique ; faiblesse du marché pour les biens industriels et de service, le Canada étant un des seuls pays à économie industrielle avancée disposant d'un marché direct de moins de cent millions d'individus ; menace aux immenses ressources naturelles du territoire par la multiplication des produits synthétiques (plastic, fibres synthétiques comme substitut du papier, aliments synthétiques, etc.). Sur le plan social et humain : exigences syndicales supérieures à nos concurrents de demain, les peuples afro-asiatiques ; manque de dynamisme de l'économie canadienne soumise à la tutelle de l'économie américaine ; absence d'ambition et faible capacité d'innovation chez les ingénieurs et sens de la gestion peu développé chez les cadres. Sur le plan politique, enfin : incapacité, incompétence ou incurie des gouvernements en matière de politique économique et scientifique. Sur le sujet, outre nos développements antérieurs, voir : Rapport du comité sénatorial de la politique scientifique, *Une politique scientifique canadienne*, vol. 1 et vol. 2, Information Canada, Ottawa, 1971-1972.

contribue le plus à tenir ensemble une société, ce sont les organisations secondaires (ses partis, ses groupes d'intérêt, ses associations, ses entreprises économiques, ses regroupements multiples de citoyens). Selon que ces organisations sont dynamiques ou fortes ou, au contraire, amorphes et peu résistantes, les sociétés sont elles-mêmes dynamiques ou amorphes, fortes ou peu résistantes. Le présent ouvrage l'a montré, le Québec ne peut compter que sur un petit nombre d'organisations secondaires dynamiques et fortes et ces dernières, trop souvent, sont mal intégrées au Québec. Il n'y a guère, parmi les institutions du cru, que les unions de travailleurs et, à un degré bien moindre, les universités, à avoir, ces derniers temps, fait montre d'esprit d'initiative et de capacité d'adaptation : dans ces conditions, on comprend mal qu'on se prétende bon Québécois et qu'on puisse se réjouir des difficultés qui confrontent ces organisations et même qu'on songe à leur « couper les vivres » ou à leur briser les reins. Les gouvernements, au Québec plus qu'ailleurs, se trouvent appelés à compenser pour les faiblesses chroniques des organisations secondaires : aide directe à l'industrie, travaux publics, entreprises ou régies publiques, interventions poussées sinon toujours bien avisées dans les secteurs de la culture, de [352] l'éducation, des télécommunications, de la santé et du bien-être, de l'habitation, des relations intergouvernementales, etc. Ces circonstances particulières contribuent sans aucun doute à faire de la politique, plus souvent qu'il ne siérait, virtuellement le seul objet des craintes et des espoirs collectifs des Québécois.

Malgré les intentions originelles, dans toutes les sociétés libérales, la politique, par la force des choses, est devenue un moteur central du mouvement social. Les circonstances particulières au Québec ne font qu'aller dans le sens des tendances évolutives de fond à l'œuvre partout en ce qui touche les formes générales des interactions du social et du politique. Ces formes générales possibles, je les ai désignées sous les noms de techno-démagogie, d'anarchie et de concertation. Chaque crise, en quelque point du corps social qu'elle se produise, comme chaque accalmie qui la suit, manifeste de diverses manières l'action des forces sous-tendant ces diverses tendances et est susceptible d'être une étape vers la consolidation de l'un ou l'autre d'entre elles.

Par techno-démagogie, il faut entendre un type de régime au sein duquel les responsables politiques sont en pratique dessaisis de leurs prérogatives de dirigeants officiels au profit des fonctionnaires qui,

s'appuyant sur un savoir spécialisé, occupent le pouvoir réel et, en même temps, concentrent vers une seule personne, un chef charismatique d'un genre inédit, l'immense faim de vie instinctive qui se manifeste présentement avec les accents tantôt de supplication, tantôt de colère. Les facteurs susceptibles de favoriser le cours de la technodémagogie concernent surtout la complexité croissante de sociétés en passe d'accéder à l'âge post-industriel de même que d'entraîner la dépendance de plus en plus prononcée des individus et des collectivités, en dépit de l'accroissement général de l'instruction, à l'égard de ceux qui s'offrent à les guider dans les méandres compliqués de la vie sociale organisée. Dans ce type de régime, le style flamboyant et réconfortant du démagogue fait contrepoids aux aspects inhumains de la technocratie omnisciente. Ce type de régime pourrait cependant même se dispenser du démagogue. Le monde de l'homme étant transformé en un paradis soporifique, l'esprit lui-même pourrait devenir superflu et les passions apaisées. Cette condition dans laquelle l'homme peut très bien se retrouver demain – n'est-il pas déjà profondément [353] engagé dans cette voie ? – Albert Faucher l'a définie par l'expression : « révolution tranquillisante ⁴² ».

C'est dans une bonne mesure le jeu de forces qui favorise l'avènement de la techno-démagogie qui sous-tend les tendances vers l'anarchie. Mais si l'anarchie, c'est l'antisystème, le projet d'antisociété ou de société parallèle, ce n'est pas, loin de là, l'antipolitique. Il est indéniable qu'un peu partout dans le monde occidental s'exprime aujourd'hui une certaine fatigue vis-à-vis la politique, fatigue qui, si elle allait s'accentuer, pourrait bien aboutir au refus de la politique telle que l'entendent aujourd'hui les dirigeants en place et les politologues. Cette tendance s'est exprimée clairement en France en mai 1968, on la constate aujourd'hui d'indéniable façon dans les États-Unis de Nixon et elle fut l'un des principaux ressorts des crises récentes au Québec. Il se peut qu'on cesse de demander à la politique la solution à tous ses problèmes parce qu'on aura compris que la politique, si riche en compromis, est finalement assez pauvre en solutions. Si l'aspiration anarchique peut prendre la forme du radicalisme, du terrorisme, du « dropping out » et de l'apathie, ce ne sont pourtant pas là les traits qui

⁴² Albert FAUCHER, « La révolution tranquillisante », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. 5, n° 1, 1973.

la définissent intrinsèquement. Ce n'est pas le refus de toute organisation politique qui caractérise les tendances anarchiques contemporaines mais bien plutôt la ferme volonté de se soustraire absolument à l'emprise du système en place. Pour autant que l'aspiration anarchique se définit de façon positive, on peut la voir sous la forme d'un état de société au sein duquel les regroupements de citoyens en vue de l'action organisée ne se font plus sur la place publique (par le truchement de partis, de groupes d'intérêt, etc.) mais plutôt à partir d'unités collectives restreintes et souvent diffuses sans visées politiques immédiates, mais appelées par la force des choses à devenir des lieux de discussion et à se constituer en centres physiques de pouvoir politique en remplacement de l'appareil spécifique de gouvernement aujourd'hui en vigueur. L'aspiration anarchique est, bien entendu, utopique au sens tout au moins où elle s'appuie sur des possibles qui non seulement contredisent la situation actuelle mais encore apparaissent aux yeux des dirigeants comme indubitablement invraisemblables.

[354]

Une troisième tendance évolutive – celle que je préconise – consiste dans la concertation, c'est-à-dire la collaboration organique de tous – individus, petits groupes aussi bien que grands moteurs de la société (l'entreprise, l'université, les unions de travailleurs, le gouvernement) – à l'effort commun. Dans *Société et politique : La vie des groupes* (tome second, 399-401) on parle de la concertation de la façon suivante :

« La concertation ne supprime pas les différents ordres de réalité ni les différences entre les individus et les groupes. Elle n'implique pas une unité générale des vues imposées du dehors. La concertation, si elle doit se réaliser un jour, suivra de l'aménagement d'une mécanique sociopolitique rénovée et conçue pour permettre la participation active des individus et des groupes aux actes du pouvoir.

La concertation permet la poursuite des mêmes objectifs de développement et de planification que préconise la technocratie. Mais à la différence de celle-ci, qui se fie à son seul savoir-faire et qui risque de susciter de la part des citoyens un refus qui déclenche la dynamique de la participation selon des modes divisifs, pouvant aller jusqu'au terrorisme et la révolution, la concertation implique le partage des efforts et des responsabilités entre tous les agents sociaux et politiques et garan-

tit le respect des valeurs humaines dans la programmation et l'exécution des tâches requises pour le progrès de la société. Les formes concrètes d'une telle société concertée sont encore incertaines ; elles se trouvent sans doute préfigurées par la promotion des simples membres aux postes de direction de leur organisation (par exemple, l'accession d'étudiants au Conseil des universités) ou encore par la création de comités consultatifs constitués de fonctionnaires, de députés et de représentants de groupes. La société concertée, sous certaines conditions, permet la cogestion et l'autogestion. Mais elle respecte et suppose l'unité de décision que requiert la bonne marche de toute organisation. On ne doit pas, par conséquent, concevoir la participation plus complète et plus large des agents sociaux à l'action du pouvoir que signifierait l'avènement de la société concertée comme une entrave à l'autorité ou au leadership. Au contraire, elle rendrait l'autorité plus efficace en même temps que plus humaine. »

[355]

La concertation dont il est ici question résultera d'une synthèse entre deux orientations aujourd'hui antinomiques. Elle ne pourra se faire exclusivement par le sommet (c'est-à-dire par le rapprochement des dirigeants dans toutes les sphères d'activité, ce qui contribuerait simplement à la stabilisation de la technostructure) ni exclusivement au niveau de la base (ce qui confinerait à l'anarchie et aboutirait à l'impuissance collective : quelles possibilités de développement social et économique seraient à la portée de mille comités de citoyens, de mille « Opérations-dignité » œuvrant seuls, sans le concours de centres généraux de décision ?). S'il n'est pas possible de former un projet de société autrement qu'à partir de ses racines, il n'est pas non plus possible de la faire tenir debout sans l'armature de solides organisations secondaires ni de la faire progresser sans les grands instruments sociaux, culturels, économiques et politiques d'où émanent la science, la technologie et l'innovation. Les réformes et les redressements concrets qui rendraient possible une véritable concertation de toutes les forces sociales, celles de la base aussi bien que celles du sommet, ont été esquissées dans le présent ouvrage et ont été exposées de façon détaillée tout au long de *Société et politique : la vie des groupes* qui, en ce qu'il traite des fondements et de la dynamique des sociétés libérales, constitue le livre-compagnon de celui-ci.

Nous savons que la prochaine révolution est inéluctable. En effet, les pulsions qui la meuvent, ce sont les espoirs et les craintes, les amours et les haines des contemporains. Ce sont donc les hommes eux-mêmes qui, sans y être directement contraints, avec fièvre et passion, au contraire, mais largement à leur insu, travaillent à son déroulement. Loin de la redouter, ils aspirent obscurément au jour où elle sera révolue. Ce jour-là, espèrent-ils, leurs rêves individuels et collectifs se réaliseront.

Révolution, cependant, veut dire confusion. La confusion, ici, s'exprime par le fait que, selon leur tempérament et leurs intérêts, les hommes cherchent à engager l'avenir sur trois voies différentes en même temps : la techno-démagogie, l'anarchie et la concertation. D'où l'extrême ambiguïté des termes qui se veulent descriptifs de points de vue et de mentalités, comme ceux de « droite » et de « gauche », de « réactionnaire » et de « radical », et ainsi de suite. C'est précisément cette immense cacophonie des projets et des actions qu'expriment les crises de toutes sortes qui, sans avertissement, secouent les sociétés libérales de l'Occident.

[356]

Si telles sont les données maîtresses de la condition présente, les hommes sont loin d'être complètement démunis ; au contraire, s'ils le veulent, il leur est possible de maîtriser jusqu'à un certain point tout au moins le cours des événements. Loin d'en être réduits à se croiser les mains dans l'attente qu'un cataclysme apocalyptique scelle tôt ou tard leur destin, ils ont beaucoup à faire : réduire les coûts matériels et humains de la nécessaire transition ; faire en sorte que cette dernière se fasse avec douceur pour le plus grand nombre possible, riches et pauvres, forts et faibles, instruits et ignorants, jeunes et vieux.

Le Québec est solidaire du monde moderne. Le Québec a cependant son propre rendez-vous avec l'Histoire, un rendez-vous auquel il ne saurait se soustraire et qui pourrait être tragique. Une question se pose qu'il incombe aux Québécois de résoudre seuls car personne d'autre ne peut le faire à leur place : la question nationale. Ici encore les jeux ne sont pas définitivement faits. En prolongeant indéfiniment le débat, on risque cependant de perdre de vue les autres enjeux de l'heure et de se retrouver demain parmi les laissés pour compte de l'Histoire.

Tel est le drame que vivent les Québécois depuis plus de dix ans : ils ressentent de fortes impulsions pour l'action constructive mais des obstacles physiques ou psychologiques contraignants ralentissent leur élan : impulsions à l'égard d'un grand projet national que paralyse la crainte des inconnues de l'après-demain ; impulsions vis-à-vis de l'émancipation économique et sociale qu'immobilise le poids des énormes structures dominantes en place ; impulsions à l'endroit de la rénovation de l'appareil politique qu'amortit l'accumulation des déceptions devant l'insignifiance des résultats.

Tout le problème des Québécois se ramène finalement aux interrogations suivantes : parviendront-ils à effectuer une synthèse originale de la tradition et du « progrès » qui marquerait leur accession à la pleine maturité comme peuple particulier ? Comment, à la fin, réconcilieront-ils le pari de la modernité qu'ils ont enfin osé relever et leur fidélité à l'Héritage ?

Fin du texte